

## Fronde africaine

OFFICIELLEMENT, le sommet franco-africain de La Baule s'est achevé, jeudi 21 juin, de façon conforme aux désirs du président Mitterrand. Après que celui-ci eut été l'octroi de l'aide aux efforts de démocratisation dans les pays demandeurs, ses hôtes se sont engagés, par la déclaration finale, à « associer plus étroitement les populations concernées à la construction de leur avenir politique, économique et social. Ainsi, en échange de nouvelles facilités pour le remboursement de la dette ou son effacement pur et simple, les présidents en place paraissent accepter de jouer le jeu du multipartisme demandé par des multilatéraux de plus en plus insistant ».

M. Mitterrand a dû de poser un ultimatum, parlant simplement d'aide « plus tiède » pour les régimes autoritaires et plus enthousiaste pour ceux qui seraient franchis le pas. Il a précisé qu'il n'y aurait pas de « barème », car il n'existe pas de « modèle de référence ».

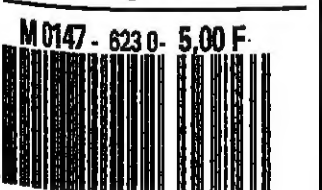
MALGRÉ ces précautions, un vent de fronde a soufflé à La Baule, dans certaines délégations qui, en privé, ne souhaitent pas leur présence à l'égard d'une démocratie à l'occidentale, susceptible de provoquer des situations confuses, avec une préférence de partis politiques ou un réveil du tribalisme.

On a bien mesuré l'agacement des Africains, hors des amabilités de banquet, dans le débat pour le choix du pays hôte de la prochaine « réunion de famille », dont la périodicité est portée à deux ans, en alternance avec les sommets de la francophonie. Contrairement aux usages antérieurs, le projet de déclaration finale, soutenu par les Français, reportait ce choix à plus tard, le confiant à une réunion des ministres des affaires étrangères, prévue en juin 1991 à Paris. Épaulé par le roi Hassan II, avec lequel il est dans les meilleurs termes, le président Bongo a obtenu à la dernière minute que la conférence franco-africaine de 1992 ait lieu à Libreville.

AINSI le président gabonais, confronté récemment à des manifestations qui provoquaient l'envoi d'un contingent militaire et l'évacuation d'une partie de la population française, se retrouve crédité d'un avenir stable. Certes, le Gabon était engagé dans le multipartisme avant les troubles du printemps, conformément - déjà - aux vœux de Paris. Certes, la panique qui a saisi les opérateurs économiques étrangers a contribué à faire surseoir l'ampleur d'une révolte quelque peu retombée depuis. Mais la décision prise à La Baule est une gifle pour les opposants qui espèrent le départ de M. Bongo après des élections libres. C'est aussi une reculade de la part des Français d'abord peu pressés de faire un tel cadeau à un président particulièrement contesté au sein du Parti socialiste.

Supportant mal les critiques de la presse occidentale, les présidents africains pourraient devenir des partenaires moins fidèles. La France qui, par intérêt et par facilité, avait cherché à placer ses relations avec eux sur le terrain de l'affectivité, voire à les infantiliser, risque d'être chassée dès lors qu'elle s'érige en professeur de démocratie.

Lire l'article de JACQUES DE BARRIN page 30 - section C



## Des dizaines de milliers de victimes après le tremblement de terre

### Une aide internationale très large s'organise en faveur de l'Iran

Le séisme qui a ravagé toute la partie nord-ouest de l'Iran aurait fait, selon le dernier bulletin officiel publié vendredi 22 juin après-midi, 14 100 morts et près de 30 000 blessés. La secousse qui a été ressentie jusqu'à Téhéran a détruit des villages entiers et des

quartiers de grandes villes. Les États-Unis ont proposé leur aide. La France, la Grande-Bretagne et le Japon ont envoyé des secours.

L'Irak, ennemi de l'Iran dans la guerre du Golfe, a aussi offert son assistance et présenté ses condoléances aux Iraniens.



C'est le tremblement de terre le plus meurtrier en Iran depuis dix ans. Dix mille personnes au moins ont trouvé la mort dans la province de Chilan, qui borde la mer Caspienne, et 2 300 dans celle de Zandjan, plus au sud. La secousse a duré pas moins d'une minute dans la

nuît du 20 au 21 juin. Plus de trente heures après le séisme, des milliers de victimes étaient toujours ensevelies sous les décombres et dans la boue. Les nombreuses routes bloquées par les glissements de terrain rendent plus difficile encore la tâche des sauveteurs. Les

hôpitaux sont débordés. Des pays comme les États-Unis, qui n'ont pas de relations diplomatiques avec Téhéran, la France, la Grande-Bretagne, le Japon ont offert une aide financière et des équipements spécialisés.

Lire nos informations page 11 - section B

## La préparation du budget de 1991

### L'Etat dépensera plus et réduira moins les impôts

Les dépenses publiques devraient augmenter de 5,3 % dans le budget de l'Etat pour 1991 et privilégier l'éducation nationale, la recherche et le logement social, a déclaré, le jeudi 21 juin, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, à l'issue d'une réunion tenue à l'hôtel Matignon avec MM. Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Michel Charasse.

Le gouvernement pourra-t-il annoncer de nouvelles baisses d'impôts à la rentrée prochaine, lors de la présentation au Parlement de son projet de budget pour 1991 ?

Ces dernières années, la fiscalité a été sensiblement allégée, au bénéfice des entreprises comme des particuliers. Si les contribuables ne s'en sont pas aperçus nettement, c'est parce que l'activité et les revenus ont augmenté, élargissant les bases imposables. Mais les taux, eux, ont bel et bien diminué, que ce soient ceux de la TVA, de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. Et le nombre des personnes exonérées s'est accru, notamment en 1987 (1). On peut dire que si la législation fiscale n'avait pas été allégée depuis 1986, les Français auraient à payer cette année 100 milliards de francs d'impôts de plus qu'ils n'en déboursent. Ce qui aurait d'ailleurs fait complètement disparaître le déficit budgétaire.

Cette politique d'allègements fiscaux - l'idée avait été lancée par M. Mitterrand en 1982 avec son engagement de stabiliser puis de réduire les prélèvements obligatoires - n'a pu prendre corps qu'en 1986-1987 du fait du prolongement de la crise en France (2). Elle reste le credo officiel, de la droite comme de la gauche. C'est ainsi qu'à différentes reprises, M. Bérégovoy a fait clairement allusion à de nouvelles baisses de la TVA et de l'impôt sur les sociétés.

ALAIN VERNHOLLES

Lire la suite page 25 - section C

(1) Le système dit de la décade a exonéré en 1986 deux millions de contribuables qui avaient à payer un impôt inférieur à 2 300 F. Elle a réduit de 30 % l'impôt d'un million huit cent mille contribuables.

(2) En période de crise, les recettes fiscales sont inférieures aux prévisions, car l'assiette de l'impôt se réduit avec l'activité et les revenus. Ce fut le cas en France de 1980 à 1985.

## Quatre idées-forces pour l'Europe

La position britannique sur l'union politique à la veille du sommet de Dublin

par Douglas Hurd

Dublin verra la semaine prochaine le Conseil européen se réunir pour la troisième fois en six mois. Après le marché unique et l'UEM en décembre, l'unification allemande en avril, voilà l'union politique européenne. Quel ordre du jour ! Mais de quoi s'agit-il exactement ? Des mots ou d'une réalité à portée de main ? Robert Schuman voyait juste, en 1950, quand il déclarait : « L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble ; elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. » Une analyse prophétique à l'époque, pleine de sagesse aujourd'hui.

Quatre idées-forces devront à mon avis guider nos travaux sur l'union politique, à Dublin et au-delà. Car il importe, premièrement de renforcer la légitimité démocratique de la Communauté et d'en faire une Europe plus proche du citoyen, deuxièmement, d'optimiser le fonctionnement de nos institutions, troisièmement, de veiller à ce qu'elles n'interviennent que là où elles s'imposent et là seulement - c'est le fameux principe de subsidiarité. Enfin, de renforcer la voix de la Communauté dans le monde et de maintenir à l'Europe son caractère ouvert et libéral.

Nous n'avons nul besoin d'une révolution pour cela. La Communauté est une réussite. Nous réalisons, aujourd'hui, les avancées concrètes qu'appelaient Schuman de ses vœux. L'Europe est en marche ; la Communauté doit garder toute sa dynamique.

Lire la suite page 4  
► Douglas Hurd est chef de la diplomatie britannique.

## Elysée - Matignon : la guerre des nerfs

L'attitude distante du chef de l'Etat à l'égard du premier ministre entretient les spéculations sur l'avenir de M. Rocard

M. Mitterrand n'assure plus à son premier ministre qu'un « service minimum ». C'est du moins ce que l'on pense, avec un rien de désignation, dans l'entourage de M. Rocard, après les commentaires elliptiques mais clairs du président de la République sur le chef du gouvernement, à Soluté le 3 juin puis dans le Monde du 20 juin. A Soluté, M. Mitterrand s'était contenté de remarquer qu'il gardait M. Rocard parce qu'il l'avait choisi : « C'est moi qui l'ai appelé (...), je ne vois pas me plaindre de ce que j'ai fait ; je ne me suis pas trompé. » Au Monde, il a simplement déclaré qu'il souhaite la « réussite » du premier ministre. Comment aurait-il pu dire l'inverse ?

Il serait exagéré d'affirmer que rien ne va plus entre le président de la République et son premier ministre. Mais à

l'hôtel Matignon plus personne ne cherche à entretenir la fiction d'un ciel sans nuages. Ce n'est pas que la vie quotidienne du couple exécutif soit devenue impossible, ni éprouvante. Un conseiller du premier ministre hasarde même : « Il paraît qu'en ce moment le président est charmant... »

Il est pourtant clair que M. Rocard est entré dans une deuxième phase, plus difficile que la première, de son séjour à Matignon. Selon un récent essai (1), les relations entre les présidents de la V<sup>e</sup> République et leurs premiers ministres sont soumises à un rythme immuable.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Lire la suite page 8

(1) Pierre Servant, Océide à Matignon, Balland, 1989.

## L'unité allemande

- Le traité sur l'union monétaire a été ratifié par les Parlements de RFA et de RDA page 4
- Les Allemands de l'Est dans le tourbillon page 5
- Moscou propose que les troupes des quatre grandes puissances quittent Berlin page 30 - section C
- Bonn va garantir un crédit de 5 milliards de deutschmarks à l'URSS page 23 - section C

## La grève des magistrats

Les organisations syndicales envisagent de reprendre leur mouvement page 12 - section B

## Le Mondiale

La fin du premier tour. RFA - Pays-Bas et Argentine-Brésil, chocs majeurs des huitièmes de finale page 10

## SANS VISA

Le commerce à l'américaine change de décors ■ Gastronomie ■ Jeux pages 15 à 18 - section B

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 30 - section C

AU SOMMAIRE DE JUIN

**Le Monde DES PHILATELISTES**

L'Office de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Dossier spécial : les premiers timbres sur la chanson française. Bruant, Piat, Brassens.
- Bret. Tino Rossi et Maurice Chevalier.
- Les villes allemandes à travers les timbres du III<sup>e</sup> Reich.
- La représentation du Christ chez Dürer.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

## Les atours de la presse « de terroir »

Du Bulletin d'Espalion à L'Éveil de Lisieux en passant par le Courrier de Paimbœuf ou l'Éclair du Gâtinais, la presse hebdomadaire régionale souffre de son image vieillissante, de la concurrence des « gratuits » et des radios locales. Elle compte pourtant près de 300 titres, touche près de 15 millions de lecteurs et « pèse » 1,5 milliard de francs.

Surtout, elle a entrepris depuis dix ans, sous l'impulsion d'une nouvelle génération de managers, un vaste effort de modernisation et de concentration, qui améliore sensiblement sa rentabilité. Aussi cette presse « de terroir », forte de sa proximité avec les lecteurs, suscite aujourd'hui les appétits du groupe Hénart, d'Illeves ou des grands quotidiens régionaux.

Lire page 22 - section C  
l'article d'YVES-MARIE LABÉ



## DÉBATS

Démocratie

## La justice délabrée

par François Léotard

LES fastes de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française n'ont pu masquer le délabrement grave de l'institution judiciaire, organe essentiel de la protection des droits de l'homme et du citoyen, qui n'est plus en mesure aujourd'hui de jouer son rôle de garant des libertés publiques.

Face à cette situation née d'une crise morale et matérielle sans précédent, le Syndicat de la magistrature, proche du pouvoir socialiste, a appelé l'ensemble des magistrats à une grève le 21 juin, bien que ce droit ne leur soit pas reconnu par leur statut.

L'Union syndicale des magistrats et l'Association professionnelle des magistrats ont également décidé de manifester à cette date. Ainsi pour la première fois dans l'histoire de la magistrature, toutes les organisations professionnelles, malgré leur division, se rejoignent dans l'action.

Co mouvement a reçu également, fait exceptionnel, l'appui de la grande majorité de la Cour de cassation. Cette grève des magistrats judiciaires suit ainsi de quelques jours celle de leurs collègues des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Ces grèves ont toutes le même objectif. Les juges ne veulent plus, avec raison, cautionner le désintérêt croissant de l'exécutif pour l'institution judiciaire, et qui se manifeste

par un constat de divorce entre les Français et leur justice.

Les nombreuses affaires récentes ont illustré d'une manière criante la dépendance de la justice pénale à l'égard de l'exécutif. Cette dépendance du non-lieu et de l'amnistie dans laquelle nous vivons a provoqué une profonde crise morale de tous les magistrats, fonctionnaires et auxiliaires de justice.

La lenteur de la justice est également une réalité dont souffrent nos concitoyens, notamment en matière sociale et pénale. Les chiffres-clés de la justice publiés à La Documentation française au mois d'octobre 1989 sont éloquentes. Ils indiquent que la durée moyenne de règlement des affaires civiles est en 1988 de 16,9 mois pour les cours d'appel, de 10,5 mois pour les tribunaux de grande instance, de 4,4 mois pour les tribunaux d'instance et de 10,5 mois pour les conseils de prud'hommes. Ces chiffres ne sont bien sûr qu'une moyenne variable selon les villes et les régions.

Aucun chiffre n'est donné en ce qui concerne la durée des affaires pénales. Cependant, le nombre et la durée excessifs des détentions provisoires que j'ai pu personnellement constater lors de ma récente visite de la maison d'arrêt de la Santé placent la France dans le peloton de queue des pays de la CEE pour le respect de la Convention européenne des droits de l'homme en ce domaine.

Cette lenteur ne peut cependant être imputée aux magistrats, qui bénéficient d'une image valorisante justifiée dans l'opinion, qui les considère compétents, intègres et courageux.

La cause de cette situation doit être recherchée dans le budget déficient alloué à la justice pour assurer ses missions. La politique de modernisation annoncée périodiquement tant par le garde des sceaux que par le premier ministre reste toujours au stade de l'incantation.

## Diplomates, magistrats, militaires

Avec 1,38 % du budget de l'Etat, il n'existe aucune possibilité sérieuse de rénovation, et l'année 1991 ne sera pas malheureusement l'année de la justice, comme l'avait annoncé naïvement et imprudemment M. Rocard au mois de février dernier.

Enfin, le rapport de la commission Bouchet sur la réforme de l'aide légale, qui vient d'être remis à M. Arpaillange, a confirmé aux Français l'inégalité de l'accès à la justice puisque l'Etat n'a consacré en 1989 que 400 millions de francs pour aider les plus démunis à se défendre.

Mon sentiment est que nous devons faire collectivement un effort de réhabilitation de la fonction publique judiciaire et policière. C'est la nation tout entière qui doit accepter les contraintes que supposera cet

effort, parce qu'elle en aura perçu les chances : plus de démocratie, plus de transparence, plus de dignité pour chacun. De même qu'il n'y a pas de démocratie sans Parlement, il faut affirmer aujourd'hui qu'il n'y a pas de démocratie sans tribunaux. Ce sont en fait toutes les grandes fonctions régaliennes de l'Etat qu'il convient de réhabiliter (en rémunération, en prestige, en autorité) : le militaire, le diplomate, le policier, le magistrat.

Mais ce dernier, encore plus que les autres, est victime aujourd'hui d'une société qui mêle, dans la confusion intellectuelle et morale, la complexité du droit et la tolérance aux abus, la pression politique et l'indifférence critique, l'abondance du spectaculaire et la rareté de la transparence.

Une société libérale, société à laquelle aspirent – consciemment ou non – une large majorité de Français, est fondée sur un Etat de droit, régie par une jurisprudence, arbitrée par une autorité judiciaire, encadrée par des lois respectées. C'est donc le juge – indépendant, intègre, compétent, accessible – qui en est le meilleur défenseur.

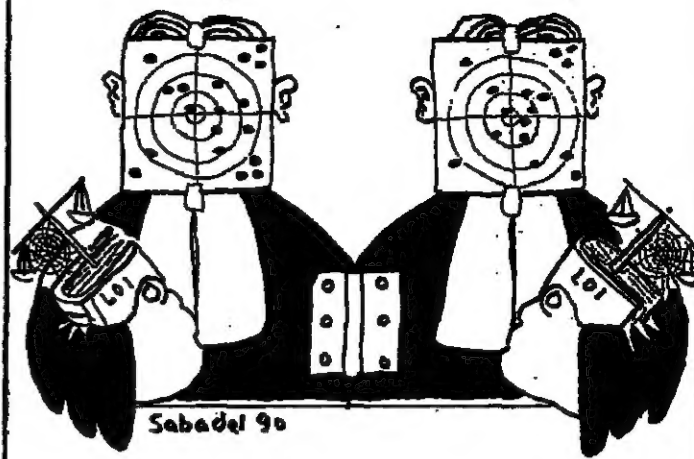
Grève des diplomates en 1989 (c'était une grande première), grève des magistrats en 1990... N'attendons pas, pour réagir, la grève des militaires.

► François Léotard est président du Parti républicain.

## TRAIT LIBRE

JUGE DE DROIT

JUGE DE GAUCHE



## Bibliographie

## Danseuse de papier

LA presse écrite a de beaux jours devant elle. Tous les Cassandres à courte vue qui annonçaient sa mort prochaine peuvent rengainer les notices nécrologiques et travailler leurs larmes de crocodile. Comme le roseau pascalien, le « support » papier plie mais ne rompt point devant les assauts des nouveaux médias. L'avion n'a pas tué le train, la télévision n'a pas tué le journal, la télématique ne remplace pas la carte postale. Donc, nous vivrons des lendemains. A condition de surmonter les mille et un blocages, les corporatismes divers, les conservatismes et les filologies.

Tel est le message que Bernard Wouts exprime dans son livre intitulé *La Presse entre les lignes*. L'ancien administrateur général du Monde, devenu PDG du Point, est un homme de presse mais n'est pas journaliste. Il n'est pas légitime que les hommes qui tiennent les complices dans la presse prennent parfois la plume pour dire leur fait à ceux qui tiennent dans les journaux. C'est ce que fait l'auteur, sans s'embarrasser de nuances, avec une vivacité de ton qui n'est pas le résultat d'un travail mais bien l'expression d'une nature passionnée, directe.

## Les journalistes, sujet tabou

Dans ce qu'il présente comme « un plaidoyer pour la presse écrite », Bernard Wouts procède à un inventaire des différentes fonctions des entreprises de presse, des multiples formes de presse, le tout étayé par des rappels historiques, des statistiques, des arguments de type industriel, des réflexions juridiques (« La structure juridique d'un journal l'apparente sans ambiguïté à une entreprise commerciale... »), des notations de lecteur sourcilieux et ironique, le tout agrémenté de formules provocatrices à l'emporte-pièce. On sent bien que ces dernières sont tout autant destinées à stimuler la réflexion du lecteur profane qu'à agacer la corporation de ces « bêtes de plume » dont il évoque brièvement les qualités et dénonce les défauts, l'impotence face à la modernité.

Ce livre contient deux livres. Un exposé alerte, précis, utile, sur l'état de la presse écrite en France : législation, distribution, marketing, publicité, rentabilité et coûts, impression, rapports sociaux, état de la modernisation, enjeux culturels et politiques. Un véritable manuel d'actualisation des connaissances pour tous ceux, et

on veut croire qu'ils sont nombreux, pour qui la chose écrite, demain comme hier, doit être protégée comme une fleur rare et fragile. Au total, une drôle d'activité fondée sur « une équation à trois facteurs : création, industrie, gaspillage » et aboutissant trop souvent, selon l'auteur, à « une économie de danseuse ».

Mais notre homme est aussi marin et aime à se colletter avec les périls océaniques. C'est un foucou. Son livre est donc aussi – il comprendra qu'on l'attendait là-dessus avec un regard plus acéré... – une adresse vacharde aux journalistes. Sujet « tabou », dit-il, et ce n'est pas faux, dans lequel il va guerroyer avec un plaisir fort visible.

Nous sommes soignés : mépris aristocratique des réalités de l'économie des entreprises de presse, « insuffisances professionnelles », notamment dans le traitement de l'économie, prétention à occuper le haut du panier et à s'abriter derrière la sacro-sainte spécificité du métier pour refuser d'anticiper les évolutions nécessaires ou pour s'y soumettre quand elles s'imposent, hypocrisies et bonne conscience, isolationnisme par rapport aux autres catégories de personnel. Les journalistes, que Bernard Wouts a côtoyés dans les journaux où il a travaillé, l'ont beaucoup déçu : « Une de mes plus constantes déceptions dans ce métier, écrit-il, est de voir à quel point les journalistes, acteurs concrets de l'indépendance et du pluralisme, sont indifférents à l'économie de leurs journaux ».

Un procès contre un procès : combien de journalistes, dans combien de rédactions, se plaignent des « managers » et se disent déçus de l'indifférence de ceux-ci par rapport au contenu des journaux, à l'information ? Incompréhension à double face ? Fantasmagorie contre fantasmagorie ?

► La Presse entre les lignes, de Bernard Wouts. Edit. Flammarion, 264 p., 99 F.

BRUNO FRAPPAT

## COURRIER

## Georges Bidault et la Résistance

Je conçois fort bien que l'épouse de Georges Bidault ait été choquée par le choix d'une photo sur laquelle son mari ne se trouve pas (*Le Monde* du 16 juin). La photo (de la célèbre descente des Champs-Élysées représente, en effet, Georges Bidault en retrait du général de Gaulle.

Une remarque de M<sup>me</sup> Bidault m'a cependant heurté. Celle-ci : « La présence au côté du chef de la Résistance intérieure au chef de la France libre ». Il n'y a pas eu un chef de la Résistance intérieure et, d'autre part, un chef de la France libre. Il y a eu un chef de la Résistance française et un seul : Charles de Gaulle. Sans les charges de mission de la France libre puis de la France combattante, venus d'Angleterre et, plus tard, d'Algérie, la Résistance intérieure n'aurait pu avoir une grande efficacité. Ce sont ces « charges de mission » qui apportèrent les moyens dont tout dépendait : les émetteurs-récepteurs de radiotélégraphie et les plans permettant de les mettre en œuvre.

La première rencontre entre les combattants de la Résistance intérieure et ceux de la France libre s'avait eu lieu des années avant la fameuse descente des Champs-Élysées.

JEAN LE ROUX

Locquirec.

## Néologisme

## Informativité

par Philippe Dreyfus

PENDANT près d'un demi-siècle, nous nous sommes complus dans l'amélioration des technologies de l'information, notamment dans les domaines de l'informatique et des télécommunications. Ce faisant, on s'est davantage intéressé aux moyens de traiter, de conserver, de diffuser et de transmettre les informations qu'aux finalités attachées à la mise en œuvre de ces procédés.

Je propose de lancer un nouveau concept, celui d'« informativité ». L'informativité est à l'information ce que la productivité est à la production, la compétitivité à la compétition, la créativité à la création. L'informativité d'une organisation qualifie son aptitude à obtenir, à partir d'informations dont elle dispose, des résultats répondant à des objectifs définis et mesurables : compétitivité économique pour une entreprise, qualité de service rendu pour une collectivité, accroissement de la satisfaction d'un consommateur, d'un usager ou d'un citoyen pour un prestataire d'un service public ou privé. L'informativité mesure le

succès ou l'échec de toute action s'appuyant sur une ou plusieurs techniques de traitement et de communication de l'information.

Elle donne au chef d'une entreprise le moyen d'évaluer les avantages que celle-ci retire des investissements et des coûts de son système d'information. Elle permet, par exemple, de mesurer les effets d'une campagne de publicité sur l'activité commerciale, de comparer et d'améliorer les performances d'organisations similaires au vu de la réalisation d'objectifs stratégiques et globaux. Enfin, la modernisation de l'Etat passe essentiellement par son aptitude à accroître son informativité.

Ce néologisme – comme en son temps celui d'« informatique » – répond au souci d'exprimer en un seul mot, familier de tous – et traduisible facilement dans les langues étrangères : *informativity* (en anglais), *informatividad* (en espagnol), – une idée que l'évolution de l'environnement scientifique, économique, social ou culturel rend utile, sinon indispensable. Or c'est bien l'informativité qui

devient aujourd'hui le principal souci des décideurs de toute nature, l'informatique étant, elle, considérée comme un outil perfectionné et complexe contribuant, par les solutions qu'elle permet, à la stratégie des organisations.

J'imagine que « informativité » déclencherait autant de critiques qu'en suscita le mot « informatique » quand je l'ai proposé dans *Le Monde* en 1982. Ces critiques ne se turent que cinq ans plus tard, lorsque le terme fut consacré par son inscription au dictionnaire de l'Académie française, grâce au soutien de Louis Armand. Mais les critiques et les débats contribuent largement à la diffusion d'un néologisme.

Peu de personnes réalisent que le mot « informatique » n'existait pas au début de la V<sup>e</sup> République, alors que l'informatique – en tant que technique – avait vu le jour en 1940. Souhaitons que le parcours de « informativité » soit plus rapide.

► Philippe Dreyfus est vice-président de CAP Gemini Sogefi.

## 36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

## ⇒ BACCALAURÉAT

## ⇒ BREVET

- Philosophie
- Français (élèves en 1<sup>re</sup>)
- Histoire-Géographie
- Mathématiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

**POUR VOS CORRIGÉS**  
**TAPEZ**  
**36.15 LMBAC**  
**36.15 EDUC**

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Onisep

MNEF

Éducation

ESIG

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Giffert, Nelly Pierrat  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 48-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



# ÉTRANGER

URSS : en désaccord avec M. Ligatchev

## Le chef du parti à Leningrad demande le maintien de M. Gorbatchev au secrétariat général

Le congrès du Parti communiste de Russie, dont les travaux ont lieu depuis mardi à de très sévères critiques de la direction du pays, a été marqué jeudi 21 juin par un coup de théâtre. M. Guidaspov, le responsable du PC pour la région de Leningrad, souvent présenté comme l'une des principales personnalités conservatrices, a créé la surprise en se livrant, lors d'une conférence de presse, à un plaidoyer en faveur de M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre correspondant

Le président soviétique, a dit M. Guidaspov, « porte un très lourd fardeau et a beaucoup fait pour le pays ». Évoquant la possibilité que M. Gorbatchev abandonne lors du prochain congrès du Parti communiste soviétique ses fonctions de secrétaire général, comme l'avait suggéré la veille Egor Ligatchev (le Monde du 22 juin), chef de file des conservateurs au bureau politique, Boris Guidaspov n'a pas hésité à déclarer que cela « serait une très grande perte pour le parti, sa dignité », qui aurait des « répercussions sérieuses sur les rythmes de la perestroïka ». Les communistes de Leningrad, a annoncé leur chef, voteront « probablement » pour la candidature de Mikhaïl Gorbatchev au poste de secrétaire général.

Quelques heures avant de faire ses déclarations, Boris Guidaspov avait été reçu par le président soviétique au Kremlin, en même temps qu'une délégation venue présenter ses condoléances. Recourant à des arguments d'une autre époque, un ouvrier de Leningrad s'est plaint que les « ouvriers et paysans » ne soient plus représentés suffisamment dans les organes de parti et de l'État. Il avait même affirmé que la « contre-révolution » s'était abattue sur Moscou et Leningrad — dont les deux municipalités sont dirigées depuis peu par des personnalités réformistes — et accusé Mikhaïl Gorbatchev de « mener un autre modèle de vie que le nôtre ».

Un compromis avec les conservateurs

Le président soviétique avait admis, selon l'agence Interfax, que les « ouvriers et paysans », dont le Parti communiste est supposé défendre l'origine, les intérêts, n'étaient pas suffisamment représentés dans les organes du Parti et de l'État.

Face à l'offensive conservatrice des communistes de Russie, Mikhaïl Gorbatchev essaye de trouver un compromis et il a mis sur Boris Guidaspov. Les journalistes avaient remarqué l'intérêt nouveau du président soviétique lors de l'intervention de ce dernier devant le Congrès de Russie. Les propos très conciliants de M. Guidaspov sur la nécessité de trouver un « juste milieu » entre les diffé-

rentes tendances au sein des rangs communistes ne pouvaient que satisfaire M. Gorbatchev, dont les maîtres mots sont à l'heure actuelle « entente nationale », « dialogue », « compromis ».

Le président soviétique estime que le pays, qui s'apprête à affronter une douloureuse transition vers l'économie de marché, a besoin d'un minimum de cohésion. Sans illusion sur la dégradation de l'image du PC, mais conscient du fait qu'aucune structure ou mouvement politique n'est pour l'instant susceptible de prendre la relève, M. Gorbatchev doit encore tempérer son Parti communiste et il veut éviter autant que faire se peut sa scission.

D'où la recherche du compromis avec les communistes conservateurs de Russie, auxquels le président soviétique a fourni plusieurs assurances. Le programme de transition vers l'économie de marché, a-t-il expliqué, est en cours de réexamen et sa version finale sera

soumise à la discussion de la population, mais aussi du parti. Un plénum du comité central lui sera consacré.

Enfin, en misant sur M. Guidaspov, Mikhaïl Gorbatchev dévoile les divergences entre les conservateurs. Le chef du parti à Leningrad n'a pas caché ses différences d'analyse avec Egor Ligatchev. « Il peut avoir sa propre position », a-t-il dit. M. Ligatchev risque de faire les frais de ce rapprochement entre M. Gorbatchev et M. Guidaspov, lequel pourrait prendre sa place au bureau politique.

Quant au congrès du Parti communiste de Russie, il a décidé de poursuivre ses travaux jusqu'à samedi pour élire son comité central. Les communistes russes devraient élire vendredi leur premier secrétaire. Les quatre candidats qui s'étaient présentés jeudi étaient des conservateurs bon teint. — (Intrium)

Selon le « Wall Street Journal »

## Les armes nucléaires soviétiques sont retirées des zones troubles

Selon le Wall Street Journal daté 22-23 juin, les militaires soviétiques ont commencé à retirer leurs armes nucléaires des régions les plus troubles de l'URSS pour les amener vers des sites plus sûrs, notamment dans la République de Russie.

Les révélations du quotidien américain recourent des indications recueillies antérieurement auprès de responsables soviétiques et publiées parfois dans la presse de Moscou. Ainsi le physicien Evgueni Velkhov avait révélé dans les Nouvelles de Moscou du 4 mars qu'une des raisons de l'intervention de l'armée soviétique à Bekou, en janvier dernier, avait été la crainte que des armes nucléaires (au nombre d'une centaine, selon des estimations occidentales) stockées près de la capitale de l'Azerbaïdjan ne tombent

entre les mains d'« extrémistes » qui seraient par ailleurs, selon lui, les revendeurs de des terroristes du tiers-monde.

De même, M. Birindjick, membre de l'Institut des études stratégiques de Londres, avait révélé en mai avoir appris d'un haut responsable à Moscou que la direction soviétique avait commencé de retirer toutes ses armes nucléaires des trois Républiques baltes. Il s'agit d'éviter aussi bien le détournement d'armes vers des pays étrangers que leur emploi ou leur menace d'emploi dans une guerre civile. Comme l'écrit le Wall Street Journal, « l'histoire abonde en guerres civiles, mais aucune ne s'est produite encore dans un pays qui dispose du plus grand arsenal nucléaire du monde, dispersé dans des centaines de sites sur un très vaste espace ».

La visite à Paris du premier ministre hongrois

## Budapest se lance à corps perdu dans le capitalisme et le parlementarisme

Fort du consensus national sur la « loi du profit », le nouveau premier ministre hongrois, M. József Antall, a commencé vendredi 22 juin une visite de deux jours en France, après un séjour en RFA où il a obtenu de nouveaux crédits. Outre l'appel qu'il entend lancer aux investisseurs français, M. Antall attend de Paris l'abolition des visas pour les ressortissants hongrois, comme l'ont déjà fait Bonn et Rome, et une plus grande attention au problème de la minorité hongroise en Roumanie.

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

S'adressant cette semaine aux investisseurs bavarois, lors de sa première tournée officielle à l'étranger, M. Antall les a invités à passer outre aux « scènes apparemment chaotiques » de la vie du nouveau Parlement hongrois, car elles masquent, a-t-il affirmé, un fort consensus de la population sur l'essentiel : la nécessité du passage à l'économie de marché et les sacrifices que cela impose. Un argument renforcé par le fait qu'il est aussi et avant tout celui du principal parti d'opposition à la coalition « de droite » au pouvoir, à tonalité chrétienne-démocrate. L'Alliance des démocrates libres (SzDSz), conduite par d'ex-députés parfois « gauchistes », critique en effet le gouvernement pour ses lenteurs à se lancer dans les réformes économiques libérales.

Des ministres « bien jeunes »

Paradoxe hongrois : c'est grâce à une loi adoptée en mars dernier par le vieux Parlement dominé par les communistes devenus « socialistes » que la Hongrie peut se prévaloir, depuis jeudi 21 juin, d'être le premier pays d'Europe de l'Est à avoir une Bourse officielle. Plus qu'un symbole — la Hongrie a depuis des années un début de marché obligatoire — la nouvelle Bourse a donné le coup d'envoi à une forme de privatisation modeste, après les « privatisations spontanées » de cet hiver (le Monde du 20 avril). C'est là l'embryon du « capitalisme populaire » cher au parti de M. Antall, le Forum démocratique (MDF).

« Nous pouvons créer l'infrastructure financière, donner l'information sur le prix réel des entreprises, mais nous ne pouvons pas créer la confiance, seul le gouvernement peut le faire », déclare le président du de la Bourse de Budapest, M. Lajos Bokros. Or qui est M. Bokros, avec ses trente-six ans et l'aisance d'un « broker » new-yorkais ? Un membre du Parti socialiste hongrois, ex-communiste donc, élu au nouveau Parlement et qui reste un des directeurs de la Banque nationale hongroise.

S'il évite de critiquer ouvertement le gouvernement qui a chassé son parti du pouvoir, il laisse entendre que les nouveaux ministres, en majorité d'anciens enseignants, sont à ses yeux encore bien jeunes : chacun, dit-il, avait un avis différent sur ce que devait être la nouvelle Bourse.

De fait, le lancement de la Bourse dans le contexte économique actuel a de quoi rendre perplexes : baisse de la production, inflation de 24 %, la plus forte dette à l'étranger d'habitants et un déficit budgétaire dont le FMI réclame la réduction. Cela, au moment où les turbulences du commerce au sein du COMECON vont gravement compromettre les revenus hongrois, que l'essor des exportations en devises ne peut encore compenser.

Manœuvres en coulisses

Face à ce défi, la Hongrie semble pour le moment enfoncée dans l'« explosion parlementaire » : les députés, auxquels le gouvernement n'a pas encore soumis les lois économiques cruciales pour la reconstruction, se livrent depuis un mois aux joies nouvelles de la politique politicienne. Tout avait pourtant bien commencé : le MDF, vainqueur des élections du 8 avril, a formé une coalition avec deux autres partis de droite pour obtenir une majorité parlementaire. Parallèlement, il concluait un accord avec le SzDSz : le principal parti d'opposition obtenait l'élection par le Parlement d'un des siens à la présidence de la République, moyennant la réduction du nombre des lois devant être votées à la majorité des deux tiers.

Cet « accord de gouvernabilité » a été salué avec soulagement par les Hongrois et à l'étranger, mais très vite, la presse et les partis ont commencé à critiquer ces « manœuvres de coulisses » qui brisaient le jeu parlementaire normal. Un député très populaire, Zoltan Kiraly, a quitté les rangs

du MDF et, soutenu par les ex-communistes, a lancé une campagne pour l'élection du président au suffrage universel. Une pétition en ce sens a largement recueilli les cent mille signatures nécessaires. Constitution oblige, à l'organisation d'un référendum. S'il est conclu, une élection présidentielle devra se tenir dans la foulée. Ce qui fait, avec les élections locales prévues au début de l'automne, trois nouvelles campagnes électorales qui menacent la Hongrie et sa stabilité.

Celle-ci est aussi menacée par la fragilité de la coalition au pouvoir : la prochaine discussion de la loi sur la terre risque de provoquer le départ du Parti des petits propriétaires, qui a obtenu le ministère de l'Agriculture et veut rendre les terres à leurs anciens propriétaires, souvent des retraités citadins. « Une folie », disent en chœur les autres partis.

M. Antall doit aussi faire face à la contestation dans sa propre formation, évitant de justesse, à l'issue de plusieurs réunions d'un congrès houleux, de se voir flanqué d'un coprésident représentant la fraction populiste et nationaliste du MDF, laquelle serait promptement, le cas échéant, à faire appel au ciment que représente toujours pour les Hongrois la défense de leurs compatriotes coupés de la patrie par le traité de Trianon, et qui sont deux millions dans la seule Roumanie. Le gouvernement s'est montré modéré sur le sujet, qui n'est pas abordé au Parlement.

On débat plutôt dans cette Assemblée de questions telles que les armoiries du pays et cela commence à lasser l'opinion, qui espère tout naturellement des changements concrets au départ des communistes. Or ces ex-communistes réformateurs et expérimentés font finalement assez bonne figure au Parlement, dans la mesure où l'opposition naturelle, le SzDSz, liée par son accord avec le MDF et à la recherche de crédibilité, garde pour l'instant un profil bas. Même si elle est montée cette semaine au créneau pour dénoncer un accord passé par le ministre de l'Éducation et les Églises, prévoyant l'introduction du catéchisme dans les écoles.

Il reste que tous les Hongrois, forts de leur avance sur les autres pays de l'Est en matière d'adaptation aux mécanismes de marché, sont profondément conscients de la nécessité de maintenir cette image à l'étranger. Cela vaut bien des compromis internes.

SOPHIE SHIHAB

# GIESBERT

Un vif succès, en raison de ses qualités de style, de la sûreté de ses renseignements et de la férocité de ses traits. Angelo Rinaldi / L'Express

Giesbert a eu le talent de broser, avec un mélange de cruauté et de fascination, un portrait intime de François Mitterrand. Alain Peyrefitte, de l'Académie française / Le Figaro

La cruauté, surtout lorsqu'elle est servie par une plume d'un si grand talent, fait recette. Jean-Marie Colombani / Le Monde

Le travail le plus brillant et le plus achevé, le plus vivant et le mieux informé qu'aït suscité jusqu'ici le principat de François Mitterrand. Alain Duhamel / Le Point

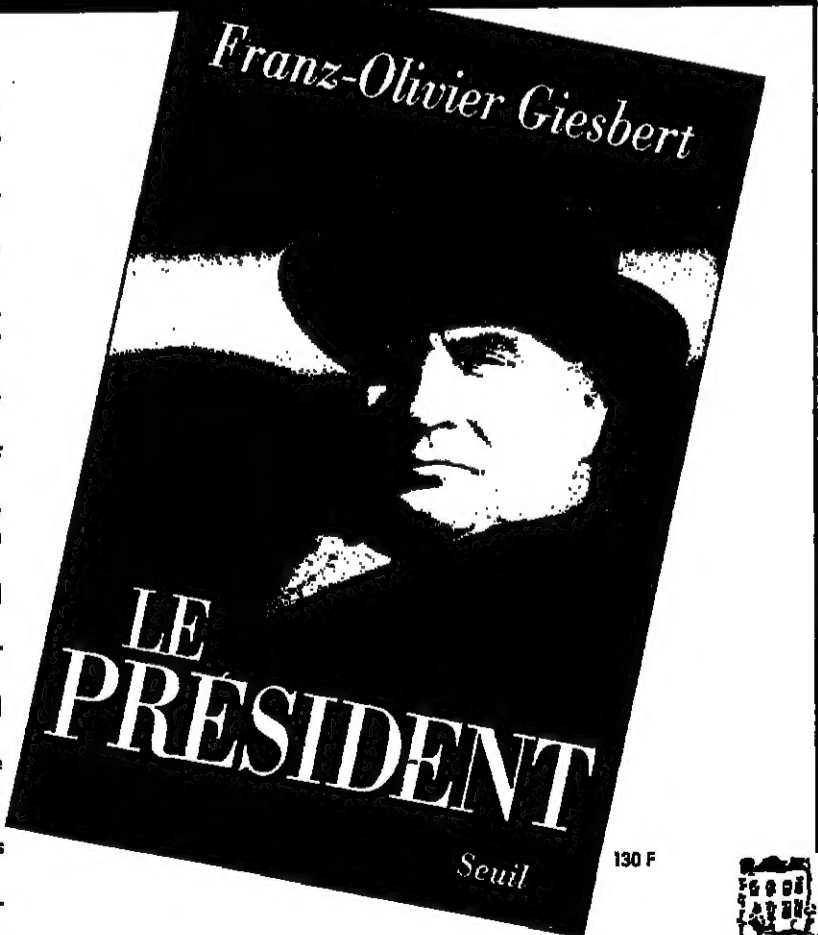
Rédigé avec une vivacité et un brio redoutables, Le Président se lit comme un roman. Fabien Roland-Lévy / Libération

Enquêteur infatigable, Giesbert s'est rapproché de son modèle le plus qu'il pouvait, avec une loupe très grossissante, quoique mouillée d'acide. Laurent Joffrin / Le Nouvel Observateur

Il est des passions homicides, des couples infernaux : François Mitterrand et son biographe au long cours, Franz-Olivier Giesbert, sont de ceux-là. Dominique Durand / Le Canard enchaîné

Une série éblouissante de récits et d'anecdotes. Michel De Jaeghere / Valeurs actuelles

Le livre que j'aurais voulu écrire. Philippe Alexandre / Investir



Editions du Seuil

ROUMANIE

## Le frère de Nicolae Ceausescu condamné à quinze ans de prison

Le général Nicolae Andruța Ceausescu, frère de l'ancien dictateur, a été condamné jeudi 21 juin à une peine de quinze ans d'emprisonnement par la Cour suprême de justice roumaine.

Le général Ceausescu, soixante-trois ans, ancien chef de l'école de la Securitate, était accusé notamment d'avoir tué sept personnes lors de la répression des manifestations de Bucarest, le 21 décembre dernier. Il a été reconnu coupable de tentative de meurtre, d'incitation au génocide et de détention illégale d'armes.

Le procès de Nicu Ceausescu, fils de l'ancien président roumain, a pour sa part été reporté au 16 juillet, le juge chargé du dossier, M. Doru Viorel Ursu, ayant été nommé ministre de l'Intérieur.

Par ailleurs, cent vingt-deux des quelque mille personnes arrêtées à Bucarest au cours des troubles de la semaine dernière se trouvaient toujours en détention jeudi, selon des chiffres fournis par le ministre de l'Intérieur à une délégation d'étudiants. — (AFP, Reuters)



## EUROPE

YUGOSLAVIE : limogeages, pressions

## L'opposition dénonce le manque de liberté de la presse en Serbie

BELGRADE

correspondance

La Serbie est depuis quelques semaines secouée par une véritable guerre des médias. Le processus de démocratisation qui s'opère dans cette république a, comme ailleurs dans la fédération yougoslave, remis en question le monopole de la Ligue communiste sur les médias et plus particulièrement la mainmise du leader serbe, M. Slobodan Milosevic, sur la presse et la télévision belgradoises.

Plusieurs associations indépendantes de journalistes ont vu le jour à la suite d'une série d'incidents. En avril dernier, deux présentateurs du journal télévisé de Novi-Sad (Voïvodine) avaient été limogés pour n'avoir parlé qu'au milieu du programme de la célébration d'une fête serbe où s'était rendu M. Milosevic.

Quelques temps plus tard, le vice-président de la Serbie, M. Kerkas, avait, devant tous les témoins, menacé un journaliste qui venait d'annoncer qu'elle comptait inviter l'un des principaux leaders de l'opposition albanaise du Kosovo.

L'incident qui mit le feu aux poudres fut pourtant la manifestation de protestation du 13 juin, organisée par les principaux partis de l'opposition serbe pour exiger des élections libres et démocratiques dans la république (le Monde du 13 juin).

En fin de journée, un groupe de manifestants s'était rendu devant le bâtiment de la télévision de Belgrade pour demander la démission de son directeur, M. Mitevic, proche de M. Slobodan Milosevic. Alors que la foule commençait à se disperser, la police est intervenue brutalement.

Plusieurs personnes, dont l'écrivain académicien Borisav Pekic, membre du Parti démocrate, ont été blessées. Le soir même, la télévision de Belgrade refusait de retransmettre ce qui avait été filmé sur les incidents et diffusait sur les trois chaînes son journal télévisé. Habituellement, deux de ces chaînes retransmettent les nouvelles d'autres Républiques.

Le lendemain, le quotidien *Politika* condamnait violemment le rassemblement de l'opposition et

accusait *Borba*, le seul organe de presse fédéral, d'avoir « organisé » cette manifestation, d'être « antiserbe » et de vouloir « détruire tout ce qu'il y a de bien en Serbie ». En présentant bon nombre de programmes et de leaders de cette opposition, *Borba* a sans aucun doute contribué à fissurer le mur qui s'élevait entre les médias et l'opposition en Serbie.

## Au service du parti au pouvoir

Conséquences de ces scandales : le rédacteur en chef du journal télévisé de Belgrade, contraint à « lire », le 13 au soir, un communiqué rédigé par les directeurs de la TV, a démissionné. Les journalistes de la radio de Belgrade qui avaient diffusé, suivant les directives de leurs dirigeants, un communiqué « modifié » déclinaient, le lendemain, de passer le reportage qu'ils avaient réalisé pendant la manifestation qui montrait que la police n'avait lancé aucun avertissement.

Le Syndicat indépendant des journalistes de la télévision de Belgrade et un groupe de journalistes du quotidien *Politika* réclamaient à leur tour la démission de leurs chefs accusés d'« ingérences » et de « manipulation » de l'information. Neuf rédacteurs de l'hebdomadaire serbe *Duga* dénonçaient ensuite, dans une lettre de protestation au président serbe, M. Milosevic, le manque de liberté de la presse.

Enfin, un nouveau syndicat de journalistes yougoslaves a critiqué le manque de professionnalisme des journaux belgradois qui « ne sont qu'un service du parti au pouvoir ». Il observe que les titres du groupe *Politika*, principal porte-parole de la politique de M. Slobodan Milosevic, ont été favorisés. Depuis 1989, ils sont exemptés, par décision des autorités serbes, de 90 % des impôts exigés des autres quotidiens. (Interim.)

## Les Parlements de Bonn et de Berlin-Est ont ratifié à une large majorité le traité sur l'union économique et monétaire

Le Bundestag ouest-allemand et la Chambre du peuple est-allemande (Volkskammer) ont ratifié, jeudi 21 juin, à une large majorité le traité d'Etat instituant l'union économique, monétaire et sociale entre la RFA et la RDA. A Bonn, le texte a été approuvé par 445 voix contre 60 et une abstention; à Berlin-Est par 302 voix contre 82. La déclaration sur le caractère définitif de la frontière occidentale de la Pologne a été encore plus largement approuvée: 6 voix contre à Berlin-Est, et 15 à Bonn.

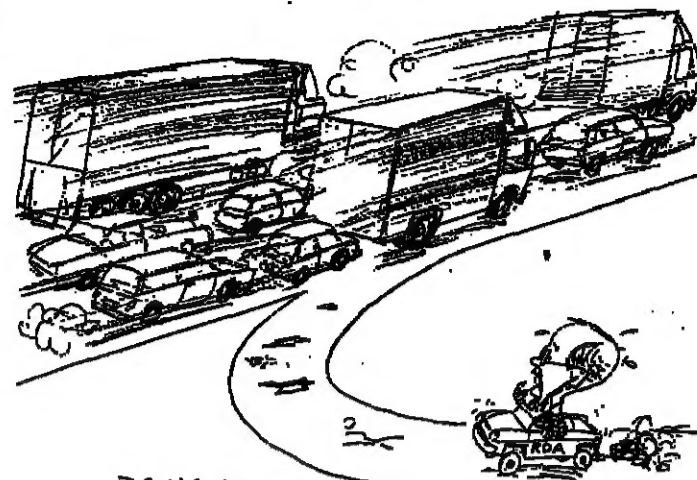
BONN

de notre correspondant

Le dernier obstacle parlementaire à la mise en œuvre, le 2 juillet prochain, de l'union économique et monétaire devait être franchi vendredi 22 juin au Bundestag, la deuxième chambre ouest-allemande. Seuls les représentants de deux Länder gouvernés par des sociaux-démocrates du SPD – la Sarre et la Basse-Saxe – avaient annoncé leur intention de voter contre.

« Je suis convaincu que chacun d'entre nous sera un jour jugé sur l'attitude qu'il aura adoptée en cet instant historique : en opposant un refus pusillanime ou en donnant son adhésion (au traité d'Etat) », a dit le chancelier Kohl dans sa déclaration gouvernementale ouvrant le débat au Bundestag. Il sera suivi par une grande majorité de l'assemblée. Vingt-cinq députés SPD seulement ont rejoint les Verts dans leur refus d'un traité qui ouvre la voie à une rapide unification du pays. Le chancelier s'est par ailleurs déclaré confiant pour ce qui concerne la suite des événements, notamment le règlement des aspects extérieurs de l'unité, qui doivent être traités dans le cadre de la négociation « deux plus quatre » et de la réunion de la CSCE au mois de novembre prochain.

« Le président Gorbatchev m'a



signifié ces derniers jours qu'une solution pouvait être trouvée », a indiqué le chancelier, sans plus de précisions. Il a par ailleurs annoncé qu'il avait proposé que « les deux systèmes d'alliance envisagent, dans le cadre de la CSCE, la possibilité d'un pacte de non-agression, qui devrait être ensuite ouvert à l'adhésion de tous les autres participants de la CSCE ».

## Les frontières polonaises

Dans la partie de son discours consacrée à la question de la frontière polonaise, le chancelier a exprimé « son respect et sa sympathie » pour tous ceux qui ressentent un « sentiment viscéral d'appartenance » aux territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse. Mais pour lui, le choix est maintenant clair : « Soit nous confirmons la frontière existante, soit nous compromettons les chances de réaliser l'unité allemande ». Cela n'empêchera pas cependant quinze irréductibles de refuser de voter la résolution et de soutenir M. Herbert Czaja, député CDU et président des associations de réfugiés.

L'adoption de ce texte par les

deux Parlements allemands facilitera le travail de la réunion de Paris du 17 juillet prochain, où ce sujet sera à l'ordre du jour du « deux plus quatre » auquel la Pologne a été invitée à participer. Mais il ne met pas fin totalement au contentieux germano-polonais. La question des dédommagements aux victimes polonaises du travail forcé hitlérien et le désir manifesté de certains Allemands de pouvoir bénéficier de la liberté d'établissement dans les anciens territoires du Reich constituent toujours des points de friction entre Bonn et Varsovie.

Au Bundestag comme à la Volkskammer, l'opposition a bien pris soin de préciser qu'elle n'était pas opposée à l'unité.

## « Thérapie de choc »

« Ce qui nous différencie, ce n'est pas la question de savoir si on doit réaliser l'unité allemande, mais celle du comment de cette unité », a déclaré M. Hans-Jochen Vogel au nom de la majorité du SPD favorable à l'approbation, alors que le porte-parole de la minorité, M. Peter Glotz, s'élevait contre « la thérapie de choc » que l'introduction du deutschemark allait

Le processus d'unification

infliger à l'économie est-allemande. L'ombre d'Oskar Lafontaine, parti en vacances en Espagne, planait sur l'hémicycle : ses prises de position contre le traité d'Etat étaient vivement attaquées par les orateurs de l'opposition, comme le président du Parti libéral (FDP), M. Otto Lambrecht qui l'a qualifié de « Cassandre vaniteuse ».

A Berlin-Est, le débat à la Chambre du peuple a été beaucoup plus bref : le vote était acquis au milieu de l'après-midi, après un débat où le PDS (ex-communiste) et les représentants du groupe Alliance 90, rassemblant les opposants de la première heure au régime communiste ont exprimé leur désaccord avec le traité qui, selon M. Gregor Gysi, est « constitutionnellement contestable, économiquement et socialement déséquilibré et élaboré en excluant les populations concernées ».

A Bonn comme à Berlin-Est, le débat était, pour toutes les formations politiques, l'occasion de prendre date, avec l'histoire, mais aussi pour les élections paneuropéennes de décembre ou janvier prochain.

LUC ROSENZWEIG

Le parquet fédéral de la RFA engage des poursuites judiciaires contre M. Erich Honecker. Le parquet fédéral de RFA a décidé, jeudi 21 juin, l'ouverture d'une information judiciaire contre l'ancien numéro un communiste est-allemand, M. Erich Honecker, et l'ancien chef de la sécurité d'Etat (Stasi), M. Erich Mielke. Ils sont tous deux soupçonnés d'entraves à la justice pour n'avoir pas fait exécuter les mandats d'arrêt internationaux lancés par la République fédérale contre plusieurs membres présumés de la Fraction armée rouge (RAF), a précisé le procureur de Karlsruhe M. Gerhard Klasse.

Soupçonnés d'avoir participé à des dizaines d'attentats sur le territoire ouest-allemand depuis le début des années 70, huit terroristes présumés de la Fraction armée rouge ont été arrêtés en RDA depuis le 6 juin dernier. (AFP, AP.)

## Quatre idées-forces...

Suite de la première page

Il s'agit d'améliorer les choses par étapes, de transformer l'essai, et non de faire un bond en avant, encore moins de proférer de nouvelles phrases creuses. Qu'importe la gloire, seule compte l'action, disait Goethe.

La première chose à faire est de renforcer la légitimité démocratique de la Communauté. Elle repose sur deux piliers : le Parlement européen et les Parlements nationaux, dont Jacques Delors notait en janvier dernier le rôle conjugué, tous deux étant l'expression de la volonté populaire. Que les ministres qui siègent au Conseil soient issus de gouvernements responsables devant les Parlements nationaux est un élément essentiel de légitimité démocratique. On s'accorde de plus en plus à le reconnaître dans la Communauté. Qu'on s'interroge depuis un an environ sur la nécessité de donner aux Parlements nationaux davantage de contrôle est un des éléments neufs les plus intéressants de la réflexion communautaire.

Le deuxième pilier de la démocratie est le Parlement européen. Dans l'acte unique, nous avons sensiblement accru le rôle de Strasbourg dans le processus législatif. Le système fonctionne bien. Nous pouvons certes y revenir, mais je ne

vois pas l'intérêt de tout bouleverser. Là où je crois qu'il y a carence de la démocratie au niveau européen, c'est dans le contrôle du législatif sur l'exécutif. Il n'est certes pas question, ni souhaitable d'ailleurs, que les Parlements nationaux aient l'œil rivé sur le fonctionnement au jour le jour et sur les dépenses de la Commission. Mais un droit de regard doit pourtant s'exercer. Car nos citoyens attendent à juste titre que le législatif contrôle les dépenses de la Communauté, veille à l'optimisation des ressources et s'assure de l'application effective des politiques communautaires. Le contrôle du législatif sur l'exécutif est fondamental en démocratie. Je voudrais donner à Strasbourg les moyens de l'exercer. Il nous faut également réfléchir aux faibles que peuvent présenter nos institutions démocratiques. Les citoyens ont-ils des possibilités de recours suffisantes contre d'éventuelles carences de l'administration ? Quantité d'Etats membres ont des médiateurs. Y a-t-il lieu d'en créer un également au niveau européen ? Et dans ce cas, comment associer à la fonction le Parlement européen ?

Ma seconde idée-force pour Dublin est de rendre la communauté plus opérante. Un exemple. Nous avons bien progressé vers le marché unique. Nous avons fait plus

de la moitié du chemin. Mais à quoi bon cette législation, se demandent nos électeurs, si elle n'entre pas en vigueur ? L'arsenal dont nous disposons pour requérir l'application des textes est à cent lieues du zèle législatif que nous déployons. Cela ne peut pas durer. C'est surtout l'idée de 1992 qui a enflammé les esprits de nos amis et de nos concurrents, en Europe et en Amérique du Nord. N'en laissons pas la réalisation nous échapper.

Je voudrais donc que nous envisagions de renforcer les pouvoirs des instances de la Communauté chargées de faire respecter les lois. Peut-on accélérer l'action de la Cour européenne de justice ? Devrait-on lui permettre, comme aux juridictions nationales, de prononcer des peines, d'imposer des sanctions à l'encontre des contrevenants – tout Etats membres qu'ils soient ? La Cour des comptes des Communautés devrait-elle jouer un rôle accru dans la surveillance des fraudes ? Comment la Commission peut-elle veiller à ce que les Etats membres transcrivent dans leur législation nationale les obligations qu'ils ont contractées au niveau communautaire ? Dans tous ces domaines, nous avons des suggestions à faire. C'est l'Europe des faits et non des mots.

Autant de domaines où entre en jeu la subsidiarité. Je ne suis pas spécialiste de la doctrine – même pour un homme politique, ce n'est pas une notion qui va de soi, encore

moins un sujet de discussion au café du commerce de ma circonscription. C'est pourtant un bon principe : n'agir au niveau communautaire que pour mener les tâches qui peuvent être entreprises de manière plus efficace en commun qu'à l'échelle nationale. La question est de savoir comment y parvenir.

Nous devons enfin réfléchir à notre rôle sur la scène extérieure. L'AELE, l'Europe de l'Est, l'Uruguay Round du GATT domineront cette année le débat. Si nous nous soucions de revoir nos méthodes, attachons-nous alors surtout à rendre effective la coopération politique européenne. Nous en venons, de fait, à élaborer une politique étrangère commune dans un nombre croissant de domaines. Les événements d'Europe de l'Est, la refonte du paysage européen nous en fournissent plus que jamais l'occasion. Saisissons-la. Nous devons trouver les moyens de rendre la machine plus efficace. Pour ce que nous en faisons particulièrement usage. Naturellement, il nous faudra avancer prudemment, en veillant au fur et à mesure à maintenir le consensus.

L'union européenne est un processus. N'avions-nous pas admis dès le Conseil européen de 1976, à La Haye, qu'elle se mettrait en place progressivement, par la consolidation et le développement des acquis ? Nous y venons, peu à peu. Et à chaque étape, nous devons veiller à ce que cette union européenne soit acceptée par nos électeurs, à ce qu'elle réponde à l'attente de nos citoyens, à ce qu'elle reste en phase avec la vie. A ce qu'elle ne soit pas pure rhétorique, mais réalité. Non pas des mots, mais des faits.

Nous sommes en train de forger quelque chose qui n'a pas de précédent dans l'histoire. Qui doit fonctionner sur le plan interne et rester ouvert au monde extérieur. Qui doit jouer un rôle de premier plan dans la recomposition du paysage européen. Nul plus que la Grande-Bretagne n'y est attaché. M. Thatcher et moi avons hâte d'en débattre la semaine prochaine à Dublin.

DIMITRI AS HURN

M<sup>me</sup> Thatcher et M. Delors interprètent différemment la proposition de M. Major sur l'union monétaire européenne

On peut discuter de façon intéressante des idées nouvelles avancées par M. John Major, a déclaré en substance M. Jacques Delors président de la Commission européenne, le jeudi 21 juin, lors d'un colloque organisé au ministère des finances sur l'union économique et monétaire (UEM).

M. Delors, qui répondait à la proposition de M. John Major, chancelier de l'échiquier, de faire circuler l'écu comme monnaie commune parallèlement aux monnaies nationales (le Monde du 22 juin), a ajouté qu'il était prêt à étudier cette idée. Il a souligné que M. Major « n'est pas contre l'étape finale » de l'unification écono-

mique et monétaire qui prévoit monnaie unique et banque centrale européenne.

Cependant et presque simultanément, M. Thatcher donnait de l'idée de M. Major une interprétation différente à la Chambre des Communes, soulignant que le processus alternatif d'union monétaire européenne n'avait pas pour objectif final la création d'une monnaie unique « mais d'une monnaie commune, ce qui est tout à fait différent » (1). M. Thatcher a ajouté que le gouverneur de la Banque d'Angleterre n'avait quant à lui « pas tout à fait » raison de décrire le plan Major comme une étape intermédiaire

entre les monnaies européennes existantes et une monnaie unique.

De son côté, le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a émis des réserves sur l'éventualité de « créations partielles de monnaies dites européennes (qui ne feraient) pas avancer la convergence des politiques économiques et ne nous rapprocheraient pas d'une vraie politique monétaire commune ».

(1) M. Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, avait émis une idée très proche reprise récemment par M. Jacques Chirac, qui en fait la ligne de conduite du RPR dans ce domaine.

## AFRIQUE

TCHAD

## Amnesty International fait état de dizaines d'exécutions sommaires

Amnesty International a révélé, jeudi 21 juin, que plusieurs dizaines de prisonniers, civils et militaires, ont été tués par les forces tchadiennes, depuis le mois de mars, près de la frontière avec le Soudan, zone affectée par le conflit opposant les troupes gouvernementales aux insurgés du Front patriotique du salut du Tchad (FPST).

Le 25 mars, les insurgés ont occupé Bahaf et Tine, capturant des centaines de soldats, et « beaucoup d'entre eux », affirme Amnesty, ont été exécutés pour avoir refusé de combattre les rebelles.

Le 29 mars, les forces tchadiennes ont pénétré dans la ville soudanaise de Koutoum où elles ont exécuté sept rebelles soignés dans l'hôpital de la ville, ajoute Amnesty. Enfin, début avril, vingt-quatre civils ont été tués par les troupes gouvernementales après qu'elles eurent repris la ville d'Irba. A la suite de ces événements, « plusieurs centaines » d'habitants de la région ont été « transférés vers une destination inconnue », indique l'organisation de défense des droits de l'homme. (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

## Un hebdomadaire révèle un complot d'extrême droite contre M. Mandela

Un ancien agent de la police secrète, M. Johannes Smith, qui a infiltré des groupes radicaux d'extrême droite, a révélé, dans un entretien publié vendredi 22 juin par l'hebdomadaire *Vrye Weekblad*, un complot pour assassiner le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, à l'aéroport de Johannesburg, à son retour des Etats-Unis. M. Smith ajoute, dans un document authentifié et transmis par le journal aux autorités, que l'assassin avait déjà été choisi et équipé d'un fusil à lunette.

La police a annoncé jeudi soir que plusieurs personnes avaient été interpellées pour interrogatoire, notamment un conseiller du parti conservateur qui a révélé à M. Smith des plans pour tuer M. Mandela et lui a parlé de son désir de voir assassinés le président Frederick De Klerk et cinq ministres, dont celui des affaires étrangères, M. Pik Botha. D'autres plans prévoyant l'assassinat de députés de gauche et de sabotages dans tout le pays. (AFP.)

LIBERIA

## Charles Taylor n'est plus hors la loi

Le gouvernement libérien a abandonné, mercredi 20 juin, ses poursuites pour détournements de fonds contre le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), Charles Taylor, qui n'est plus « hors la loi », a annoncé le ministre de l'Information, Emmanuel Bowier. Cette décision fait partie de l'amnistie générale pour tous les rebelles, annoncée lundi par le président Samuel Doe. M. Taylor était accusé d'avoir détourné 1 million de dollars lorsqu'il était directeur général d'une agence s'occupant des approvision-

nements de l'Etat. D'autre part, sept ministres, soit plus du tiers du gouvernement, ont abandonné leurs fonctions à l'occasion de missions officielles à l'étranger et chercheraient un pays d'accueil. Une douzaine de hauts fonctionnaires et de banquiers les ont imités, privant de direction une grande partie de l'administration. Enfin, les rebelles se sont rapprochés de la capitale en s'emparant, mercredi 20 juin, de la ville de Careyburg, située à 30 kilomètres de Monrovia. (AFP, Reuters.)

مكتبة ابن خلدون



## EUROPE

entre la RFA et la RDA

# Les Allemands de l'Est dans le tourbillon

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les queues s'étirent devant les caisses d'épargne est-allemandes, ouvertes pendant le week-end ces derniers temps. Le 2 juillet en effet, le mark-Est n'aura plus cours nulle part et il faut bien qu'à cette date chacun soit muni des précieux deutschmarks que lui apporte l'union monétaire et économique avec la RFA.

L'opération n'est pas très compliquée. Aucun change en liquide : chacun est seulement prié d'indiquer à sa banque le montant qu'il veut changer au taux de « un pour un » et qui ne peut dépasser 4 000 marks par personne, 2 000 marks par enfant et 6 000 marks pour les retraités. Le reste ne sera échangé qu'à la moitié de sa valeur nominale initiale. Comme il y a seize millions de cas à traiter - autant que de citoyens - l'opération suppose de chacun un peu de patience.

De la patience, les Allemands de l'Est en ont encore à revendre. Tout est allé si vite ces derniers mois - la chute du mur ne remonte qu'au 9 novembre dernier - que les gens se sont habitués à vivre dans un monde tourbillonnant, semi-réel. Bien peu seraient prêts à parier sur leur sort

dans les mois à venir. Les négociations sur l'union économique et monétaire ont fait apparaître ces dernières semaines bien des incertitudes.

### Halte aux Cassandre !

Sept mois après l'ouverture du mur, le mirage des grosses cylindres, des rayons de magasins pleins à craquer de l'Ouest continue à faire son effet. L'opinion publique s'est préparée psychologiquement à un premier temps chaotique. On sait qu'il y aura du chômage, que les reconversions seront douloureuses, mais, dans l'ensemble, les gens se disent prêts à retrousser les manches, du moins s'ils entrevoient le but de l'effort. Malgré les premières menaces de grèves, malgré la vague attendue de licenciements massifs, les dirigeants politiques espèrent que les programmes de formation professionnelle et les allocations chômage prévus permettront de faire passer le cap des premiers mois.

A deux jours de la ratification du traité d'Etat sur l'union économique et monétaire, la présidente de la Chambre du peuple,

M<sup>me</sup> Sabine Bergmann-Pohl, qui exerce par intérim les fonctions de chef de l'Etat, s'est adressée, mercredi 20 juin, dans une allocution télévisée, à ses concitoyens pour les conjurer de ne pas se laisser perturber par les « pessimistes », par ceux qui « veulent entretenir l'inquiétude » et les appeler à la solidarité.

Malgré les Cassandre, les mois qui se sont écoulés ont déjà beaucoup transformé la vie de tous les jours. L'ouverture de la frontière a bouleversé bien des habitudes. Le mark-Ouest est, depuis des semaines déjà, la monnaie de référence dans toutes les transactions. Les produits occidentaux ont envahi le marché. Sur les routes, les petites « Trabis », devenues invendables, disparaissent au profit des véhicules d'occasion de l'Ouest, qui s'arrachent comme des petits pains.

### Braderies et petits trafics

Ceux qui ont un tant soit peu l'esprit d'entreprise ont depuis les élections du 18 mars eu toute latitude pour saisir la chance de s'installer à leur compte. Les crédits offerts par la RFA sur le reliquat

du fonds Marshall pour l'Allemagne, les possibilités d'association avec des partenaires ouest-allemands ou tout simplement la débrouillardise personnelle ont déjà suscité une explosion de petites entreprises. On trouve aujourd'hui déjà tous les artisans nécessaires pour réparer une fuite d'eau ou faire des travaux de peinture, ce qui était l'année dernière encore un luxe réservé aux élites ou aux représentations étrangères. Les journaux fourmillent de petites annonces proposant des services en tout genre, du conseil commercial à la formation professionnelle, de la gestion informatique à l'organisation de festivités.

Le petit commerce a eu un décollage moins rapide. Sorti de Berlin, où les terrasses de café ont pris un petit air de gaieté nouvelle avec l'aide des grandes marques de cigarettes occidentales, qui ont distribué généreusement les enseignes et les parasols, la physionomie des villes de l'intérieur n'a pas encore réellement changé. Dans les régions touristiques, totalement sous-équipées, on a vu timidement apparaître des chambres d'hôtes, s'ouvrir quelques guinguettes. Mais beaucoup de négociants en herbe ont préféré attendre l'arrivée officielle du mark-Ouest pour se lancer.

Ces difficultés font pour le

moment la joie des vendeurs ambulants en tout genre, souvent venus de l'Ouest, qui ont envahi depuis février les places des villes. Les vigneron du Palatinat y côtoient des Tors de RFA qui vendent leurs tapis entassés dans d'énormes Mercedes. Les « braders » qui vendent pêle-mêle plantes grasses, magazines d'« information » sexuelle, fruits exotiques et télévisions couleur.

### Adieu « Checkpoint Charlie »

L'Alexanderplatz, la grande place de Berlin-Est, est devenue un centre de troc où toutes les nationalités de l'ancien monde communiste : Polonais, Bulgares, Tchèques, Roumains, Vietnamiens et autres viennent vendre quelques bricoles et « trafiquer » une dernière fois sur le mark-Est.

En sept mois, Berlin-Est est passée dans un autre monde. Chaque matin, des cohortes de voitures traversent les postes-frontière et transportent ceux, nombreux déjà, qui travaillent à l'Ouest. Le

1<sup>er</sup> juillet, la ville sera de facto réunifiée, même si deux administrations communales doivent persister jusqu'à l'unification. Les travaux de démantèlement du mur vont maintenant à toute allure. L'Est et l'Ouest y travaillent la main dans la main.

Le no man's land entre les deux murs de béton qui constituait la frontière depuis août 1961 devient un endroit de promenade. Les enfants y jouent au milieu des miradors abandonnés. Pas un jour sans qu'on rétablisse le passage sur l'une des nombreuses rues coupées par le mur.

Une quarantaine d'artères du centre-ville, dont la célèbre Friedrichstrasse, doivent être réouvertes d'ici au début du mois de juillet. En présence des ministres des affaires étrangères américain, britannique, français et ceux des deux Allemagnes, réunis à Berlin pour la conférence « 2 + 4 », le point de contrôle allié, qui barre la rue du côté occidental, a été démantelé vendredi matin 22 juin. Le célèbre et symbolique « Checkpoint Charlie » n'est plus.

HENRI DE BRESSON

PARCE QUE LA VIE EST BELLE, NOUS LA VOULONS PLUS SÛRE.



« Le berceau » de Berthe Morisot.

### PARTICIPEZ AUX PRIX UAP-PRÉVENTION 1990

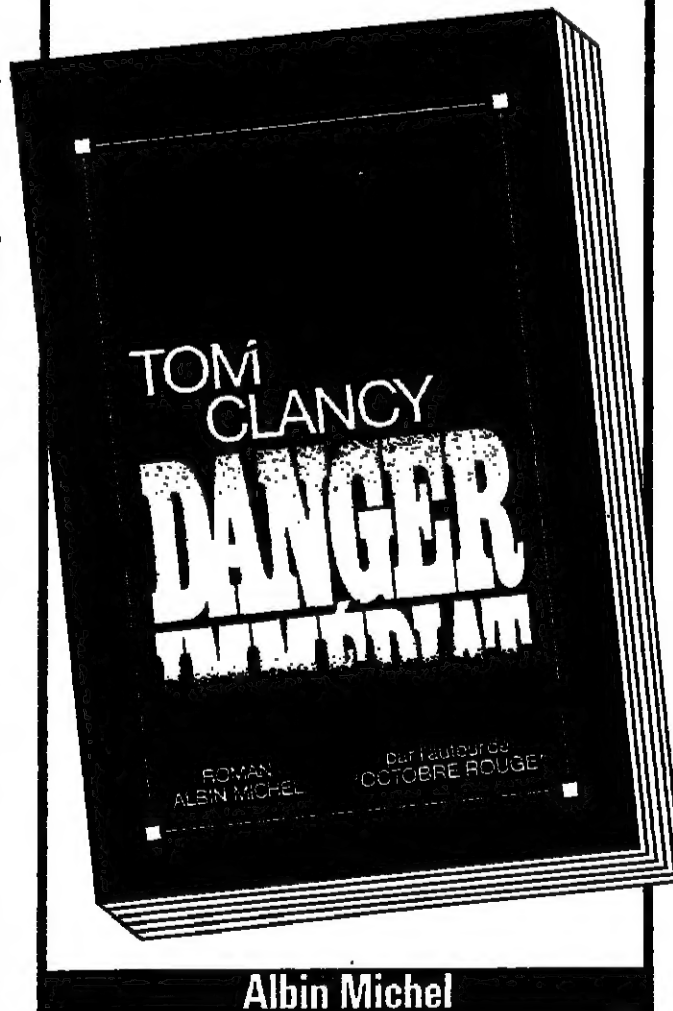
Si par votre action personnelle ou collective vous contribuez à renforcer la prévention des risques pour l'homme et son environnement - que ce soit par l'innovation technique, la recherche médicale ou l'amélioration des comportements - participez aux PRIX UAP-PRÉVENTION. Ces prix, dotés de 300 000 francs, récompenseront 9 lauréats sélectionnés par un jury de personnalités compétentes.

Demandez dès aujourd'hui votre dossier de candidature à l'Association UAP pour la Prévention Tour Lhénin - 10 rue Jean Jaurès - 92807 Puteaux Tél. (1) 47 74 50 41. Date limite de retour des dossiers à l'Association : 15 octobre 1990.



ASSOCIATION UAP POUR LA PRÉVENTION GROUPE UAP

## TOM CLANCY UN PHÉNOMÈNE UNIQUE DANS L'ÉDITION MONDIALE



Albin Michel



## PROCHE-ORIENT

Après la suspension du dialogue avec Washington

### Les dirigeants palestiniens temporisent

Commentant la suspension du dialogue américano-palestinien, M. Mitterrand a estimé jeudi 21 juin, dans une déclaration à la presse à l'issue du sommet franco-afro-africain de La Baule, que si les États-Unis pouvaient faire preuve de la même fermeté à l'égard d'Israël que vis-à-vis de l'OLP « ce serait une bonne chose ».

NICOSIE

de notre correspondante

L'OLP a réagi avec beaucoup de modération à la décision américaine de suspendre son dialogue avec elle, se contentant jeudi soir 21 juin, à l'issue d'une réunion de son comité exécutif à Bagdad, de lancer un appel aux pays arabes pour qu'ils mettent en application les résolutions du dernier sommet arabe.

Déclarant que cette suspension constitue « un soutien et un encouragement à la politique de guerre et d'agression suivie par le gouvernement israélien », l'OLP affirme en outre qu'elle porte « un coup au processus de paix ainsi qu'à la crédibilité de l'administration américaine ». Le communiqué appelle enfin « toutes les forces internationales à œuvrer sérieusement pour la tenue d'une conférence internationale de paix qui constitue le cadre garantissant une solution juste et globale » du conflit.

Ne comportant aucune mesure contraignante à l'égard des États-Unis, sévèrement critiqués pour leur soutien inconditionnel à Israël, les résolutions du sommet de Bagdad renouelaient l'appui des pays arabes à l'initiative de paix palestinienne et soulignaient la nécessité d'apporter toutes les formes de soutien matériel et politique aptes à garantir la poursuite de l'intifada.

De source palestinienne, on affirme qu'aussitôt connue la décision américaine, le chef de l'OLP a reçu de nombreux appels à la fermeté, en particulier des territoires occupés. La tendance des dirigeants palestiniens est pour l'instant de temporiser. L'OLP préfère aujourd'hui voir les éventuelles pressions américaines se porter sur Israël qui, dit-on, ne trouvera pas d'interlocuteur pour engager un quelconque dialogue.

L'influence croissante des islamistes

S'il ne fait pas de doute que la décision américaine, attendue, a provoqué des regrets chez les modérés palestiniens, on estime toutefois qu'il ne faut pas donner trop d'importance à ce « revers ». Il est vrai qu'à l'éphémère de l'ouverture

de ce dialogue, tant souhaité par l'OLP, avait bien vite succédé le désenchantement, les choses « sérieuses », notamment les épineuses discussions sur le plan Baker, aujourd'hui enterré, se déroulant par l'intermédiaire de l'Égypte.

Pris entre la volonté de maintenir son initiative de paix qui ne lui a jusqu'à maintenant rien apporté de concret et l'importance croissante, en particulier dans les territoires occupés, des mouvements islamistes ou extrémistes palestiniens, qui dénoncent celle-ci comme une « capitulation », M. Arafat doit jouer très serré. Il ne peut négliger complètement par exemple l'influence de Hamas (islamiste), qui réclamait récemment comme condition de sa participation au prochain CNP (Conseil national palestinien - Parlement en exil) pas moins de 40 % des sièges. Il ne peut ignorer non plus qu'en menaçant de détruire la moitié d'Israël en cas d'une attaque de l'État hébreu, le président irakien Saddam Hussein est devenu un héros dans les territoires occupés comme d'ailleurs aux yeux de la plus grande partie de l'opinion publique arabe.

Les craintes exprimées par les dirigeants de l'OLP quant à la montée de l'extrémisme islamiste ne relèvent pas de la simple rhétorique, et, en les minimisant,

M. Shamir veut sans doute atténuer une préoccupation sensible en Occident, avant peut-être, comme l'on soupçonne le roi Hussein de Jordanie, de se présenter comme le dernier rempart contre l'intégrisme, le « danger communiste » n'étant plus de mise. Le radicalisme intégriste peut toutefois aussi être un atout pour M. Arafat, estime-t-on de source palestinienne, celui-ci pouvant faire valoir que pour négocier un règlement il faudra choisir entre lui et les extrémistes palestiniens.

La suspension du dialogue avec l'OLP est, quoi qu'il en soit, un coup dur pour les modérés arabes, l'Égypte en particulier. En tant que par deux fois la semaine dernière d'assouplir la position de M. Bush, le président Mubarak pensait sans doute tout autant aux efforts de paix en général qu'à sa propre position. Soutenue modérément par l'Arabie saoudite lors du dernier sommet arabe dans sa tentative d'éviter toute mise en cause de la politique américaine au Proche-Orient, l'Égypte, dont le rôle était déjà de plus en plus contesté par les Palestiniens, risque de se trouver bien seule pour tenter la moindre initiative.

Dans un communiqué laconique, la présidence de la République « déplore » la décision américaine et souligne qu'il est « regrettable que le dialogue soit suspendu au moment où nous tentons de convaincre Israël d'engager le dialogue avec l'OLP en vue de parvenir à la réconciliation et de mettre un terme au conflit ».

A son alliance privilégiée avec l'Égypte, l'OLP paraît de plus en plus substituer une alliance plus combative avec l'Irak et la Jordanie. Bagdad a d'ailleurs aussi renoué avec Abou Nidal, comme pour montrer que toutes les options demeurent possibles.

FRANÇOISE CHIPAUX

IRAK : des réfugiés kurdes exécutés. Amnesty International a indiqué, jeudi 21 juin, qu'au moins sept réfugiés kurdes, qui étaient revenus de Turquie à la suite d'une amnistie, ont été exécutés en Irak, et que des centaines d'autres réfugiés ont disparu. L'organisation de défense des droits de l'homme estime que 27 000 Kurdes, toujours en Turquie, pourraient être en danger s'ils étaient obligés de retourner dans leur pays sous prétexte que Bagdad a prononcé une amnistie. Amnesty demande à la Turquie et à l'Irak d'autoriser la communauté internationale à superviser les rapatriements. — (Reuters)

V. M.

## ASIE

SRI-LANKA : la reprise de la guerre civile

### Plus d'un millier de morts en dix jours

Alors que l'armée sri-lankaise paraît avoir repris le contrôle des principales villes de la province de l'Est, de violents combats se poursuivent dans le Nord, dans la péninsule de Jaffna, bastion des militants tamouls.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

La reprise des hostilités entre les forces gouvernementales et les combattants du LTTE (Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul) marque une nouvelle étape de la guerre civile sri-lankaise et l'échec d'un an de négociations. De part et d'autre, la détermination est identique. Les Tigres déclarent que ces affrontements constituent « l'assaut final pour la libération des masses tamoules », dont l'issue ne peut être que la création de l'Éelam (État tamoul indépendant) ou « l'assujettissement total des Tamouls à la domination cinghalaise ». Le gouvernement de Colombo, de son côté, écarte toute nouvelle tentative de renouer le dialogue tant que les militants du LTTE n'auront pas abandonné leurs armes.

Le secrétaire d'État à la Défense, M. Ranjan Wijeratne, un expert en la matière (c'est lui qui a conduit la répression sanglante dans le Sud contre les militants extrémistes cinghalais du JVP), veut « anéantir le LTTE ». « Nous allons les élimi-

ner, il n'y aura pas de pitié », a-t-il récemment déclaré. L'armée a reçu carte blanche du président Premadasa pour mener à bien sa tâche : l'ensemble de la province de l'Est est désormais sous administration militaire. C'est parce qu'elle avait échoué à remplir cette mission, en 1987, que le président Jayawardene, alors au pouvoir, avait fait appel à l'armée indienne.

Longtemps confinés dans leurs casernes, les militaires sri-lankais ont été éparpillés depuis trois ans, ce qui n'est pas le cas des Tigres tamouls, dont les pertes ont été importantes. La population civile, dans la province de l'Est comme dans le Nord, est de nouveau prise entre deux feux, à la fois obligée de fuir et soumise aux représailles de l'un ou l'autre camp. Les Tigres et l'armée s'accusent mutuellement d'utiliser des armes chimiques, et des milliers de civils (100 000 dans le seul district de Batticaloa) ont trouvé refuge dans les temples et les écoles. Le bilan est incertain, mais plusieurs estimations font état de plus d'un millier de morts depuis la reprise des combats, le 10 juin.

Le massacre, le 19 juin à Madras, dans l'État indien du Tamil Nadu (le Monde du 21 juin), de quatorze membres de l'EPRLF, principal mouvement rival du LTTE, est un nouvel exemple de la politique de terreur des Tigres. Le chef-ministre du Tamil Nadu, M. Karunanidhi, a ordonné la fermeture de tous les bureaux des organisations tamoules à Madras,

mais cette mesure, prise par un homme connu pour être proche du LTTE, aura peu de conséquences. Depuis plusieurs mois, les Tigres se replient au Tamil Nadu, avec la bienveillance des autorités locales.

La position de l'Inde

La comparaison avec la situation qui prévalait en 1987 s'impose de plus en plus nettement. New-Delhi est de nouveau confrontée à des choix difficiles. La guerre qui se déroule dans l'Est et le Nord de l'ancienne Ceylan est une guerre ethnique, opposant les militants tamouls à une armée essentiellement composée de Cinghalais. Les Tigres, une nouvelle fois, vont être accueillis dans Jaffna. Les quelque 40 millions de Tamouls Indiens du Tamil Nadu vont faire pression sur New-Delhi pour que l'Inde vienne au secours des « frères tamouls » de Sri-Lanka.

M. Karunanidhi a d'autant plus de chances d'être entendu qu'il est l'un des architectes du gouvernement du Front national de M. V. P. Singh, lequel ne bénéficie pas d'une forte assise politique dans le sud de l'Inde.

En 1987, New-Delhi avait lancé une opération « humanitaire » consistant à parachuter des vivres au-dessus de la péninsule. Il y avait eu ensuite, le 29 juillet, l'accord indo-sri-lankais prévoyant l'envoi d'une « force de paix ». Puis, pendant deux ans et demi, l'armée

indienne avait tenté d'écraser la rébellion tamoule, au prix de la vie de plus d'un millier de ses soldats. Une à une, les pièces du « puzzle » de 1987 se mettent en place : M. Rajiv Gandhi, chef du Parti du Congrès et ancien premier ministre, affirme que le gouvernement de Colombo a demandé de l'aide à des « puissances étrangères » — dont le Pakistan — et que la guerre qui se déroule de l'autre côté du détroit de Palk menace la « sécurité » de l'Inde, deux griefs qui avaient fortement joué en faveur de l'intervention indienne de 1987.

Bien qu'échaudée par l'expérience, l'Inde peut-elle aujourd'hui rester passive devant la recrudescence des affrontements ? Des raisons à la fois politiques (la solidarité tamoule) et diplomatiques (l'environnement régional) ne l'y incitent pas, d'autant que le traité de 1987 fait d'elle le garant de la paix.

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE : « coup d'État réactionnaire » déjoué à Phnom-Penh. — Les autorités de Phnom-Penh ont affirmé, jeudi 21 juin, avoir déjoué un « coup d'État réactionnaire » qui devait avoir lieu « entre juin et août ». Le communiqué diffusé par Radio-Phnom-Penh s'est élevé contre les « fausses informations » faisant état d'une campagne de répression des partisans d'un système démocratique (le Monde des 9 et 20 juin). — (AFP)

## AMÉRIQUES

CANADA

### La crise constitutionnelle rebondit

La crise constitutionnelle, que l'on croyait réglée depuis la signature, le 9 juin, d'un compromis entre Ottawa et les dix provinces du Canada, a rebondi au cours des derniers jours, mettant de nouveau en péril l'unité du pays.

MONTREAL

de notre correspondante

L'accord qui doit permettre au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada avec le statut de « société distincte » n'avait toujours pas été entériné, jeudi 21 juin, par les deux dernières provinces récalcitrantes (Terre-Neuve et le Manitoba), et les chances de voir leur législature adopter ce texte avant qu'il ne devienne caduc, samedi à minuit, semblaient bien minces. A deux jours de cette échéance, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, s'est rendu à Saint-Jean de Terre-Neuve pour tenter de persuader les députés — très divisés — de cette province qu'ils précipitent le Québec vers la sécession en refusant de lui accorder un statut particulier.

Selon les tout derniers sondages, 57 % des Québécois sont favorables à la souveraineté de leur province. Si l'accord constitutionnel dit de la « dernière chance » devait être frappé de nullité, le Canada tout entier s'exposerait à un véritable « désastre », tant sur le plan politique qu'économique, a prédit M. Mulroney.

La situation est encore plus déli-

cate à Winnipeg (Manitoba), où le seul député amérindien du Parlement manitobain a pu retarder pendant sept jours le dépôt de l'accord avant d'exploiter tous les travers des règlements locaux pour différer la tenue d'audiences publiques, nécessaires avant le vote final. Appuyé par tous les grands chefs des quelque 500 000 Indiens du pays venus ces derniers jours lui prêter main-forte, Elijah Harper, entendant, par ses manœuvres dilatoires, dénoncer « deux siècles de promesses non tenues par les Blancs » à l'égard de son peuple, devenu « le quart-monde » de ce riche pays. « Nous reconnaissons le caractère distinct du Québec mais nous réclamons depuis longtemps le même statut », proclamaient les porte-parole des « premières nations » du Canada.

A la tête d'un gouvernement minoritaire, le premier ministre du Manitoba, M. Gary Filmon, s'était engagé solennellement, le 9 juin, à « tout mettre en œuvre » pour faire ratifier l'accord constitutionnel avant son échéance. N'appuyant ce texte que du bout des lèvres, il s'est toutefois bien gardé jusqu'à présent d'user des moyens dont il dispose pour remplir sa promesse et passer outre l'opposition du député autochtone. Le gouvernement du Québec ne cache plus son inquiétude devant ces péripéties de dernière heure et attend de voir si les cérémonies récentes, où l'unité retrouvée du pays avait été célébrée par avance, n'auront été que « exécutives comédies ».

MARTINE JACOT

ÉTATS-UNIS

### Les Américains resteront libres de brûler leur drapeau

WASHINGTON

de notre correspondant

La Constitution des États-Unis est plus sacrée encore que la bannière étoilée. Au terme d'un débat passionné, la Chambre des représentants a repoussé, jeudi 21 juin, un projet d'amendement à la Constitution qui aurait interdit la profanation du drapeau américain. Ce vote marque la fin d'une longue bataille politique qui opposait les défenseurs du drapeau, président Bush en tête, aux défenseurs de la liberté d'expression.

Les Américains, grand patriotes, détestent qu'on s'en prenne à leur drapeau, et tout particulièrement qu'on le brûle. Ce geste provocateur, fréquent sur les campus à la fin des années 60, était devenu une rareté, mais lorsque la justice s'était mêlée, au printemps dernier, de condamner quelques « profanateurs », la Cour suprême avait statué que ces condamnations étaient contraires à la Constitution.

Le président Bush, par conviction profonde ou parce qu'il flairait une bonne affaire politique, avait prestement enfoncé ce cheval de bataille, et proclamé l'urgence de modifier la Constitution. Les leaders démocrates, peu soucieux de se faire donner des leçons de patriotisme par leurs rivaux républicains, mais pas décidés pour autant à ébrécher le monument constitutionnel dédié à la liberté d'expression, décidèrent alors de faire voter une loi interdisant la profanation du drapeau.

A la suite de quoi, quelques bannières étoilées furent immédiatement brûlées par de mauvais éléments sur les marches du Congrès. La police arrêta les contrevenants et la Cour suprême, à nouveau saisie, confirma son opinion de l'année précédente : la loi violait la

Constitution. Restait, pour les républicains, à tenter la procédure de l'amendement en essayant de gonfler l'affaire au maximum et de faire trébucher les choses pour que le débat occupe largement la campagne électorale de l'automne. Les leaders démocrates répliquèrent en organisant un vote aussi rapide que possible, dont ils sont sortis vainqueurs (vainqueurs relatifs seulement, puisque le projet « anti-profane » a été voté à une forte majorité — 254 contre 177 — mais ne recueillait pas la majorité des deux tiers nécessaires pour modifier la Constitution).

Le débat fut en tout point à la hauteur de ce que promettait un sujet aussi « porteur ». On avait apporté force drapeaux, mais aussi force exemplaires de la Constitution. Un défenseur du premier amendement produisit tout un attirail d'objets aux couleurs nationales — y compris une paire de pantoufles aux couleurs desquelles sont allongés « George et Barbara » (le président et sa femme). Il posa une série de questions pièges : sera-t-il illégal de se moucher dans un mouchoir aux couleurs du drapeau, de mettre des ordures dans des sacs en papier peints aux mêmes motifs ?

En face, on a été moins factieux et plus ému, on a mis en avant tous ceux qui « ont versé leur sang pour lui [le drapeau], marché derrière lui, dormi dans un cercueil sous lui... Mais la palme revient à un défenseur du texte fondamental qui mit en garde ses adversaires : en cas de victoire, ne resteraient-ils pas pour la postérité ceux qui ont « dessiné une moustache à la Mona Lisa de nos libertés » ? La lèvre de la belle fut épargnée.

JAN KRAUZE

HAÏTI : un mort lors d'un attentat contre le Conseil d'État. — Le gouvernement a « énergiquement » condamné, jeudi 21 juin, l'attentat commis dans la matinée à Port-au-Prince contre le siège du Conseil d'État et qui a fait un mort et deux blessés graves. Un groupe de quatre hommes, dont deux revêtus d'uniformes militaires, a ouvert le feu sur plusieurs personnes qui allaient participer à une réunion entre responsables politiques et syndicaux et membres du Conseil d'État. — (AFP)

SURINAME : M. Ronnie Brunswijk assigné à résidence à Paris. — Arrivé jeudi 21 juin dans la capitale française en provenance de Cayenne, l'ancien leader de la guérilla surinamaïse a été assigné à résidence dans un lieu tenu secret pour des raisons de sécurité, a-t-on indiqué, le même jour, au ministère des DOM-TOM. Selon le Quai d'Orsay, M. Ronnie Brunswijk aurait demandé à la France d'intercéder en sa faveur pour qu'il obtienne l'asile aux Pays-Bas, où il souhaite prendre sa « retraite ». — (AFP)

es députés

Adoption du projet de loi

Les sénateurs modifient sur le travail

Jeudi, 21 juin



# POLITIQUE

Solide majorité à l'Assemblée nationale pour la réforme de la Constitution

## Les députés de droite refusent toute extension des pouvoirs du Sénat

La réforme de la Constitution, accordant aux justiciables le droit de saisir le Conseil constitutionnel lorsqu'ils estiment qu'une loi met en cause leurs droits fondamentaux, a franchi une étape supplémentaire, l'Assemblée nationale, jeudi 21 juin, a adopté en deuxième lecture un texte qui tient compte de la plupart des souhaits du Sénat ne dénaturant pas l'esprit du projet. Elle l'a même fait facilement puisque, cette fois, la quasi-totalité des centristes ont voté avec les socialistes. Le gouvernement va demander au Sénat de reprendre l'examen de ce texte avant la fin de la session de printemps.

Les traditionnelles divergences entre les deux Chambres du Parlement sont plus solides que les amitiés politiques. S'il fallait s'en convaincre, il suffisait de considérer le sort réservé par la droite de l'Assemblée nationale aux amendements « lourds » apportés par le Sénat au

projet de réforme de la Constitution. Le statut de loi organique accordé à tous les textes concernant les libertés publiques? Refus unanime! Le droit de veto du Sénat sur toutes ces lois organiques et sur les textes qui reviendraient devant le Parlement après avoir été déclarés contraires à la Loi fondamentale par le Conseil constitutionnel? Refus unanime! Aucun député, pas plus au RPR qu'à l'UDF qu'au PS, ne veut revenir sur ce principe des institutions de la Ve République qui permet au gouvernement de donner le dernier mot à l'Assemblée en cas de désaccord avec le Sénat.

Le désaccord entre les élus de droite, selon qu'ils siègent au palais du Luxembourg ou au Palais-Bourbon, va même beaucoup plus loin. Les sénateurs RPR avaient refusé à deux reprises la possibilité de soumettre certains actes du président de la République au contrôle du Conseil constitutionnel; M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a, lui aussi, longuement défendu cette même position, en vain. Les sénateurs centristes partageaient pleinement la volonté de la majorité sénatoriale d'obliger le

chef de l'Etat à signer les ordonnances prises par le gouvernement en vertu des délégations de pouvoir du Parlement, et de faire élire le président du Conseil constitutionnel par ses pairs, alors qu'actuellement il est désigné par le président de la République. Ce sont les députés de l'UDC qui ont aidé ceux du PS à rejeter ces deux idées.

Même sur le cœur de la réforme, les sénateurs de droite n'ont pas été soutenus par leurs collègues de l'Assemblée nationale. Ils tenaient à ce que ne puissent être soumises à un contrôle a posteriori de leur constitutionnalité que les lois votées avant 1974, c'est-à-dire avant que les parlementaires aient obtenu le droit de saisir le Conseil constitutionnel. Aucun député n'a trouvé cette proposition judicieuse; c'est à l'unanimité qu'elle a été repoussée.

Le travail du Sénat n'a pas été pour autant balayé d'un revers de main par l'Assemblée nationale. Bien au contraire. M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président et rapporteur de la commission des lois, a même souligné avec insistance qu'il le trouvait « très approfondi, très constructif, très exhaustif ». Mais il en a surtout tiré la

conclusion que les sénateurs avaient « affirmé de la façon la plus nette que le principe de la réforme était bon, et cela à une très large majorité », ce qui revient peut-être à faire semblant de prendre ses désirs pour la réalité.

### Droit de saisine : quinze signatures

Le bilan du débat est que les modifications sénatoriales respectant l'esprit de la réforme ont été très facilement acceptées par l'Assemblée. Il en va ainsi du rappel des textes de base définissant « les droits fondamentaux », de l'automatisme du retour devant le Parlement des dispositions législatives annulées par le Conseil constitutionnel, du droit donné aux parlementaires de demander au Conseil de vérifier la conformité à la Constitution de tous les traités et accords internationaux.

La seule nouveauté ajoutée par les députés en deuxième lecture le fut à l'initiative de M. Mazeaud. Celui-ci a trouvé anormal que les parlementaires disposent de moins de droit que les justiciables, et donc qu'un groupe constitué dans l'une ou l'autre Chambre ne puisse pas saisir le

Conseil constitutionnel; il a donc proposé d'abaisser le nombre minimum de signatures que doit recueillir une saisine par les députés ou les sénateurs de 60 à 15, effectif minimum d'un groupe au Sénat. Après avoir hésité, les socialistes se sont ralliés à cette initiative, dont pourraient profiter en priorité les communistes.

Le vote final a clairement montré que cette réforme bénéficie d'une large majorité à l'Assemblée nationale, même si elle n'atteint pas encore les trois cinquièmes, indispensables au Congrès (réunion des sénateurs et des députés) pour toute modification de la Constitution. Le texte a été approuvé par 335 voix contre 240. Ont voté pour : tous les socialistes, tous les centristes, à l'exception de MM. Bernard Bosson (Haute-Savoie) et Francis Geng (Orne); tous les non-inscrits, à l'exception de M. Elie Hoarau (Parti communiste réunionnais) et de M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois (FN, Eure-et-Loir). Ont voté contre : tous les RPR, à l'exception de Mme Michèle Barzac (Paris) et de M. Michel Noir (Rhône) qui ont été non votants, et de M. Jean Kiffer (Moselle) qui a voté pour tous les

UDF, à l'exception de MM. Willy Diméglio (Hérault), Xavier Hunault (Loire-Atlantique), François Léotard (Var), Alain Madelin (Ile-et-Vilaine), Pierre Micaut (Aube), André Rossi (Aisne), José Rossi (Corse-du-Sud). C'est dire qu'il y a encore trois députés RPR et trois députés UDF ayant voté pour en première lecture ou annoncé leur intention de le faire, qui ont cette fois été portés votants contre.

Même chez ceux qui ont refusé d'approuver le projet, l'opposition n'est plus irréductible. Si M. Mazeaud et M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) ont redit leur opposition ou leur réticence devant le principe de la réforme, ils ont aussi manifesté que ses conditions de mise en œuvre, telles qu'elles ressortent des travaux du Parlement, leurs paraissent correctes. En fait, il n'y a plus qu'un seul vrai point de désaccord, au moins à l'Assemblée nationale : le président du Conseil constitutionnel doit-il être élu par ses pairs ou nommé par le président de la République?

THIERRY BRÉHIER

Au Palais du Luxembourg

### Adoption du projet de lutte contre le blanchiment de l'argent

Le Sénat a adopté en première lecture, dans la nuit de jeudi 21 à vendredi 22 juin, le projet de loi relatif à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants.

Au début de la discussion générale, M. Jacques Thyraud (Rég. et Ind., Loire-et-Cher), rapporteur au nom de la commission des lois, a approuvé l'objectif du texte qui est de remonter en cause le secret bancaire à l'occasion d'opérations « suspectes ». Il a ensuite indiqué dans quel esprit, le Sénat allait aborder son examen. « Ce projet est tellement dérogatoire du droit commun qu'il faut y apporter des amendements. Pour qu'aucune défaillance ne naisse dans l'application du texte, il faut qu'il corresponde aux règles de notre état de droit. »

Ainsi, sur la disposition qui prévoit, pour des opérations importantes effectuées « dans des conditions inhabituelles de complexité », un examen particulier de la part de l'organisme financier gestionnaire, les sénateurs ont adopté deux amendements. Le premier fixe un seuil au-delà duquel l'examen est décidé, le second indique que le

client soumis à examen doit en être informé.

De même, les sénateurs ont modifié dans un sens restrictif le principe de la communication des dossiers décrivant les opérations faites par des clients habituels ou occasionnels. Cette communication est désormais conditionnée par l'existence d'une déclaration de suspicion sur certaines opérations inhabituelles. A cette occasion, M. Michel Darras (PS, Pas-de-Calais), est revenu sur le dilemme de l'efficacité et du respect des droits en critiquant « le juridisme excessif » de la commission, « nuisible à la répression du trafic ».

Les sénateurs sont enfin revenus, à la demande de M. Jean-Marie Girault (Rég. et Ind., Calvados), sur la suppression, par les députés, de l'institut national de l'enseignement, de la recherche et de la prévention de la toxicomanie institué par la loi du 31 décembre 1987 et qui n'a pu voir le jour en l'absence de décret d'application. M. Thyraud a estimé qu'en raison de la multiplication des substances créant une dépendance « son besoin s'en fait de plus en plus sentir ».

G. P.

### Les sénateurs modifient le texte sur le travail précaire

Les sénateurs ont examiné, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin, le projet de loi tendant à favoriser la stabilité de l'emploi par l'adaptation des contrats précaires présentés par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. La majorité sénatoriale a voté le texte après l'avoir modifié. Le groupe socialiste s'est abstenu. Le groupe communiste a voté contre.

« Sortons de la mythologie ! Il n'y a pas de travail précaire, il n'y a que des chômeurs ou des gens qui travaillent, d'une façon ou d'une autre », M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, a résumé en quelques mots la divergence fondamentale entre le gouvernement et la majorité sénatoriale sur un texte conciliant d'ailleurs, selon le rapporteur, M<sup>me</sup> Hélène Misset (RPR, Val-d'Oise), « souplesse de gestion des ressources humaines et reconnaissance de nouveaux droits pour les salariés ».

La protection des mineurs. — Les sénateurs ont adopté à l'unanimité, en seconde lecture, jeudi 21 juin, le projet de loi modifiant le code du travail relatif aux agences de mannequins et à la protection des enfants et des adultes exerçant l'activité de mannequin. Au cours de la discussion, les sénateurs ont adopté un amendement présenté par le gouvernement soumettant au contrôle de la commission départementale de protection des enfants les manifestations utilisant des enfants à des fins exclusivement commerciales.

Cette divergence de fond a motivé, entre autres, trois modifications au texte issu des travaux de l'Assemblée nationale. Sur le recours au contrat à durée déterminée pour une période maximale de vingt-quatre mois, limité « en cas de commande exceptionnelle à l'exportation », les sénateurs, sur proposition du rapporteur, ont supprimé la précision « à l'exportation ».

Les sénateurs ont introduit un amendement tendant à conserver une phase de conciliation dans le recours à une procédure accélérée devant les conseils de prud'hommes pour requalifier le contrat de travail à durée déterminée. Les sénateurs ont supprimé une disposition introduite par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et donnant aux organisations syndicales représentatives la possibilité d'exercer en justice les actions individuelles des salariés sous contrat à durée déterminée avec un mandat tacite de l'intéressé.

G. P.

Le Sénat modifie le projet de loi relatif à l'hébergement des personnes âgées. — Les sénateurs ont modifié en seconde lecture, jeudi 21 juin, le projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par des établissements pour personnes âgées. Ils ont remplacé le système d'encadrement des variations des tarifs de ces établissements introduit par l'Assemblée nationale, par une procédure décentralisée de contrôle par l'administration départementale. Le groupe communiste et le groupe socialiste ont voté contre le texte.

## L'Européen lit the European



AUJOURD'HUI, SOYEZ UN EUROPÉEN INFORMÉ.

"THE EUROPEAN", LE PREMIER HEBDOMADAIRE EUROPÉEN DE ROBERT MAXWELL, EN 64 PAGES, EXPLIQUE, RACONTE, COMMENTE, MATÉRIALISE L'EUROPE EN COULEURS. AVEC "THE EUROPEAN" VIVRE L'EUROPE D'AUJOURD'HUI : L'EUROPE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, L'EUROPE ARTISTIQUE, CULTURELLE, SPORTIVE... DANS "THE EUROPEAN" L'INFORMATION EST OBJECTIVE, OUVERTE SANS DÉFORMATION, TELLE QUELLE. POUR "THE EUROPEAN" UN RÉSEAU DE CORRESPONDANTS ET DE JOURNALISTES SPÉCIALISÉS DANS TOUTES LES PRINCIPALES CAPITALES DE L'EUROPE RECUEILLE, TRIE, TRADUIT ET EXPÉDIE LES INFORMATIONS. "THE EUROPEAN" DES COMMENTAIRES CONSTRUCTIFS, OUVERTS QUI METTENT EN LUMIÈRE LES ÉVÉNEMENTS ESSENTIELS À LA DÉMOCRATIE. "THE EUROPEAN" UN OUTIL D'INFORMATION POUR LA VIE QUOTIDIENNE ET POUR PLACER SES REVENUS. UNE SOURCE DE RENSEIGNEMENTS, D'OFFRES D'EMPLOI SANS FRONTIÈRE. L'EUROPE À SUIVRE DANS "THE EUROPEAN".

THE EUROPEAN

Europe's first national weekend newspaper



## POLITIQUE

Les centristes entre les pressions de la droite et les sollicitations de la France unie

## M. Millon veut une opposition sans concession face au gouvernement

Face aux risques d'implosion de l'opposition, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon, a décidé de prendre l'initiative. Si le groupe UDF et l'intergroupe UDF, UDC, RPR suivent ses propositions, la prochaine session parlementaire s'annonce agitée. C'est, en effet, à une opposition résolue qu'appelle M. Millon. Les députés UDF délibéreront, mardi 26 juin, d'une proposition de résolution destinée notamment à limiter la liberté de vote pour renforcer leur cohésion face au gouvernement. Ce texte a déjà été approuvé, mardi 19 juin, par la trentaine de députés UDF présents. L'intergroupe de l'opposition, qui se réunira le lendemain pour entendre les propositions du Comité de coordination de l'opposition sur la création d'une structure confédérale, aura à se prononcer par vote sur cette résolution.

La scène se déroule dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, croise M. Pierre Mazeaud, député RPR. « Alors, tu as vu ce qu'on a fait les centristes ? Ce n'est pas la peine que l'intergroupe prenne des décisions pour qu'une poignée de députés centristes votent à leur guise et permettent aux textes du gouvernement de passer », s'indigne M. Mazeaud (Haute-Savoie), depuis longtemps partisan et artisan d'une opposition en béton. L'ancien président de la commission des lois faisait allusion au vote d'une quinzaine de députés UDF qui, la semaine précédente, n'avaient pas suivi la décision, prise à l'unanimité par l'intergroupe, de voter le renvoi en commission du projet de loi sur la réforme des professions judiciaires et juridiques. M. Millon acquiesce : « Oui, il faut en finir. C'est Maurroy qui a raison, il faut une opposition qui s'oppose » (1).

Premier résultat tangible, le projet de réforme des professions judiciaires a été repoussé du justesse (288 contre 285), dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin (le Monde du 22 juin). Au groupe UDF, il n'y a eu cette fois qu'une abstention et trois non-votants. M. Bernard Pons, président du groupe RPR, a publié immédiatement un communiqué de victoire : « L'opposition unie a remporté deux succès significatifs ». Millon espère, bien que cette grande première de la législature se reproduira. Elle donne du corps à

la conviction qu'il s'est forgée en dix mois de présidence du groupe UDF : « L'opposition n'est pas là pour faire passer les textes du gouvernement, elle est là pour s'opposer et proposer. Ceux qui pensent le contraire sont faussés. En outre, on est beaucoup plus respecté par la majorité et le gouvernement quand on joue son rôle d'opposant que quand on sert de force d'appoint. J'ai mis du temps à le comprendre mais maintenant c'est d'une clarté absolue ».

Son analyse de l'état de débâcle de l'opposition le conduit également à juger « dépassée » la question des structures de l'opposition. Pour lui, désormais, les choses sont simples : il y a ceux qui veulent s'opposer et ceux qui souhaitent, dans leur for intérieur, franchir la frontière qui les sépare de la majorité. Il y a ceux qui veulent trouver une réponse à la crise d'identité qui frappe la droite et qui se sentent investis d'une mission historique — occuper le créneau de la droite pour bloquer la poussée lepniste —, et les autres. « Il faut que la séparation se fasse un jour. Quant à moi, je suis prêt à rester dans l'opposition vingt ans si nécessaire. Je n'ai pas, comme dit-on, le désir d'être ministre... » Bref, sauf cas exceptionnels, il n'est pas question à l'Assemblée de faciliter le vote des textes du gouvernement.

## Un message et des positions claires

Le président du groupe UDF veut aller plus loin, en proposant une sorte de charte d'opposant qui lierait les élus UDF et, pourquoi pas ? tous les députés de l'opposition. Il a préparé une proposition de résolution qui sera soumise à l'ensemble du groupe UDF le mardi 26 juin et à l'intergroupe le 27 juin. « L'alternance suppose un message et des positions claires. Cette charte appelle un comportement d'opposant ouvert mais déterminé (...). La France attend que l'opposition remplisse le rôle qui lui est dû dans une démocratie équilibrée. Une opposition qui prépare l'alternance hors des ambiguïtés, une opposition dont les idées ne se marchandent pas dans les compromis, y compris ceux de la semaine dernière, qui ne donneront pas satisfaction à la majorité du groupe. L'ensemble de ses membres ». Quant aux dérogations à la discipline de vote, elles seront strictement réglementées pour « conserver un caractère exceptionnel, limité aux textes soulevant des problèmes de conscience ou d'éthique transcendant les références politiques ou l'appréciation de l'action du gouvernement ». Les décisions de l'inter-

groupe UDF-UDC-RPR s'imposent de la même façon.

Cette stratégie d'opposant séduit une bonne partie du RPR, qui souhaite que l'affaire Carignon conduise à une reprise en main du mouvement. « Face à la montée du lepnisme, c'est la seule attitude possible. Sinon, on offre au Front national un boulevard, en donnant l'impression à nos électeurs que rien ne nous sépare vraiment de la gauche », entend-on fréquemment. C'est aussi pour ne pas offrir un « boulevard » au président du Front national que M. Pierre Méhaignerie refuse la stratégie de front républicain prônée par M. Alain Carignon. Mais il pense que, dans l'avenir, le clivage va devenir de plus en plus net entre ceux qui acceptent de « pactiser » avec le Front national et ceux qui s'y refusent. Pour l'heure, le président de l'Union du centre (UDC) n'imagine pas une seconde un changement d'alliance : « Il y a toujours un fossé culturel entre nous et le PS, on ne voit bien sur la question sociale où le PS n'a pas abandonné son approche administrative du problème ».

## Le rêve d'un centre autonome

Mais M. Méhaignerie affirme que, aujourd'hui, « il y a moins de différence entre le centre droit et le centre gauche qu'entre le centre droit et la gauche ». Pour autant, même s'il est persuadé que l'opposition n'ira pas aux prochaines élections avec les vieux sigles UDF et RPR, une recomposition du paysage politique ne peut se faire que devant les électeurs. Et, de ce point de vue, l'élection présidentielle reste la clé de voûte. Quant à leur attitude à l'Assemblée nationale, les centristes n'ont pas l'intention d'en changer. Le rêve d'un centre autonome les tarde toujours, mais ce n'est encore qu'un rêve, que le CDS a payé chèrement aux dernières élections municipales et aux européennes. M. Méhaignerie reste convaincu que, à l'Assemblée, seule une « attitude responsable », privilégiant l'intérêt du pays plutôt que les calculs politiques, répond à l'attente de l'immense majorité des Français. « Nous jugeons, au cas par cas, selon la nature des textes », dit-il, tout en regrettant l'usage abusif de la procédure contraignante de l'article 49-3 de la Constitution par le gouvernement.

PIERRE SERVANT

(1) Sur Europe 1, le 19 juin, le premier secrétaire du PS avait déclaré, après l'élection partielle de Villeurbanne, qu'il était « indispensable que la droite démocratique, républicaine, fasse son travail, qu'elle existe et soit en ordre de bataille ».

## M. Soisson cherche à diversifier la majorité présidentielle

Créée officiellement le 10 avril dernier, à partir de l'accord signé le 14 février par le MRG de M. Emile Zuccarelli et l'Association des démocrates de M. Michel Durafour, rejoint notamment par la Convention pour la Ve République de M. Jean Charbonnel, le mouvement France unie organise, vendredi 22 juin, à Angers (Maine-et-Loire), sa première manifestation publique.

En réunissant quelque trois cents élus locaux à Angers, dont M. Jean Monier, ancien socialiste, favorable à la majorité présidentielle, est le maire, France unie veut affirmer son caractère décentralisé. D'autres Journées suivront dans le Tarn-et-Garonne, dont M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, est président du conseil général ; en Lorraine avec M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur et maire de Metz ; dans le Pas-de-Calais avec M. Jean-Pierre Defontaine, député ; dans le Languedoc-Roussillon avec M. Gilbert Baumet, président du conseil général, sénateur du Gard.

M. Jean-Pierre Soisson, qui a pris l'initiative d'organiser le deuxième pôle de la majorité présidentielle, reconnaît que « l'organisation de la mise en place de France unie est assez discrète ». Aux yeux du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, « la montée en puissance de son mouvement sera d'autant plus facile qu'elle sera discrète », car « donner des symboles, ce serait sonner la retraite de France unie », estime-t-il. Son souci est que les différents sensibilités qui s'y retrouvent acceptent quelques règles de vie commune.

## Préparer les élections avec le PS

Avec quels objectifs ? M. Soisson ne veut pas « revivre le cauchemar d'une majorité qui se délit de l'intérieur », comme dans la période 1978-1981 : aussi prépare-t-il les échéances électorales. Favorable au report des élections cantonales de 1991 à 1992, M. Soisson souhaite qu'on ne touche pas aux cantons ruraux (avec un scrutin uninominal majoritaire à deux tours), mais que, dès lors qu'elles atteignent les 30 000 habitants, les agglomérations soient découpées en circonscriptions où les conseillers généraux seraient élus à la proportionnelle. Il n'est pas question, aux yeux du ministre du travail, de s'engager dans une sorte de « indé-

pendance centriste », mais de raisonner dans une « logique majoritaire », qui doit permettre à son mouvement de « récupérer des parts du marché cantonal ».

Pour les élections régionales, M. Soisson est hostile aux propositions de M. Laurent Fabius (déco- page en trois de chaque circonscription législative pour délimiter un nouveau cadre, dans lequel serait élu au scrutin majoritaire uninominal chaque conseiller régional). Ce système conduirait à un affrontement droite-gauche qui ne peut être organisé, selon M. Soisson, que si on est sûr d'en sortir gagnant et qui, en tout état de cause, ruinerait les perspectives de France unie. L'idéal serait l'application du système municipal proportionnel-majoritaire à deux tours dans le cadre régional, estime-t-il, convaincu que serait ainsi facilitée l'émergence de nouvelles élites et que les négociations avec le PS, passant à un échelon supérieur aux fédérations départementales, en seraient grandement facilitées.

Ces perspectives conduisent France unie à souhaiter la mise au point d'une procédure de préparation des élections avec le Parti socialiste. M. Soisson serait loin d'être défavorable à ce qu'une instance arbitrale soit prévue et assurée par le premier ministre dans le choix des investitures et de la répartition des tâches.

## L'initiative de M. Tapie

Pour M. Soisson, le positionnement de France unie, s'il n'implique pas une démarche d'indépendance à la manière centriste, nécessite l'autonomie. Image : « France unie doit être une sorte de poste de garde frontière installée sur le pont de Kiel qui sépare l'opposition de la majorité », dit-il. Ce point de passage obligé a déjà été emprunté à l'Assemblée nationale par l'ex-CDS Jean-Marie Dailly et l'ex-RPR Jean Charbonnel. Le maire d'Auxerre considère que plus M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, « repart à droite, plus il libère un espace pour France unie ».

Aux yeux de M. Soisson, la question qui doit être posée à l'opposition libérale est : que préférez-vous ? L'entente avec le PS ou l'alliance avec le Front national ? Il prétend que cette droite libérale « sera submergée par le FN si elle laisse disparaître ses garanties immunitaires, en acceptant les positions d'un Yvon Briant (président du CNI) ou d'un Alain Glatier (député UDF du Val-de-Marne) préférant le Front national au PS. Prudent sur le projet de M. Bernard Tapie de créer un Forum des citoyens pour combat-

tre le lepnisme, en observant qu'il « ne boxe pas dans la même catégorie », M. Soisson n'en néglige pas moins la bataille à lancer contre l'extrême droite. Il juge que son mouvement est bien placé pour mener le travail d'explication institutionnel, politique et concret que le FN. En tous les cas, mieux qu'un PS qui préférerait une gauche se maintenant au pouvoir avec un FN à 20 %, à une droite au pouvoir avec un FN à 5 %.

M. Durafour, qui intervenait vendredi à Angers, a recommandé à ses amis de « réagir aux boniments des arabataires » sous peine de « faire la publicité et le jeu » des extrêmes, mais de « reprendre l'initiative sur le terrain des valeurs », à commencer par celle du « respect de l'homme » en tant qu'individu qui « mérite l'estime, justement parce qu'il est différent et qu'il a ce qu'il faut offrir un apport original à la société ».

Après avoir plaidé pour plus de démocratie, pour la vigilance « face à ceux qui veulent restreindre les libertés au nom d'un dessein prétendument décent supérieur à l'homme » et pour « le sens de la solidarité qui constitue un motif des motifs de notre orgueil national », le ministre d'Etat a souhaité que France unie intervienne sur l'Europe, l'emploi, la formation, les entreprises, le développement et la démocratie, particulièrement la démocratie « directe ». Il a aussi précisé que « les initiatives les plus décisives pour associer les Français et les Français aux décisions qui les concernent ressortissent de la démocratie directe, nouvelle venue dans nos systèmes de gouvernement [et qui] dérange l'établissement politique (...) La sécurité sociale, la santé, son coût (constituent) un sujet à propos duquel les citoyens méritent d'être consultés ».

Dans la mouvance de l'ouverture, MM. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, et René Ricol, ancien animateur des réseaux barristes, lancent samedi 23 juin un nouveau club de réflexion. Performance et partage qui au départ réunit quelques deux cent cinquante créateurs, se veut un lieu de travail pour « tous ceux qui croient au patrimoine national et à la volonté du peuple français d'affirmer son identité culturelle, son aspiration à l'ouverture aux autres et à sa ferme détermination à préparer une société de performance et de partage ». MM. de Beaucourt et Ricol constatent que tous sont d'accord sur la nécessité de la performance, mais, disent-ils, à la différence de la droite qui s'en tient là, la gauche considère que, à la sortie, il doit y avoir partage.

ANNE CHAUSSEBOURG

## Elysée-Matignon : la guerre des nerfs

Suite de la première page

Première phase : la satisfaction. Le président est fier de son premier ministre. Les termes laudatifs ne manquent pas et sont sincères. Deuxième phase : la crispation. Un glissement sémantique traduit l'agacement devant un chef de gouvernement qui s'émancipe de la tutelle élyséenne. Le

président en est réduit à justifier son propre choix. Troisième phase : la déchirure. Le premier ministre s'en va.

Dans le cas de M. Rocard, la première phase a bien existé, même si elle a été froide et chargée d'arrière-pensées. Les déclarations du président à Soltré puis au Monde ont consacré l'ouverture de la deuxième phase. Le principal intéressé n'a pas été surpris. Comme d'habitude, il se dit serein. Mais ni lui ni ses collaborateurs ne se racontent d'histoires : si M. Mitterrand exprime officiellement son soutien à son premier ministre, c'est parce qu'il ne peut pas se déjuger.

## Un mot d'ordre : durer

A l'égard de Georges Pompidou, peu pressé de réaliser la participation des salariés, le général de Gaulle avait pratiqué le « harcèlement ». Puis, devenu président en 1969, Georges Pompidou avait manifesté un agacement croissant envers les initiatives, jugées trop audacieuses, de son premier ministre, M. Jacques Chaban-Del-



mas, d'une culture et d'un tempérament très différents du sien.

Combien de temps va durer la « deuxième phase » de M. Rocard ? M. Mitterrand en est seul maître. Elle peut s'achever demain matin comme dans trois ans, au lendemain des élections législatives de 1993. Pour Matignon, le mot d'ordre reste le même : durer. M. Rocard a une raison simple de vouloir prolonger son action. Il vit une période charnière : il est trop tard pour emporter l'adhésion du pays sur ses

seules bonnes intentions, trop tôt pour faire état de résultats vraiment perceptibles par l'opinion, notamment en matière sociale.

M. Rocard sait très bien qu'une large part de l'électorat populaire se sent étranger à la politique menée. Il sait que l'abstention record de Villeurbanne est, en partie, due à ce décrochage. Il sait aussi que les prochaines élections cantonales risquent d'être marquées par une abstention, certes moins massive mais importante

tout de même. Pour renouer avec cette partie de l'électorat, il doit pouvoir produire des résultats tangibles, en particulier sur la réduction des inégalités. C'est pourquoi il a besoin de temps. CQFD.

Le premier ministre et ses proches, selon l'une de leurs expressions favorites, pensent au moment que M. Mitterrand ne peut pas « assassiner Rocard au coin d'un bois ». Autrement dit, selon leur analyse, un remplacement du premier ministre aujourd'hui — à l'intérieur du PS, les rocardiens se font pour avec le nom de M<sup>me</sup> Edith Cresson — serait perçu comme tellement injustifié qu'il nuirait à M. Rocard dans son image de présidentiable. On ne se prive pas d'ajouter, à mi-voix et avec perfidie, que M. Rocard n'est pas tout à fait inutile à M. Mitterrand pour assurer la crédibilité de la politique économique.

La partie est délicate. Les deux acteurs auront besoin de tout leur sang-froid, et M. Rocard, dans une telle situation, est à la merci de n'importe quel « pépin » un peu sérieux. A l'Assemblée, pour la première fois, l'examen de l'un de ses textes, la réforme des professions juridiques et judiciaires (le Monde du 22 juin), a été repoussé. Comme d'habitude, l'autonomie sera marquée par des rendez-vous incertains (préparation et discussion du budget, rentrée sociale et universitaire). Plus que jamais, le gros chat Mitterrand, qui ne dort jamais que d'un œil, semble guetter la petite souris Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

## Une lettre de M. François Romerio

Après la publication, dans le Monde du 22 mai, d'un article intitulé « Les familles d'enfants assassinés », M. François Romerio, président de l'association Légitime défense, nous a adressé la lettre suivante :

En réponse à la déclaration de M. Rogot, qui prétend que Légitime défense est une obédience du Front national, je porte à la connaissance de vos lecteurs que mon association est apolitique. Nous respectons tous les partis politiques, y compris celui de M. Le Pen. Ancien premier président de la Cour de sûreté de l'Etat, nommé par le général de Gaulle, résistant, déporté dans les geôles japonaises, commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire, je ne pense pas avoir de leçons à recevoir de M. Rogot.

## Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Edition Éole 150 F



## POLITIQUE

La réunion du comité central

### M. Le Pors parle de « pratiques d'un autre âge » mais la majorité du PCF loue l'« audace » de M. Marchais

Son journal autorisé à assister aux débats du comité central du Parti communiste français, l'Humanité consacre une large place, dans ses éditions du vendredi 22 juin, à la discussion du rapport présenté mercredi par M. Marchais. Ce compte rendu des interventions du mercredi après-midi et de la journée de jeudi met en évidence la fermeté du noyau minoritaire qui conteste les propositions du secrétaire général du PCF pour le prochain congrès.

M. Fiterman n'entend pas se laisser « ficeler » par M. Marchais sans se débattre. Contrairement aux premières informations rapportées sur son intervention du mercredi 20 juin, l'ancien ministre d'Etat ne s'est pas borné à réaffirmer ses propositions pour un débat « plus riche » et « plus libre » que celui préconisé par le secrétaire général. Il est aussi revenu à la charge, sans hausser le ton, contre les analyses qui sous-tendent les orientations de M. Marchais et son propos, prenant le contre-pied du rapport introductif, a confirmé la détermination critique de la « minorité » du parti, selon l'appellation désormais acceptée par l'état-major du parti. « Je n'ai pas le sentiment que ce qui nous est proposé réponde à ce dont nous avons besoin, a-t-il notamment déclaré. Il y a aussi danger pour l'unité du parti s'il y a retard sur le mouvement de la vie, immobilisme, voire repli (...) La laïcité appelle le réalisme. Mais nous réalisme serions-nous si nous ne prenons pas conscience du peu de crédibilité que l'opinion accorde désormais majoritairement à ce qui lui apparaît de notre projet historique ? »

M. Fiterman a été soutenu, jeudi, par MM. Le Pors, Sève et Martelli. L'ancien ministre de la fonction publique a parlé de « pratiques d'un autre âge » à propos du fonctionnement du parti en s'étonnant, par exemple, que le comité central n'ait pas été invité à porter un jugement sur l'opportunité de la rencontre qui a eu lieu, « un an après Tiananmen, entre un représentant du PC

chinois et la direction du parti ». A ses yeux, le rapport de M. Marchais « ne prend pas en compte correctement le mouvement du monde », « n'ouvre pas de réelle perspective politique aux communistes », « accentue la surdétermination déjà fort avancée du congrès ». Sa conclusion est sans appel : « La volonté de ne rien changer dans la procédure de préparation du congrès ne correspond pas aux besoins réels d'un parti démocratique et révolutionnaire aujourd'hui. »

Le philosophe Lucien Sève a affirmé, lui aussi, qu'il y aurait beaucoup de choses à faire, au-delà de celles avancées par M. Marchais, « pour être vraiment plus crédible quand on dit que notre mot d'ordre, c'est toujours plus de démocratie dans le parti. (...) Ne soyons pas hardis à demi ! » lança-t-il.

Quant à M. Martelli, il souligne, selon l'Humanité, qu'« il y a une contradiction entre la volonté affirmée de renouvellement et la crainte d'engager un processus pouvant aller jusqu'à une modification des statuts. »

Ces approches critiques ont été vivement contredites par la plupart des autres intervenants, favorables à la ligne défendue par M. Marchais. C'est M. André Gérin, le premier secrétaire de la fédération du Rhône, à laquelle appartient M. Fiterman, qui résume le mieux la tonalité majoritaire en approuvant, raconte l'Humanité, « le fond, l'audace, le style et l'esprit d'ouverture qui caractérisent le rapport de Georges Marchais. »

En revanche, les prises de position de deux des principaux économistes du parti, MM. Herzog, tête de liste

du PCF aux élections européennes de 1989, et Boccara, ont engendré un doute sur la cohésion de cette majorité. Tout en critiquant M. Fiterman, M. Herzog a exposé un ensemble d'orientations donnant l'impression qu'il cherche à opposer son propre contre-projet à celui de M. Marchais. M. Boccara a renforcé cette impression en réclamant à la direction plus de propositions « constructives ». Le quotidien du PCF rapporte que l'orateur s'est exclamé, en frappant son pupitre : « Mon pupitre, c'est combien d'emplois ? On ne peut pas attendre tout pour comprendre que la lutte contre les illusions désarme le parti et laisse le champ libre à la social-démocratie ! » M. Marchais devait donner le mot de la fin (provisoire) vendredi après-midi, au cours d'une conférence de presse.

ALAIN ROLLAT

Le Front national remobilise

### Un meeting gazé...

Huit à neuf mille personnes ont assisté, jeudi 21 juin, au palais des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis), au premier meeting important de M. Jean-Marie Le Pen, autorisé depuis l'affaire de Carpentras. La pluie et la fête de la musique combinées ont provoqué des encombrements tels que ce rassemblement du Front national a débuté avec une heure de retard au cri de « Le Pen président ! », « La France aux Français ! » et « Joxe démission, Carpentras c'est du bidon ! ».

Ce meeting consacré à « la défense des libertés publiques menacées par le gouvernement » a été perturbé par une quinzaine de jeunes gens portant une banderole « Asnières toujours présent » et des autocollants « voter Massol ». Président de l'association nationale Pétain-Verdun, M. Hubert Massol, qui conduisait une liste FN aux élections munici-

pales de mars 1989, siège au conseil municipal d'Asnières-sur-Seine. Ses partisans étaient venus avec la volonté d'en découdre ou à tout le moins de montrer leur existence.

Ils se sont installés à l'endroit censé être destiné à la presse - mais qui ne l'était plus depuis longtemps - sans rencontrer la moindre résistance du service d'ordre. Ces étranges conditions de travail se sont encore détériorées, pour la presse, quand deux membres du groupe se sont hissés sur la tribune réservée aux caméras de télévision pour dicter leur travail aux journalistes, avec le soutien oral de quelques spectateurs.

Muni d'une bombe lacrymogène d'autodéfense, M. Roger Holeindre, membre du bureau politique du FN, a alors aspergé l'un de ces deux « défenseurs » de la liberté de la presse, arrosant au passage

les premières travées de la salle et provoquant un début de bagarre entre militants d'extrême droite.

La plupart des journalistes, comme les spectateurs asphyxiés, ont alors quitté le lieu de cette rixe.

Deux heures avant le meeting, des représentants d'un appel à la « résistance » contre le Front national (le Monde du 24 mai) avaient affirmé, aux portes du palais des expositions, que « le temps de la contre-offensive est venu ». Arrêté le 21 juin 1943 avec Jean Moulin à Caluire, M. Raymond Aubrac est venu dire que « ce mouvement inquiète la plupart des anciens résistants » et Mgr Jacques Gaillot a indiqué que « le discours du Front national lui donne des boutons ».

OLIVIER BIFFAUD

PHILIPPE BOUCHER

### JOURNAL D'UN AMATEUR

A défaut d'un présent qui susciterait l'espoir, faute d'une politique qui provoquerait l'intérêt, en l'absence d'un avenir dont les contours seraient clairs, pays revenu de trop d'éclats que nulle ferveur n'a en retour soutenus, rêvons sur le passé en le parant des couleurs qui n'étaient pas les siennes lorsqu'il était le présent.

Si M. Rocard engendre le soupçon et que derrière M. Mitterrand filtre le doute, extirpions du tombeau Charles-Quint, qui, pour nous, se nomme Charles de Gaulle. Fêtons, célébrons, commémorons le « grand Français », comme s'il avait passé directement à l'Histoire sans que jamais le quotidien ne l'atteigne et ne vienne gâter son image. Pour honorer l'homme de Londres, invoquons l'homme de Vichy en ayant, cette fois pour un bon motif, « la mémoire courte ».

Dans une France sans joie ni fol, molle, qui se donne pour credo de découvrir « les joies du capitalisme », comme le dit si joliment la publicité du Crédit agricole, mettons en scène l'épopée, autrement dit travestissons l'Histoire, si proche pourtant, si différente de ce que l'on évoque aujourd'hui, et, à des fins ordinaires, appelons le mensonge au secours de l'illusion.

Faisons de croire que des lumières sur le Seine en 1990 valent une descente des Champs-Élysées en 1944, qu'un feu d'artifice sur ce fleuve vaut un Te Deum sous les balles à Notre-Dame, que le maire de Paris ferait un Londonien convenable, que la RPR pourrait être « le peuple de France » et que ressusciter de Gaulle serait ranimer le bonheur.

Mais quand M. Régis Debray adore ce qu'il a brûlé (et inversement), qu'il avoue s'être trompé de grand homme comme d'autres s'égarent sur une route désorientante ; quand l'Humanité elle-même ne consacre pas moins de quatorze pages dans un seul numéro à un cinquantenaire qui mêle des événements soit qu'il n'ont pas cet âge, soit dont l'échéance ne tombe pas à cet instant, qui ne pourrait se joindre au concert sans craindre d'être tenu pour un usurpateur ?

QUE le président de la République, sans y insister, son itinéraire personnel modérant les obligations, de sa charge, que le gouvernement, avec une égale retenue, participent aux cérémonies, ce sont les fonctions qui valent cela et la continuité de l'État qui le commande.

Mais que concourent à l'éloge les commu-

nistes, qui furent des adversaires constants de 1958 à 1969, sans remonter plus loin, ou les gens du centre, le cas échéant par un silence bien dans leurs manières, ces centristes dont les voix, avec celle de M. Giscard d'Estaing, furent décisives, le 27 avril 1969, pour renvoyer Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises, voilà qui est à faire bon marché du principe de réalité.

Voilà qui vient à propos pour signifier aux hommes qui ont vécu cette époque, à ceux qui ne l'ont pas connue, aux plus jeunes qui subissent les épreuves d'histoire du baccalauréat, qu'il serait bien fou de s'échiner à la reténir et à l'étudier puisqu'elle peut varier au gré des circonstances et de ceux qui la racontent. On ne saurait mieux témoigner de la vanité des convictions et du ridicule qu'il y aurait à trop s'y attacher.

### De Gaulle

QUE le général de Gaulle ait, au sens propre, incarné la France, libre, après la reddition du pays et jusqu'à la fin de la guerre de 1939, le fait est incontestable. Au même titre que la reine Wilhelmine des Pays-Bas sa patrie dans un exil lui aussi britannique.

Mais la résistance et le combat n'étaient pas le fait d'un seul homme, même si la rencontre « d'un événement et d'une volonté » avait donné à de Gaulle la dimension à laquelle il aspirait si fiévreusement. La paix rétablie, il ne dut qu'à des moyens communs de retrouver le pouvoir ; et s'ils ne furent pas communs, ils ne sont pas à dire.

Il n'était donc, sur le premier point, pas inutile de rappeler, comme l'a fait M. Laurent Fabius, mercredi, à l'Assemblée nationale, que le 10 juillet 1940, il se trouve quand même quatre-vingts députés (contre, il est vrai, cinq cent soixante-neuf) pour refuser au maréchal Pétain les pleins pouvoirs qu'il demandait et que ceux-là aussi disaient, ainsi, « non » à l'occupant avec lequel, de plus, ils vivaient en sachant qu'il serait le maître pour longtemps.

Dira-t-on encore que les communistes n'ont pas tous attendu la rupture du pacte germano-soviétique, le 22 juin 1941, pour aller sus à l'envahisseur ? Le tribut payé ensuite donne la mesure de l'engagement.

Mais on ne va pas, ici, rouvrir le procès en légitimité qui n'a cessé d'opposer les Forces françaises libres et les Forces françaises de l'intérieur, Londres et les maquis, la droite qui

se rachetait et la gauche qui continuait, la gauche qui se repentait et la droite qui avait vu clair.

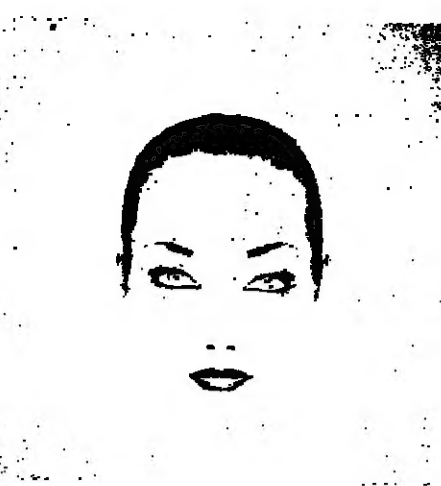
A trop vouloir masquer que le général de Gaulle fut, au pouvoir, le chef d'un parti (même si ce n'était plus celui qu'il avait créé en 1947 sous le nom de Rassemblement du peuple français pour revenir aux affaires sous la pression des meetings) ; à trop vouloir ne retenir que ce qui le rangea dans l'Histoire le 18 juin 1940 en gommant qu'il fut aussi d'une rare désinvolture sur le chapitre des libertés lorsqu'il tenait l'Etat ; que la guerre d'Algérie, qui justifia son retour, dura, sous lui, autant d'années que sous le régime qu'il avait abattu, qu'elle ne fut pas conduite, lui régnant, avec plus d'égards pour l'ennemi et avec un égal mépris du droit des gens ; on rapetisse l'homme en croyant l'exalter, on le montre ordinaire en visant au contraire.

Le schéma a beau être rituel, il ne cesse pas d'étonner. Pour être irréprochable, mourez. Ayez aussi, cela ne peut nuire, quelques exécuteurs testamentaires qui ont tout intérêt à embellir la dépouille, à plus forte raison quand ils prétendent en être le fidèle reflet ; lorsque l'épopée est appelée à la rescousse de l'ambition.

Ce qui reste pourtant incompréhensible, c'est pourquoi les adversaires d'hier, quand ils n'étaient pas des ennemis, marchent dans la combine, s'ils n'y concourent pas. Oui, pour quoi ?

On a beau, sur ce terrain, tomber dans l'analyse de marc de café, la question n'en demeure pas moins. Comment un homme rejeté par près d'une moitié du pays lorsque, en 1965, il est en situation de dire son mot, limogé ensuite par le suffrage universel, peut-il, à peine vingt ans après sa mort, être insalé au milieu des figures indiscutables, quelque part entre Bolívar et le Mahatma Gandhi ?

Souci de réparer une injustice ? Hommage à l'esprit d'indépendance ? Besoin d'unicité ? Evocation nostalgique d'une période où la France aimait à englober la Terre entière ? Inconscience mauvaise manière à M. Mitterrand pour lui indiquer qu'il n'est pas d'idole qui ne tombe lorsqu'elle a cessé de fasciner ? Ou simplement vachardise d'un peuple qui, fondamentalement, n'en a cure, mais commémore parce que cela donne lieu à de jolis spectacles pyrotechniques ? Au fait, pourquoi s'interroger ? Est-ce si important ?



En pharmacie, on achète des cosmétiques sûrs.

Les allergies provoquées par des produits cosmétiques constituent souvent un problème pour les femmes. Si vous avez la peau sensible ou si vous avez besoin d'un conseil professionnel sur les produits cosmétiques ou sur leur utilisation, entrez dans une pharmacie. La pharmacie est l'endroit apte à vous aider à résoudre vos problèmes en toute sécurité. En pharmacie, on achète des produits cosmétiques sûrs.

**KORFF**  
Cosmétiques Spéciaux pour Pharmacie  
Genève - London - Milan - New York - Paris



GRATUIT

Entrez dans une pharmacie ayant l'emblème KORFF. Votre pharmacien vous remettra gratuitement un produit antirides KORFF avec lequel vous obtiendrez des résultats visibles dès les premières applications. Jusqu'à épuisement des stocks et sans aucune obligation d'achat.

CAMPAGNE POUR LES PHARMACIES EN FRANCE S.A.  
La Grande Arche, 92044 Paris La Defense



## COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

● RFA-Pays-Bas et Argentine-Brésil, chocs majeurs des huitièmes de finale ● Cameroun-Colombie, au rendez-vous des inédits ● La République d'Irlande fière de son coach anglais affrontera la Roumanie ● L'Espagne, calmement, a maté la Belgique et s'attaque à la Yougoslavie ● L'Angleterre confite dans son système de jeu et fière de l'être ●



## Les Anglais et le continent

L'équipe de Bobby Robson affrontera la Belgique au tour suivant.  
A sa manière, avec son jeu traditionaliste et son splendide isolement technique

● GROUPE F :  
Angleterre b. Egypte : 1-0  
CAGLIARI  
de notre envoyé spécial

Les Anglais ont tout inventé. La conduite à gauche, le Bingo, les fraises à la crème et le football. Sur tout le football. Mais seraient-ils aussi les inventeurs de l'optimisme à toute épreuve et du sentiment de supériorité ?

Petits vainqueurs (1-0) d'une équipe d'Egypte courageuse mais limitée, jeudi 21 juin à Cagliari, ils paraissent, comme au soir d'un triomphe historique, Bobby Robson, l'entraîneur, félicitait ses protégés avec une touche de patriotisme fervent. Aux abords du stade Sant'Elia, dans la moitié d'une dernière nuit en Sardaigne, cinq mille supporters entonnaient « God Save the Queen » ou « Rule Britannia » avant d'assurer en chœur : « Nous allons gagner la coupe ».

La gagnent-ils ? Il leur faudra d'abord dominer la Belgique en huitièmes de finale, mardi 26 juin, à Bologne. La tâche semble bien délicate pour cette formation qui constitue sans doute la plus insoluble énigme technique de ces dix dernières années. L'équipe paraît, une fois de plus, condamnée à décevoir, comme en Espagne en 1982 (élimination au deuxième tour), au Mexique (contre l'Argentine en quarts de finale) et surtout lors du championnat d'Europe des nations 1988 en RFA (trois matches, trois défaites).

Les bookmakers londoniens ana-

lyses très écourtés, la classent en cinquième position avant l'ouverture du Mondial. Ni ses deux matches nuls contre la République d'Irlande (1-1) et les Pays-Bas (0-0) ni sa victoire contre des Pharaons fatigués ne devraient faire grimper sa cote. Car les « bookies » savent bien, au-delà de l'euphorie ambiante, qu'elle a, une nouvelle fois, trahi ses limites. Et avec elles, celles d'un football que la mise au banc de l'Europe des clubs, depuis le drame du Heysel en mai 1985, a contribué à isoler un peu plus encore, donc à affaiblir du point de vue technique et tactique.

## Le souvenir jauni d'un titre

Ce « splendide isolement » a longtemps fait le charme et la principale force du football d'outre-Manche. C'est aujourd'hui son principal handicap. On s'exaltait, jadis sur les joueurs anglais, l'Europe entière envoyait leur jeu de tête, admirait leur engagement physique et vantait leur mentalité de gagnants. Elle découvre désormais que ces qualités ne sont plus des exclusivités britanniques. Les Allemands savent également pratiquer le jeu aérien. Les Néerlandais, même sur le déclin, ne rechignent jamais à s'engager corps et âme. Et les Italiens, eux aussi, sont mentalement invulnérables.

Alors que leur style ne surprend plus personne, les Anglais devraient donc s'efforcer de trouver d'autres voies, quitte à s'inspirer, au moins en partie, de ce qui se pratique sur le continent. Là encore, le ballon du

progrès butte sur leur très britannique isolement. Persuadés de détenir la vérité d'un jeu qu'ils sont si fiers d'avoir inventé, accrochés comme leurs supporters au souvenir jauni du titre mondial gagné en 1966 contre la RFA, de nombreux techniciens persistent à prôner un football fondé sur l'engagement physique et l'attaque à tout-va (longues passes dans l'axe du terrain, centres aériens), laissant peu de place à la stratégie et au génie.

L'Angleterre vit en vase clos, comme coupée du monde. Elle n'a que faire des innovations continentales, et la sélection, malgré une scholasticité unilatérale, en est la première victime. C'est ainsi que Bobby Robson, l'entraîneur, a pratiquement attendu la veille de son départ (1) après huit ans de présence à ce poste, pour aligner une défense avec un... libero, autrement dit pour adopter un dispositif que toutes les équipes étrangères, du Milan AC à Asnières-sur-Seine, utilisent depuis des années !

Contre les Néerlandais, samedi 16 juin, cette « fantaisie » s'est révélée payante puisque ses joueurs ont musclé l'attaque opposée. Mais il aura donc fallu patienter huit ans pour que Robson, parfait reflet de l'ensemble du football de son pays, prenne en considération le jeu de l'adversaire, en l'occurrence celui des Pays-Bas et de leur avant-centre vedette Marco Van Basten !

Jusqu'à là, les Anglais se souciaient de la tactique adverse comme des dernières élections européennes. Ce début d'évolution est encourageant, même si, dès le match contre l'Egypte, l'équipe est souvent retom-

bée dans le classicisme passé. En cherchant à rompre ainsi son isolement tactique, à pratiquer, par moment, un football alerte et technique, elle s'efforce simplement de s'aligner sur ses meilleurs clubs, en particulier Liverpool. Du temps où elle fréquentait l'Europe, cette dernière équipe en tirait de multiples enseignements. Ce n'est sans doute pas un hasard si elle domine toujours le football anglais.

En fait, l'Angleterre dispose de grands joueurs, mais ne le sait pas toujours. La surprenante réussite, à Marseille, de Chris Waddle en est le meilleur exemple. Incompris dans son pays, comme, avant lui, son compatriote de l'AS Monaco, Glenn Hoddle, il a pris toute sa dimension au stade vélodrome, dans un football français qui correspond davantage à ses qualités de technicien.

Mais peut-être est-ce, aussi, ce que demande le public anglais, lui qui apprécie modérément les joueurs trop « fins », préfère les enthousiastes tâcherons aux artistes irréguliers. Ce décalage dans les conceptions même du jeu de football explique sans doute le regard incrédule que jettent les supporters égyptiens à leurs homologues britanniques après le match. Les Anglais chantaient toujours « Nous allons gagner la Coupe » et ils étaient bien les seuls à le croire.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Après la Coupe du monde, cet ancien international (20 sélections), âgé de quarante-sept ans, entraînant l'équipe néerlandaise du PSV Eindhoven.

## Jacky Charlton, l'homme tranquille

Bonhomme, simple, opiniâtre, l'entraîneur anglais des Irlandais a bâti une équipe à son image

● GROUPE F :  
République d'Irlande  
et Pays-Bas : 1-1  
PALERME  
de notre envoyé spécial

Les astres étaient formels. La période est favorable aux scorpions et aux vierges. Les signes de Gullit, Van Basten, Kieft et Rijkaard. Il serait bien étonnant que la même alchimie ne s'applique pas aux astres d'Irlande, mais Ted Troost est resté muet sur ce point. Accouru d'urgence à Sicile, cet homme n'avait qu'une mission : dissiper l'atmosphère défaitiste du camp néerlandais.

Son remède ? Trois lettres, serinées inlassablement à chacun des sélectionnés : W. I. W. Plus cabalistique que footballistique, la formule n'est pas dérivée du fameux WM qui rythmait le football d'antan. Inventé au pied levé par le gourou néerlandais, le sigle signifie simplement Worken, Ireland, Winen (Travailler, Irlande, Gagner). Rabâché, il était censé avoir les vertus d'une thérapie de groupe.

Les astres ayant parlé, restait à leur donner raison. Ruud Gullit, dont l'immense talent a besoin, pourtant, de cette médecine des âmes, exécuta l'oracle dès la dixième minute d'un tir croisé. Mais que peuvent l'astrologie et la psychologie contre les sciences exactes ? Les chiffres plaident en faveur de l'Irlande.

Les Néerlandais auraient dû se méfier de toute euphorie après leur départ en fanfare. Cette équipe, en effet, n'a plus perdu de match depuis le mois de novembre 1988, et son gardien Patrick Bonner ne s'était incliné que trois fois lors des quinze dernières rencontres. Marquer un but à la défense irlandaise, c'est déjà « cartonner ». Gullit aurait été bien inspiré de mettre son équipe à l'abri sur les contre-attaques qu'il mène avec Kieft et Van Basten dans le premier quart d'heure de la deuxième mi-temps. Cela aurait évité de buter sur l'obstacle allemand en huitième de finale.

Car un Irlandais ne meurt jamais. Sur tout lorsqu'un brin de fraîcheur carresse enfin le stade de La Favorita après une journée de plomb. Les coups de pied de mammoth de Bonner, satisfaisant la balle dans le ciel sicilien, allaient bien finir par retomber sur un crâne ami. L'égalisation allait venir et donner cent fois raison à Jacky Charlton, le coach têtard de la République d'Irlande.

A court-circuit de toutes les modes, il préconise depuis toujours les longues balles aériennes. « Il faut envoyer la balle là où l'adversaire n'a pas envie qu'il soit, à-t-il coutume de dire. Un défenseur qui doit courir vers son but est déjà en danger ». N'est-ce pas Van Aarle ? Une mauvaise réception de l'arrière des Pays-Bas sur un missile sol-sol du gardien irlandais contraignait Van Breukelen à relâcher la balle devant Niall Quinn (71<sup>e</sup> minute).

## Féts à l'eau minérale

Ce but égalisateur qualifiait l'Eire, sans éliminer les champions d'Europe. Faut-il s'étonner que les deux formations s'en soient satisfaites, refusant de jouer davantage pendant le dernier quart d'heure ? Michel Vautrot, l'arbitre français, eut quelque mérite à décompter des arrêts de jeu dans le marasme général.

Le règlement retarda l'explosion de joie, mais ne l'empêcha point. Quinze mille Irlandais et autant de Néerlandais pouvaient quitter le stade, bras dessus, bras dessous, mêlant leurs chants et leurs couleurs. Barbouillés d'orange, les uns clamaient leur soulagement. Les autres, habillés de vert mais cramoisis, cuits à point par le soleil des plages de Mondello, chantaient l'émotion d'un peuple.

Bien sûr, il y a du sacrifice à devoir être un tel événement à l'eau minérale. Mais les verves se sont levées, joyeux quand même pour des salves de toasts, convergentes toutes sur le même homme : Jacky Charlton. La République d'Irlande voue une véritable vénération à cet Anglais. Du côté de Dublin, le temps s'est arrêté le 7 février 1986, jour de sa nomination à la tête de la sélection. Désormais, on distingue l'avant J. C. de l'après J. C. Avant, les stades de football, comme les caisses de la fédération irlandaise, sonnaient le

creux. Aujourd'hui, des foules de quarante mille personnes garnissent les tribunes et les commanditaires affluent vers l'équipe nationale.

Dire que ce grand escogriffe a été accueilli à bras ouverts serait mentir. Un étranger, Anglais de surcroît, à la tête de l'équipe au shamrock (trèfle à quatre feuilles), c'était d'autant plus dur à avaler qu'une douzaine d'Irlandais bon teint avaient postulé. Après le procès d'intention, le pays voudrait aujourd'hui qu'on instruisse le procès en béatification de « Saint-Jack ».

Certes, son gros cigare planté au milieu d'un éternel sourire et sa tignasse à descendre en rafale le rendent sympathique dans les pubs de Dublin et de Cork. Mais les Irlandais respectent chez cet Anglais de Newcastle, les qualités qui en font l'un des leurs. Opiniâtre, sérieux, d'une bonhomie sans détour, Jack est chez lui en Irlande, bien que continuant à résider en Angleterre.

## Arbres généalogiques

Mais les jalons de l'ère Charlton, ce sont les résultats de l'équipe d'Irlande. Pour la première fois de son histoire, elle s'est qualifiée pour la phase finale du championnat d'Europe en 1988, remportant à Stuttgart une victoire historique sur l'ennemi anglais. La première participation de ce petit pays dont le football n'est même pas le sport national (ce jeu inventé par les Anglais y est supplanté par le rugby et football gallois) à la Coupe du monde était déjà une apothéose. Que dire de l'accès aux huitièmes de finale ?

Face à l'équipe de Roumanie, Jacky Charlton n'a pas dit son dernier mot. Cet homme-là est tout de persévérance, comme l'atteste son itinéraire. Son histoire est celle d'un sous-doué parvenu à glaner les lauriers présumés inaccessibles. Lentement, sûrement. Déjà tout gosse, il échouait à son cercir.

Tandis que son frère Bobby entrait brillamment à la grammar school, il descendait à la mine comme son père et son grand-père. Bien des années plus tard, il a fait sa première apparition en équipe nationale à l'âge de trente ans alors que son frère, pourtant plus jeune, en était à sa soixantième sélection. Car n'a pas empêché en 1966 de brader à bout de bras la Coupe du monde gagnée par l'Angleterre dont il était le valeureux capitaine.

Après sa carrière de joueur, il se lança avec une certaine réussite dans celle d'entraîneur de club. Mais lorsqu'il postula, en 1974, au poste vacant de sélectionneur national, la Fédération anglaise ne répondit même pas à sa lettre. Les dirigeants irlandais ont été mieux inspirés en le tirant de sa retraite de gentienn-farmer.

Depuis, il communique avec bonheur les deux ou trois idées qu'il connaît sur le football. Mais surtout, en débarquant en Irlande, cet amoureux de la nature, grand pêcheur et fin fauconnier, s'est plongé dans la contemplation des arbres. Généalogiques. Ce curieux technicien du football passe, en effet, plus de temps dans les services de l'état-civil que sur les terrains d'entraînement.

Il n'a pas son pareil pour décoder, chez un joueur du Royaume-Uni, les quelques gouttes de sang irlandais qui lui permettent de l'incorporer séance tenante. Ainsi Ray Houghton, né et grandi à Glasgow : « Ton père n'est-il pas né à Donegal ? ». Tu souffla-t-il un jour. Renseignement pris, c'était exact. Le joueur de Liverpool était prêt pour l'enrôlement. Apprenant que la grand-mère de Tony Carascino, né en Angleterre de père italien, s'appelait O'Malley, il frappait dès le lendemain à sa porte. La Granny Rule (règle de la grand-mère) est devenue la principale façon de constituer cette drôle d'équipe.

Jack Charlton ne cherche pas de techniciens hors-pair, mais des jeunes gens capables d'adhérer à l'idée de toute sa vie : « Le football, c'est pas compliqué ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

## Les nouveaux conquistadors

Les Espagnols ont fait l'apprentissage du sang-froid

● GROUPE E :  
Espagne b. Belgique : 2-1.  
VÉRONE  
de notre envoyé spécial

« E viva Espana », chantait la foule sur un air des arènes. Huit jours après un départ plus que laborieux devant l'Uruguay, les Espagnols semblent enfin avoir retrouvé leur football. On les pensait partis pour de nouvelles mésaventures, version 1982, et les voir, un peu contre toute attente, terminer cette quinzaine, en tête du groupe E, comme Espagne bien sûr, coiffant sur le poteau ces Belges qui les avaient éliminés en quart de finale au Mondial mexicain, en 1986.

Victimes d'une douce somnolence devant les Uruguayens (0-0), on avait vu ces Espagnols se réveiller un tant soit peu ensuite devant la Corée du Sud. (3-1) Outre que tout autre résultat eût pris des allures de nouvelle catastrophe nationale, ce succès fut alors davantage imputé à la faiblesse de l'adversaire. Cette fois, plus de doute, la sieste espagnole est bel et bien terminée. Devant une Belgique qui demeure, malgré ce revers, redoutable, les Ibériques ont, non seulement lavé l'alloré mexicain, mais se

sont replacés dans le peloton de tête des favoris.

Certes, on arguera que les Belges avaient dans l'affaire quelques circonstances atténuantes. Avec quatre points déjà récoltés, ils n'avaient, eux, à nourrir aucune inquiétude sur leur qualification pour les huitièmes de finale. Un tel confort amène fatalement à lever le pied. Ils avaient dû aussi se priver pour cette rencontre de trois titulaires indiscutables, Eric Gerets, suspendu, Georges Grün et Leo Cluytens, blessés. Malgré ces handicaps, cette formation belge est loin d'avoir démerlé.

Cette rencontre fut sans doute l'une des meilleures livrées depuis l'ouverture de cette compétition, se terminant de surcroît sans le moindre carton jaune, fait rare pour ne pas être ignoré. Avec Stéphane Demol en défense centrale, Enzo Scifo au milieu et le duo d'attaque composé de Jean Ceulemans et Marc De Grijse, le corps d'élite du football belge dispose d'une épine dorsale solide. Si la chance lui avait un peu plus souri et si Enzo Scifo n'avait pas manqué un penalty en deuxième période, le taureau belge n'aurait sans doute pas ainsi succombé sous les banderilles espagnoles.

Les Ibériques voulaient cette victoire pour retrouver leur confiance. Pour cette rencontre, le roi Juan Carlos avait jugé indispensable de faire le déplacement à Vérone. La reine aussi et il aurait été malvenu de déranger le couple royal pour une déculottée.

## Habits de lumière

Alors, constamment en faction sur le bord de la touche, Luis Suarez a commandé de la voix et des bras ces grandes manœuvres des conquistadors. Entraîneur de l'équipe d'Espagne, il occupe un siège à haut risque. Que sa bande vienne à trébucher sur le prochain obstacle yougoslave, et sa tête sera mise à prix. Qu'elle pousse plus loin son épopée italienne, et on le fera César. A côté de ce siège-là, le trône de Juan Carlos ressemble à un doublet canapé.

« Ballon d'or » avec le FC Barcelone, deux fois champion d'Europe avec l'Inter de Milan, Luis Suarez Miramontes fut un grand joueur. A cinquante-deux ans, il rêve de devenir le grand entraîneur de l'Espagne, l'homme qui redonnera à son football le goût de la victoire. En charge depuis l'été 1988, cet homme qui,

même dans la chaleur de Vérone ne saurait abandonner costume et cravate, a su déjà fournir à son équipe quelques habits neufs qu'ils voudraient de lumière.

De la malheureuse éliminée de 1986 ne survivent que trois rescapés : Andoni Zubizarreta dans les buts, Miguel Michel, le « poumon » du milieu, quatre buts déjà à son actif, et le capitaine Emilio Butragueno. A vingt-sept ans, le Madrilen du Real fait dans cette formation presque figure de vétérans.

Après le penalty réussi par Miguel Michel en première période et l'égalisation presque immédiate des Belges par le jeune Patrick Vervoot, cette équipe espagnole jusqu'à son deuxième but, signé Julio Salinas (72<sup>e</sup> minute) a su afficher, sous les coups de butoir des Belges, une sérénité et une cohérence qu'on ne lui connaissait point jusqu'alors.

Les joueurs de Luis Suarez semblent avoir appris, sous la férule de cet homme distingué, à garder la tête froide et des nerfs solides. Quand on connaît le tempérament espagnol, on peut dire que les progrès accomplis.

DANIEL CARTON

## La suite de la compétition

HUITIÈMES DE FINALE	QUARTS DE FINALE	DEMI-FINALES	FINALE
<b>RÉP. D'IRLANDE-ROUMANIE</b> (Lundi 25 juin à Gênes, 17 h ; FR 3) <b>ITALIE-URUGUAY</b> (Lundi 25 juin à Rome, 21 h ; TF 1) <b>BRÉSIL-ARGENTINE</b> (Dimanche 24 juin à Turin, 17 h ; A2) <b>ESPAGNE-YOUGOSLAVIE</b> (Mardi 26 juin à Vérone, 17 h ; FR 3) <b>CAMEROUN-COLOMBIE</b> (Samedi 23 juin à Naples, 17 h ; TF 1) <b>ANGLETERRE-BELGIQUE</b> (Mardi 26 juin à Bologne, 21 h ; A2) <b>TCHÉCOSLOVAQUIE-COSTA RICA</b> (Samedi 23 juin à Bari, 21 h ; A2) <b>RFA-PAYS-BAS</b> (Dimanche 1 <sup>er</sup> juillet à Milan, 17 h ; FR 3)	<b>(Samedi 30 juin à Rome, 21 h ; A2)</b> <b>(Mardi 3 juillet à Naples, 20 h ; A2)</b> <b>(Samedi 30 juin à Florence, 17 h ; TF 1)</b> <b>(Dim. 1<sup>er</sup> juillet à Naples, 21 h ; TF 1)</b> <b>(Mer. 4 juillet à Turin, 20 h ; TF 1 et FR 3)</b>	<b>(Mardi 3 juillet à Naples, 20 h ; A2)</b> <b>(Mer. 4 juillet à Turin, 20 h ; TF 1 et FR 3)</b>	<b>MATCH POUR LA 3<sup>e</sup> PLACE</b> (Samedi 7 juillet à Bari, 20 h ; TF 1)

## Le point

## GROUPE E

Espagne b. Belgique 2-1.  
Uruguay b. Corée du Sud 1-0.  
Classement : 1. Espagne 5 pts ; 2. Belgique, 4 pts ; 3. Uruguay, 3 pts ; 4. Corée du Sud, 0 pt.

## GROUPE F

Angleterre b. Egypte 1-0.  
Pays-Bas et République d'Irlande 1-1.  
Classement : 1. Angleterre, 4 pts ; 2. République d'Irlande, 3 pts ; 3. Pays-Bas, 3 pts ; 4. Egypte, 2 pts.

## A LA TELEVISION

Samedi 23 juin : Cameroun-Colombie à 17 heures (TF 1) ; Tchecoslovaquie-Costa Rica à 21 heures (A 2).  
Dimanche 24 juin : Brésil-Argentine à 17 heures (A 2) ; RFA-Pays-Bas à 21 heures (FR 3).

Je t'aime



12 Les magistrats menacent de résider à la conférence de San-Francisco sur le sida.

13 Les Rolling Stones à Barcelone  
14 Une Fondation Mozart à Prague

15 à 18 « Le Monde sans visa »  
22 La presse du terroir : vestige ou enjeu ?

## L'Iran sinistré

Un dernier bilan officiel faisait état, vendredi après-midi, de 14 100 morts à la suite du tremblement de terre qui a frappé le nord-ouest du pays

Le tremblement de terre qui a ravagé le nord-ouest de l'Iran, jeudi 21 juin, a fait environ 15 000 morts et près de 30 000 blessés, selon un bilan, encore provisoire, publié vendredi 22 après-midi à Téhéran par l'agence officielle iranienne IRNA. Mais en raison de la grande confusion régnant dans cette région du monde, l'ambassade d'Iran à l'ONU donnait de New-York les chiffres de 25 000 tués et 100 000 blessés. Ce tremblement de terre, l'un des plus tragiques de ces vingt dernières années, est d'autant plus meurtrier qu'il a frappé l'une des régions les plus peuplées de l'Iran. Les autorités du Téhéran ont fait appel à l'aide internationale. Plusieurs pays comme la France, des organisations internationales, des associations caritatives ont commencé vendredi 22 à envoyer médicaments, secouristes et matériel.

La radio officielle était éteinte au moment du drame et, contrairement à ce qui se passait lors des événements de la guerre irano-iranienne, elle n'a fait état du tremblement de terre que six heures et demie après qu'il se fut produit. Les premières images de la télévision n'ont été diffusées que douze heures après le séisme, sans aucun commentaire de la part des reporters. Peu d'émotion donc, en apparence, le jeudi 21 juin, dans les médias iraniens relatant la catastrophe qui venait de ravager dans la nuit le nord-ouest de l'Iran. Il est vrai que ce pays a vécu depuis douze ans une succession de tragédies meurtrières.

### Une région très peuplée

En septembre 1978 déjà, un tremblement de terre meurtrier ravageait l'est du pays tuant, probablement, 25 000 personnes. A partir de janvier 1979, la révolution islamique coûtait la vie à plusieurs centaines de milliers de personnes. De 1980 à 1988, la guerre avec l'Irak a sans doute

provoqué la mort d'un million d'Iraniens.

Les reportages diffusés dans la journée du jeudi 21 juin par les médias iraniens ont souvent porté sur les dommages causés aux récoltes, faisant assez peu de cas des victimes et signalant simplement que d'importants dégâts étaient causés dans les provinces de Zandjan et de Gilan.

Pourtant, le tremblement de terre du 21 juin est une vraie tragédie. Le nombre de morts serait de 10 000, peut-être même de 25 000, si l'on en croit l'ambassadeur d'Iran à l'ONU. Et malheureusement, ce dernier chiffre est tout à fait vraisemblable.

Le séisme, de magnitude supérieure à 7, a, en effet, frappé une région où les villes sont importantes (300 000 habitants à Racht, 100 000 à Zandjan, pour ne citer que les plus peuplées), les bourgades et les villages nombreux. En outre, la secousse principale s'est produite à 0 h 36 heures locale. La quasi-totalité des habitants étaient donc chez eux, en train de dormir ou de regarder la retransmission du Mondial de football.

Les nouvelles de la vaste zone sinistrée étaient encore, vendredi

22 juin, très fragmentaires. Selon Radio Téhéran, dresser un bilan exact est difficile, car plus de cent villages ont été victimes de la secousse. Des glissements de terrains ont barré des routes et, aujourd'hui, empêchent les secours d'atteindre les zones sinistrées. Les lignes téléphoniques sont coupées.

La région la plus touchée semble être celle de la ville de Roudbar, dans la province de Zandjan, où plus de 5 000 personnes ont été tuées ou blessées et où la ville et ses environs ont été rasés à 90 % selon la télévision iranienne. Dans la même province, on aurait recensé près de 1 000 morts et 3 000 blessés dans la localité d'Ab-Bar. Et plus de 70 autres localités ont été sévèrement touchées.

Dans la province voisine de Gilan, sur la côte de la mer Caspienne, plus de 300 cadavres ont déjà été retirés des décombres. Les blessés sont transportés par hélicoptère jusqu'à Téhéran, les hôpitaux de la région étant déjà surpeuplés. A Mandijil, Loushen et Roudbar, trois villes dont la population totale atteint 100 000 personnes, près des deux tiers des bâtiments ont été

détruits ou gravement endommagés. A Dailaman et Fouman, les destructions sont aussi importantes.

A Racht, au moins 40 personnes ont trouvé la mort et 300 autres ont été blessées. L'électricité est coupée dans une bonne partie de ce chef-lieu du Gilan, où la population est également privée d'eau, a indiqué une habitante jointe depuis Téhéran. Selon ce témoin, les services de la ville sont totalement perturbés, les administrations fermées. La population aide les équipes de secours du Croissant-Rouge iranien à la recherche d'éventuelles victimes du séisme. L'ancien bâtiment de la mairie, édifice construit par les Soviétiques, a été entièrement détruit.

### Des dommages jusqu'à Téhéran

On enregistre des dommages jusqu'à Téhéran et la ville de Qazvin - déjà ravagée par un séisme en 1962 - a subi de graves dégâts : « Le principal problème maintenant est d'atteindre les régions rurales, mais nous savons que certains villages ont été détruits à 90 % ou même à 100 % », a déclaré M. Alireza Bokaei, du Croissant-Rouge iranien.

Les opérations de secours, supervisées par le ministre de l'Intérieur, M. Abdollah Nouri, qui est arrivé en début d'après-midi à Racht, se déroulent principalement par voie aérienne. Des hélicoptères, des appareils de transport C-130 et des avions de la compagnie nationale Iran Air sont mis à contribution pour assurer le transfert des blessés et des sans-abris.

Dans un appel radiodiffusé, le président Rafsanjani a décrié trois jours de deuil sur l'ensemble du territoire. Quant au guide de la République islamique, M. Ali Khamenei, il a exhorté la population à apporter son assistance aux sinistrés et à collaborer avec les équipes de secours et les imams des villes touchées par le séisme. Il a alloué un milliard de rials (environ 80 millions de francs) pour les secours. - (AFP, Reuters, APJ)

### L'aide internationale

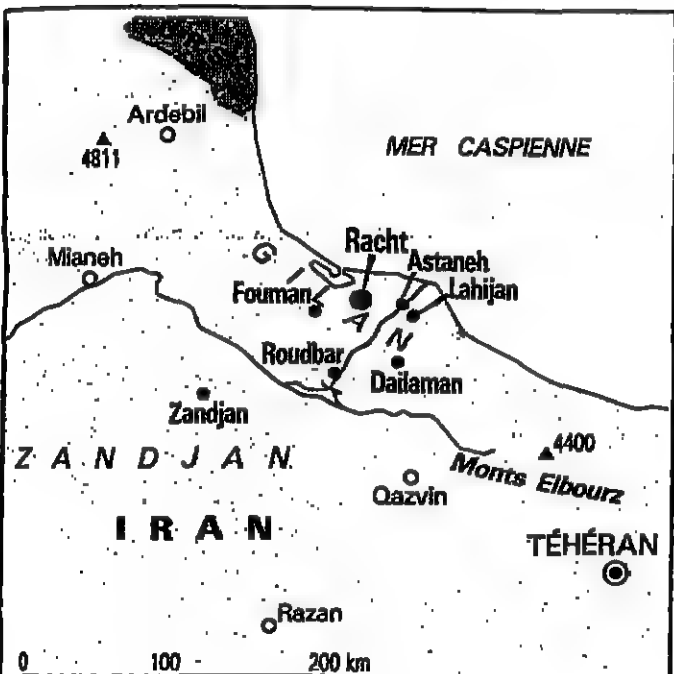
Un contingent de la sécurité civile française, fort de vingt médecins et de cent soixante spécialistes équipés de 24 tonnes de matériel et accompagnés de dix-huit chiens, s'est envolé vendredi 22 juin de Paris vers l'Iran. Avec le message de sympathie adressé la veille par M. François Mitterrand à M. Rafsanjani et l'expédition immédiate de 8 tonnes de médicaments et de vivres, la France a répondu favorablement à l'appel lancé jeudi par l'Iran.

En outre, l'organisation Médecins sans frontières a affrété trois avions spéciaux au départ de Paris et de Bruxelles. De son côté, l'association Action d'urgence internationale, à Paris, annonce son intention d'envoyer également en Iran une équipe de sauveteurs-déblayeurs et des maîtres-chiens.

Bien que les États-Unis et la Grande-Bretagne n'entretiennent plus de relations diplomatiques avec Téhéran, ces deux pays se sont déclarés prêts à répondre rapidement à toute demande d'assistance. La Turquie a aussi proposé son aide ainsi que le président irakien Saddam Hussein.

Les organisations internationales se sont aussi mobilisées. Ainsi, la CEE a débloqué un crédit immédiat de plus de 6 millions de francs, tandis que l'Office des Nations unies chargé des secours en cas de catastrophe (UNDRO) a déjà envoyé sur place des équipes et du matériel.

► Pour la France, les dons peuvent être déposés ou expédiés aux adresses suivantes : Médecins sans frontières : 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris ; Action d'urgence internationale : 10, rue Félix-Ziem, 75018 Paris ; Secours populaire français : 9, rue Froissart, 75003 Paris ; Secours catholique : 106, rue du Bac, 75006 Paris.



### Les séismes les plus meurtriers de l'histoire

Il se produit en moyenne chaque année dans le monde quelque 600 000 tremblements de terre. 300 000 sont trop faibles (magnitude inférieure à 2) pour être perceptibles par l'homme. Sur les 300 000 plus ou moins ressentis, 6 000 ont une magnitude comprise entre 4 et 4,9 ; 1 000 entre 5 et 5,9 ; 120 entre 6 et 6,9 ; 18 entre 7 et 7,9 ; 1 seul a une magnitude de 8 ou plus.

La Chine détient les records des séismes les plus meurtriers : en 1556, 800 000 à 1 000 000 de morts ; en 1976, probablement 600 000 à 800 000 morts au moins. En outre, les annales chinoises, seules au monde à dater les séismes, gardent le souvenir des

séismes de 1290 et de 1730 (100 000 morts pour chacun d'entre eux), de 1920 (100 000 à 180 000 morts). Parmi les tremblements de terre qui ont tué 100 000 personnes ou plus, on connaît ceux de la mer Egée (1201), de Calcutta (1737), de Tokyo-Yokohama (1923).

Depuis 1970, les séismes les plus meurtriers ont été ceux du Pérou (1970, 70 000 morts directs ou indirects), du Guatemala (1976, 25 000 morts), d'Iran (1978, 25 000 morts), du Mexique (1985, 10 000 morts), d'Arménie soviétique (1988, 25 000 morts).

Etant entendu que tous ces chiffres sont forcément approximatifs.

Y. R.

### Le grenier à riz du pays

La région qui souffert du séisme se trouve au cœur du grenier à riz de l'Iran, le riz étant la denrée de base de l'alimentation quotidienne du pays. L'étroite plaine côtière de la mer Caspienne (qui se trouve à une altitude de 28 mètres) ressemble en effet davantage à la plaine indochinoise qu'à l'image traditionnelle de l'Iran et de ses plateaux arides. Ce ne sont que rizières avec paillettes sur pilotis, plantations de thé, de canne à sucre et de mûriers (pour le ver à soie), piquées de maisons à toits de tuile.

La ville de Racht (300 000 habitants), la plus touchée par la secousse, est la capitale d'une province, le Gilan, qui produit l'essentiel des denrées « tropicales » de l'Iran : 1,5 million de tonnes de riz, 800 000 tonnes de canne à sucre et 90 000 tonnes de thé. Pour améliorer les performances de cette région chaude et humide, qui manque toutefois d'eau au cœur de l'été, un barrage a été mis en service en 1962 dans le massif de l'Elbourz sur la rivière Safid Rud, d'une capacité de 1,8 milliard de mètres cubes. Ce barrage, qui permet l'irrigation de 140 000 hectares, a permis de quintupler la production de riz.

Sur le littoral même de la mer Caspienne se trouve la capitale du caviar, Bandar-Anzali (ex-Bandar-Pahlavi), le plus grand port de pêche à l'esturgeon d'Iran.

### CRIMINALITÉ

Première hausse statistique depuis 1985

## Les délits et les crimes constatés ont augmenté de 4,27 % en 1989

Les crimes et délits constatés en 1989 par la police et la gendarmerie se sont accrus de 4,27 % par rapport à 1988 (passant de 3 132 694 à 3 266 442 en 1989), a annoncé M. François Roussely, directeur général de la police nationale, jeudi 21 juin. Cette augmentation intervient après une tendance prolongée à la baisse de la délinquance et de la criminalité (-2,78 % en 1988, -8,02 % en 1987, -3,68 % en 1986, -1,21 % en 1985), qui avait succédé à la très forte montée enregistrée entre 1972 et 1984. Les vols de véhicules et les vols à la roulotte ont particulièrement progressé en 1989.

Les statistiques de 1989 ne sont pas bonnes. Souvent à l'origine d'empoignades politiques, ces chiffres ne revêtent toutefois qu'une signification limitée : le thermomètre est bien imparfait puisqu'il ne mesure que des homicides que des vols à l'échelle ou des chèques sans provision. Il n'en reste pas moins que l'évolution suivie au chapitre des vols est préoccupante. Avec plus de 2 100 000 faits constatés, leur progression explique l'essentiel de l'aug-

mentation enregistrée en 1989. Dans cette masse, 1 080 000 vols ont touché des voitures (vols à la roulotte ou vols de véhicules) et des deux-roues à moteur. Civilisation de l'automobile oblige, cette délinquance fait l'objet de déclarations systématiques des plaignants auprès des services de police puisqu'elles sont exigées par les compagnies d'assurances. Quant aux vols commis au préjudice des particuliers (vols à la tire, etc.), leur fréquence s'est emballée (439 425 infractions, +14,3 %). En comparaison, les cambriolages ont un peu moins progressé (370 606 infractions constatées, +2,6 %). A l'inverse des vols à main armée qui, bien que peu nombreux (7 523), ont crû de 10,5 %.

### Attentats à l'explosif en baisse

Présentés comme des « faits de société » par M. Roussely, certains types de délinquance se sont particulièrement développés. Le vandalisme a sensiblement crû (+12 %, soit 218 000 dégradations constatées), notamment du fait des graffitis et des tags dans les transports en commun.

Il en a été de même pour la délinquance liée à l'utilisation frauduleuse des cartes de crédit (39 000 faits constatés, +23 %), même si l'ensem-

ble des délits économiques et financiers ont diminué (-3,6 %). Enfin, les infractions à la législation sur les stupéfiants se sont accrues (50 580 faits constatés, +6 %). Selon des estimations du ministère de l'Intérieur, une forte proportion des délits commis sur la voie publique ont pour origine la drogue : ce serait le cas de 40 % de ces délits à Nanterre, de 60 % à la préfecture de police de Paris.

La progression des infractions liées aux stupéfiants paraît témoigner de l'activité soutenue des services compétents, dont les effectifs ont été renforcés, a noté le directeur général de la police nationale. Le mouvement a été compensable pour les infractions à la législation relative aux étrangers (39 223 infractions, +12,2 %). Du côté des baisses, on relève une diminution de moitié pour les attentats par explosifs, qui atteignent leur plus bas niveau depuis dix ans.

Indicateurs imparfaits, puisqu'ils mesurent l'activité des services de police et non pas les réalités de la délinquance, les chiffres publiés mériteraient une analyse approfondie. Plutôt que des polémiques, ces statistiques ne devraient-elles pas susciter des réflexions sur « l'état de la société française », a interrogé M. Roussely, qui s'est réjoui de voir ce terrain défriché par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI).

ERICH INCIVIAN

### Une noix dans un étou

Le tremblement de terre qui a frappé le nord-ouest de l'Iran, le 21 juin à 0 h 36, n'a rien qui doive surprendre. En effet, l'Iran est coincé entre, d'une part, l'Afrique qui « monte » vers le nord à la vitesse moyenne de 0,5 centimètre à 1 centimètre par an, l'Arabie qui pivote vers le nord-est au rythme moyen de 2 à 3 centimètres par an, et, d'autre part, l'Eurasie elle-même « perturbée » par l'Inde qui la téléscopie depuis une cinquantaine de millions d'années.

L'Iran - et aussi le Caucase - se trouvent ainsi jouer le rôle d'une noix écrasée entre les mâchoires d'un étou. Cela est d'autant plus vrai que ni l'Iran ni le Caucase, situés au milieu de l'Eurasie, ne peuvent être expulsés vers l'ouest comme une partie de la Turquie réussit à le faire, au prix aussi de nombreux séismes destructeurs et meurtriers.

Dans les monts du Zagros, l'Iran se plisse ainsi comme une nappe en tissu épais, ce qui est parfaitement visible - climat sec identique - par l'œil le plus profane, lorsqu'on parcourt cette chaîne de l'ouest et du sud-ouest du pays. Le reste de l'Iran, sous l'effet de cette énorme compression, s'est fragmenté en plusieurs plaques et microplaques, dont les jeux relatifs sont si complexes qu'ils sont encore mal compris. Tout ce que l'on constate, c'est que les failles iraniennes sont nombreuses,

que certaines sont des failles de chevauchement et d'autres des failles de coulissage (comme celle qui a rejoué le 21 juin) et que les réajustements - fréquents - se traduisent par des tremblements de terre, dont les effets sont parfois catastrophiques.

Outre les séismes de ces trente dernières années (voir ci-contre), dont les plus meurtriers ont tué 10 000 à 12 000 personnes, des tremblements de terre plus anciens ont eu des effets bien plus désastreux : par exemple, 45 000 morts en 856 dans le Khorassan, 30 000 morts en 1641 et 77 000 morts en 1727 à Tabriz, 40 000 morts en 1755 à Kashan. Pour ne citer que les plus catastrophiques.

Il ne faut pas oublier, enfin, que le sous-développement est toujours un facteur multiplicateur des effets dévastateurs de tels événements. Un séisme aura des conséquences beaucoup plus dramatiques sur des constructions mal conçues et édifiées à l'économie. Mais qui peut empêcher les pauvres de se faire un abri en se construisant de méchantes masures ?

YVONNE REBEYROL



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

## Les magistrats menacent de récidiver

Après le succès de leur journée de protestation, les juges n'ont rien obtenu de concret. Ils se disent prêts à recommencer

Les magistrats ne veulent pas que leur journée d'action reste sans lendemain. Déclenchée par le Syndicat de la magistrature (gauche), la mobilisation du jeudi 21 juin avait reçu l'approbation des deux autres organisations, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérés) et de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Elle a surtout suscité un large écho parmi les magistrats non syndiqués, ce qui a fait son succès.

Ce succès ne se mesure pas au

nombre des grévistes - le Syndicat de la magistrature était le seul à avoir explicitement recommandé cette forme d'action - ni même au nombre de magistrats qui ont manifesté d'une manière ou d'une autre leur mécontentement : motions de protestation, assemblées générales, suspensions ou renvois d'audience, etc.

Le succès, indéniable, était déjà acquis à la veille de cette journée d'action, qui a été précédée par une manifestation à Paris (lire ci-dessous). La fronde de la Cour de cassation, la grogne des greffiers ainsi que le soutien apporté aux magistrats par les avocats, les éducateurs

et les surveillants de prison avaient montré dès le début de la semaine l'ampleur du mécontentement des gens de justice, toutes professions confondues. C'était là l'essentiel.

C'est ce phénomène, plutôt inédit, qui incline les trois organisations de magistrats à annoncer qu'elles n'en resteront pas là. Elles sont d'autant plus enclines à récidiver qu'elles n'ont rien obtenu de tangible après cette journée d'action, sinon la réitération de promesses anciennes - et elles n'appréhendent pas. Deux revendications étaient avancées : l'augmentation « significative » des crédits alloués à la justice et une réforme du sta-

tut de la magistrature qui la protège des pressions du pouvoir politique.

Sur le premier point, on n'a guère entendu ces jours-ci que des variations sur le thème « 1990, année de la justice », un engagement de M. Michel Rocard qui date du mois de janvier et qui n'a pas réussi - on l'a vu jeudi - à contenir la colère des magistrats. Forts de leur succès, leurs représentants réclament désormais une loi de programme pluriannuelle comme en bénéficient la défense et la police. Une revendication qui a reçu, jeudi, l'appui du RPR, lequel propose de porter en cinq ans de

1,37 % à 2,5 % la part des crédits de la justice dans le budget de l'Etat.

Ces crédits seront augmentés, c'est acquis, mais de combien ? Les magistrats et les fonctionnaires qui les assistent dans leurs tâches guettent la réponse avec une impatience grandissante. Les premiers attendent en outre du président de la République qu'il donne sa promesse de garantir l'indépendance des magistrats, en réformant leur statut ainsi que le mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature.

M. François Mitterrand a eu des mots très durs, à une certaine époque, à l'égard de textes et de pratiques qui incitent les magistrats à la docilité. Mais, pour bien faire, il faudrait ouvrir au Parlement un débat sur l'indépendance des juges. Chaque camp ayant beaucoup à dire sur la manière avec laquelle celui d'en face a pratiqué, lorsqu'il était au pouvoir, cette indépendance, on risque un débâcle dont, visiblement, M. Mitterrand ne veut pas.

Deux propositions de lois constitutionnelles destinées à mieux garantir les juges contre les empiétements du pouvoir politique ont néanmoins été déposées jeudi à l'Assemblée nationale, l'une par M. Francis Delattre (UDF), l'autre par M. André Lajoinie (PCF). Elles s'ajoutent aux très nombreuses propositions sur le même thème ainsi qu'aux multiples projets et ébauches de projets élaborés à la chancellerie depuis 1981.

## Fin

## de non-recevoir

Les magistrats qui ont manifesté leur mécontentement jeudi doivent aussi constater qu'ils se heurtent à deux fins de non-recevoir. Et ils menacent : « Si nous n'obtenons rien rapidement ou si nous obtenons quelque chose de mineur, nous recommencerons à la rentrée, et le mouvement serait plus dur » (M. Alain Terrail, président de l'APM). « Si l'on ne se passait rien, nous déciderions d'une action plus large et plus déterminée encore, avec les avocats, les greffiers et les autres fonctionnaires de justice » (M. Jean-Claude Nicod, président du Syndicat de la magistrature, et M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'USM).

Cette unanimité, de la part de syndicats qui se regardent généralement en chiens de fiente, est un danger pour le gouvernement. Elle s'est manifestée de manière ostensible jeudi dans la salle des Crises du Palais de justice de Paris où, depuis la même estrade - du jamais vu - un représentant de chacune des trois organisations s'est adressé à quelque trois cents magistrats.

Si les syndicats conviennent que la mobilisation a été moins nette dans la capitale - où officient huit cent soixante juges et procureurs - qu'en province, ils tirent un bilan positif de la journée de jeudi. Le Syndicat de la magistrature estime que « 90 % » des magistrats se sont « mobilisés » et que « le mot d'ordre d'arrêt de travail a été suivi par plus de 50 % d'entre eux ». M. Terrail (APM) parle de mobilisation « au superlatif » et M. Sauron (USM) de « réussite ».

La chancellerie n'a pas publié de bilan chiffré. Elle s'est bornée à constater que le mouvement de protestation de jeudi a été suivi « dans l'ensemble des juridictions », selon « des formes diverses », mais qu'il n'avait pas entravé « la continuité du service public ». Une façon de préciser qu'il n'y aura pas de sanction pour fait de grève, une forme d'action en principe interdite aux magistrats.

**BERNARD LE BENDRE**  
Lire page 2 le point de vue de M. FRANÇOIS LEOTARD.

Rectifié. - Dans notre enquête « La justice italienne saisie par la réforme », publiée dans le Monde du 20 juin, une confusion regrettable nous a fait évoquer « le verdict frappant les frères Tacchella, industriels turinois ayant commandité un rapt d'enfant » alors qu'il s'agissait d'un verdict frappant des industriels turinois dans cette affaire où, au contraire, avait été enlevée Patrizia Tacchella, la fille du « roi du bleu-jean » italien. Les frères Tacchella

## La réforme judiciaire selon le RPR

M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure, secrétaire national du RPR à la justice, a présenté, jeudi 21 juin, le projet de son mouvement concernant la réforme de la justice. « Les magistrats ne croient plus au gouvernement qui, chaque année, annonce que la justice est une priorité », a-t-il déclaré avant de demander que le budget de ce département soit porté, « en cinq ans, de 1,37 à 2,50 % du budget de l'Etat ». Il ajoute à cette exigence :

« L'adoption d'une loi-programme de modernisation et de rénovation des palais de justice, l'adoption d'une loi-programme de recrutement des magistrats et des personnels de juridiction, la création de trois cents postes de secrétaires volantes pour pallier les vacances. De même doit être créé, selon lui, un corps de mille assistants judiciaires. Cette loi-programme devrait naturellement permettre d'augmenter le nombre des magistrats et des greffiers.

« La reprise du programme de rattrapage indemnitaire des magistrats commencé sous le gouvernement Chirac et devant permettre d'attirer de nouvelles recrues dans la magistrature.

« La réforme du Conseil supérieur de la magistrature : pour renforcer son indépendance, éviter le corporatisme et mieux représenter les magistrats des tribunaux. Le pouvoir de désignation des membres du CSM par le président de la République serait restreint et le mandat de quatre ans exercé par eux ne serait pas renouvelable. La police judiciaire serait rattachée au Conseil supérieur de la magistrature afin de ne plus être sous la coupe du pouvoir politique.

« La réforme de l'exécution des décisions de justice : l'Etat indemniserait les créanciers et assurerait lui-même le recouvrement des créances.

« La réforme de l'aide judiciaire afin qu'elle soit plus rapide et plus accessible, notamment aux titulaires de revenus moyens.

## A Pau

Quatorze à seize ans de réclusion pour quatre membres du GAL.

A Pau, la cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques a condamné, jeudi 21 juin, les quatre membres du Groupe antiterroriste de libération (GAL) accusés de deux tentatives d'assassinat perpétrées en 1983 contre des Basques français à des peines allant de quatorze à seize ans de réclusion criminelle. Roger Roussay a été condamné à seize ans de réclusion, Michel Morganti à quinze, Alain Domenge et Alain Lambert à quatorze ans de la même peine.

La dernière journée du procès avait été marquée par l'attitude des représentants de la défense qui, pour protester contre l'absence au banc des accusés du principal inculpé, le Français Georges Mercadillo, que l'Espagne n'a pas voulu extraditer (le Monde du 19 juin), ont, chacun, avec l'accord de leurs clients, fait une plaidoirie d'une minute. - (AFP)

« Premier incendie de forêt meurtrier dans le Var. - Antisé par un violent mistral alors que la sécheresse persiste dans le Var, le feu a pris rapidement des proportions inquiétantes. Jeudi 21 juin dans l'après-midi, sur la commune de Bornes-les-Mimosas (Var), pour sauver de nombreuses habitations menacées par les flammes, les services de secours du Var dépêchaient sur les lieux d'importants moyens. Vers 15 heures, on apprenait la mort d'un jeune sapeur-pompier volontaire, M. Jessy Bougin, dix-sept ans, demeurant à Cuers. Autre victime également : M. Patrick Novello, ouvrier boucher demeurant à Bornes-les-Mimosas. Cinq sapeurs-pompiers ont été grièvement brûlés au deuxième et au troisième degré, tous appartenant au corps de sapeurs-pompiers de Cuers, et de Bornes. Ils ont été dirigés sur les hôpitaux de la Conception à Marseille et de Saint-Anne à Toulon. L'hypothèse d'un incendie criminel est retenue par la gendarmerie. - (Corresp.)

## A Lyon

## Une manifestation de la « famille judiciaire »

Quelque trois cents manifestants - magistrats, avocats, greffiers et fonctionnaires de justice - se sont rassemblés, jeudi 21 juin à midi, devant le palais de justice de Lyon. A côté d'autres termes tout aussi alarmistes - « délabrement, engorgement, asphyxie, dysfonctionnement, paupérisation, archaïsme, dépendance », etc. - le mot de « démolition » fut l'un des plus prisés par les participants.

## LYON

de notre bureau régional

Le président d'une chambre de la cour d'appel cheminant au coude à coude avec un agent technique de bureau, un juge d'instruction devisant avec sa greffière au cœur d'un cortège revendicatif, des substituts et des avocats refaisant le monde judiciaire sous l'œil des caméras de télévision... En se retrouvant sur les marches du palais puis en défilant paisiblement le long des quais de la Saône, les personnels de justice lyonnais ont présenté, jeudi, une image plutôt tonique, voire

souriante, de leur « exaspération ». Cette mobilisation intercatégorielle soulignait de visu l'étendue du malaise. Voilà deux ans, des conditions matérielles de travail désastreuses avaient déjà localement suscité une action « unitaire » pour réclamer - et obtenir - la relance d'un projet de « cité judiciaire » en sommeil depuis plus d'une décennie.

Une intersyndicale, unique en France, avait même été constituée entre le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), les trois syndicats d'avocats (CSA, SAF et UJA) et les organisations de greffiers et de fonctionnaires (CFDT, FO, Autonome), mais aussi d'éducateurs (SNEPAP-FEN).

## Etat des lieux

Cette large coalition a reçu jeudi le renfort appréciable de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), de nombreux non-syndiqués et encore de l'Association des greffiers de France - sorte de coordination extrasyndicale inspirée de l'existence des infirmières. A Lyon, l'USM, était même allée jusqu'à « poser le principe d'un recours à la grève », laissant à ses adhérents la liberté de se déterminer.

Un « service minimum » était assuré pour les urgences et tous les détenus devaient être normalement entendus et jugés, mais une seule chambre correctionnelle siégeait et les magistrats de la cour d'appel devaient donner lecture d'un communiqué. Certains condamnés auront ainsi eu le privilège d'apprendre qu'ils étaient par des juges « solidaires ».

Pour le meeting clôturant la manifestation, un lieu très symbolique de « la mière de la justice » avait été choisi : l'ancienne salle des fêtes de l'hôtel de l'Europe - bâtiment vétuste, sale et exigü, qui, depuis bientôt vingt ans, abrite « provisoirement » le parquet des mineurs, la chambre de la famille et les juges d'application des peines. Les représentants du SM, de l'USM et des avocats ont pris la parole de justice énonçant, tour à tour, une série de constats chiffrés éloquentes. « Peut-on parler de justice lorsqu'un juge des enfants doit recevoir douze à quinze personnes dans une mainée, qu'un juge de la famille est contraint de régler une situation délicate en une demi-heure, qu'un magistrat instructeur gère simultanément cent cinquante dossiers, que les audiences de certaines chambres se prolongent parfois jusqu'à minuit ou qu'un justiciable obtient pour l'affaire de sa vie une

décision hâtivement motivée en quelques lignes ? », s'interrogeait un intervenant.

« Deux mille cinq cents dossiers privés d'homages, par nature urgents, sont actuellement en attente devant la chambre sociale de la cour d'appel, saturée, les délais d'audience des affaires pénales atteignent souvent dix-huit mois, le tribunal de grande instance ne dispose pas d'un délégué, faux de dix-huit des condamnés de jugements attendent d'être frappés et le citoyen désespère de voir son bon droit reconnu », résumait un autre orateur.

Les fantasmes de la justice finissent d'ailleurs leur voix, jusqu'ici un peu étouffée. Si les magistrats se considèrent « au bord du gouffre », les fonctionnaires et les greffiers, ces parents pauvres de la « famille judiciaire », ont, eux, le sentiment d'avoir déjà sauté le pas : locaux insalubres, matériel obsolète, perspectives de promotion interne bloquées, alourdissement des tâches lié aux réformes de procédure ou à l'apparition de contentieux nouveaux, sans en être de révélation. Un greffier débutant percevait 5 500 F net par mois et un greffier en chef, titulaire d'une licence ou d'une maîtrise de droit, gagnait 8 500 F après trois ans de carrière.

ROBERT BELLENET

## MÉDECINE

## La conférence internationale de San-Francisco

## Les spécialistes du sida s'interrogent sur l'opportunité de certaines prescriptions

Quand faut-il traiter une personne infectée par le virus du sida ? Vaut-il mieux attendre qu'elle tombe malade ou est-il préférable de commencer le traitement dès la période asymptomatique du développement de l'infection ? Ces questions, parmi les plus complexes auxquelles ont à répondre les spécialistes du sida, étaient, jeudi 21 juin, au centre de nombreuses communications au cours de la deuxième journée de la sixième conférence internationale sur le sida.

## SAN-FRANCISCO

de notre envoyé spécial

Un premier élément de réponse avait été donné il y a deux mois lorsque avaient été publiés dans le New England Journal of Medicine les résultats de la vaste étude menée par l'AIDS Clinical Trial Group sous l'égide du National Institute of Allergy and Infectious Diseases (le Monde du 18 avril). Ces travaux, qui ont été à nouveau communiqués à San-Francisco par le docteur Paul Volberding, le co-président du congrès, montraient clairement que la prise d'AZT à raison de 500 mg par jour, dès lors que l'on est séropositif et que le taux de lymphocytes T CD4 + est inférieur à 500 par mm<sup>3</sup>, permet de retarder l'apparition de la maladie.

A la suite de la publication de cette étude, plusieurs médecins, européens en particulier, avaient critiqué l'interprétation, trop catégorique selon eux, que les Américains avaient donnée des résultats. Ces médecins faisaient valoir que, en l'absence d'études confirmant

ces données, il valait mieux attendre, pour débuter le traitement, que le déficit immunitaire s'accroisse et que, en particulier, le taux de lymphocytes T CD4 + diminue jusqu'à environ 200. A l'appui de leur raisonnement, ils indiquaient qu'il était dans l'immédiat impossible de connaître les effets d'un tel traitement à long terme, d'autant plus qu'en prescrivant de l'AZT au début de la maladie on risquait de voir survenir une résistance à ce médicament.

Cette discussion qui concerne des dizaines de milliers de personnes en France, et des centaines de milliers aux Etats-Unis, est loin d'être négligeable. Décider d'un traitement aussi contraignant et toxique que l'AZT est un acte grave qui mérite d'être longuement posé. En outre, lorsqu'il est administré à des personnes séropositives asymptomatiques, donc apparemment en bonne santé, l'AZT leur confère immédiatement un statut de patient qu'une abstention thérapeutique aurait permis d'éviter, tout au moins momentanément.

Tout le monde admet aujourd'hui qu'une diminution des doses d'AZT (jusqu'à 500, voire 400 mg par jour), non seulement ne modifie en rien l'efficacité du produit, mais réduit considérablement la fréquence et l'intensité des effets secondaires. Une étude présentée par Margaret Fischl (de l'AIDS Clinical Trial Group) ne laissait aucun doute sur ce point.

Autre question : faut-il ne prescrire que de l'AZT, ou est-il préférable de tenter des associations médicamenteuses ? Une première étude présentée par Anthony Fauci et Clifford Lane du National Institute of Health n'a pas permis de conclure quant à l'intérêt qu'il y aurait à associer de l'alpha-interfé-

ron à l'AZT. En revanche, une autre étude présentée cette fois par Gail Skowron et Tom Merigan de l'université de Stanford montrait, selon des données encore préliminaires, que l'association de l'AZT et de l'interféron, qui a permis de réduire la fréquence des effets secondaires et d'augmenter l'efficacité thérapeutique.

## Les voies thérapeutiques du futur

Ces données doivent être interprétées avec la plus extrême prudence ne serait-ce qu'en raison de la grande toxicité de ces médicaments. La conférence donnée par le chercheur belge Eric De Clercq (université catholique de Louvain) a montré quelles sont les voies thérapeutiques du futur. Le raisonnement du professeur De Clercq repose sur le constat suivant : la répllication du virus HIV comprend deux phases, l'une précoce, l'autre tardive. Schématiquement, la phase précoce commence lorsque le virus HIV s'attache aux cellules qu'il infecte et se poursuit par la formation du DNA proviral (transformation du matériel génétique de la cellule infectée du fait de l'action du virus) ; quant à la phase tardive, elle consiste essentiellement en l'expression de protéines virales en la libération de particules virales infectieuses. A la première phase, toujours très schématiquement, correspond la phase aiguë de l'infection, et à la phase tardive, la phase chronique. L'ideal serait bien sûr de trouver des médicaments qui bloquent chacun l'une de ces deux phases et de les associer. On en est encore loin.

Néanmoins, plusieurs pistes intéressantes existent. A commencer par les deux produits que le profes-

seur De Clercq a récemment découverts, les HEPT et les dérivés des TIBO. Les premiers sont développés actuellement en collaboration avec la firme japonaise Mitsubishi, et les seconds avec la firme pharmaceutique belge Janssen. Comme l'AZT, le DD1 et le DD2, ce sont des inhibiteurs de la reverse transcriptase, cette enzyme qui a sous son contrôle la multiplication du virus. Mais à la différence de ces trois médicaments, le HEPT et le TIBO sont à la fois plus puissants et surtout beaucoup plus sélectifs. A tel point qu'ils n'inhibent que la répllication du HIV-1 et pas celle du HIV-2. Le TIBO est actuellement testé sur vingt malades atteints du sida. Selon le professeur De Clercq, les premiers résultats sont « encourageants », et font apparaître une absence de toxicité aux doses usuelles.

D'autres produits comme les inhibiteurs de la protéase ou le CD4 soluble pourraient s'avérer prometteurs. « En tout état de cause, conclut le professeur De Clercq, il faudrait que nous arrivions à mettre au point un traitement qui bloque l'expression virale dans les cellules qui ont été déjà infectées, et qui, dans le même temps, prévienne le recrutement de nouvelles cellules par l'infection virale. »

Signe des temps, pendant que les congressistes débattaient de ces nouveaux traitements, dans un grand hôtel de la ville débataient un congrès parallèle sur les « autres traitements » du sida. Au programme, le concombre chinois, l'hyperthermie, l'ozone-thérapie, les champignons médicinaux, l'immunothérapie homéopathique, les traitements électromagnétiques, etc.

FRANCK NOUCHI

Zoukon

Les animaux

Dans son d...

مكتبة



# CULTURE

## MUSIQUES

### Zoukons sous la pluie A Paris, l'édition 1990 de la Fête de la musique a été humide mais électrique

Depuis Woodstock, on sait que la pluie n'est pas tout à fait incompatible avec la musique en plein air. On se souvient quand même passé d'elle pour la Fête de la musique 1990. Plusieurs opérations prévues jeudi après-midi, dont un podium ouvert aux jeunes groupes de rock français place Denfert-Rochereau, ont dû être annulées. Avant l'élévation du soir Paris se donnait des airs de port breton au mois de novembre.

Ceux qui avaient choisi de passer une nuit miteuse devaient l'ouvrir par un défilé carnavalesque : un trio Electro, un char décoré de peintures naïves à la gloire du Brésil, de l'écologie et d'une marque de soda qui ne négocie son nom à celui de Chico Buarque. Là, derrière le char, les Français auraient dû s'offrir à la danse de rue, comme à Salvador de Bahia. Mais le défilé reçut lui aussi un baptême de la pluie qui n'avait rien à voir avec l'ondée rafraîchissante et passagère des tropiques. A Montparnasse, le crachin doux au sol le trio Electro et ses six musiciens menés par Raimundo Soler. Début tardif des festivités, donc, à l'heure où, à la Bastille, sonaient les premiers accords des Négresses vertes. A la nuit tombante, mages et parapluies se raréfiant, les amoureux sortirent de leur tanière. Mais une Fête de la musique bien comprise reste affaire de flânerie et

les deux immenses podiums adossés à l'Opéra Bastille ne suffirent pas à retenir le chaland qui préférerait aller de la rue de Lappe, du faubourg Saint-Antoine ou sous les arcades de la place des Vosges. Là, même la bricoleur Louis XIII n'aurait pas assourdi tout à fait les échos de la Bastille contre lesquels luttaient vaillamment un trio de chanteuses de rue à l'ancienne.

Plus tard, vers 23 heures, grâce aux efforts de Malavoi et de Tour Kunda, le public et l'ambiance s'installèrent pour de bon à la Bastille. Vingt mille personnes supportèrent avec bonhomie les publicités d'Europe 1 ou de la chaîne musicale MCM et le duplex en direct de Washington des Gipsy Kings, avant de zocker pour de bon avec Kassav jusqu'à une heure avancée de la nuit. Au Palais-Royal, Malavoi, encore, jouait pour quelques centaines de personnes réunies dans la cour. Mick Jagger, qui venait d'être longuement reçu par M. Lang, n'était plus au balcon du ministère de la culture.

Pendant ce temps dans un squat de la rue du Faubourg-Poissonnière, La Place se faisait une petite douceur. Ce jeune groupe, réduit momentanément à l'état de trio, même ces jours-ci une tournée sauvage dans les rues de Paris, s'installa

lent où bon lui semble pour faire profiter le plus grand nombre de son rock violent et précis. Le groupe jouait donc pour une fois en intérieur. Jusqu'au moment où l'on suggéra à l'organisateur du concert de Cure à la République, de les faire venir pour compléter le programme. Jules Frutos, l'organisateur en question ne dit pas non, d'autant que l'autre moitié de son affiche, The The, avait déclaré forfait au dernier moment.

Une fois expédiée - sans rechigner sur l'énergie - la demi-heure due aux amateurs rassemblés dans le squat, le trio sauta dans sa camionnette avec amplis et instruments. Arrivés presque à l'heure dite - place de la République, on leur fit savoir que l'heure avancée (Cure joue longtemps et les milliers de Curets et Curettes massés rue du Temple ne voulaient pas laisser partir Robert Smith et ses acolytes) plus quelques problèmes techniques ne permettraient pas à La Place de monter sur scène. A 1 heure du matin, le trio avait tourné la difficulté. Grâce au groupe électrogène qu'ils utilisaient dans leur tournée sauvage, ils jouèrent sur la pelouse de personnes. Pour bien profiter de la Fête de la musique, il suffit d'un sens aigu de l'opportunité.

VERONIQUE MORTAIGNE  
et THOMAS SOTINEL

### Les animaux malades du temps



Depuis la fermeture en 1965 de la galerie de zoologie du Muséum d'histoire naturelle, les animaux naturalisés se morfondaient dans la pénombre. Puisque la galerie doit enfin être rénovée, il avait été prévu que les élans, girafes, éléphants et autres rhinocéros quittant les lieux en fanfare le jour de la Fête de la musique et aillent en procession jusqu'au

laboratoire de la rue Buffon, où l'on doit les restaurer. La pluie en a décidé autrement : les musiciens sont restés à l'abri de la galerie, mais les animaux ont enfilé des bâches plastiques sous les yeux ravis des quelques enfants qui avaient réussi à entraîner leurs parents.

## DANSE

### Rois et reines

Dans son dernier ballet, superbe, Reinhild Hoffmann n'est pas tendre

Moins connue en France que ses deux « cousines » en expressionnisme allemand, Pina Bausch et Susanne Linke, Reinhild Hoffmann a été l'élève de Kurt Joos (l'auteur de la célèbre *Table verte*) et a présenté ses premières chorégraphies à la Folkwang Hochschule d'Essen. Elle a dirigé ensuite le Folkwang Tanzstudio (avec Susanne Linke), puis le Tanztheater de Brême ; depuis 1986, elle mène sa propre compagnie au Schauspielhaus de Bochum.

Qui sont ces rois et ces reines (*Könige und Königinnen*) qu'elle nous jette au visage, livides, compassés, inquiétants ? Elle semble avoir pioché au hasard dans l'innépuisable réservoir des vanités humaines et nous tendre un miroir à la fois méchant et aimable.

Reinhild Hoffmann commence par les disposer, tous en scène comme des pions sur un échiquier, vêtus de longs manteaux ; ils posent sur leur tête de médiocres couronnes de carton doré et tiennent dans la main droite une boule d'acier, image d'un globe terrestre que les majestés de tout scabité aiment à tripoter. Lente procession. Tous sortent, et vont se succéder plusieurs tableaux illustrant la soif de pouvoir et ce qui s'ensuit.

Voici un roi et ses deux fils (un danseur très grand et deux petites) qui dansent, enlacés sous le même manteau, un superbe trio ; le père disparaît, les fils se battent pour la couronne et l'un mourra. Plus énigmatique, voici un ange (à une seule aile) portant une momie blanche : c'est elle, jolie idée, qui quittera ses bandelettes en se roulant sur le sol, jusqu'à la totale nudité. Après d'hypocrites salutations, deux reines aux robes suivies

d'une immense raie entrent en scène ; leurs capitaines accrochent leurs piques au bout des traînes qu'ils brandissent comme des drapeaux, gonflent ou tordent comme des serpents monstrueux.

Une infante naine jouant au cerceau, un majordome ou maître à danser qui fait entrer les courtisans (souples costumes), un bouffon trotinant sur une mappemonde : c'est une « fête à la cour » où se déroulent, après quelques menus,

### Mort de l'architecte danois Steen Eiler Rasmussen

L'architecte danois Steen Eiler Rasmussen, qui fut entre les deux guerres l'un des pionniers, puis l'une des figures de proue du courant fonctionnaliste scandinave, est décédé à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Par son enseignement à l'Ecole des beaux-arts de Copenhague, ses propres réalisations (écoles, mairies) et en tant que chef des plans d'urbanisme de la ville de Copenhague - un poste qu'il occupa durant de longues années - Rasmussen a exercé une influence considérable sur plu-

sieurs générations d'artistes et de bâtisseurs, tant au Danemark qu'à l'étranger. Ce vieil homme, qui adorait la polémique et avouait détester l'esprit et l'évolution de notre fin de siècle, devait, jusqu'à sa dernière heure, se mêler aux débats les plus acérés en publiant dans la presse d'alertes chroniques fort appréciées du grand public. Il laisse un ensemble d'ouvrages consacrés à l'étude des grandes cités européennes.

CAMILLE OLSEN

### L'âge des pierres

Avant de rassembler cinquante mille fans à Marseille et de venir au Parc des Princes les Rolling Stones ont fait la preuve de leur métier à Barcelone

#### BARCELONE

de notre envoyé spécial

Le claquement des premiers accords de *Start me up* provoque une amassée collective instantanée : les publicités pour bières, masquent les écrans vidéo géants, la première partie du spectacle d'une médiocrité insignifiante. Les jeunes glaswegiens qui pratiquent un jeu viril comme on dit de leurs compatriotes footballeurs, l'industrie - officielle et pirate - du bibelot et du poster, rien de tout ça n'a jamais existé.

Les accords de *Start me up* sont faits pour ça, pour gliffer, pour prendre le plus de points possible au premier round. C'est le tram-poline idéal pour Mick Jagger, en pantalon collant noir à fines rayures grises et redingote rouge. Sous l'écran qui diffuse son image jusqu'aux derniers gradins du stade Montjuïc, la silhouette s'est mise en mouvement pour deux heures et demie. Lifté par la nuit et les lumières, c'est le Dorian Gray du rock'n'roll.

Il y a longtemps qu'on n'a plus envie de se moquer de Mick Jagger parce qu'il a un jour dit que jamais il ne chanterait *Satisfaction* sur scène à quarante ans. Jagger voulait simplement dire que jamais il n'aurait quarante ans. A quarante-sept ans, sur scène, il tient sa promesse.

Les Stones ont beaucoup à se faire pardonner : une succession d'albums uniformément médiocres (exceptions faites de *It's Only Rock'n'roll* et *Some Girls*) depuis 1973, deux tournées (en 1978 et 1982) indignes d'un quintet qui s'obstine à s'autoproclamer plus grand groupe de rock'n'roll du monde. Egalement destinés à l'approvisionnement de leur plan d'épargne-logement, le Urban jungle tour est avant tout une cérémonie expiatoire mobile. Pour ceux qui étaient là et pour ceux qui étaient trop jeunes, Mick Jagger, Keith Richards, Bill Wyman et Charlie Watts transforment les stades en salons spiritistes et évoquent l'esprit des Stones. On s'y croirait.

Le décor, colossal échafaudage tendu de toiles bariolées qui ne prennent leur sens qu'une fois la nuit tombée, trouées par les myriades de projecteurs, la mise en scène avec ses poupées gonflables, ses torchères qui explosent (c'est beau une raffinerie, la nuit !) n'ont pris ces proportions délicieusement absurdes que pour deux personnes : le solitaire millénaire spectateur, là-haut dans les tribunes, assourdi par l'écho, ébloui par les projecteurs, aveuglé par la tour de mixage, qui sait que, là-bas, on a dépensé beaucoup d'argent pour qu'il ne se sente pas tout à fait floué. Et Mick Jagger, seul dans le champ de la caméra, présent pres-

que à tout instant sur les grands écrans, celui que les projecteurs tiennent sans cesse dans leurs faisceaux.

L'Urban jungle tour, pendant européen du Steel wheels tour nord-américain de l'hiver dernier, est un tour d'illusionnistes. Les Rolling Stones ne jouent plus les jungles urbaines depuis longtemps. Au nom d'une très ancienne et très périphérique participation aux escarmouches des années 60, ils ont quand même gardé des prétentions sur le territoire : les Stones sont de mauvais génies des villes, des débauchés enarçhissants, moins par aspiration politique que par malin plaisir. Cette image ne fait plus beaucoup vendre de disques. Elle a été tempérée par les bonheurs de père de famille et d'investisseur immobilier de Mick Jagger. Keith Richards n'a pas été arrêté depuis longtemps. Et c'est Bill Wyman, cinquante-quatre ans, qui fait scandale parce qu'il épouse une jeune femme de dix-neuf ans.

#### Le plus médiatique des groupes

Tout ce qui concerne les Stones, les frasques du vieux bassiste et les moufflets du chanteur, mais aussi les 15 000 dollars par minute de scène qu'a rapportés la tournée américaine à chacun d'entre eux, la liste des chansons du spectacle, de *Start me up* à *Satisfaction*, nul n'est censé l'ignorer. S'il est un domaine où jamais leur ardeur (surtout celle de Mick Jagger) n'a faibli, c'est celui de la manipulation médiatique. Même le pauvre Prince s'est retrouvé engagé malgré lui, dans le rôle de la première partie qui fait un bide en chauffant le Parc des Princes une semaine avant les stars. Qu'importe que Prince ait finalement rempli (de justesse) le Parc et que l'on oublie de préciser que depuis le dernier passage des Stones, il a joué trois fois à Paris.

Cette infinie roublardise finit quand même par trouver sa justification sur scène. Jagger force

moins sa voix, prend certains titres plus bas qu'il ne le faisait. Keith Richards, grâce à la conduite qu'il s'est, sinon achetée, au moins louée, s'épargne les moments pathétiques d'il y a dix ans et, avec Charlie Watts - qui semble avoir touché le fond de l'ennui depuis tellement longtemps qu'on le dirait pétrifié - ancre le son du groupe, guitare lourde et coupante, batterie sèche et économe. Devant, le chanteur varie les tenues (après la redingote, le kimono du soir bleu, le blouson sport, tee-shirts très simples quand ça s'accélère un peu) et les effets, pas encore débarrassés de son rêve de *prima ballerina*.

Pour la figuration : Bill Wyman qui a définitivement gagné ses galons d'invité permanent chez Madame Tussaud, et Ron Wood relégué au rang d'utilité. L'arrivée du guitariste des Faces en remplacement de Mick Taylor fut une catastrophe musicale, l'une des raisons majeures du déclin du groupe. Dispensé de son ignoble solo sur *You can't always get what you want* et de la plupart de ses tâches habituelles, il fait le clown avec bonne grâce. En fait, le pianiste Chuck Leavell, les choristes ou les cuivres en font plus que lui.

Ron Wood est évincé parce que les Stones (Mick Jagger et Keith Richards) ont décidé de jouer la quasi-totalité des vingt-cinq chansons en collant au plus près des originaux. Ce qui oblige à recourir au « sampling » pour les percussions de *Sympathy for the Devil*, les effets cosmiques de *2000 Light Years from Home* mais permet des déferlantes de nostalgie sur le public, ivre de s'entendre reprendre en chœur *Ruby Tuesday*, *Argie* ou *Paint it Black*. C'est dans ces moments (soit la quasi-totalité du spectacle) que cette dernière tournée trouve sa raison d'être (la prochaine fois ils auraient tous plus de cinquante ans). Celle d'une mause-lée à la mémoire du plus grand groupe de rock'n'roll du monde.

T. S.

► Les 22, 23 et 25 juin au Parc des Princes. 20 h 30.

8ème FESTIVAL INTERNATIONAL DE  
MUSIQUE BAROQUE ET CLASSIQUE  
**BEAUNE 90**  
Hospices 15r S - Basilique Notre Dame 12r S  
29 JUIN - 22 JUILLET - 4 WEEK-ENDS  
DIRECTION ARTISTIQUE ANNE BLANCHARD

VEN 29 - ORCH. THE AGE OF ENLIGHTENMENT / DIR. GUSTAV LEONHARDT  
BACH "CONCERTOS POUR VIOLON" / LAMBERT "SUITE EN FA MAJ." /  
SAM 30 - CH. & ORCH. COLLEGIUM VOCALE GAND / DIR. PH. HERREWEGHE  
BARBARA SCHLICK / GÉRARD LESNE / HOWARD CROOK / PETER KOOP  
BACH "MISSE EN SI MINEUR" /  
VEN 6 - CAPELLA REAL / DIR. JORDI SAYALL / MONTERRAT FIGUERAS S  
MUSIQUE ESPAGNOLE DU 15e S. / S. "SIBILLE CATALANE" / LIVRE VERMEIL /  
SAM 7 - OPERA "FLAVIO DE HAENDEL" ENS. 15 / DIR. RENE JACOBS  
LOOTENS / FINK / HOGMAN / GALL / LEE RAGIN / FAGOTTO / MESSTHALER /  
DIM 8 - ORCHESTRE "LA PETITE BANDE" / DIR. SIGISWALD MULLER /  
BACH "SE BRANDEBOURGEOIS" / SUITE N° 2 / "CONCERTO EN LA MAJ." /  
VEN 13 - ORCH. NATI. DE TOULOUSE / DIR. & VIOLON AUGUSTIN DUMAY  
MOZART "CONCERTOS POUR VIOLON ET ORCHESTRE" /  
SAM 14 - THE AMSTERDAM BAROQUE ORCHESTRA / DIR. TOM KOOFMAN  
BACH "CONCERTOS POUR 1, 2 & 3 CLAVICINS" /  
DIM 15 - RECITAL FRANÇOISE POLLET, SOP. / J. MARCO LUISADA, PIANO  
BERLIOZ "LES NUITS D'ÉTÉ" / BRAHMS, SCHUBERT "LIEDER" /  
VEN 20 - ENS. VOCAL & INSTR. DE LAUSANNE / DIR. MICHEL CORBOZ  
AGNES MELLON / BERNARDA FINK / HOWARD CROOK / PETER HARVEY  
BACH "PASSION SELON ST JEAN" /  
SAM 21 - ENS. "IL SEMINARIO MUSICALE" / DIR. & ALTO GÉRARD LESNE  
VIVALDI "STABAT MATER" / "NISI DOMINUS" /  
DIM 22 - ORCH. SYMPHONIQUE D'URSS / DIR. EVGENI SVETLANOV  
ANDREI KORSAKOV, VIOLON  
TCHAIKOVSKI "CONCERTO POUR VIOLON" / BEETHOVEN "SYMPH. N° 4" /  
INFORMATION, RESERVATION, FORFAIT WEEK-END  
OFFICE DE TOURISME BEAUNE 21000, TEL. 80 62 24 51  
FNAC-PARIS, LYON, DIJON, BRUXELLES - 3615 BILLET  
ART ET FUGUE GENEVE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE



## CULTURE

## MUSIQUES

## Chung confirme

Un prestigieux « Stabat Mater » de Rossini  
Les chœurs et l'orchestre de l'Opéra sont sur la bonne voie

Avant de partir faire l'ouverture du Festival de Spoleto, l'Orchestre de l'Opéra offre une petite « saison » de concerts à l'Opéra-Bastille, plein à craquer (11). L'occasion de vérifier que cet ensemble vénérable, longtemps le premier de France, a retrouvé son âme sous la direction de Myung-Whun Chung. Et pas seulement dans Berlioz : la *Symphonie n° 29 en la majeur K 201* de Mozart étincelait sous ces archets aux sonorités fines, tombant bien ensemble pour retrouver la pure limpidité d'un vrai quatuor, avec juste une délicate touche de hautbois ou de cor comme une lanterne au fond d'un bois noir.

Par cette direction ardente, expressive, persuasive, ces bras qui empoignent littéralement l'orchestre et embrassent les voix des chœurs en bouquet, Chung donnait vie ensuite au grand *Stabat Mater* de Rossini, une œuvre toujours bien problématique, car les effets de théâtre y alternent avec de tou-

chantes prières où, dit-on, le musicien retrouve son âme d'enfant... de chœur !

Les pièces à *capella*, surtout le *Quando corpus* (avant l'*Amen* qui semble préfigurer le *Requiem* de Verdi), sont de loin les plus émouvantes. Mais l'aria de ténor chevaleresque et héroïque, comme le duo conventionnel, dépourvus d'intérêt, attristent, venant d'un compositeur aussi spontané qui n'a guère plus de quarante ans.

Les autres airs, assez mélodramatiques, mettaient du moins en valeur la qualité vocale des solistes : la jeune soprano américaine Kallen Esperian, voix parfaite, égale dans toute la tessiture, captivante dans l'épouvantable évocation du Jugement dernier (elle chantera Desdémone en novembre prochain) ; Martine Dupuy, superbe et intense lors de sa cavatine ; la basse Ferruccio Furlanetto qui mettait une grande expression, quasi métaphysique, dans le *Pro peccatis*, en général assez creux ; et Ramon Vargas, ténor sobre, un peu en retrait dans la vaste quatuor central (*Santa Mater, istud agas*), d'une polyphonie ample et fort redondante.

Mais on remarquait particulièrement, surtout dans les pages à *capella*, la belle qualité des chœurs de l'Opéra de Paris qui paraissent s'être renouvelés, et avoir retrouvé couleurs et enthousiasme sous la direction d'Andrea Giorgi.

JACQUES LONGCHAMP

Le jury, présidé par Hiroaki Shikanai, était composé de Jacques Chirac, Amintore Fanfani, Edward Heath, David Rockefeller, Helmut Schmidt. Chaque lauréat recevra 100 000 dollars, le 23 octobre, au Meiji Memorial Hall de Tokyo.

(1) Un concert gratuit, dirigé par M. W. Chung, a été donné à l'Opéra-Bastille pour la Fête de la musique avec *Offrandes oubliées* de Messiaen, *Daphnis et Chloé* de Ravel et *Tableaux d'une exposition* de Moussorgski. Programme analogue le samedi 23 juin à 20 h, mais avec la *Symphonie fantastique* de Berlioz à la place de Moussorgski.

## Une Fondation Mozart internationale se met en place à Prague

A l'heure où se célèbre, à l'Est comme à l'Ouest, la Fête de la musique et où débute dans le monde entier les commémorations de l'anniversaire de Mozart (mort en 1791), un projet est en passe de se réaliser, celui d'une Fondation Mozart dont le siège sera la capitale tchécoslovaque et le moteur, une fondation constituée dans l'Etat de New-York par un Français, Alain Coblenz, qui préside déjà la Fondation France-USA, et qui « manage » la carrière européenne de Peter Brook, Bob Wilson, et Peter Sellars, s'est assuré de la collaboration des trois metteurs en scène pour cette Prague Mozart Foundation qui financera et gèrera deux projets distincts mais complémentaires.

D'une part, une académie Mozart. Elle sera propriétaire, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, de la villa que Mozart occupa lors de ses séjours à Prague et prendra en charge sa rénovation. Y seront invités chaque année, de septembre à juillet, 75 jeunes boursiers (15 chanteurs, 10 pianistes et 50 autres instrumentistes), venus pour un tiers des Amériques et d'Extrême-Orient ; l'effectif sera, pour le reste, partagé entre l'Europe de l'Est, d'une part, l'Europe centrale et l'Europe de l'Ouest d'autre part.

L'originalité de cette académie, consacrée dans un premier temps à l'apprentissage du style mozartien, sera de fournir, outre un enseignement musical spécialisé, une formation psychologique, philosophique, littéraire, historique. Elisabeth Schwarzkopf a d'ores et déjà donné son accord pour superviser les cours d'art lyrique. Des contacts sont pris avec les pianistes Alfred Brendel et Andras Schiff, le baryton Dietrich Fischer-Dieskau.

L'autre volet de ce projet concerne l'occupation par cette fondation de l'Opéra pragueois où furent créés *Don Giovanni* et la *Clémence de Titus*, le Théâtre Tyl, rebaptisé Théâtre Tsavovske, et dont la réouverture est prévue

pour 1991 après sept ans de restauration. Dès 1992, le gouvernement tchèque mettra l'établissement à la disposition de la Mozart Foundation six semaines à Pâques, six semaines en juillet et quinze jours en décembre ; un opéra de Mozart sera, lors de chacune de ces sessions, représenté dix fois, et laissera place ensuite à des concerts de musique de chambre assurés, sur le modèle de l'Académie de Marlboro, par les stagiaires et les professeurs de cette fondation (rappelons qu'Alain Coblenz avait tenté d'implanter à Nîmes, en 1986, une académie de cette académie, réunissant les plus grands chambristes mondiaux autour de Rudolf Serkin).

Vaclav Havel a donné un accord enthousiaste à ce projet international (au comité consultatif de la commission siègent notamment Pierre Boulez et Rolf Liebermann), auquel contribueront, dans la fosse du théâtre, Neville Marriner et l'Académie de Saint-Martin-in-the-Fields, Libor Pešek, chef permanent à Liverpool, peut-être Charles Mackerras et Franz Brüggen. Il est déjà prévu que Bob Wilson mettra en scène *Idoménée*, Peter Sellars la *Clémence de Titus*, et Peter Brook la *Fillette enchanterée*. Les bourses distribuées aux jeunes musiciens de l'Est seront financées par les contributions recueillies à l'Ouest.

A. R.

► Renseignements : Prague Mozart Foundation, 1370 Avenue of the Americas, New York, N. Y. 10019. Tél. : (212) 832-3600.

► Rétrospective Maurice Jaubert. La Cinémathèque française présente au Palais de Chaillot, jusqu'au 26 juin, les courts métrages et les films les plus marquants de Maurice Jaubert. Ce compositeur, mort il y a cinquante ans, a signé la musique des films de Marcel Carné : *Le Jour se lève* (le 24 juin), de René Clair : *14 juillet* (le 24 juin), de Jean Vigo : *Zéro de conduite* (le

## THÉÂTRE

## De potatose en tanatose

Sur le point de mourir, Socrate s'allonge sur le divan de Jean Gillibert

Prologue de la *Mort de Socrate* : entre les chaises du parterre, écornant si cela se trouve les oreilles des spectateurs mal alignés, le psychanalyste - et, pour la circonstance, l'auteur et acteur - Jean Gillibert et le comédien Claude Aulère, endiablés, se prenant pour Fred Astaire et Ginger Rogers, dansent et chantent « *I like potatoes, I like tomatoes* » sur une musique de Cole Porter pitinée au piano droit par Jean-Nicolas Diatkine. L'ambiance est lancée.

Dix secondes de noir, changement de décor : recroquevillé sous les plis d'un drap pâle de fantôme anglais, Jean Gillibert va mélancoliquement s'asseoir à califourchon sur un trône impraticable de fer forgé, conduit, comme par un chien d'aveugle, par Claude Aulère, svelte dans un émoquant smoking de l'entre-deux-guerres. Les deux forcés vont, une heure pleine, se prendre pour Socrate et son assistant Criton. Socrate a pris oralement une poignée de gélules de ciguë retard qui lui laisse loisir de donner à ses groupies un dernier cours épatant, style Deleuze à Vincennes, sur la Mort, cette vieille maniaque, sur ses approches, ses fausses promesses, son bon usage, ses délices.

Sans une syllabe de gratitude pour son père sculpteur qui lui avait montré les vertus de la lumière, Socrate n'a de tendres pensées que pour sa mère, sage-femme de son métier. Neuf inoubliables miles durant, bien au

chaud dans sa maman, le petit Socrate, dans son ombilical-walkman, était tout oreilles aux accouchements sur accouchements, mordu par une petite jalousie tout de même.

Toujours est-il que les sons, les bruits, la musique intestinale mêlée à la musique athénienne, celle des sphères, allaient rester à jamais le « *bain d'euphorie* » de Socrate, et c'est ce à quoi il s'accroche au moment de quitter la vie : il prie Jean-Nicolas Diatkine, un rejeton de psy, de lui jouer les *Préludes* de Scriabine. Socrate lui-même, de sa voix de bronchite, chante du Schubert, du Strauss, relayé par Claude Aulère, excellent dans le *Serpent python* et autres airs de Charles Trenet, comme *Maman, ne vends pas la maison*.

Ce spectacle excentrique, pas long, de fière allure, mérite la visite. En premier lieu parce que les paroles des chansons de Trenet, dans ce contexte, ont toute leur simple poésie. Et aussi parce que Jean Gillibert a quelque chose de fascinant. Il fait songer à l'empereur Néron qui suscita les ronchonnements en faisant l'acteur. Il rappelle aussi les fermiers qui mirent les œufs avant de les emporter au marché. Soutenu par l'aérien et magique Claude Aulère, Gillibert semble mirer l'art même du théâtre.

C'est clownesque et grave, jusqu'au moment où Socrate déjà sans vie et Criton désemparé, murmurent, enlacés : « *Plaisir d'amour ne dure qu'un moment* ». Nous sommes chez les folles, chez les fous, aucun doute, mais quelle intelligence, quelle liberté, quel charme !

MICHEL COURNOT

► La Vieille Grille, jusqu'au 30 juin. Du mardi au samedi, 20 h 30. Tél. : 47-07-22-11.

(Publicité)  
Un Salon à découvrir ce week-end de 10h à 19h

## Paris Cité : l'Art et l'Informatique

Sous un aspect de salon professionnel, PARIS CITE révèle au grand public les dessous du monde de la création, en nous faisant découvrir la face cachée d'un univers qui nous devient quotidien.

Ce salon a ouvert ses portes lundi dernier au Parc Floral de Paris, à Vincennes, dont l'entrée se situe à l'orée du bois près du Château. Conçu par Francis BALAGNA et présenté dans un cadre agréable et clair, ce salon est un spectacle permanent et réussit la rencontre des créateurs, des entreprises et du grand public. La maîtrise du chef d'orchestre, qu'est Francis BALAGNA, se ressent dans cette manifestation où il est parvenu à faire jouer à l'unisson un ensemble d'artistes provenant d'univers a priori disparates et que d'autres n'auraient jamais osé rassembler sur une même partition.

Les plus jeunes (et les autres) seront fascinés par un vaisseau spatial géant qui vous projette instantanément dans l'Odyssée de l'Espace. On comprend mieux la conception des génériques TV. On entre dans les perspectives d'architecture comme une caméra peut le faire dans un espace réel.

Le Salon PARIS CITE c'est l'ordinateur au service des artistes. C'est le début de l'ère de la création libérée des contingences par des outils aux performances décuplées par l'ordinateur.

On y découvre la chorégraphie musicale, où le geste du danseur engendre la musique qui, synthétisée, est renvoyée au danseur en un merveilleux dialogue gestuel. Un peu plus loin, c'est le rayon du laser qui anime l'espace, créant des volumes imaginaires. L'homme invisible est au clavier d'un piano de concert avec le toucher des plus grands maîtres, permettant aux élèves virtuoses, de rocher touche à touche dans leurs traces et de pouvoir mesurer ainsi la distance qui les sépare encore de la perfection. Une coupole multicolore amène des sons à l'infini, alliant la beauté du geste de l'instrumentiste à celles de la forme et de la couleur de l'instrument.

L'ordinateur transcende les idées des créateurs qui parviennent de mieux en mieux à le dominer et à l'asservir. Il peut être positionné en

tout point de la chaîne créative. Au départ, pour sérier et assembler, au milieu pour amplifier et extrapoler, enfin pour piloter les modes d'exécution les plus variés.

Un mot enfin du « *mécatronique* » représenté par EDF projetant une animation sur le « grand temple d'Amon » en Egypte restitué par l'ordinateur. Fascinant !

Parc Floral de Paris  
(Bois de Vincennes)



Salon P.C. Marché de la Création (Photo H. Roy/P.O. Barbarin)

## Le Marché de la Création et de l'Innovation

Dans le cadre du Salon PARIS CITE, 350 concurrents venant de 14 pays différents présentent leurs œuvres dans les quatre domaines proposés : l'Image - la Musique et le Son - le Langage - l'Audiovisuel. L'Allemagne, la Belgique, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Hollande, l'Italie, le Japon, le Portugal, la Scandinavie, la Suisse et la France ont délégué leurs représentants les plus talentueux.

Une vingtaine de salles vous permettent de visualiser en pro-

jection permanente l'ensemble des œuvres animées. Muni de vos casques pour le son, vous pourrez passer de l'une à l'autre au gré de vos attractions pour ces animations ensorcelantes où tout devient possible. L'exposition des « Images Fixes » est tout aussi fascinante.

Un « Marché » d'où je suis revenu avec des sons et des images pleins la tête et la sensation d'avoir mis un instant le pied sur la planète du rêve tangible.

GII GUICHEMER

## SAISON D'ETE A LONGCHAMP



Grand Prix de Paris Louis Vuitton

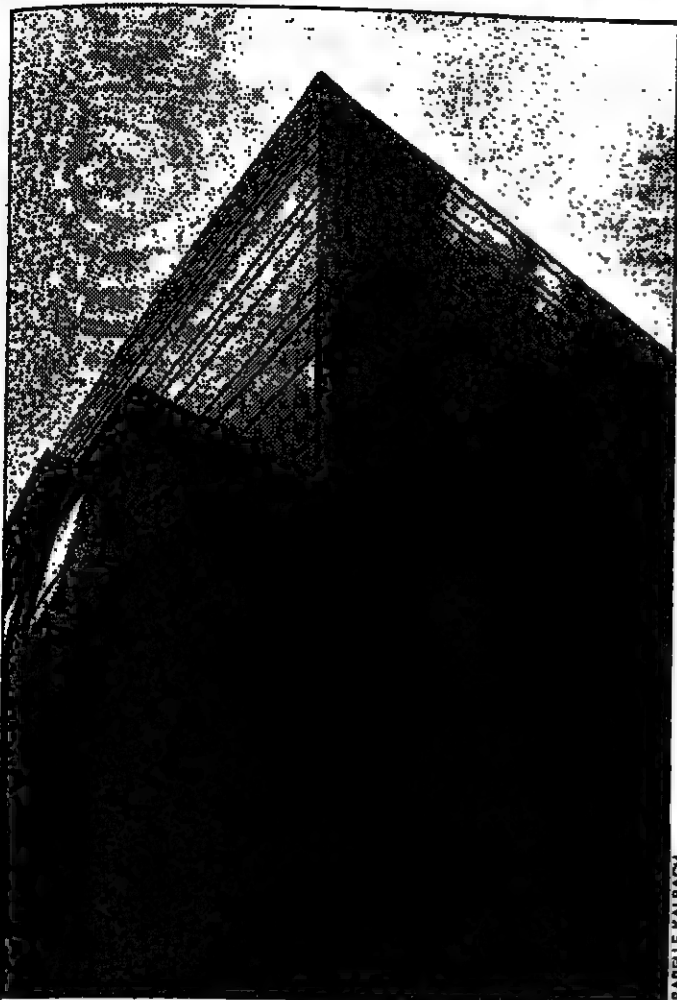
DIMANCHE 24 JUIN 1990

EN PRESENCE DES CAVALIERS DE L'ARMEE ROUGE

Handwritten signature or text at the bottom of the page.



# Le commerce à l'américaine change de décors



La Crocker Center de Boca-Raton (Floride).

*L'architecture comme outil de marketing... Dernière trouvaille des promoteurs américains : le style et l'originalité. Des jardins ou des théâtres pour étonner et donc attirer le chaland.*



La verrière du Fashion Mall et Plantation, Palm Beach (Floride).

**L**a nuit, les néons aidant. Las Vegas ressemble à une vraie ville. Les lumières flamboient le long du «strip», les cascades inventent des architectures, les projecteurs dessinent des façades, composent des jardins.

Le jour, sous le soleil du Nevada qui ne fait pas de cadeau, les constructions avaient leurs matériaux pauvres et leurs formes indigentes, le long d'avenues poussiéreuses et mal percées. Seuls échappaient à cette médiocrité banale quelques bâtiments particulièrement kitsch : le Caesar's Palace, bien sûr, avec sa série de portiques et d'arcs de triomphe romains, et l'Excalibur, hôtel-casino de 4 000 chambres, incroyablement montée médiévale-californienne, pratiquement achevée.

Mais qu'importe, puisque toute l'activité de la «cité» est concentrée à l'intérieur de ces cavernes surdorées où, au milieu d'hectares de machines à sous et de tables de jeu, on ignore la marche du soleil. Toute l'Amérique des obèses semble au rendez-vous pour dépenser mécaniquement quelques dollars en engloutissant, avec la même indifférence, des baguettes de crème glacée ou des brouettes de hamburgers.

Mais une ville américaine, même s'il s'agit d'un décor planté dans le désert, ne serait pas sans son palais des congrès. Celui de Las Vegas ne brille guère par son esthétique, mais sa taille est impressionnante. Fin mai, il recevait 25 000 congressistes : les promoteurs des centres commerciaux, venus de tout le nord du continent avec les innombrables professionnels qui gravitent autour de ce marché, commerçants, entrepreneurs, architectes, décorateurs, publicitaires...

Sur 110 000 mètres carrés, d'un seul tenant, une foule dense se bouscule pour admirer les maquettes des futures réalisations, demander des nouvelles d'un chantier, vendre, acheter,

signer un contrat quelconque ou simplement prendre contact. Les hamburgers sont distribués gracieusement à tous les congressistes dûment badgés. Le Coca-Cola et le café coulent à flots. Les stands des promoteurs offrent à leurs clients des buffets plus sophistiqués.

Parmi les plus courus, celui de Mall of America. Il présente fièrement la maquette d'un géant qui ouvrira en 1992, dans le Minnesota, aux confins des deux villes jumelles, Saint-Paul et Minneapolis. Un quadrilatère colossal de 420 000 mètres carrés, sur quatre niveaux, flanqué de quatre grands magasins : Bloomingdale's, Nordstrom, Sears et Macy's. Au centre un parc d'attractions voué à Snoopy, Lucy et Charlie Brown, les héros de Charles Schultz, avec petit train, grand huit, manèges, chutes d'eau et attractions diverses. Il comprendra, outre ses 600 boutiques, des restaurants, des cinémas et même des hôtels. Son coût de construction : 600 millions de dollars.

## • Théâtres de la vente •

Pour apprécier la démesure du projet, il faut savoir que les centres commerciaux, aux États-Unis, se sont multipliés sous la présidence de Ronald Reagan (+ 21,7 % entre 1986 et 1989), pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 34 683 unités. Ces pôles dominent la distribution commerciale dans le pays. Ils diffusent plus de la moitié des produits vendus et emploient près de dix millions de personnes.

C'est peu dire que la concurrence est rude. Un rapport, rédigé à la demande d'un groupe bancaire, affirme que 40 % d'entre eux sont de trop. Aussi, pour attirer une clientèle qui n'est pas élastique, s'affrontent-ils en lui proposant des bâtiments toujours plus sophistiqués, mieux décorés, avec des boutiques plus luxueuses, des espaces communs encore mieux aménagés et des parkings de plus en plus vastes pour attirer

un chaland de plus en plus lointain.

« Il faut transformer les centres commerciaux en théâtres de la vente », affirme gravement un spécialiste. Et comme ces « théâtres » visent une clientèle aisée (il ne faut surtout pas confondre les centres commerciaux avec les supermarchés), ils s'installent volontiers dans les États où le revenu moyen est le plus élevé. Pour eux, la Californie et la Floride sont terres de mission. Ils s'y fixent d'autant plus que c'est ici le domaine des villes « horizontales ».

Or les centres commerciaux sont nés de la prolifération de ces banlieues pavillonnaires. Aujourd'hui, alors qu'une certaine reconquête des anciens cœurs urbains semble s'opérer, ce sont encore les centres commerciaux qui en sont les nouveaux pôles. Rien ne doit donc être laissé au hasard. Tout, dans ces temples, doit être contrôlé : les entrées et les sorties, bien sûr, les gens (clients, vendeurs, employés), les marchandises mais aussi l'architecture, l'organisation de l'espace, la température et la lumière.

Quel que soit le centre, on retrouve les mêmes impératifs. Les produits alimentaires – sauf de luxe – sont bannis. L'éclairage doit être zénithal (avec adjonction massive de sodium ou d'halogène), la verdure, abondante et sur plusieurs niveaux. La présence de l'eau, jets, cascades ou bassins, est impérative. Les vastes verrières sont bienvenues (réminiscence du Crystal Palace ?). Les matériaux sont riches et l'architecture post-moderne, avec une débauche de portiques, de frontons et un goût certain pour les citations exotiques (mexicaines, japonaises ou indiennes). Quelques centres, avoue un architecte, revendiquent même une signature prestigieuse, d'autres au contraire ignorent les maîtres d'œuvre traditionnels et semblent s'en être tenus aux règles d'airain du marketing. C'est le cas du South Coast Plaza, à Costa-Mesa, entre Los Angeles

et San-Diego, pourtant signé par Victor Gruen, un maître du genre. Cet énorme pâté de briques, construit en 1967, fait figure d'ancêtre. On y pénètre par des portiques monumentaux vaguement inspirés de Ledoux ou de Boullée. A l'intérieur, règnent le marbre et le cuivre asséché. Ce sont les Trois Quartiers à la puissance 10, étalés sur 200 000 mètres carrés.

## Évocation victorienne

Cet abri anti-atomique cossu est le lieu d'élection des grands labels internationaux : Chanel, Gucci, Saint Laurent, Rizzoli, Cartier et Tiffany. Son chiffre d'affaires est de 250 millions de dollars. Ses propriétaires, C. J. Segerstrom and Sons (la moitié du county leur appartient), ont généreusement fait construire, juste à côté, un opéra de 3 000 places (73 millions de dollars) qui vient de recevoir les ballets de l'Opéra de Paris. En face s'élèveront immeubles de bureaux et hôtel. Les médianes, comme les employés de banque et les touristes, sont des clients potentiels.

Un peu plus loin, les promoteurs du Main Place de Santa-Ana ont fait appel à Jon Jerde, l'architecte des Jeux olympiques de Los Angeles. Le résultat est plus qu'honnête, dans le genre évocation victorienne et high tech un rien endimanché. Un grand hall courbe avec des galeries sur trois niveaux : une ambiance claire, assez joyeuse : tous les détails soigneusement dessinés, de l'ascenseur aux lampadaires. L'ensemble est de « haut niveau », mais pas de « grand luxe ».

Comme partout dans ce genre d'endroit, des grands magasins servent de locomotives (ici, AMC, Bullocks et Nordstrom) aux autres commerces (170 magasins sans compter les restaurants) qui payent un loyer annuel calculé d'après le chiffre d'affaires (ici, le loyer tourne autour de 290 dollars le mètre carré), auquel il faut ajouter des charges toujours assez lourdes (à Santa-Ana, 125 dollars le mètre

carré, plus des achats obligatoires d'espaces publicitaires dans le catalogue maison). Si le chiffre d'affaires du magasin est insuffisant, le contrat n'est pas renouvelé.

Mais Jon Jerde a manifesté son goût pour le postmoderne baroque avec plus de panache à San-Diego où un centre commercial, le Horton Plaza, appuyé sur d'anciens entrepôts, tente de redonner vie au cœur de la ville naguère désertée. Il a décliné là, en vrac mais avec beaucoup d'astuce, une bonne partie du vocabulaire architectural de la planète.

C'est, sur cinq niveaux, un labyrinthe de constructions peintes en trompe-l'œil, avec loggias, placettes, escaliers, fontaines, obélisque (lumineux la nuit, c'est un don du syndicat des chauffeurs de taxi), horloge transparente et lampadaires de bronze (répliques de ceux qui existaient ici vers 1890). Pélemé des souvenirs d'Italie – de Venise surtout – de Londres et de Mexico, des terrasses échantonnées, des colonnes torsadées. Et des couleurs crèmes glacées, soigneusement préméditées. Pour réaliser ce centre, véritable morceau de ville, Jon Jerde affirme avoir étudié, à la loupe, les prin-

cipales places marchandes d'Europe. D'où cet impressionnant collage bétéroculte et bon enfant dont toute ligne droite est bannie. Apparemment, ce « quartier », flanqué comme il se doit d'un parking de cinq étages, n'est pas encore un grand succès commercial. Mais, si l'on en juge par les nouvelles constructions qui y poussent, le centre de San-Diego semble sortir de son coma.

A Los Angeles, c'est une des stars de l'architecture californienne – Frank Ghery – qui a construit le Santa Monica Place. Son nom, qui se découpe sur le dos grillagé du parking, a été maintes fois reproduit et a eu droit aux honneurs des grandes revues d'architecture internationales. Bâti avec des matériaux bon marché, il découpe dans l'espace des lignes sévères et des volumes apparemment simples mais en réalité fort complexes.

Frank Ghery a adopté ici la structure d'une église, avec une grande nef centrale et des transepts latéraux. La lumière vient du toit, verre et tôle ondulée. Trois terrasses donnent de l'épaisseur à la façade.

EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 17

**SILJA LINE**

TRAVEMÜNDE - HELSINKI (Finnjet)  
STOCKHOLM - HELSINKI  
STOCKHOLM - MARIEHAMN - TURKU

La route directe pour la Finlande

**SCANDITOURS**

Demandez la brochure à votre Agence de voyages ou à  
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES  
36 rue Tranchet 75009 PARIS - Tél. (1) 47 42 38 65



## SANS VISA

## LA TABLE

## Un Sud bien huilé

Civilisation de l'olive et de l'olivier

A U moment où les gens du Septentrion entament leur migration annuelle vers le Sud et en particulier vers notre Midi, nous parvenons de là-bas quelques ouvrages bien troussés et joliment ornés, tout à fait à même de « huiler » un séjour méridional.

Spécialisée dans le terroir, l'éditrice Christine Bonneton a composé, avec six auteurs (Régis Bertrand, Christian Bromberger, Claude Martel, Claude Mavron, Jean Onimus et Jean-Paul Ferrier) et une volée de photographes d'hier et d'aujourd'hui, exactement l'ouvrage idéal sur la Provence (ou tout autre contrée du monde) que l'honnête homme souhaite avoir sous la main quand il voyage. Art, histoire, ethnographie, travail, cuisine, fêtes, littérature, climat, économie, villes, etc., sont présentés sans esprit « touristique » ni « universitaire », avec leurs traits principaux et les orientations bibliographiques nécessaires au lecteur plus curieux. Des pages en Avignon à Pagnol, de

la provençalité à Cézanne, de la région PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) au « cycle de l'olive », aucun thème essentiel, passé ou actuel, n'est négligé.

Justement avec *Contate de l'huile d'olive*, du journaliste marseillais Jacques Bonnadier (coauteur de *L'Amor des santons*, Jeanne Lafitte, Marseille, 1982), on est invité à explorer dans le détail l'un des domaines les plus délicieux circonscrits par l'ouvrage précédent. A part les « bonnes adresses », notre confrère brosse de pied en cap le portrait de cet *oleum oleae*, pléonaste condamné par Virgile puis que l'huile par excellence ne peut être que « d'olive ». (Et si possible de première pression...). C'est le pape Eugène IV, moine vénitien gastronome qui, vers 1440, pour éviter les fraudes (ajout de l'abominable huile de sésame), imposa l'expression « huile d'olive ».

Ce n'est pas elle, si elle est pure, que l'on appellerait, comme en Algérie actuelle, « huile sangou ».

expression du parler populaire visant les huiles industrielles pas incolores mais inodores et sans saveur. Alors que la vraie « olive » peut être « solide en bouche, avoir de la fesse et du tétan », ainsi qu'on dit en Provence pour la production de la vallée des Baux ; ou « douce et tendre » si elle vient du Nyonsais ou du pays grassois, etc. Chaque terroir a donc son cru, d'Aix à Manosque, de Mende à la Corse. Et depuis cinquante et quelques années que la dynastie Brin sert l'authentique cuisine provençale sur le Vieux Port de Marseille (le Monde du 13 janvier), on sait qu'une huile doit se choisir avec autant de soin qu'un vin. Jacques Bonnadier nous fait faire le tour du problème avec une écriture fluide et gouleyante tout à fait appropriée, ce qu'il faut d'histoire et d'anecdotes. Van Gogh, par exemple, ce Nordiste qui, d'embellie, comprit tout : « Si tu voyais les oliviers, c'est que que chose de bon autre que ce qu'on pense dans le Nord, c'est d'un fin, d'un distingué ! »

A l'heure de la bonne huile, vient à point nommé la réédition de l'excellent petit livre de recettes de Nina Kehayan, consacré entièrement à l'aubergine, ce légume venu des Indes, blanc ivoire ou noir olive, couronné par Byzance et par les Arabes, partie intégrante de la *raïta* (ou *brouillade*) méridionale. Le trajet personnel même de Nina Kehayan — juive de Bessarabie mariée à un Arménien et installée à Marseille — la prédisposait à écrire sur ce « *caviar du pauvre* » qui, au Sud, régalait aussi bien le riche que le démuné.

Rédigé d'un tout autre ordre chez et par Etienne Sved, ami de Tristan Tzara retiré aujourd'hui dans ces Basses-Alpes devenues « Alpes-de-Haute-Provence », d'où notre homme a répertorié et photographié tous les clochers provençaux, tous leurs campaniles « ces très doux témoins capotés de nos villages d'aubergine » (Paul Valéry). Du ventre à l'esprit nous voilà prêts pour un été sudiste sans frustrations.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ

## Les profiteroles

Pâte à choux fine et fraîche, chocolat amer et bouillant

L n'y a pas de petits profits, disait ma bonne grand-mère ! L'expression date, selon le *Petit Robert*, du seizième siècle et allait bientôt devenir le nom d'une pâte cuite sous la cendre, laquelle, à son tour, est devenue la base des profiteroles, sorte de petits choux emplies d'une préparation sucrée ou salée.

Profiteroles donc, ces petites boules de pâte à choux cuites puis fourrées de crème au fromage, d'une purée de gibier, etc., et servant généralement de garniture à certains potages oubliés : chasseur (profiteroles garnies d'une purée de gibier), Donna (farce de volaille tomate), Tossa, etc. Ainsi que ces desserts : pâte à choux garnie de glaces diverses, de crème Chantilly, de purée de fruits... En somme, potages et desserts reprennent ainsi une petite gratification, retrouvant le sens d'autrefois.

Admettons-les surtout au chapitre des desserts. C'est là où nous les trouvons sur les cartes des restaurants, de reste, nappées d'une sauce chocolatée qui peut cacher le meilleur et plus souvent le pire. Je lis dans le *Dictionnaire de gastronomie jiviale* : « On se laisse prendre facilement au piège de ce nom pimpant. Et elles seraient peut-être bonnes si la pâte n'était d'ordinaire lourde, épaisse et jaune comme un vieux morceau d'amadou. »

Généralisme aussi, les choux sont garnis de glace à la vanille, quand ce n'est point de crème, Chantilly ou non. Le chocolat le nappant est tiède et outragé, souvent sucré. On a même vu des profiteroles posées sur de la crème, ce qui, sous l'averse du chocolat, conduisait à une bouillasse peu appétissante.

Chocolat ? On peut ici en parler, car il me semble essentiel dans le service de profiteroles dignes de ce nom. Mais qu'entend-on exactement par choco-



lat ? Il nous vient du Mexique, on le sait, et des fèves de cacao que les Indiens (ainsi baptisés par Colomb, qui croyait avoir atteint les Indes) buvaient, pilées avec eau et miel. Ecrasées après avoir été grillées, ces fèves font merveille en cuisine. La dinde au cacao mexicain a inspiré les Catalans, qui préparent une lasagne au cacao. Et nos grands-mères savaient bien qu'un peu de cacao fait une savoureuse liaison des sauces de civet, par exemple.

Mais bientôt le chocolat, fils de ce bénéfique cacao, fut abusivement surchargé de sucre, errant redoutable pour la santé et funeste pour le goût. Depuis quelques années seulement — et contre la majorité des consommateurs qui y ont « le goût fait », comme dit le populaire — on en revient à un chocolat ayant retrouvé le goût du cacao. Les tablettes « biter plus » de Christian Constant

donneront l'exemple. C'est elles qu'il convient d'employer en toutes pâtisseries.

Donc, voici la recette de profiteroles dont le gourmet peut tirer profit, de profiteroles dignes de leur nom. Des choux d'abord, d'une pâte légère, et frais : des choux du jour ! Les garnir d'une petite boule de glace au café (café et chocolat s'entendent bien en leur opposition !). Les napper ensuite de chocolat amer fondu brûlant.

Un régal ! Mais ne me demandez point en quel restaurant vous pourriez trouver cette merveille : je n'en connais pas !

LA REYNIÈRE

CHRISTIAN CONSTANT, 26, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 42-96-63-53. 37, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 47-03-30-00.

## MIETTES

tion des desserts et de la qualité des cafés (une, deux ou trois tasses !), Lebel ne parle-t-il jamais des fromages ?

● Bonne table. — Un lecteur cornaisseur recommande *Le Vieux Bordeaux* dans le quartier du Palais des sports à Bordeaux (27, rue Buhay, tél. : 56-52-94-38 ; fermé samedi midi et dimanche). Le menu à 130 F est « un miracle » ! Une étoile au *Bottin gourmand* cette année.

● Champagne. — La millésime 1986 vient de sortir. Le Brut impérial 1986 de Moët et Chandon, entre autres, est à noter. Par ailleurs, l'année 1990 est le centenaire de Suzanne Gosset, qui dirige la maison champenoise Gosset pendant la guerre de 1914, puis plus tard présidente de la SA Champagne Gosset. A l'occasion de la fête des mères, la maison a sorti une Cuvée Suzanne Gosset, millésimée 1965, d'un rosé de grande classe.

● Brevet professionnel. — Il en faut un pour s'installer coiffeur, par exemple, alors que n'importe qui peut ouvrir un restaurant. C'est ce qui indigna nombre de vrais cuisiniers et un lecteur me vantant l'enseignement du lycée hôtelier de

Marseille. Il a raison, certes. Mais qu'attendent les organisations et autres syndicats du métier pour réclamer cette juste mesure ? Et aussi pour exiger des pouvoirs publics l'obligation des mentions « produits surgelés » ou « produits sous vide » sur les cartes ?

● Une bible. — C'est un petit (par la taille) mais important *Dictionnaire des vins et alcools* (éditions Hervas), signé de Myrtille Huet et Valérie Lazerat. Curieusement, j'y ai lu que le brouillé était un vin à base de préférence dans ses deux premières années, après avoir dégusté à *La Ferme des Mathurins* (17, rue Vignon) un excellent coteau-brouillé 1989 du domaine de la Motte, vin très fruité et bien « sympa ». Et puisque nous parlons vin, je signalerai ce « vin préféré » du bon roi Henri IV, le jivry. Le 1986 de Maurice Darin à Moroges (Saône-et-Loire), issu du pinot noir, souple et bien fruité (léger goût de grappe), m'a enchanté.

● Charabia. — Sur la carte du restaurant ouvert par Fauchon, le supermarché du monde chic, on lit : « Saumon fumé au relish de concombre » !

● Chaîne des Relais et Châteaux. — Eminentement chic et sélective, cette chaîne vient de s'acquiescer avec Visit France, filiale touristique d'Air Inter. Donnez-moi qu'Air Inter soit si inconfortable... L.R.

**GASTRONOMIE**

**NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3<sup>h</sup> DU MATIN.**

**LA CHAMPAGNE**  
La grande bretonne de la mer.  
Vins de champagne et de Bourgogne.  
30 ans, place du Châtelet  
Paris 1<sup>er</sup> arr.  
Réservation : 45.74.44.78

**CHEZ HANSI**  
La grande bretonne de la mer.  
3, place du 18-Juin-1940  
Paris 6<sup>e</sup>  
Réservation : 45.45.96.42

**Jouez les mandarins sans vous ruiner !**

**Chez DIEP à l'Opéra**

Près des Grands Boulevards, près des cinémas et des théâtres. Le plus grand restaurant asiatique à Paris avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hong-Kong.

Des « MENUS EXPRESS » servis au déjeuner de 66 F à 76 F.

Une carte des grands classiques de la gastronomie chinoise et thaïlandaise. Magnifique vivier de langoustes.

Salons divisibles, pour vos réceptions. Ouvert tous les jours.

Service jusqu'à minuit, 28, rue Louis-le-Grand (2<sup>e</sup>).  
Tél. : 47-42-31-58 et 94-47, même famille au 55, rue Pierre-Charon (8<sup>e</sup>).  
Tél. : 45-63-52-76.

**DANS UNE AMBIANCE DES "ANNÉES 30".**  
Accueil tous les jours de midi à 1 h 30 du matin.

**BOEUF SUR LE TOIT**

Plateau de fruits de mer, huîtres

Cassoulet d'oie

Sole à la Plancha

Tourte de pigeon

Sauce périgourdine

Plano, bar

34, rue du Colisée, Paris 8<sup>e</sup>

Réservation : 43 59 83 80

FLO. LES RESTAURANTS QUI RACONTENT PARIS

**Victoria-Laubhorn Wengen** Berner Oberland

Hôtel de famille de 1<sup>er</sup> cat. grand confort garanti, séjour agréable. Restaurants, bar et café occasionnels. Chambres avec bain, douche, WC. Téléphone direct, radio, sèche-cheveux, coffre, etc. Des prestations choisies de menus à 79, — 92, — selon sés, selon et séjour. Div. buffets aux chandelles. Combinaisons avantageuses : 7 jours demi-pension, choix de menus, bain, douche, WC, etc. D'après région de lais inclus à partir de 50, 64,30 ou 115,40 pour 14 jours.

Famille S. + H. Carrel, Hôtel Victoria-Laubhorn, CH-3823 Wengen, tél. 1941/38 51 51, tél. 923 232. Fax 1941/38 55 33 77.

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILLAISES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	WAGONS	CATALANES	INDIENNES	PORTUGAISES
DOUCEURS DES ILES 3, rue de Bruxelles, 9 <sup>e</sup> Tél. : 43-26-68-20. Discothèque	RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1 <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	LA FOUX, 2, rue Clément (9 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex. aux fourneaux.	LA SARDANA, 4, rue de Chaligny, 12 <sup>e</sup> . Tél. 43-43-02-84. Spéc. catalanes et françaises.	MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M <sup>o</sup> Maubert. SCHE-N-STOP, 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	SAUDADE, 34, r. des Bourdonnais, 1 <sup>er</sup> (Châtelet), 43-36-30-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 88.
BOURGUIGNONNES	MAÎTRE CORBEAU	SARLADAISES	DANOISES ET SCANDINAVES	SAPNA	THAILANDAISES
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 43-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.	42-27-19-20 F. sam. Déj. dim. 6, rue d'Armaille, 17 <sup>e</sup> . Parking assuré.	LE SARLADAIS, 2, r. de Viennet, 8 <sup>e</sup> , 45-23-23-62. Choez périgourdins 130 F s.c.	142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	160, r. de Charost, 12 <sup>e</sup> F. lun. dim. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	CHEUNG-MAI 12, r. Frédéric-Sauzet, 5 <sup>e</sup> 43-25-45-45. F. dim. déj. Thé 90,30 F.S.C.
CREOLES	LA COUR COLBERT	SUD-OUEST	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	VIETNAMIENNES
LA VILLA CRÉOLE 19, rue d'Assas, 2 <sup>e</sup> 47-43-64-92. Recon. Bottin Gourmand - Piano le soir F. samedi-midi et Dim.	12, rue Hôtel-Colbert (3 <sup>e</sup> ). 43-54-61-99. TLJ. Cadre XVII <sup>e</sup> authent. PMR 200 F.	LA TABLE DE L'ŒF 14, r. F.-Flocon, 18 <sup>e</sup> - F. sam. midi, dim., 46-06-72-01. Mens 80, 120 F. Carte env. 100 F	45-87-03-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> Dorowort, Beyroutou av. l'Indjira.	L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 13 <sup>e</sup> 45-89-08-15. F. dim., lundi ÉMILIE-ROMAGNE.	NEM 66, 66, rue Lamignon (16 <sup>e</sup> ). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
ARTOIS ISIDORE	ARTOIS ISIDORE	ARTOIS ISIDORE	ARTOIS ISIDORE	ARTOIS ISIDORE	ARTOIS ISIDORE
42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.	42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.	42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.	42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.	42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.	42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.

مكتبة



# SANS VISA

## ESCALES

### Orient Express à petite vitesse

Un train de vieilles dames fortunées et d'anniversaires de mariage. Un train de culture et de bois précieux, un train qui brûle du petit bois pour chauffer l'eau et donne le journal avec le croissant du petit déjeuner. Un train qui se baigne dans l'Adriatique, fait semblant de se hâter à travers la campagne d'Italie et lève des yeux étonnés vers les pointes enneigées de l'Autriche, vers ses églises à bulbe rouge surmontées d'une croix d'or. Un train? Une tradition plutôt. Le voyage dans un salon.

Le Venise Simplon Orient-Express, quand il relie pour la première fois Paris à ce qui est alors Constantinople — c'était le 4 octobre 1883 — mérite son nom de « Train Express-Orient ». Son propriétaire, la Compagnie internationale des Wagons-Lits, fondée quelques années auparavant par un Belge, lançait ses trains à travers l'Europe centrale et l'Europe orientale au gré des changements de frontières et du percement de nouveaux tunnels.

Le train connut la gloire mais son parcours fut interrompu par la première guerre mondiale. Il reprit ses péripéties jusqu'à ce que l'aviation arrête sa carrière, le 18 mai 1977. Mais quelques mois plus tard, un Anglais rachète aux



enchères de vieux wagons. Pendant cinq ans des artisans les restaurent et, le 25 mai 1982, la Venise Simplon Orient-Express roula à nouveau sur les rails de l'Europe.

Venise, Salzbourg, Vienne, Londres aujourd'hui, Budapest en 1991, figurent parmi les destinations du Venise Simplon Orient-Express. Un Paris-Venise (de même qu'un Paris-Vienne ou Salzbourg) coûte 7 300 F par personne, en compartiment double, repas inclus. Le trajet peut s'effectuer dans les deux sens.

Un forfait comprenant le trajet Paris-Venise à bord du train continental, deux nuits avec petit déjeuner à l'hôtel Cipriani, à Venise, les transferts et le retour en

avion coûte 13 335 F. Renseignements et réservations dans les agences de voyages et auprès de l'Orient-Express (c/o Compagnie générale de croisières, 22, rue Royale, 75008 Paris. Tél. 42-60-36-63).

### Voiles catalanes

On l'appelle la Côte Vermelle. A l'extrême sud de la France, dans le Roussillon, elle déroule, de Port-Barcarès à Cerbère, sur 72 kilomètres de Méditerranée, dix stations posées entre mer et montagne. C'est le pays du Banyuls et celui de Maillol, qui en aimait la lumière, tout comme Picasso, Matisse et Derain.

L'association les Hôtels du Grand Sud, sous la houlette de la très active chambre de commerce locale, regroupe soixante établissements répartis sur l'ensemble des Pyrénées-Orientales. Editée en trois langues, une brochure présente diverses formules (« passeport » à la carte, randonnées à pied, à cheval, en VTT ou en 4x4, stages sportifs, séjours à thème) pour découvrir et vivre la région à son rythme et en fonction de ses goûts.

Voiles Grand Sud propose six jours de navigation avec skipper, le long du littoral catalan, avec une incursion en Espagne. Chaque jour un nouveau port et, le soir, le confort d'un hôtel de la chaîne qui se

charge de faire suivre les bagages d'étape en étape. Pour six jours, en pension complète, il en coûte 3 800 F par personne en chambre double en hôtel 2 étoiles et 4 800 F en 3 étoiles. La formule existe en 4 étoiles à Collioure. Mentionnons également, pour la qualité de leur accueil, les Tempeliers, au cœur de Collioure, les Elmes, à Banyuls et, à Argelès, la Chaumière Manguon. Renseignements auprès de la Centrale de réservation (Tél. : 68-35-46-64) ou par Minitel (3615 Grand Sud).

### Bréviaires anglais

A en juger par le soin avec lequel elle s'applique à informer ses visiteurs potentiels, Albion se veut accueillante et hospitalière. Ainsi la Grande-Bretagne des quatre saisons, guide 1990 des vacances outre-Manche, n'omet-il aucune des questions que le visiteur français un tantinet curieux peut être amené à se poser avant de franchir le Channel. Où loger? Où se restaurer? Comment se déplacer aux meilleurs prix? Comment circuler à l'intérieur du pays?

Un guide précieux qui suggère également quelques itinéraires, à partir des principaux ports de débarquement. Il est disponible à l'Office du tourisme de Grande-Bretagne (63, rue

Pierre Charron, 75008 Paris, tél. : 42-89-11-11), qui diffuse également une brochure intitulée *Special Interest Tours and Holidays 1990*, où est présentée une sélection de vacances à thèmes (antiquités, artisanat, nature, littérature, musique, danse, sports, théâtre, etc.) organisées en Angleterre, en Ecosse ou au Pays de Galles.

Ajoutons, pour être complet, une originale brochure consacrée aux paysages britanniques les plus beaux et les mieux conservés, celle de Voyages et Créations, proposant une série de circuits culturels sur les traces de grands écrivains, et, concoctée par République Tours, une brochure très complète qui rassemble un grand choix de suggestions, du classique week-end à Londres aux circuits en autocar en passant par les croisières sur la Tamise ou les canaux anglais, les vacances à la ferme et les séjours dans de superbes manoirs ou châteaux historiques.

Côté guides, deux parutions récentes : une nouvelle édition du *Guide Bleu Grande-Bretagne*, mise à jour et enrichie, avec un traitement à part pour le Pays de Galles et l'Ecosse, et un *Grande-Bretagne, mode d'emploi*, premier titre d'une nouvelle collection des éditions Acropole centrée sur le savoir-vivre, les habitudes et les mentalités des habitants du pays présent.

### Fête champêtre à Chambord

Un mois après le rendez-vous que s'étaient donné les cavaliers, les pêcheurs, les chasseurs et les golfers au Country Show sur l'hippodrome d'Auteuil, un nouveau rassemblement a lieu ce week-end à Chambord, qui devrait attirer cette année plus de cent mille visiteurs. L'Open de France de ball-trap (tir aux pigeons d'argile) s'y tiendra tandis que la Fédération française de tir professionnel fera des démonstrations. Présentation de purs sang, de faucons en vol, initiation par simulation de pêche au tour-gros et parade des équipages de vénerie sont également au programme.

Pour la première fois l'enceinte de la foire abritera un village européen, lieu de rencontre entre chasseurs et pêcheurs de la Communauté. Des représentants des pays concernés participeront à des débats sur la vie des espèces, la protection des zones humides, la pollution. La fête se terminera dimanche par un spectacle de pyrotechnie présenté depuis les dunes du château. Week-end des 22, 23 et 24 juin au Château de Chambord (Loir et Cher). Prix d'entrée : 60F, 30 F pour les enfants. Billets pris sur place le deuxième jour : 40F. Parking gratuit.

## DÉCOUVERTE

# Le commerce à l'américaine change de décors

Suite de la page 15

Les vitrines des magasins sont parfaitement lisibles pour les visiteurs qui se promènent sur l'un des trois niveaux. On regrette seulement la finition un peu sommaire de la construction et les néons qui soulignent inutilement certains profils.

Pourtant, ce centre ne semble pas avoir la cote chez les promoteurs. Ils lui reprochent sans doute sa trop grande rigueur, la simplicité de sa couleur blanche. Ils lui préfèrent vraisemblablement le South Bay Galleria, inspiré de la galerie Victor-Emmanuel de Milan, dont le dessin judicieux est gâché par un revêtement cinquant de glaces et de laiton doré.

Le Bal Harbor Shop de Miami Beach est l'enfant chéri de son unique propriétaire, Stanley Whitman. Celui-ci raconte volontiers la bonne affaire qu'il a faite en 1957 lorsqu'il a acheté le terrain — « un bout de marécage avec des moustiques et des alligators » — 20 dollars le mètre carré. Il énumère avec satisfaction les gains qu'il tire de son centre et déclare un chiffre d'affaires supérieur à la moyenne nationale : 162 millions de dollars en 1989.

La clé de son succès? Sa clientèle, mi new-yorkaise, mi sud-américaine, et l'astuce de ses aménagements. Il est le premier à avoir planté d'arbres son parking, le premier à avoir renié l'air conditionné. Le centre com-

mercial est un « cloître » ouvert, débordant d'une végétation luxuriante, abrité par des brise-soleil et raffraîchi par une batterie de ventilateurs. La gestion est féroce. Un magasin qui ne « tourne » pas est impitoyablement éliminé. En dépit de la concurrence et de l'environnement qui change — les quartiers chics se déplacent vers le sud, en direction de Coconut Grove et de Key Biscayne — Stanley Whitman est sûr de son avenir radieux.

### Japonaiseries azéco-catalanes

Pourtant, les centres visiblement désertés par la clientèle sont nombreux. Le Miami Coconut Center, grotte fraîche de mosaïques bleues, de style azéco-catalan, ou The Falls, toujours à Miami, une évocation japonaise assez réussie, avec ses constructions basses, en bois, et ses cascades, semblent peu fréquentés. Signe qui ne trompe pas : la rotation des magasins y est rapide.

Pour surnager, il faut investir toujours plus, dans des projets babyloviens. The Palms, à Palm Beach, a été construit il y a deux ans sur les dessins de James Ryan. Il couvre 50 hectares. Le design du jardin et du parking paysager (7 000 places) a coûté à lui seul près de 7 millions de dollars; 25 jardiniers sont nécessaires à son entretien. Il réunit 170 boutiques, mais ce sont les

grands magasins (Sears, Macy's, Burdines, bientôt Bloomingdale's et Saks Fifth Avenue) qui donnent le ton de ce centre ultra-sophistiqué, peuplé de statues art déco, avec un podium pour les défilés de mode et un journal destiné à la population du troisième âge, gros bataillon dans cet Etat. Sa clientèle est sensée venir de 60 miles à la ronde. Son chiffre d'affaires est de 150 millions de dollars.

Le Crocker Center de Boca Raton, rose, sable et vert tendre, se développe autour de cinq restaurants de luxe groupés à proximité d'une pièce d'eau. C'est l'un des rares centres de plein air. Les clients sont rares, semble-t-il. Mais les magasins sont dissimulés derrière un discret rideau d'arbres.

Les géants du commerce se distinguent de la piétaille commerciale, métallique et goudronneuse, qui grouille le long des autoroutes, grâce à leur environnement liquide et végétal. Le dernier-né, Fashion Mall at Plantation, n'échappe pas à la règle. Il veut se spécialiser dans la mode : sa clientèle est féminine à 60 %. Là encore, l'architecture est un pur outil de marketing. Derrière une façade décevante, colonnes blanches et murs de granit rose, le bâtiment surprend agréablement. Il est coiffé par une verrière monumentale — plus de 8 000 mètres carrés. Si sa décoration n'échappe ni à la verdure ni aux jets d'eau, les fioritures inutiles sont absentes de ce paquebot lumineux amarré au bord d'un hôtel en construction. Un Sheraton exclusivement composé de suites.

Décidément, le shopping en Floride devient une occupation à plein temps.

EMMANUEL DE ROUX

► Un colloque consacré à l'urbanisme commercial et centré sur les entrées de ville, est organisé, le 18 octobre à Paris, par le ministère du commerce et de l'artisanat (direction du commerce intérieur). Renseignements au 45-50-86-73.

**Le Maroc, FES, MARRAKECH, AGADIR ou OUARZAZATE,** sur vols réguliers A.R. - à 2 900 F, y compris une nuit dans un hôtel 4 étoiles. Appelez : SUN INCENTIVE au 42-27-95-71.

**ROCHER SOLEIL CANNES MARINA** Résidence Hôtelière de grand standing du studio au 3 pièces climatisées, entièrement équipées. Salle de bains, kitchenette, télé-vision couleur. Restaurant, bar, boutique, salon, salle de gymnastique, salle de jeux pour enfants, sauna, piscine, tennis... Les vacances approchant. Réservez en appelant le 60.08.65.58

Locations de voitures en		RESERVATIONS : (1) 40 44 62 03	
<b>FLORIDE</b> *TARIFS PRE-PAYES EN FRANÇAIS *SERVICE AUX AEROPORTS *KILOMETRAGE ILLIMITE *AIR CONDITIONNE *GRAND CHOIX DE VEHICULES		<b>COMPACT</b> 500 F/sem. 130 F/jour NOUS LOUONS DES VEHICULES DE MARQUE CHRYSLER	
INTERMEDIAIRE 575 F/sem. 145 F/jour	GRANDE 830 F/sem. 180 F/jour	DELUXE 1,470 F/sem. 235 F/jour	PREMIUM 1,280 F/sem. 220 F/jour
<b>DOLLAR</b> 1,725 F/sem. 290 F/jour		MINI VAN 1,725 F/sem. 290 F/jour	
MIAMI - TAMPA - ORLANDO - FT. LAUDERDALE - FT. MYERS - TALLAHASSEE - PALM BEACH - KEY WEST - JACKSONVILLE - SARASOTA			

## VACANCES-VOYAGES

### Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE  
**HOTELLERIE MUNSCH \*\*\***  
 « Aux Deux de Lorraine »  
 Pied du haut Koenigsbourg.  
 Séjour agréable, promenade, 1/2 pension.  
 Tél. : 89-73-00-09.

### Aquitaine

ENTRE MER ET MEDOC  
**HOTEL RESTAURANT \*\*\* NN**  
 Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable pros, golf, 1/2 pension 275 F.  
 LES ARDILLIERS, 33168 SALAUNES.  
 Tél. : 56-38-58-48  
 FAX 56-38-51-01.

### Côte d'Azur

06400 CANNES  
**HOTEL LIGURE \*\*\* NN**  
 5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
 Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 93-70-275  
 FAX 93-39-19-48  
 A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.  
 Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

### NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
 Best Western \*\*\* NN  
 Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
 50 CH. INSONORISEES ET CLIMATISEES  
 TV COULEUR PAR SATELLITES  
 Restaurant de qualité.  
 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
 Tél. 93-87-62-56 - Tél. 478-410.  
 Télécopie 93-16-17-99.

## HÔTELS

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
 33, boulevard Victor-Hugo  
 06000 NICE - Tél. 93-88-39-60  
 Nice centre-ville, calme.  
 Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble, téléphone direct, minibar.

### Paris

**PORTE DES LILAS**  
**HOTEL LILAS GAMBETTA \*\***  
 223, avenue Gambetta  
 Entièrement rénové  
 Chambres insonorisées  
 TV couleur. Tél. direct minibar de 290 à 340 F. Tél. : 43-62-85-60  
 Tél. 211838. Fax 43-61-72-27.

**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
 73, rue Saint-Jacques  
 Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
 Tél. direct.  
 De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

### Provence

**AUX-EN-PROVENCE**  
**HOTEL RESIDENCE**  
 Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.  
 Prestations de qualité.  
**L'HOTEL PARTICULIER**  
 Tél. : 42-38-29-92

**DROME PROVENCALE**  
 Paris/4 h par TGV (Montélimar).  
 Site except. microclimat, prom., musc., UVA sauna. Cuis. à votre goût.  
 On ne fume pas à table.  
 Chères gd ch. prix d'hiver. Mireille Colombe. Tél. : 75-26-12-89.  
 Auberge du vieux village d'Aubres, 26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

### Angleterre

**LONDRES**  
**LONDON LODGE HOTEL, 4 étoiles,**  
 134 Latham Gardens, Londres W8 6JG.  
 Hôtel luxueux à Kensington, dans le centre de Londres. « Breaks » de 3 à 7 nuits à £ 27,50 par nuit et par personne. Chambres doubles et à 2 lits. Gratuit pour les enfants (ch. partagée avec les parents). Offre valable jusqu'au 31 août. Pour information et brochure, tél. : 19-44-71-244-8444.

### Italie

Une semaine 3 étoiles hôtel au riviera part 590 FF; 1/2 pension 990 FF. Hôtel PEGASO, V. le Pausanias 216 1-47041 Bellaria-Rimini (FO). Tél. 0541/346814. FAX 0541/345644.

### Suisse

**LUGANO**  
**L'HOTEL WASHINGTON \*\*\***  
 Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking 1/2 pension : FS. 69.- à 79.- par pers. Tél. : (1941) 911/56-41-36.

**SILS-MARIA (Engadine)**  
**L'HOTEL AUX \*\*\*-ETOILES**  
 Pour vos vacances d'été ou d'hiver  
 Tous les sports  
 Tél. : 1941-82-4-52-22. Fax : 82-4-55-22  
 Hôtel et maison d'appartements Edelweiss/Alpstein. CH 7514 Sils-Maria.

### TOURISME

**Home d'enfants Vacances d'été**  
**HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris** par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII<sup>e</sup>, confort., rénov., au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enfants, cuis. saine et équilibrée, chbre 2 ou 3 avec sdb, WC. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation, échecs, peinture s/bois, fabrication de pain, découverte environnement.  
 Tarif tt compris : 1 800 F/semaine par enf. Tél. : (16) 81-38-12-51.  
 Le Crêt d'Agneux - La Longeville 25650 MONTBENOIT.



## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1390

## DE CHARYBDE EN SCYLLA

(Tournoi Open de New-York, avril 1990)

Blancs : E. GELLER

Noirs : A. DREIEV

Partie française (système Tarrasch)

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. g5 f6 5. f6 e6 6. e6 d5 7. d5 c6 8. c6 b5 9. b5 a4 10. a4 b3 11. b3 c4 12. c4 d5 13. d5 e6 14. e6 f7 15. f7 g8 16. g8 h7 17. h7 g8 18. g8 f7 19. f7 e6 20. e6 d5 21. d5 c6 22. c6 b5 23. b5 a4 24. a4 b3 25. b3 c4 26. c4 d5 27. d5 e6 28. e6 f7 29. f7 g8 30. g8 h7 31. h7 g8 32. g8 f7 33. f7 e6 34. e6 d5 35. d5 c6 36. c6 b5 37. b5 a4 38. a4 b3 39. b3 c4 40. c4 d5 41. d5 e6 42. e6 f7 43. f7 g8 44. g8 h7 45. h7 g8 46. g8 f7 47. f7 e6 48. e6 d5 49. d5 c6 50. c6 b5 51. b5 a4 52. a4 b3 53. b3 c4 54. c4 d5 55. d5 e6 56. e6 f7 57. f7 g8 58. g8 h7 59. h7 g8 60. g8 f7 61. f7 e6 62. e6 d5 63. d5 c6 64. c6 b5 65. b5 a4 66. a4 b3 67. b3 c4 68. c4 d5 69. d5 e6 70. e6 f7 71. f7 g8 72. g8 h7 73. h7 g8 74. g8 f7 75. f7 e6 76. e6 d5 77. d5 c6 78. c6 b5 79. b5 a4 80. a4 b3 81. b3 c4 82. c4 d5 83. d5 e6 84. e6 f7 85. f7 g8 86. g8 h7 87. h7 g8 88. g8 f7 89. f7 e6 90. e6 d5 91. d5 c6 92. c6 b5 93. b5 a4 94. a4 b3 95. b3 c4 96. c4 d5 97. d5 e6 98. e6 f7 99. f7 g8 100. g8 h7 101. h7 g8 102. g8 f7 103. f7 e6 104. e6 d5 105. d5 c6 106. c6 b5 107. b5 a4 108. a4 b3 109. b3 c4 110. c4 d5 111. d5 e6 112. e6 f7 113. f7 g8 114. g8 h7 115. h7 g8 116. g8 f7 117. f7 e6 118. e6 d5 119. d5 c6 120. c6 b5 121. b5 a4 122. a4 b3 123. b3 c4 124. c4 d5 125. d5 e6 126. e6 f7 127. f7 g8 128. g8 h7 129. h7 g8 130. g8 f7 131. f7 e6 132. e6 d5 133. d5 c6 134. c6 b5 135. b5 a4 136. a4 b3 137. b3 c4 138. c4 d5 139. d5 e6 140. e6 f7 141. f7 g8 142. g8 h7 143. h7 g8 144. g8 f7 145. f7 e6 146. e6 d5 147. d5 c6 148. c6 b5 149. b5 a4 150. a4 b3 151. b3 c4 152. c4 d5 153. d5 e6 154. e6 f7 155. f7 g8 156. g8 h7 157. h7 g8 158. g8 f7 159. f7 e6 160. e6 d5 161. d5 c6 162. c6 b5 163. b5 a4 164. a4 b3 165. b3 c4 166. c4 d5 167. d5 e6 168. e6 f7 169. f7 g8 170. g8 h7 171. h7 g8 172. g8 f7 173. f7 e6 174. e6 d5 175. d5 c6 176. c6 b5 177. b5 a4 178. a4 b3 179. b3 c4 180. c4 d5 181. d5 e6 182. e6 f7 183. f7 g8 184. g8 h7 185. h7 g8 186. g8 f7 187. f7 e6 188. e6 d5 189. d5 c6 190. c6 b5 191. b5 a4 192. a4 b3 193. b3 c4 194. c4 d5 195. d5 e6 196. e6 f7 197. f7 g8 198. g8 h7 199. h7 g8 200. g8 f7 201. f7 e6 202. e6 d5 203. d5 c6 204. c6 b5 205. b5 a4 206. a4 b3 207. b3 c4 208. c4 d5 209. d5 e6 210. e6 f7 211. f7 g8 212. g8 h7 213. h7 g8 214. g8 f7 215. f7 e6 216. e6 d5 217. d5 c6 218. c6 b5 219. b5 a4 220. a4 b3 221. b3 c4 222. c4 d5 223. d5 e6 224. e6 f7 225. f7 g8 226. g8 h7 227. h7 g8 228. g8 f7 229. f7 e6 230. e6 d5 231. d5 c6 232. c6 b5 233. b5 a4 234. a4 b3 235. b3 c4 236. c4 d5 237. d5 e6 238. e6 f7 239. f7 g8 240. g8 h7 241. h7 g8 242. g8 f7 243. f7 e6 244. e6 d5 245. d5 c6 246. c6 b5 247. b5 a4 248. a4 b3 249. b3 c4 250. c4 d5 251. d5 e6 252. e6 f7 253. f7 g8 254. g8 h7 255. h7 g8 256. g8 f7 257. f7 e6 258. e6 d5 259. d5 c6 260. c6 b5 261. b5 a4 262. a4 b3 263. b3 c4 264. c4 d5 265. d5 e6 266. e6 f7 267. f7 g8 268. g8 h7 269. h7 g8 270. g8 f7 271. f7 e6 272. e6 d5 273. d5 c6 274. c6 b5 275. b5 a4 276. a4 b3 277. b3 c4 278. c4 d5 279. d5 e6 280. e6 f7 281. f7 g8 282. g8 h7 283. h7 g8 284. g8 f7 285. f7 e6 286. e6 d5 287. d5 c6 288. c6 b5 289. b5 a4 290. a4 b3 291. b3 c4 292. c4 d5 293. d5 e6 294. e6 f7 295. f7 g8 296. g8 h7 297. h7 g8 298. g8 f7 299. f7 e6 300. e6 d5 301. d5 c6 302. c6 b5 303. b5 a4 304. a4 b3 305. b3 c4 306. c4 d5 307. d5 e6 308. e6 f7 309. f7 g8 310. g8 h7 311. h7 g8 312. g8 f7 313. f7 e6 314. e6 d5 315. d5 c6 316. c6 b5 317. b5 a4 318. a4 b3 319. b3 c4 320. c4 d5 321. d5 e6 322. e6 f7 323. f7 g8 324. g8 h7 325. h7 g8 326. g8 f7 327. f7 e6 328. e6 d5 329. d5 c6 330. c6 b5 331. b5 a4 332. a4 b3 333. b3 c4 334. c4 d5 335. d5 e6 336. e6 f7 337. f7 g8 338. g8 h7 339. h7 g8 340. g8 f7 341. f7 e6 342. e6 d5 343. d5 c6 344. c6 b5 345. b5 a4 346. a4 b3 347. b3 c4 348. c4 d5 349. d5 e6 350. e6 f7 351. f7 g8 352. g8 h7 353. h7 g8 354. g8 f7 355. f7 e6 356. e6 d5 357. d5 c6 358. c6 b5 359. b5 a4 360. a4 b3 361. b3 c4 362. c4 d5 363. d5 e6 364. e6 f7 365. f7 g8 366. g8 h7 367. h7 g8 368. g8 f7 369. f7 e6 370. e6 d5 371. d5 c6 372. c6 b5 373. b5 a4 374. a4 b3 375. b3 c4 376. c4 d5 377. d5 e6 378. e6 f7 379. f7 g8 380. g8 h7 381. h7 g8 382. g8 f7 383. f7 e6 384. e6 d5 385. d5 c6 386. c6 b5 387. b5 a4 388. a4 b3 389. b3 c4 390. c4 d5 391. d5 e6 392. e6 f7 393. f7 g8 394. g8 h7 395. h7 g8 396. g8 f7 397. f7 e6 398. e6 d5 399. d5 c6 400. c6 b5 401. b5 a4 402. a4 b3 403. b3 c4 404. c4 d5 405. d5 e6 406. e6 f7 407. f7 g8 408. g8 h7 409. h7 g8 410. g8 f7 411. f7 e6 412. e6 d5 413. d5 c6 414. c6 b5 415. b5 a4 416. a4 b3 417. b3 c4 418. c4 d5 419. d5 e6 420. e6 f7 421. f7 g8 422. g8 h7 423. h7 g8 424. g8 f7 425. f7 e6 426. e6 d5 427. d5 c6 428. c6 b5 429. b5 a4 430. a4 b3 431. b3 c4 432. c4 d5 433. d5 e6 434. e6 f7 435. f7 g8 436. g8 h7 437. h7 g8 438. g8 f7 439. f7 e6 440. e6 d5 441. d5 c6 442. c6 b5 443. b5 a4 444. a4 b3 445. b3 c4 446. c4 d5 447. d5 e6 448. e6 f7 449. f7 g8 450. g8 h7 451. h7 g8 452. g8 f7 453. f7 e6 454. e6 d5 455. d5 c6 456. c6 b5 457. b5 a4 458. a4 b3 459. b3 c4 460. c4 d5 461. d5 e6 462. e6 f7 463. f7 g8 464. g8 h7 465. h7 g8 466. g8 f7 467. f7 e6 468. e6 d5 469. d5 c6 470. c6 b5 471. b5 a4 472. a4 b3 473. b3 c4 474. c4 d5 475. d5 e6 476. e6 f7 477. f7 g8 478. g8 h7 479. h7 g8 480. g8 f7 481. f7 e6 482. e6 d5 483. d5 c6 484. c6 b5 485. b5 a4 486. a4 b3 487. b3 c4 488. c4 d5 489. d5 e6 490. e6 f7 491. f7 g8 492. g8 h7 493. h7 g8 494. g8 f7 495. f7 e6 496. e6 d5 497. d5 c6 498. c6 b5 499. b5 a4 500. a4 b3 501. b3 c4 502. c4 d5 503. d5 e6 504. e6 f7 505. f7 g8 506. g8 h7 507. h7 g8 508. g8 f7 509. f7 e6 510. e6 d5 511. d5 c6 512. c6 b5 513. b5 a4 514. a4 b3 515. b3 c4 516. c4 d5 517. d5 e6 518. e6 f7 519. f7 g8 520. g8 h7 521. h7 g8 522. g8 f7 523. f7 e6 524. e6 d5 525. d5 c6 526. c6 b5 527. b5 a4 528. a4 b3 529. b3 c4 530. c4 d5 531. d5 e6 532. e6 f7 533. f7 g8 534. g8 h7 535. h7 g8 536. g8 f7 537. f7 e6 538. e6 d5 539. d5 c6 540. c6 b5 541. b5 a4 542. a4 b3 543. b3 c4 544. c4 d5 545. d5 e6 546. e6 f7 547. f7 g8 548. g8 h7 549. h7 g8 550. g8 f7 551. f7 e6 552. e6 d5 553. d5 c6 554. c6 b5 555. b5 a4 556. a4 b3 557. b3 c4 558. c4 d5 559. d5 e6 560. e6 f7 561. f7 g8 562. g8 h7 563. h7 g8 564. g8 f7 565. f7 e6 566. e6 d5 567. d5 c6 568. c6 b5 569. b5 a4 570. a4 b3 571. b3 c4 572. c4 d5 573. d5 e6 574. e6 f7 575. f7 g8 576. g8 h7 577. h7 g8 578. g8 f7 579. f7 e6 580. e6 d5 581. d5 c6 582. c6 b5 583. b5 a4 584. a4 b3 585. b3 c4 586. c4 d5 587. d5 e6 588. e6 f7 589. f7 g8 590. g8 h7 591. h7 g8 592. g8 f7 593. f7 e6 594. e6 d5 595. d5 c6 596. c6 b5 597. b5 a4 598. a4 b3 599. b3 c4 600. c4 d5 601. d5 e6 602. e6 f7 603. f7 g8 604. g8 h7 605. h7 g8 606. g8 f7 607. f7 e6 608. e6 d5 609. d5 c6 610. c6 b5 611. b5 a4 612. a4 b3 613. b3 c4 614. c4 d5 615. d5 e6 616. e6 f7 617. f7 g8 618. g8 h7 619. h7 g8 620. g8 f7 621. f7 e6 622. e6 d5 623. d5 c6 624. c6 b5 625. b5 a4 626. a4 b3 627. b3 c4 628. c4 d5 629. d5 e6 630. e6 f7 631. f7 g8 632. g8 h7 633. h7 g8 634. g8 f7 635. f7 e6 636. e6 d5 637. d5 c6 638. c6 b5 639. b5 a4 640. a4 b3 641. b3 c4 642. c4 d5 643. d5 e6 644. e6 f7 645. f7 g8 646. g8 h7 647. h7 g8 648. g8 f7 649. f7 e6 650. e6 d5 651. d5 c6 652. c6 b5 653. b5 a4 654. a4 b3 655. b3 c4 656. c4 d5 657. d5 e6 658. e6 f7 659. f7 g8 660. g8 h7 661. h7 g8 662. g8 f7 663. f7 e6 664. e6 d5 665. d5 c6 666. c6 b5 667. b5 a4 668. a4 b3 669. b3 c4 670. c4 d5 671. d5 e6 672. e6 f7 673. f7 g8 674. g8 h7 675. h7 g8 676. g8 f7 677. f7 e6 678. e6 d5 679. d5 c6 680. c6 b5 681. b5 a4 682. a4 b3 683. b3 c4 684. c4 d5 685. d5 e6 686. e6 f7 687. f7 g8 688. g8 h7 689. h7 g8 690. g8 f7 691. f7 e6 692. e6 d5 693. d5 c6 694. c6 b5 695. b5 a4 696. a4 b3 697. b3 c4 698. c4 d5 699. d5 e6 700. e6 f7 701. f7 g8 702. g8 h7 703. h7 g8 704. g8 f7 705. f7 e6 706. e6 d5 707. d5 c6 708. c6 b5 709. b5 a4 710. a4 b3 711. b3 c4 712. c4 d5 713. d5 e6 714. e6 f7 715. f7 g8 716. g8 h7 717. h7 g8 718. g8 f7 719. f7 e6 720. e6 d5 721. d5 c6 722. c6 b5 723. b5 a4 724. a4 b3 725. b3 c4 726. c4 d5 727. d5 e6 728. e6 f7 729. f7 g8 730. g8 h7 731. h7 g8 732. g8 f7 733. f7 e6 734. e6 d5 735. d5 c6 736. c6 b5 737. b5 a4 738. a4 b3 739. b3 c4 740. c4 d5 741. d5 e6 742. e6 f7 743. f7 g8 744. g8 h7 745. h7 g8 746. g8 f7 747. f7 e6 748. e6 d5 749. d5 c6 750. c6 b5 751. b5 a4 752. a4 b3 753. b3 c4 754. c4 d5 755. d5 e6 756. e6 f7 757. f7 g8 758. g8 h7 759. h7 g8 760. g8 f7 761. f7 e6 762. e6 d5 763. d5 c6 764. c6 b5 765. b5 a4 766. a4 b3 767. b3 c4 768. c4 d5 769. d5 e6 770. e6 f7 771. f7 g8 772. g8 h7 773. h7 g8 774. g8 f7 775. f7 e6 776. e6 d5 777. d5 c6 778. c6 b5 779. b5 a4 780. a4 b3 781. b3 c4 782. c4 d5 783. d5 e6 784. e6 f7 785. f7 g8 786. g8 h7 787. h7 g8 788. g8 f7 789. f7 e6 790. e6 d5 791. d5 c6 792. c6 b5 793. b5 a4 794. a4 b3 795. b3 c4 796. c4 d5 797. d5 e6 798. e6 f7 799. f7 g8 800. g8 h7 801. h7 g8 802. g8 f7 803. f7 e6 804. e6 d5 805. d5 c6 806. c6 b5 807. b5 a4 808. a4 b3 809. b3 c4 810. c4 d5 811. d5 e6 812. e6 f7 813. f7 g8 814. g8 h7 815. h7 g8 816. g8 f7 817. f7 e6 818. e6 d5 819. d5 c6 820. c6 b5 821. b5 a4 822. a4 b3 823. b3 c4 824. c4 d5 825. d5 e6 826. e6 f7 827. f7 g8 828. g8 h7 829. h7 g8 830. g8 f7 831. f7 e6 832. e6 d5 833. d5 c6 834. c6 b5 835. b5 a4 836. a4 b3 837. b3 c4 838. c4 d5 839. d5 e6 840. e6 f7 841. f7 g8 842. g8 h7 843. h7 g8 844. g8 f7 845. f7 e6 846. e6 d5 847. d5 c6 848. c6 b5 849. b5 a4 850. a4 b3 851. b3 c4 852. c4 d5 853. d5 e6 854. e6 f7 855. f7 g8 856. g8 h7 857. h7 g8 858. g8 f7 859. f7 e6 860. e6 d5 861. d5 c6 862. c6 b5 863. b5 a4 864. a4 b3 865. b3 c4 866. c4 d5 867. d5 e6 868. e6 f7 869. f7 g8 870. g8 h7 871. h7 g8 872. g8 f7 873. f7 e6 874. e6 d5 875. d5 c6 876. c6 b5 877. b5 a4 878. a4 b3 879. b3 c4 880. c4 d5 881. d5 e6 882. e6 f7 883. f7 g8 884. g8 h7 885. h7 g8 886. g8 f7 887. f7 e6 888. e6 d5 889. d5 c6 890. c6 b5 891. b5 a4 892. a4 b3 893. b3 c4 894. c4 d5 895. d5 e6 896. e6 f7 897. f7 g8 898. g8 h7 899. h7 g8 900. g8 f7 901. f7 e6 902. e6 d5 903. d5 c6 904. c6 b5 905. b5 a4 906. a4 b3 907. b3 c4 908. c4 d5 909. d5 e6 910. e6 f7 911. f7 g8 912. g8 h7 913. h7 g8 914. g8 f7 915. f7 e6 916. e6 d5 917. d5 c6 918. c6 b5 919. b5 a4 920. a4 b3 921. b3 c4 922. c4 d5 923. d5 e6 924. e6 f7 925. f7 g8 926. g8 h7 927. h7 g8 928. g8 f7 929. f7 e6 930. e6 d5 931. d5 c6 932. c6 b5 933. b5 a4 934. a4 b3 935. b3 c4 936. c4 d5 937. d5 e6 938. e6 f7 939. f7 g8 940. g8 h7 941. h7 g8 942. g8 f7 943. f7 e6 944. e6 d5 945. d5 c6 946. c6 b5 947. b5 a4 948. a4 b3 949. b3 c4 950. c4 d5 951. d5 e6 952. e6 f7 953. f7 g8 954. g8 h7 955. h7 g8 956. g8 f7 957. f7 e6 958. e6 d5 959. d5 c6 960. c6 b5 961. b5 a4 962. a4 b3 963. b3 c4 964. c4 d5 965. d5 e6 966. e6 f7 967. f7 g8 968. g8 h7 969. h7 g8 970. g8 f7 971. f7 e6 972. e6 d5 973. d5 c6 974. c6 b5 975. b5 a4 976. a4 b3 977. b3 c4 978. c4 d5 979. d5 e6 980. e6 f7 981. f7 g8 982. g8 h7 983. h7 g8 984. g8 f7 985. f7 e6 986. e6 d5 987. d5 c6 988. c6 b5 989. b5 a4 990. a4 b3 991. b3 c4 992. c4 d5 993. d5 e6 994. e6 f7 995. f7 g8 996. g8 h7 997. h7 g8 998. g8 f7 999. f7 e6 1000. e6 d5 1001. d5 c6 1002. c6 b5 1003. b5 a4 1004. a4 b3 1005. b3 c4 1006. c4 d5 1007. d5 e6 1008. e6 f7 1009. f7 g8 1010. g8 h7 1011. h7 g8 1012. g8 f7 1013. f7 e6 1014. e6 d5 1015. d5 c6 1016. c6 b5 1017. b5 a4 1018. a4 b3 1019. b3 c4 1020. c4 d5 1021. d5 e6 1022. e6 f7 1023. f7 g8 1024. g8 h7 1025. h7 g8 1026. g8 f7 1027. f7 e6 1028. e6 d5 1029. d5 c6 1030. c6 b5 1031. b5 a4 1032. a4 b3 1033. b3 c4 1034. c4 d5 1035. d5 e6 1036. e6 f7 1037. f7 g8 1038. g8 h7 1039. h7 g8 1040. g8 f7 1041. f7 e6 1042. e6 d5 1043. d5 c6 1044. c6 b5 1045. b5 a4 1046. a4 b3 1047. b3 c4 1048. c4 d5 1049. d5 e6 1050. e6 f7 1051. f7 g8 1052. g8 h7 1053. h7 g8 1054. g8 f7 1055. f7 e6 1056. e6 d5 1057. d5 c6 1058. c6 b5 1059. b5 a4 1060. a4 b3 1061. b3 c4 1062. c4 d5 1063. d5 e6 1064. e6 f7 1065. f7 g8 1066. g8 h7 1067. h7 g8 1068. g8 f7 1069. f7 e6 1070. e6 d5 1071. d5 c6 1072. c6 b5 1073. b5 a4 1074. a4 b3 1075. b3 c4 1076. c4 d5 1077. d5 e6 1078. e6 f7 1079. f7 g8 1080. g8 h7 1081. h7 g8 1082. g8 f7 1083. f7 e6 1084. e6 d5 1085. d5 c6 1086. c6 b5 1087. b5 a4 1088. a4 b3 1089. b3 c4 1090. c4 d5 1091. d5 e6 1092. e6 f7 1093. f7 g8 1094. g8 h7 1095. h7 g8 1096. g8 f7 1097. f7 e6 1098. e6 d5 1099. d5 c6 1100. c6 b5 1101. b5 a4 1102. a4 b3 1103. b3 c4 1104. c4 d5 1105. d5 e6 1106. e6 f7 1107. f7 g8 1108. g8 h7 1109. h7 g8 1110. g8 f7 1111. f7 e6 1112. e6 d5 1113. d5 c6 1114. c6 b5 1115. b5 a4 1116. a4 b3 1117. b3 c4 1118. c4 d5 1119. d5 e6 1120. e6 f7 1121. f7 g8 1122. g8 h7 1123. h7 g8 1124. g8 f7 1125. f7 e6 1126. e6 d5 1127. d5 c6 1128. c6 b5 1129. b5 a4 1130. a4 b3 1131. b3 c4 1132. c4 d5 1133. d5 e6 1134. e6 f7 1135. f7 g8 1136. g8 h7 1137. h7 g8 1138. g8 f7 1139. f7 e6 1140. e6 d5 1141. d5 c6 1142. c6 b5 1143. b5 a4 1144. a4 b3 1145. b3 c4 1146. c4 d5 1147. d5 e6 1148. e6 f7 1149. f7 g8 1150. g8 h7 1151. h7 g8 1152. g8 f7 1153. f7 e6 1154. e6 d5 1155. d5 c6 1156. c6 b5 1157. b5 a4 1158. a4 b3 1159. b3 c4 1160. c4 d5 1161. d5 e6 1162. e6 f7 1163. f7 g8 1164. g8 h7 1165. h7 g8 1166. g8 f7 1167. f7 e6 1168. e6 d5 1169. d5 c6 1170. c6 b5 1171. b5 a4 1172. a4 b3 1173. b3 c4 1174. c4 d5 1175. d5 e6 1176. e6 f7 1177. f7 g8 1178. g8 h7 1179. h7 g8 1180. g8 f7 1181. f7 e6 1182. e6 d5 1183. d5 c6 1184. c6 b5 1185. b5 a4 1186. a4 b3 1187. b3 c4 1188. c4 d5 1189. d5 e6 1190. e6 f7 1191. f7 g8 1192. g8 h7 1193. h7 g8 1194. g8 f7 1195. f7 e6 1196. e6 d5 1197. d5 c6 1198. c6 b5 1199. b5 a4 1200. a4 b3 1201. b3 c4 1202. c4 d5 1203. d5 e6 1204. e6 f7 1205. f7 g8 1206. g8 h7 1207. h7 g8 1208. g8 f7 1209. f7 e6 1210. e6 d5 1211. d5 c6 1212. c6 b5 1213. b5 a4 1214. a4 b3 1215. b3 c4 1216. c4 d5 1217. d5 e6 1218. e6 f7 1219. f7 g8 1220. g8 h7 1221. h7 g8 1222. g8 f7 1223. f7 e6 1224. e6 d5 1225. d5 c6 1226. c6 b5 1227. b5 a4 1228. a4 b3 1229. b3 c4 1230. c4 d5 1231. d5 e6 1232. e6 f7 1233. f7 g8 1234. g8 h7 1235. h7 g8 1236. g8 f7 1237. f7 e6 1238. e6 d5 1239. d5 c6 1240. c6 b5 1241. b5 a4 1242. a4 b3 1243. b3 c4 1244. c4 d5 1245. d5 e6 1246. e6 f7 1247. f7 g8 1248. g8 h7 1249. h7 g8 1250. g8 f7 1251. f7 e6 1252. e6 d5 1253. d5 c6 1254. c6 b5 1255. b5 a4 1256. a4 b3 1257. b3 c4 1258. c4 d5 1259. d5 e6 1260. e6 f7 1261. f7 g8 1262. g8 h7 1263. h7 g8 1264. g8 f7 1265. f7 e6 1266. e6 d5 1267. d5 c6 1268. c6 b5 1269. b5 a4 1270. a4 b3 1271. b3 c4 1272. c4 d5 1273. d5 e6 1274. e6 f7 1275. f7 g8 1276. g8 h7 1277. h7 g8 1278. g8 f7 1279. f7 e6 1280. e6 d5 1281. d5 c6 1282. c6 b5 1283. b5 a4 1284. a4 b3 1285. b3 c4 1286. c4 d5 1287. d5 e6 1288. e6 f7 1289. f7 g8 1290. g8 h7 1291. h7 g8 1292. g8 f7 1293. f7 e6 1294. e6 d5 1295. d5 c6 1296. c6 b5 1297. b5 a4 1298. a4 b3 1299. b3 c4 1300. c4 d5 1301. d5 e6 1302. e6 f7 1303. f7 g8 1304. g8 h7 1305. h7 g8 1306. g8 f7 1307. f7 e6 1



# AGENDA

## VENDREDI 22 JUIN

### CINÉMA

#### LA CINÉMATHEQUE

##### PALEIS DE CHAILLOU (47-04-24-24)

Hommage à Maurice Jaubert : les Filles du Rhône (1937), de Jean-Paul Pautin, 16 h ; la Nouvelle Babytong (1928), de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 19 h ; Hommage à Maurice Jaubert : Barbe Bleue (1935), de Jean Pautin et René Barand, Violons d'Ingras (1939), de Jacques B. Brunius, l'Affaire est dans le sac (1932), de Pierre Prévost, 21 h.

#### CENTRE

##### GEORGES-POMPIDOU

##### SALLE GARRANCE (42-78-37-29)

La Cinéma des pays nordiques : Hilda Padda (1923), de Gudmundur Kamban, 14 h 30 ; Une année avec les Lapons (1957, v.o. s.t.f.), de Per Høst et Anders Pentz, 17 h 30 ; Dieu existe tous les dimanches (1970, v.o. s.t.f.), d'Henrik Stangerup, 20 h 30.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

##### 2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Sartre : Jean-Paul Sartre est mort (1980), Huis-Clos (1965) de Michel Mitrani, 14 h 30 ; Le Désordre à vingt ans (1966) de Jacques Barillet, la Chambre (1968) de Michel Mitrani, 16 h 30 ; Sartre par lui-même (1976) de Alexandre Astruc et Michel Contat, 18 h 30 ; Sartre par lui-même (1976) de Alexandre Astruc et Michel Contat, 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

##### ALOUETTES, LE FIL À LA PATTE (tochoue, v.o.) : Utopie Champollion, 5 (42-26-84-65)

##### AFFAIRES PRIVÉES (\*) (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16)

##### ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96)

##### ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14 (43-20-89-52)

##### AU BONHEUR DES CHIENS (It., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Paquetier, 8 (43-87-35-43) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01)

##### AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82)

##### BLUE STEEL (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-69-82-82)

##### LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-28-48-18) ; Elysées Lincoln, 8 (43-69-36-14) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40)

##### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-52-52) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### CHARLIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicité Matignon), 8 (43-59-31-97) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58)

##### CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; La Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### CHÉRIE, J'AI RETENUE LES GOSSES (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 11 (48-05-51-33) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58)

##### CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46)

##### CURS FLAMMÉS (Dan., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47)

##### CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 9 (45-33-07-77)

##### CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos, 15 (43-54-42-34) ; La Triomphe, 6 (45-74-94-94)

##### CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Mont-

##### parnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Mailot, 17 (46-68-00-18) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96)

##### DARK ANGEL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96)

##### LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### LES FILMS NOUVEAUX

##### OH, QUELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER. Film soviétique de Vassili Pitschoul, v.o. : Cino Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80)

##### ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS. Film franco-égyptien de Youssaf Chahine, v.o. : Max Linder Panorama, 9 (49-24-88-88)

##### APARTMENT ZERO. Film britannique de Martin Donovan, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 6 (47-70-33-88) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-47-94)

##### ATTACHE-MOI ! Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-33) ; Cino Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Médias Logos, 15 (43-54-42-34) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-69-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-87-30-81) ; Escorial, 13 (47-47-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mailot, 17 (46-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-47-94)

##### BLANCHE NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ. Film américain de John Hopley, v.f. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Française, 6 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43)

##### LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARLURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (\*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOILERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOUTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-58-00)

##### LOCK HOLMES (Brit., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46)

##### ENNEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR (A., v.o.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Studio 28, 18 (48-06-38-07)

##### ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47)

##### L'ÉTÉ DES ROSES BLANCHES (Youg., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23)

##### EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19 (45-42-13-13)

##### LE FESTIN DE SABETTE (Dan., v.o.) : Utopie Champollion, 5 (43-26-84-66)

##### LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopie Champollion, 5 (43-26-84-66) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80)

##### GLORY (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46)

##### LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

##### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-66-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

##### LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.) : Saint-Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; HARRY PLUTONICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

##### HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 1







# AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément d'été. Signification des symboles : \* signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à voir ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Vendredi 22 juin

<b>TF 1</b>	<b>20.35 Variétés : Avis de recherche.</b> Invité : Fabienne Egal. Avec Les Vagabonds, Cock Robin, Christophe, Claude Barzotti, Capelli d'Oro, Desfilés... <b>22.30 Magazine : Et si on se disait tout.</b> Invité : Jacques Séguéla. <b>23.30 Journal, Météo et Bourse.</b> <b>0.40 Nuit spéciale : Plaisirs sur l'entre-prise.</b> Présentée par Alain Weiller et Emmanuel de La Taille, en direct de Biarritz.	<b>0.15 Sonate Arpeggione en la mineur, de Schubert.</b> <b>Magazine : Aventures de l'esprit.</b>
<b>A 2</b>	<b>20.40 Apostrophes.</b> La 742 et dernière. Florilège des meilleurs moments de l'émission. Invité d'honneur : Georges Lubin pour son vingt-cinquième volume de la correspondance de George Sand. <b>23.00 Journal et Météo.</b> <b>23.20 Cinéma : Sept ans de réflexion.</b> Film américain de Billy Wilder (1955). Avec Marilyn Monroe, Tom Ewell, Evelyn Keyes (v.o.).	<b>20.32 Téléfilm : La marque de la panthère.</b> <b>21.55 Musique : Opus plus.</b> Des extraits de films, de publicités, de dessins animés pour redécouvrir les grands airs de la musique classique. <b>22.50 Flash d'informations.</b> <b>23.00 Musique : Opus plus (suite).</b> Documentaire : Carmen on la, de Horant H. Hottfeld, avec Kazaria Wit.
<b>FR 3</b>	<b>20.35 Magazine : Thalassa.</b> On sont passées les baies 7 de Ramon Gutierrez et Philippe Spinau. <b>21.35 Téléfilm : Un Anglais à l'étranger.</b> <b>22.40 Journal et Météo.</b> <b>23.05 Magazine : Faut pas rêver.</b> Invité : CinéCité : Australie : Cocher Pody. <b>0.00 Musique : Carnet de notes.</b>	<b>20.30 Drôles d'histoires.</b> <b>20.40 Série : Sur les lieux du crime.</b> Illusions, de Walter Grauman. <b>22.20 Série : L'inspecteur Derrick.</b> <b>23.25 Sport : Voile, Kourou cup.</b> <b>23.30 Solo, brigade des stupés (rediff.).</b> <b>0.00 Journal de minuit.</b> <b>0.10 Solo, brigade des stupés (suite).</b>
<b>FR 3</b>	<b>20.35 Magazine : Thalassa.</b> On sont passées les baies 7 de Ramon Gutierrez et Philippe Spinau. <b>21.35 Téléfilm : Un Anglais à l'étranger.</b> <b>22.40 Journal et Météo.</b> <b>23.05 Magazine : Faut pas rêver.</b> Invité : CinéCité : Australie : Cocher Pody. <b>0.00 Musique : Carnet de notes.</b>	<b>20.30 Drôles d'histoires.</b> <b>20.40 Série : Sur les lieux du crime.</b> Illusions, de Walter Grauman. <b>22.20 Série : L'inspecteur Derrick.</b> <b>23.25 Sport : Voile, Kourou cup.</b> <b>23.30 Solo, brigade des stupés (rediff.).</b> <b>0.00 Journal de minuit.</b> <b>0.10 Solo, brigade des stupés (suite).</b>

### Samedi 23 juin

<b>TF 1</b>	<b>20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.</b> <b>20.40 Variétés : Surprise sur prise.</b> <b>22.00 Magazine : Ushakia.</b> De Nicolas Hulot. <b>23.20 Magazine : Formule sport.</b> <b>0.15 Journal et Météo.</b> <b>0.35 Feuillet : La chambre des dames (1<sup>er</sup> épisode).</b> <b>1.30 Série : Mémoires d'outre-tombe.</b> <b>1.55 Téléfilm : Nous sommes tous des terroristes (1<sup>re</sup> partie).</b> <b>2.50 Documentaire : Histoires naturelles.</b>	<b>20.10 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.</b> <b>20.40 Variétés : Surprise sur prise.</b> <b>22.00 Magazine : Ushakia.</b> De Nicolas Hulot. <b>23.20 Magazine : Formule sport.</b> <b>0.15 Journal et Météo.</b> <b>0.35 Feuillet : La chambre des dames (1<sup>er</sup> épisode).</b> <b>1.30 Série : Mémoires d'outre-tombe.</b> <b>1.55 Téléfilm : Nous sommes tous des terroristes (1<sup>re</sup> partie).</b> <b>2.50 Documentaire : Histoires naturelles.</b>
<b>A 2</b>	<b>20.00 Journal et Météo.</b> <b>20.40 Magazine : Antipasti.</b> Le journal de la Coupe du monde de football. <b>20.56 Sport : Football.</b> Coupe du monde : huitièmes de finale, en direct de Bari. <b>22.50 La grande moisson.</b> Série spéciale : Les préparatifs de l'opération du Centre national des jeunes agriculteurs aux Champs-Élysées : l'implantation sur l'avenue d'un champ de blé mûr. <b>23.00 Journal et Météo.</b> <b>23.20 Lunettes noires pour nuits blanches.</b>	<b>20.10 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.</b> <b>20.40 Variétés : Surprise sur prise.</b> <b>22.00 Magazine : Ushakia.</b> De Nicolas Hulot. <b>23.20 Magazine : Formule sport.</b> <b>0.15 Journal et Météo.</b> <b>0.35 Feuillet : La chambre des dames (1<sup>er</sup> épisode).</b> <b>1.30 Série : Mémoires d'outre-tombe.</b> <b>1.55 Téléfilm : Nous sommes tous des terroristes (1<sup>re</sup> partie).</b> <b>2.50 Documentaire : Histoires naturelles.</b>
<b>FR 3</b>	<b>De 15.00 à 19.00 La Sept</b> <b>15.00 Magazine : Imagine.</b> <b>15.40 Documentaire : Sinnia.</b> De Kumi Nungui. <b>16.30 Cinéma d'animation : Images.</b> <b>16.35 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films.</b> <b>17.05 Documentaire : Budapest l'entre-deux-terres.</b> <b>17.55 Cinéma d'animation : Images.</b> <b>18.00 Magazine : Mégamix.</b> <b>19.00 Le 19-20 de l'information.</b> De 19.10 à 19.30, le journal de la région. <b>De 20.00 à 0.05 La Sept</b> <b>20.00 Documentaire : Histoire parallèle.</b> <b>21.05 Documentaire :</b>	<b>20.10 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.</b> <b>20.40 Variétés : Surprise sur prise.</b> <b>22.00 Magazine : Ushakia.</b> De Nicolas Hulot. <b>23.20 Magazine : Formule sport.</b> <b>0.15 Journal et Météo.</b> <b>0.35 Feuillet : La chambre des dames (1<sup>er</sup> épisode).</b> <b>1.30 Série : Mémoires d'outre-tombe.</b> <b>1.55 Téléfilm : Nous sommes tous des terroristes (1<sup>re</sup> partie).</b> <b>2.50 Documentaire : Histoires naturelles.</b>

**SAINT-GOBAIN** s'adresse à ses actionnaires  
dimanche 24 juin sur FR3 à 7h45

### Dimanche 24 juin

<b>TF 1</b>	<b>8.05 Le Disney club.</b> <b>10.05 Les animaux de mon cœur.</b> <b>10.40 Hlt NRJ-TF1.</b> <b>11.20 Magazine : Auto-moto.</b> <b>11.50 Jeu : Toumez... manège.</b> <b>12.25 Jeu : Le juste prix.</b> <b>12.55 Météo et Journal.</b>	<b>2.00 Rediffusions.</b> <b>LA SEPT</b> <b>21.00 Théâtre : La poudre aux yeux.</b> Pièce d'Eugène Labiche. <b>22.20 Danse : Because we must.</b> Ballet de Michael Clark. <b>22.30 Danse : Hail the new puritan.</b> Ballet de Michael Clark. <b>1.00 Les nuits de France-Culture (rediff.).</b> <b>FRANCE-CULTURE</b> <b>20.30 Radio-archives.</b> Spécial Fête de la musique. <b>21.30 Musique : Black and blue.</b> La discothèque idéale. <b>22.40 Nuits magnétiques.</b> Portraits, groupes, hommes. <b>0.05 Du jour au lendemain.</b> <b>0.50 Musique : Coda.</b> Duke Ellington et le cinéma. <b>FRANCE-MUSIQUE</b> <b>20.30 Concert (donné les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> février à Baden-Baden) :</b> Les offrandes oubliées, de Messiaen ; Jours de silence, de Zender ; Symphonie n° 2 en ut mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique du Sud-ouest de Baden-Baden, dir. Hans Zender ; sol. : Roland Hermann, baryton. <b>22.20 Musique légère.</b> Suite folklorique, de Stanciu ; Divertimento, de Walberg ; Romance sans paroles et rondo, Mazurka, de Wieniawski. <b>23.07 Le livre des meslanges.</b> <b>0.30 Poissons d'or.</b>
<b>FR 3</b>	<b>8.00 Sanddynamite.</b> Casper ; Minimômes ; Denver ; Paroles de bêtes ; Les Trojans ; Le zoo club ; Les comptines du Vieux Continent ; Dix doigts de maïco ; Les p'tits lous-garous ; Les rescapés du val perdu ; Baby Huey ; Le vagabond. <b>10.30 Magazine : Mascarnes.</b> Présenté par Gladys Say. <b>12.00 Flash d'informations.</b> <b>12.05 Télévision régionale.</b> <b>12.45 Journal.</b> <b>13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.</b> De Jean-Claude Widemann. <b>13.30 Magazine : Musicales.</b> D'Alain Duaut, Cycle Franz Schubert (2 <sup>e</sup> partie). <b>14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.</b> Jumping : Concours de saut d'obstacles à Francorville ; Automobile : Rallye à Trappes ; Football : Coupe du monde. <b>17.30 Magazine : Montagne.</b> Joseph Vallot : un savant alpin, de Claude Francillon. <b>18.00 Amuse 3.</b> Les tentes. <b>18.30 Magazine : Planète show.</b> Présenté par Cynil Viguer. Un nouveau rendez-vous e cablé à 18.35 ans. <b>19.00 Le 19-20 de l'information.</b> De 19.10 à 19.30, le journal de la région. <b>20.00 Magazine : Béary Hill.</b> <b>20.35 Soirée spéciale :</b> La nuit de la Saint-Jean. Barcelone et les Jeux olympiques. <b>Petite histoire de la Catalogne à l'heure des J.O.</b> <b>20.50 Sport : Football.</b> Coupe du monde : huitième de finale, en direct de Milan. <b>22.50 Journal et Météo.</b> <b>23.15 La nuit de la Saint-Jean</b> Faire feu sur la Catalogne. Quatre heures de documents et de reportages coprésentés par FR3 et TV2, le chaîne catalane. <b>CANAL PLUS</b> <b>7.00 Dessins animés :</b> Dessins animés : Les aventures de Tintin. <b>8.30 Carrou cadin.</b> Ann et Andy ; Charlotte, Fido et Benjamin. <b>9.10 Cinéma : Le Ringueur.</b> Cinéma : Le Ringueur, de Michael Winner (1972). Avec Charles Bronson, Jan-Michael Vincent, Keenan Wynn. <b>10.50 Dirty desiring.</b> Film américain d'Emile Ardano (1987). Avec Jennifer Grey, Patrick Swayze, Jerry Lyle. <b>En clair jusqu'à 14.00</b> <b>12.30 Magazine : Rapéto.</b> Présenté par Antoine de Caunes. <b>13.00 Flash d'informations.</b> <b>13.05 Magazine : Mon zénith à moi.</b> De Michel Denicot. Les meilleurs moments de l'émission. <b>14.00 Téléfilm : Trafi (2<sup>e</sup> partie).</b> D'Alain Rind, avec Rik Patterson, Lindsay Duncan. <b>16.15 Sport : Pétonique.</b> Prophète JR de Paris. <b>17.05 Magazine : 24 heures.</b> Diffusion du 24 juin. <b>18.00 Cinéma : Le peuple émeraude.</b> Film franco-indonésien de Gérard Verne (1984-1989). Récit de Jacques Lantier, Antoine Hall, Yves Coppens. Commentaires de Michel Piccoli. <b>En clair jusqu'à 20.30</b> <b>19.20 Flash d'informations.</b> <b>19.25 Dessins animés : Ça cartoon.</b> Présenté par Philippe Dena. <b>20.30 Cinéma : Saffy, M.</b> Film américain de Robert Schroeder (1987). Avec Mickey Rourke, Faye Dunaway, Alec Kripke. <b>22.05 Flash d'informations.</b> <b>22.10 Cinéma :</b> Notre-Dame de Paris, le film français de Jean Delannoy (1953). Avec Gina Lollobrigida, Anthony Quinn, Alain Cuny. <b>0.05 Cinéma : Phantasm 2.</b> Film américain de Don Coscarelli (1985). Avec James Le Gros, Reggie Bannister, Angus Scrimm. <b>1.40 Documentaire : Les Rolling Stones, autoportrait.</b> De Nigel Finch (v.o.). <b>LA 5</b> <b>11.05 Série : Wonder woman.</b> <b>12.25 Série : La belle et le bête.</b> <b>13.00 Journal.</b> <b>13.20 Téléfilm : Océanisations.</b> De Guy Trépo, avec Melissa Sue Anderson, Lorretta Swann, François Arnould d'une jeune érudite. <b>15.05 Téléfilm : L'homme de</b>	<b>2.00 Rediffusions.</b> <b>LA SEPT</b> <b>21.00 Théâtre : La poudre aux yeux.</b> Pièce d'Eugène Labiche. <b>22.20 Danse : Because we must.</b> Ballet de Michael Clark. <b>22.30 Danse : Hail the new puritan.</b> Ballet de Michael Clark. <b>1.00 Les nuits de France-Culture (rediff.).</b> <b>FRANCE-CULTURE</b> <b>20.30 Radio-archives.</b> Spécial Fête de la musique. <b>21.30 Musique : Black and blue.</b> La discothèque idéale. <b>22.40 Nuits magnétiques.</b> Portraits, groupes, hommes. <b>0.05 Du jour au lendemain.</b> <b>0.50 Musique : Coda.</b> Duke Ellington et le cinéma. <b>FRANCE-MUSIQUE</b> <b>20.30 Concert (donné les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> février à Baden-Baden) :</b> Les offrandes oubliées, de Messiaen ; Jours de silence, de Zender ; Symphonie n° 2 en ut mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique du Sud-ouest de Baden-Baden, dir. Hans Zender ; sol. : Roland Hermann, baryton. <b>22.20 Musique légère.</b> Suite folklorique, de Stanciu ; Divertimento, de Walberg ; Romance sans paroles et rondo, Mazurka, de Wieniawski. <b>23.07 Le livre des meslanges.</b> <b>0.30 Poissons d'or.</b>
<b>FR 3</b>	<b>8.00 Sanddynamite.</b> Casper ; Minimômes ; Denver ; Paroles de bêtes ; Les Trojans ; Le zoo club ; Les comptines du Vieux Continent ; Dix doigts de maïco ; Les p'tits lous-garous ; Les rescapés du val perdu ; Baby Huey ; Le vagabond. <b>10.30 Magazine : Mascarnes.</b> Présenté par Gladys Say. <b>12.00 Flash d'informations.</b> <b>12.05 Télévision régionale.</b> <b>12.45 Journal.</b> <b>13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.</b> De Jean-Claude Widemann. <b>13.30 Magazine : Musicales.</b> D'Alain Duaut, Cycle Franz Schubert (2 <sup>e</sup> partie). <b>14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.</b> Jumping : Concours de saut d'obstacles à Francorville ; Automobile : Rallye à Trappes ; Football : Coupe du monde. <b>17.30 Magazine : Montagne.</b> Joseph Vallot : un savant alpin, de Claude Francillon. <b>18.00 Amuse 3.</b> Les tentes. <b>18.30 Magazine : Planète show.</b> Présenté par Cynil Viguer. Un nouveau rendez-vous e cablé à 18.35 ans. <b>19.00 Le 19-20 de l'information.</b> De 19.10 à 19.30, le journal de la région. <b>20.00 Magazine : Béary Hill.</b> <b>20.35 Soirée spéciale :</b> La nuit de la Saint-Jean. Barcelone et les Jeux olympiques. <b>Petite histoire de la Catalogne à l'heure des J.O.</b> <b>20.50 Sport : Football.</b> Coupe du monde : huitième de finale, en direct de Milan. <b>22.50 Journal et Météo.</b> <b>23.15 La nuit de la Saint-Jean</b> Faire feu sur la Catalogne. Quatre heures de documents et de reportages coprésentés par FR3 et TV2, le chaîne catalane. <b>CANAL PLUS</b> <b>7.00 Dessins animés :</b> Dessins animés : Les aventures de Tintin. <b>8.30 Carrou cadin.</b> Ann et Andy ; Charlotte, Fido et Benjamin. <b>9.10 Cinéma : Le Ringueur.</b> Cinéma : Le Ringueur, de Michael Winner (1972). Avec Charles Bronson, Jan-Michael Vincent, Keenan Wynn. <b>10.50 Dirty desiring.</b> Film américain d'Emile Ardano (1987). Avec Jennifer Grey, Patrick Swayze, Jerry Lyle. <b>En clair jusqu'à 14.00</b> <b>12.30 Magazine : Rapéto.</b> Présenté par Antoine de Caunes. <b>13.00 Flash d'informations.</b> <b>13.05 Magazine : Mon zénith à moi.</b> De Michel Denicot. Les meilleurs moments de l'émission. <b>14.00 Téléfilm : Trafi (2<sup>e</sup> partie).</b> D'Alain Rind, avec Rik Patterson, Lindsay Duncan. <b>16.15 Sport : Pétonique.</b> Prophète JR de Paris. <b>17.05 Magazine : 24 heures.</b> Diffusion du 24 juin. <b>18.00 Cinéma : Le peuple émeraude.</b> Film franco-indonésien de Gérard Verne (1984-1989). Récit de Jacques Lantier, Antoine Hall, Yves Coppens. Commentaires de Michel Piccoli. <b>En clair jusqu'à 20.30</b> <b>19.20 Flash d'informations.</b> <b>19.25 Dessins animés : Ça cartoon.</b> Présenté par Philippe Dena. <b>20.30 Cinéma : Saffy, M.</b> Film américain de Robert Schroeder (1987). Avec Mickey Rourke, Faye Dunaway, Alec Kripke. <b>22.05 Flash d'informations.</b> <b>22.10 Cinéma :</b> Notre-Dame de Paris, le film français de Jean Delannoy (1953). Avec Gina Lollobrigida, Anthony Quinn, Alain Cuny. <b>0.05 Cinéma : Phantasm 2.</b> Film américain de Don Coscarelli (1985). Avec James Le Gros, Reggie Bannister, Angus Scrimm. <b>1.40 Documentaire : Les Rolling Stones, autoportrait.</b> De Nigel Finch (v.o.). <b>LA 5</b> <b>11.05 Série : Wonder woman.</b> <b>12.25 Série : La belle et le bête.</b> <b>13.00 Journal.</b> <b>13.20 Téléfilm : Océanisations.</b> De Guy Trépo, avec Melissa Sue Anderson, Lorretta Swann, François Arnould d'une jeune érudite. <b>15.05 Téléfilm : L'homme de</b>	<b>2.00 Rediffusions.</b> <b>LA SEPT</b> <b>21.00 Théâtre : La poudre aux yeux.</b> Pièce d'Eugène Labiche. <b>22.20 Danse : Because we must.</b> Ballet de Michael Clark. <b>22.30 Danse : Hail the new puritan.</b> Ballet de Michael Clark. <b>1.00 Les nuits de France-Culture (rediff.).</b> <b>FRANCE-CULTURE</b> <b>20.30 Radio-archives.</b> Spécial Fête de la musique. <b>21.30 Musique : Black and blue.</b> La discothèque idéale. <b>22.40 Nuits magnétiques.</b> Portraits, groupes, hommes. <b>0.05 Du jour au lendemain.</b> <b>0.50 Musique : Coda.</b> Duke Ellington et le cinéma. <b>FRANCE-MUSIQUE</b> <b>20.30 Concert (donné les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> février à Baden-Baden) :</b> Les offrandes oubliées, de Messiaen ; Jours de silence, de Zender ; Symphonie n° 2 en ut mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique du Sud-ouest de Baden-Baden, dir. Hans Zender ; sol. : Roland Hermann, baryton. <b>22.20 Musique légère.</b> Suite folklorique, de Stanciu ; Divertimento, de Walberg ; Romance sans paroles et rondo, Mazurka, de Wieniawski. <b>23.07 Le livre des meslanges.</b> <b>0.30 Poissons d'or.</b>

<b>FR 3</b>	<b>8.00 Sanddynamite.</b> Casper ; Minimômes ; Denver ; Paroles de bêtes ; Les Trojans ; Le zoo club ; Les comptines du Vieux Continent ; Dix doigts de maïco ; Les p'tits lous-garous ; Les rescapés du val perdu ; Baby Huey ; Le vagabond. <b>10.30 Magazine : Mascarnes.</b> Présenté par Gladys Say. <b>12.00 Flash d'informations.</b> <b>12.05 Télévision régionale.</b> <b>12.45 Journal.</b> <b>13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.</b> De Jean-Claude Widemann. <b>13.30 Magazine : Musicales.</b> D'Alain Duaut, Cycle Franz Schubert (2 <sup>e</sup> partie). <b>14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.</b> Jumping : Concours de saut d'obstacles à Francorville ; Automobile : Rallye à Trappes ; Football : Coupe du monde. <b>17.30 Magazine : Montagne.</b> Joseph Vallot : un savant alpin, de Claude Francillon. <b>18.00 Amuse 3.</b> Les tentes. <b>18.30 Magazine : Planète show.</b> Présenté par Cynil Viguer. Un nouveau rendez-vous e cablé à 18.35 ans. <b>19.00 Le 19-20 de l'information.</b> De 19.10 à 19.30, le journal de la région. <b>20.00 Magazine : Béary Hill.</b> <b>20.35 Soirée spéciale :</b> La nuit de la Saint-Jean. Barcelone et les Jeux olympiques. <b>Petite histoire de la Catalogne à l'heure des J.O.</b> <b>20.50 Sport : Football.</b> Coupe du monde : huitième de finale, en direct de Milan. <b>22.50 Journal et Météo.</b> <b>23.15 La nuit de la Saint-Jean</b> Faire feu sur la Catalogne. Quatre heures de documents et de reportages coprésentés par FR3 et TV2, le chaîne catalane. <b>CANAL PLUS</b> <b>7.00 Dessins animés :</b> Dessins animés : Les aventures de Tintin. <b>8.30 Carrou cadin.</b> Ann et Andy ; Charlotte, Fido et Benjamin. <b>9.10 Cinéma : Le Ringueur.</b> Cinéma : Le Ringueur, de Michael Winner (1972). Avec Charles Bronson, Jan-Michael Vincent, Keenan Wynn. <b>10.50 Dirty desiring.</b> Film américain d'Emile Ardano (1987). Avec Jennifer Grey, Patrick Swayze, Jerry Lyle. <b>En clair jusqu'à 14.00</b> <b>12.30 Magazine : Rapéto.</b> Présenté par Antoine de Caunes. <b>13.00 Flash d'informations.</b> <b>13.05 Magazine : Mon zénith à moi.</b> De Michel Denicot. Les meilleurs moments de l'émission. <b>14.00 Téléfilm : Trafi (2<sup>e</sup> partie).</b> D'Alain Rind, avec Rik Patterson, Lindsay Duncan. <b>16.15 Sport : Pétonique.</b> Prophète JR de Paris. <b>17.05 Magazine : 24 heures.</b> Diffusion du 24 juin. <b>18.00 Cinéma : Le peuple émeraude.</b> Film franco-indonésien de Gérard Verne (1984-1989). Récit de Jacques Lantier, Antoine Hall, Yves Coppens. Commentaires de Michel Piccoli. <b>En clair jusqu'à 20.30</b> <b>19.20 Flash d'informations.</b> <b>19.25 Dessins animés : Ça cartoon.</b> Présenté par Philippe Dena. <b>20.30 Cinéma : Saffy, M.</b> Film américain de Robert Schroeder (1987). Avec Mickey Rourke, Faye Dunaway, Alec Kripke. <b>22.05 Flash d'informations.</b> <b>22.10 Cinéma :</b> Notre-Dame de Paris, le film français de Jean Delannoy (1953). Avec Gina Lollobrigida, Anthony Quinn, Alain Cuny. <b>0.05 Cinéma : Phantasm 2.</b> Film américain de Don Coscarelli (1985). Avec James Le Gros, Reggie Bannister, Angus Scrimm. <b>1.40 Documentaire : Les Rolling Stones, autoportrait.</b> De Nigel Finch (v.o.). <b>LA 5</b> <b>11.05 Série : Wonder woman.</b> <b>12.25 Série : La belle et le bête.</b> <b>13.00 Journal.</b> <b>13.20 Téléfilm : Océanisations.</b> De Guy Trépo, avec Melissa Sue Anderson, Lorretta Swann, François Arnould d'une jeune érudite. <b>15.05 Téléfilm : L'homme de</b>	<b>16.30 "Saut de nuit."</b> Un roman américain. <b>18.05 Série : Taptita.</b> <b>18.50 Journal images.</b> <b>19.00 Drôles d'histoires.</b> <b>19.45 Journal.</b> <b>20.30 Drôles d'histoires.</b> <b>20.40 Cinéma :</b> Cinéma : L'homme de paille, de Jack Smight (1966). Avec Paul Newman, Laura Bacci, John Harris. <b>M 5</b> <b>10.30 Culture pub spécial Canaux</b> (1 <sup>er</sup> partie rediff.). <b>11.55 Infoconsommation.</b> <b>12.00 Informations : M 3 express.</b> <b>12.05 Magazine : Sport 6 dimanche.</b> <b>12.15 Dessins animés :</b> Gaff'5. <b>12.40 Série : Les routes du paradis.</b> <b>13.25 Série : Madame est servie (rediff.).</b> <b>13.50 Série : Roseanna.</b> <b>14.20 Election de miss OK.</b> <b>16.00 Magazine : Adventure.</b> <b>16.15 Série : Section 8.</b> <b>17.05 Série : Veges.</b> <b>18.00 Informations : M 5 express.</b> <b>18.05 Série : Clair de lune.</b> <b>19.00 Magazine : Culture pub remix.</b> <b>19.30 Série :</b> Les années coup de cœur. <b>19.54 Six minutes d'informations.</b> <b>20.00 Série : Madame est servie.</b> <b>20.25 Magazine : Sport 6.</b> <b>20.35 Téléfilm : La veine de la</b> Cinéma : La veine de la veine, de Tracy Pollan, Akosua Busa. Dans une plantation du Sud avant la guerre de Sécession. <b>22.10 Six minutes d'informations.</b> <b>22.20 Capital.</b> <b>22.30 Cinéma : Brigade mondaine.</b> Film français de Jacques Scudalini (1978). Avec France Viollet, Odie Michel, Renée Geyer. <b>0.00 Six minutes d'informations.</b> <b>0.05 Les privés de la nuit.</b> Patri Guit ; Meur Lucky. <b>2.00 Rediffusions.</b> L'auto dans la ville : Londres ; Culture pub remix ; Paroles de bêtes (la deuxième et l'enfant) ; L'auto dans la ville : Venise ; Autour du Sheller et Gruber ; Escalier. <b>4.30 Fantfiction : Splendeurs et misères des courtoisanes.</b> De Maurice Cazeneuve, d'après Balzac (drame épique). <b>LA SEPT</b> <b>14.30 Cours d'italien (16).</b> <b>15.00 Téléfilm : Mémoires d'un fou.</b> De Judith Elk (1 <sup>re</sup> partie, v.o.). <b>16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire (3).</b> De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey (v.o.). <b>17.00 Documentaire : Musée d'Orsay (5).</b> De Pierre Dumas. <b>18.00 Théâtre : La poudre aux yeux.</b> Pièce d'Eugène Labiche. <b>19.15 Danse : Because we must.</b> Ballet de Michael Clark. <b>19.30 Danse : Hail the new puritan.</b> Ballet de Michael Clark. <b>21.00 Série : Mizar Pye (2).</b> De Michel Dufour. <b>22.40 Documentaire : La disparition d'Otto Majonara.</b> De Corrado D'Amico (v.o.). <b>FRANCE-CULTURE</b> <b>20.30 Atelier de création</b> F. d'io phonique. <b>0.05 Clair de nuit.</b> <b>FRANCE-MUSIQUE</b> <b>23.05 Climats.</b> Musiques traditionnelles. Archéologie et musique traditionnelle. <b>0.30 Archives : dans la nuit.</b> XX <sup>e</sup> siècle d'Ernest Ansermet.
-------------	---	---



## COMMUNICATION

## La presse de terroir : vestige ou enjeu ?

Trois cents petits hebdomadaires de province touchent chaque semaine quelque quinze millions de lecteurs. Ces survivants de la presse du XIX<sup>e</sup> siècle intéressent beaucoup les grands groupes de communication.

Marcel Bonnatier n'est pas un patron de presse comme les autres. Homme-orchestre de l'hebdomadaire *le Bulletin d'Espalion*, ce sexagénaire discret portant costume de velours, chemise à carreaux et lunettes en cuir, est le seul à l'heure actuelle à ne pas être un personnage de Marcel Aymé, assure depuis trente-trois ans la direction, la rédaction, la publicité locale et une partie de la distribution de son journal, ainsi que l'entretien des locaux... nettoyage compris. Il a bien à ses côtés un correspondant local et une claviériste. Mais les huit pages du *Bulletin*, l'un des plus anciens hebdomadaires régionaux puisqu'il fut créé en 1838, doivent pratiquement tout à leur unique actionnaire, Marcel Bonnatier s'en enorgueillit à peine. Pas plus qu'il ne tire fierté de la distribution record d'un titre qui ignore presque le terme d'inventeur.

Tiré à 4 300 exemplaires en officine, son *Bulletin* est diffusé à 2 400 exemplaires dans l'espagnol, une petite ville aveyronnaise de 5 000 âmes, et à 1 200 exemplaires dans 82 départements français : les patrons de la Brasserie Lipp et du Café de Flore tirent partie de ses abonnés. Enfin, quelques dizaines d'exemplaires sont distribués à l'étranger et lus avec ferveur par des déracinés qu'émouvait les nouvelles - mariages, décès, anniversaires, chroniques, etc. - du canton.

Les *Nouvelles d'Orléans* existent depuis neuf ans. D'abord hebdomadaire gratuit, ses fondateurs décidèrent d'en faire un véritable journal d'informations locales. Tant et si bien que son puissant voisin de Tours, le

quotidien régional *la Nouvelle République du Centre-Ouest*, conclut un accord avec cet « hebdomadaire de ville » qui, en une quarantaine de pages imprimées en quadrichromie au format tabloïd, a donné un coup de sang neuf à l'agglomération orléanaise, en publiant des enquêtes, des reportages, des portraits, des pages-guides, etc. Aujourd'hui, les *Nouvelles d'Orléans*, diffusées à 8 000 exemplaires et devenues la coqueluche journalistique des *yuppies* orléanais, sont entièrement dans le giron du quotidien tourangeau qui en a fait son « laboratoire ».

## Une grande famille traitée avec hauteur

Le *Bulletin d'Espalion* et les *Nouvelles d'Orléans*, en dépit de leurs différences appartiennent tous deux à la famille de la presse hebdomadaire régionale. Une grande famille. Et même la première de la presse écrite d'informations générales et politiques puisqu'elle comprend 300 membres. Soit trente fois plus de titres que la presse quotidienne nationale et quatre fois plus que la presse quotidienne régionale.

« Presse de terroir », cette branche de la presse écrite a longtemps été traitée avec condescendance par la presse nationale et régionale. Au fil des ans pourtant, les hebdomadaires régionaux - qui couvrent, au plus, l'actualité d'une ville ou d'un canton - ont relevé la tête. Certes, quelques-

uns font encore figure de vestiges : maquette qui semble remonter à Gutenberg, information qui se résume à une suite de communiqués agrémentés des traditionnelles photos de banquets et d'inaugurations, courbes appuyées en direction des notables locaux, ignorance des droits élémentaires des journalistes quand il y en a.

Mais le nombre de ces journaux d'un autre âge a tendance à se résorber. Et sous le poids conjugué de l'importance grandissante de la communication locale et de l'impulsion donnée par certains patrons de presse, certains titres de la presse hebdomadaire régionale brillent aujourd'hui de mille feux pour plusieurs groupes de communication. Jusqu'à devenir de véritables enjeux.

Ils étaient 1 300 à la veille de la première guerre mondiale, 800 avant 1940, issus pour la plupart de petites imprimeries. A la Libération, les hebdomadaires régionaux qui avaient collaboré avec l'occupant, soit environ 30 % d'entre eux, disparurent tandis que d'autres étaient créés de toutes pièces, certains dans l'orbite d'un mouvement ou d'un parti politique. Mais, à quelques exceptions près, ces « feuilles » locales vont vivre à l'ombre des quotidiens. Beaucoup vont périr, faute d'expérience ou du fait de la disparition des courants politiques qu'ils représentaient et de l'évaporation d'un lectorat séduit par d'autres sirènes. Il faudra attendre la fin des années 60 pour que de jeunes patrons, froids de journalisme ou de marketing et versés dans les nouvelles

technologies, prennent la barre de certains titres à la faveur d'un héritage ou d'une succession difficile.

## L'euphorie des années 70

L'émergence de petits groupes (Meaulne en Normandie et en région parisienne, Nord-Est-Hebdo dans le Nord), n'empêcha pas les titres indépendants de prospérer, qu'ils s'appellent le *Pays roennais*, le *Courrier de Paimboeuf*, le *Peuple libre* (Valence) ou la *Voix de l'Ain* (Bourg-en-Bresse), ces deux derniers titres revendiquant, comme une trentaine d'autres, leur inspiration catholique. Ou encore la *Manche libre* (Saint-Lô), le *Message* (Thonon) ou la *République de Seine-et-Marne*, qui vendent 62 800, 54 000 et 47 000 exemplaires. Imprimerie offset, routage informatisé des abonnements, utilisation de la photo et couverture soignée de l'information locale : grâce à ces innovations, les années 70 ont vu la diffusion de certains titres augmenter de 50 % à 200 %. Les ressources publicitaires locales, qui constituent au moyen 60 % des ressources - notamment les annonces légales et les petites annonces - participent de l'essor. La hausse du marché des petites annonces (PA) a permis notamment au chiffre d'affaires de la presse hebdomadaire régionale de passer de 865 millions de francs à 1,2 milliard, entre 1982 et 1986.

Mais l'euphorie est de courte durée. Au milieu des années 80, la concu-

rence de la presse gratuite, des médias locaux privés, de la télévision, ainsi que les efforts faits par les quotidiens régionaux pour développer leurs petites annonces en multipliant les éditions locales ou en lançant des « gratuits », malmènent sérieusement la presse hebdomadaire régionale. En réaction, de nombreux hebdomadaires ont créé eux aussi des « gratuits ».

Cela n'a pas empêché trente et un titres de disparaître entre 1983 et 1988. Et la progression du chiffre d'affaires moyen des journaux de s'amenuiser : de 10,9 % en 1987 à 4,9 % en 1988. Le Syndicat national de la presse hebdomadaire régionale d'information (SNPHRI), qui rassemble 200 titres a donc décidé de prendre le taureau par les cornes et a commandé dès l'an dernier un Livre blanc de la presse hebdomadaire régionale d'information, confié à un cabinet indépendant, KPMG (Fiduciaire de France), dont les éléments ont été révélés au dernier congrès du syndicat, à Millau, du 7 au 10 juin.

## Un secteur sain dans trois ans

Pour la première fois, les hebdomadaires régionaux disposent de chiffres établissant leur poids économique, leurs handicaps et leurs atouts. Les entreprises du secteur « pèsent » 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires. Elles distribuent plus de 2,5 millions d'exemplaires par semaine, sur plus de 15 millions de personnes et bénéficient d'une pénétration souvent hors pair, y compris dans des zones considérées comme « désertifiées » : la *Lozère nouvelle*, par exemple, vend plus de 22 000 exemplaires dans le canton de Mende (70 000 habitants). En outre, ces PME de la presse - un titre diffusé en moyenne 10 000 exemplaires, emploie 27 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 11,8 millions de francs - investissent chaque année une part croissante de leur chiffre d'affaires : 3,6 % en 1986, 6,1 % en 1989. Autre atout, ces titres sont de plus en plus fréquemment dirigés par des personnalités jeunes (quarante-cinq ans en moyenne). Enfin, leur restructuration est quasiment achevée. Ce qui, selon Jean-Pierre Vitu de Keraoul, secrétaire général adjoint du syndicat, « élimine de la PIR (presse hebdomadaire régionale) un secteur économiquement sain d'ici trois ou cinq ans ».

La médaille a pourtant son revers. La concurrence des autres médias sur le marché publicitaire local, la forte inflation des coûts des matériels de fabrication, comme le faible attrait qu'exercent ces titres sur les journalistes et les cadres de valeur, jouent au détriment des hebdomadaires régionaux. Ils souffrent aussi des retards et des perturbations des services postaux. Enfin, ils paient pour leur image vieillotte. Les pouvoirs publics ne prêtent guère attention à leurs demandes spécifiques comme l'aménagement du « 39 bis », qui permet aux journaux de bénéficier d'une exonération fiscale sur les bénéfices réinvestis. Quant aux agences de publicité fréquemment enclines au parisianisme, elles n'intègrent qu'exceptionnellement ces titres de la « France profonde » dans leur budget.

Ce n'est pourtant pas faute de redresseurs d'image. Tel Albert Garriques, président du SNPHRI, sanglé dans un costume sombre fleurant bon la IV<sup>e</sup> République, qui plaide depuis dix-huit ans sa cause au sein des assemblées professionnelles et sous les lambris des ministères. « La presse hebdomadaire régionale d'information est une presse de proximité et une

presse de services : sa connaissance du terrain est intégrée, note-t-il. Elle participe du pluralisme et la plupart de ses titres n'ont rien à envier à ses grands confrères en matière de modernisation, de promotion ou de marketing ».

Le plaidoyer a aujourd'hui quelque chance d'être entendu. Jean-Pierre Vitu de Keraoul, quarante-trois ans, qui devrait succéder en 1991 à Albert Garriques à la présidence du syndicat, a l'intention de mettre les bouchées doubles afin que la presse hebdomadaire régionale ait sa place dans le concert des médias. Etude de lectorat, incitation au contrôle de la diffusion via l'OND (de nombreux titres s'y soustraient) encore, campagne d'image, etc. font partie de la priorité. Cela devrait éviter les disparitions de titres. Ou leur rachat par des groupes de presse ou de communication.

Le phénomène est nouveau, même s'il a été initié dès les années 70 par le groupe de Robert Hersant : au lieu de prendre le contrôle d'un hebdomadaire pour le faire disparaître et faire place nette au quotidien régional selgneur du lieu, les groupes de presse le développent. « Il s'agit d'une véritable stratégie de presse, note Jean-Pierre Vitu de Keraoul. Il est moins coûteux pour un groupe de presse régionale de conquérir de nouvelles recettes publicitaires locales et un nouveau lectorat avec un avis qu'avec un gros volume. » La plupart des groupes de presse et de communication se sont donc dorénavant présentés sur le terrain de la presse hebdomadaire régionale : le groupe Hersant fédère une quinzaine de titres autour de *Paris-Normandie*, du *Progrès* de Lyon, du *Dauphiné libéré*, la *Voix du Nord*, la *Dépêche du Midi*, le *Midi libre* se sont également intéressés à ce secteur. Comme *Sud-Ouest* et *Ouest-France*, qui a pris depuis 1980 le contrôle d'une demi-douzaine de titres confrontés à de difficiles problèmes de succession, « afin, y explique-t-on, de sauvegarder leur indépendance et d'éviter leur rachat par les groupes Hersant ou Havas ».

## L'ombre d'Havas

L'intérêt du groupe Hersant pour la presse hebdomadaire régionale date d'une quinzaine d'années (« Il rachète tout ce qui se présente », dit-on). Depuis, Havas s'est piqué au jeu lui aussi. Après la perte de la région d'Ouest-France, le groupe a pris successivement le contrôle de trois hebdomadaires d'Ile-de-France et ne cache pas son intention de continuer. La création d'une régie spécifique à ces titres (*le Monde* du 13 juin) le prouve bien.

Certains éditeurs d'hebdomadaires régionaux s'en inquiètent. Et dénoncent la progression dans ce secteur du premier éditeur de presse gratuite et principal régisseur de presse quotidienne régionale, qui pourrait ressembler à un *avis de position dominante*. « Notre vœu en matière de presse hebdomadaire régionale comme en presse quotidienne est d'accompagner les journaux qui le souhaitent, sans avoir forcément vocation d'opérateur », réplique-t-on chez Havas. Mais l'intrusion de ce géant multimédia dans les rangs de la presse hebdomadaire régionale, de même que l'intérêt manifesté par des groupes britanniques comme Reed ou Emap, risquent de faire de ce secteur un des prochains enjeux de la communication locale.

YVES-MARIE LABÉ

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LE GROUPE DE LA CAISSE DES DEPOTS EN 1989

## PERFORMANCES AMELIOREES ET PARTS DE MARCHE GAGNEES

1980-1989 : une décennie de transformations sans précédent pour la Caisse des dépôts et consignations, désormais confrontée à un environnement concurrentiel et à l'internationalisation des marchés. La Caisse des dépôts est aujourd'hui un groupe public, décentralisé, organisé autour de quatre métiers : l'épargne et la prévoyance ; le financement du logement social et le développement local ; les activités de banque de dépôts et de marchés de capitaux ; les gestions pour le compte de l'Etat.

## EPARGNE/PREVOYANCE

En 1989, les retraits sur le livret A ont dépassé les dépôts de 35,2 MdF contre 16,1 en 1988. Pour la première fois, l'excédent des dépôts sur le livret A, inédit depuis 1981, a régressé : 721 MdF contre 728 MdF en 1988. La Caisse des dépôts a rempli sa double mission : assurer la sécurité de ces fonds d'épargne à vue et financer en priorité le logement social.

La collecte nette des SICAV du groupe de la Caisse des dépôts, distribuées par les réseaux de la Poste, des Caisse d'épargne Ecurie et du Trésor, s'est élevée à 26,7 MdF en 1989 portant l'encours global à 152 MdF. Le groupe occupe le premier rang sur le marché français (11 % de part de marché) et européen.

La Caisse Nationale de Prévoyance, avec un chiffre d'affaires de 23,4 MdF, en progression de 48 %, a augmenté sa part de marché de 10 à 11,8 % et est confortée en position de premier rang des compagnies d'assurance-vie. Son résultat net, de 705 MdF, est une croissance de 13 %.

## HABITAT SOCIAL ET DEVELOPPEMENT LOCAL

La mission de la Caisse des dépôts, elle y consacre l'essentiel des fonds du livret A : l'encours des prêts gérés s'élève à fin 1989 à 382 MdF. La Caisse des dépôts a joué un rôle décisif dans la dégradation de la collecte sur le livret A, elle a financé le logement social à hauteur des engagements inscrits dans la loi de Finances. Ce résultat a été obtenu grâce aux remboursements anticipés de prêts (8,4 MdF) et à la utilisation de créances par la Caisse Autonome de Refinancement (9,3 MdF), mesures qui ont permis d'augmenter les ressources disponibles de 17,7 MdF.

Le Crédit Local de France a augmenté son chiffre d'affaires de 37,1 MdF contre 35,6 MdF en 1988, devant sa part de marché de 42 à 44 %, confirmant ainsi sa place de premier banquier des collectivités territoriales. Son résultat net : 88 MdF, en hausse de 15 %. Premier prêteur auprès de l'Etat, il a levé la totalité de ses ressources sur les marchés financiers français et étrangers. Il est le seul prêteur français qui, sans la garantie de l'Etat, a une évaluation rating AAA. Spécialiste de montages financiers de grands projets de développement, chef de file de nombreux programmes de financement des collectivités territoriales, le Crédit Local de France a pour ambition de devenir le financier leader du développement local en Europe.

Le groupe CSD a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 11,3 MdF en progression de 15 %. Il confirme sa place au tout premier rang en France dans le secteur des services locaux : promotion immobilière, gestion locative, aménagement urbain, réseaux, clubs, transports collectifs urbains et interurbains, stations de montagne.

Ainsi, au moment où il aborde les années 1990, le groupe se caractérise par sa position charnière entre le secteur public et le secteur privé : des modes de gestion d'entreprise au service de l'intérêt général ; une éthique fondée sur des valeurs qui ont traversé sa longue histoire, valeurs traduites dans sa devise « Foi publique ».

## BANQUE DE DEPOTS ET MARCHES DE CAPITAUX

Fonction d'origine de la Caisse des dépôts : elle recouvre l'activité de banque de dépôts (dépôts réglementés et clientèles institutionnelles) et la gestion des consignations.

En 1989, la stabilité du bilan de la Caisse des dépôts « Banque » s'est confirmée autour de 200 MdF.

Sur les marchés financiers, la Caisse des dépôts est acteur de premier rang sur les marchés primaires des taux d'intérêt. Sur le marché secondaire, elle développe une forte activité de teneur de marché. Elle est le premier dépositaire de la place de Paris avec près de 600 MdF d'actifs en valeurs mobilières.

Le résultat net de la Caisse des dépôts, constitué par les marges et plus-values sur les activités bancaires et de marchés, a progressé de 15 % à 4,6 MdF. Ce résultat vient abonder les fonds propres de la Caisse des dépôts (34 MdF) en partie mis en réserve pour assurer la sécurité des opérations bancaires, en partie investis dans des participations et des placements mobiliers et immobiliers.

## GESTIONS POUR LE COMPTE DE L'ETAT

La Caisse des dépôts gère pour le compte de l'Etat de nombreuses caisses et fonds dans trois domaines principaux :

- les caisses de retraite des agents de la fonction publique territoriale et hospitalière : CNRACL, IRCANTEC. Un résultat sur sept est en relation avec la Caisse des dépôts qui a versé en 1989, 27 MdF de pensions.
- le financement des autoroutes : Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Autoroutes de France (ADF).
- la gestion de la dette publique de l'Etat : Fonds de soutien des rentes (FSR), Caisse d'amortissement de la dette publique (CADP).

Les efforts de productivité et de maîtrise des coûts ont été poursuivis en 1989.

## OUVERTURE INTERNATIONALE

Le groupe de la Caisse des dépôts mène une active politique d'internationalisation. En Europe de l'Ouest, il a choisi d'être un fournisseur de produits financiers pour les caisses d'épargne (EUFIGEST) et d'assurance-vie (NEXO). Le groupe entend être aussi leader pour le développement local. En Europe de l'Est, il développe des partenariats. Sur les marchés financiers mondiaux, le groupe renforce sa présence à New York et à Tokyo.

## M. Jacques Lehn succède à M. Yves Sabouret à la direction d'Hachette

Le départ de M. Yves Sabouret à la Cinq - dont il vient d'être nommé codirecteur général - entraîne une restructuration de la direction générale du groupe Hachette.

M. Jacques Lehn est nommé directeur général du groupe et abandonnera donc progressivement ses fonctions de vice-PDG d'Europe 1 Communication.

C'est lui qui mettra donc en œuvre la stratégie générale d'Hachette. M. Sabouret coordonnera l'ensemble des activités audiovisuelles du groupe dont celles d'Europe 1 Communications.

Né en 1944 à Lausanne, M. Lehn est entré chez Matra en 1980 avant d'être nommé directeur général adjoint d'Hachette en 1984, et de prendre la direction d'Europe 1 en 1986.

□ *Reparation de la Croix*. - Après trois jours de grève lancée par son personnel technique, la *Croix* est reparu jeudi 21 juin. Un accord portant sur les salaires et l'organisation du travail a en effet été conclu dans la soirée du 20 entre la direction du quotidien, les délégués de l'Atelier et le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT.

GROUPE  
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS



- 24 Michelin supprimerait 2 500 emplois à Clermont-Ferrand  
La CEE interdit les exportations de porcs belges
- 25 Berlusconi va perdre le contrôle de Mondadori  
27 Les grandes manœuvres dans la sidérurgie européenne
- 28 Marchés financiers  
29 Bourse de Paris

BILLET

Coup d'accélérateur sur le social

Le gouvernement vient de régler coup sur coup deux dossiers sociaux difficiles. Le report à 1993 des élections à la Sécurité sociale, doublé d'un modus vivendi entre syndicats pour le partage des présidences de caisses nationales, ainsi que le compromis réalisé sur le financement du surcoût de la retraite à soixante ans (nos dernières éditions datées du 22 juin) tombent à point pour débloquer le terrain. Désormais, les partenaires sociaux auront l'esprit libre pour relancer les négociations sur les bas salaires et le gouvernement pourra plus sereinement mettre au point sa contribution sociale de solidarité. L'affaire a été rendement menée par Matignon qui est parvenu à créer les conditions d'un consensus sur la répartition des efforts pour financer la retraite à soixante ans, alors qu'en avril dernier, gouvernement, CNPF et syndicats avaient échoué. L'accord devait être formalisé lundi 25 juin. Simultanément, il a été mis un terme au petit jeu des chaises musicales autour des organes de Sécurité sociale (quatre syndicats pour trois présidences de caisses nationales), ce qui permet de repousser de plus de trois ans des élections dont, en vérité, personne, hormis la CGT, ne voulait. La mise au point d'un statut précisant les responsabilités des élus pourrait permettre de donner une plus grande justification à ce scrutin.

Certes, on est loin de la « nouvelle étape sociale » telle que l'imaginent certains socialistes. A défaut de s'en prendre à « l'argent qui ruisselle », comme le souhaiterait M. Pierre Mauroy, M. Rocard peut au moins afficher des résultats concrets. Et des engagements précis. Ne vient-il pas de présenter devant le Parti socialiste vingt sénateurs à partir desquels il propose que soit jugée son action sur l'inegalité ? Suggérer d'être noté sur vingt, comme un candidat au baccalauréat, est une preuve de courage politique. C'est aussi un risque qui n'est peut-être pas aussi calculé qu'il y paraît.

J.-M. N.

Avec la garantie du gouvernement de Bonn  
Des banques ouest-allemandes accordent un crédit de 5 milliards de marks à l'URSS

Le gouvernement ouest-allemand s'approprie à garantir un crédit de 5 milliards de marks (17 milliards de francs) accordé à l'Union soviétique par les principales banques allemandes, notamment la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. Exceptionnel par son montant et par la garantie publique, ce prêt très politique reflète le souci du gouvernement Kohl d'aider l'URSS de M. Mikhaïl Gorbatchev à surmonter ses difficultés économiques.

La commission budgétaire du Parlement ouest-allemand devait se réunir exceptionnellement vendredi 22 juin pour examiner le projet de loi autorisant le gouvernement d'apporter sa garantie au crédit de 5 milliards de marks à l'Union soviétique. La confirmation de la garantie gouvernementale a été faite par un porte-parole officiel, jeudi, au moment même où les Parlements de RFA et de RDA ratifiaient le traité d'union économique et monétaire et à la veille de la reprise des négociations « deux plus quatre » à Berlin-Est entre les deux États allemands et les quatre Alliés vainqueurs de la deuxième guerre mondiale.

Jamais le gouvernement ouest-allemand n'a cautionné un prêt aussi important. Sa dernière garantie de taille, portant sur un crédit de 1,5 milliard de marks (5 milliards de francs) à la Hongrie, remonte à plusieurs années. Le précédent grand prêt allemand à l'Union soviétique (3 milliards de marks accordés notamment par la Deutsche Bank en 1988, et dont les 2,5 milliards effectivement utilisés ont été remboursés à la fin de l'an dernier) n'avait pas bénéficié de la caution de l'État.

Mais cette fois-ci, le contexte est bien différent. L'URSS, après avoir longtemps été une signature sûre, devient de plus en plus suspecte aux yeux des créanciers. Elle a accumulé ces derniers temps des retards de paiement pour quelque 2 milliards de dollars (plus de 11 milliards de francs). Sa dette extérieure estimée à une cinquantaine de milliards de dollars, commence à devenir préoccupante. Non pas tant par son montant – seulement 5 % du produit national brut soviétique (dans la mesure où on peut se fier aux statistiques officielles) – que par son rythme d'accroissement : elle a doublé depuis 1985, avec une progression de 17 % pour la seule année 1989.

Dans le même temps, le désordre institutionnel et politique actuel jette le doute sur la fiabilité des organismes soviétiques emprunteurs. « Jusqu'à présent, explique un banquier français, l'URSS représentait un risque souverain. Mais si demain Moscou ne répond plus des dettes de Vilnius ou d'Odessa ? Sans le dire trop fort, les banques commerciales européennes qui détiennent l'essentiel de la dette soviétique ont commencé à provisionner pour se prémunir contre les défauts de paiement. Elle seraient aussi réduits de 20 % ou 30 % leurs lignes de crédit à court terme (ces prêts qui permettent de financer le commerce international courant), ce qui oblige la Banque centrale soviétique à financer par des emprunts le « fonds de roulement » du pays.

**Dettes politiques...**

La Deutsche Bank, la Dresdner Bank et les autres grandes banques allemandes qui s'approprient à accorder une forte somme à l'URSS aux conditions du marché, prennent un risque non négligeable. Il est clair qu'elles ne l'auraient pas fait sans le « filet » que leur offre le gouvernement de Bonn. Si ce prêt s'apparente davantage à une aide qu'à une opération bancaire classique, c'est aussi parce qu'il n'est pas lié à des contrats commerciaux entre l'Union soviétique et des entreprises allemandes. Il permettra seulement à Moscou de financer le déficit croissant de sa balance commerciale (5 milliards de dollars en 1989) et de payer sa dette, autrement dit de boucler ses fins de mois.

Le chancelier Kohl a ainsi manifesté de la façon la plus concrète son souci d'aider Mikhaïl Gorbatchev à surmonter les difficultés économiques de la perestroïka. Car ainsi diront qu'il s'agit d'une dette politique envers l'homme qui ne s'est pas opposé à la réunification de l'Allemagne.

SOPHIE GHÉRARDI

Deuxième groupe agro-alimentaire mondial  
Philip Morris a pris le contrôle de Suchard

Le groupe Philip Morris devait annoncer le vendredi 22 juin l'acquisition de la majorité du capital du chocolatier Jacobs Suchard. Dans l'attente de la publication d'un communiqué, les transactions sur le titre Jacobs Suchard ont d'ailleurs été suspendues à la Bourse de Zurich ce vendredi matin.

Cette opération qui était en préparation depuis plusieurs mois correspond à la volonté du groupe américain de développer sa branche alimentaire et son implantation en Europe. Du côté de Jacobs Suchard, il donne un nouvel exemple des difficultés pour une firme trop petite de se maintenir sur un secteur en pleine restructuration.

Mondialement connue par Marlboro, dont 300 milliards de paquets sont vendus chaque année dans le monde, la firme Philip Morris est aussi présente dans la bière (Miller, Lite, Sharp) et les produits alimentaires. En 1989, le chiffre d'affaires total du groupe américain s'est élevé à 44,3 milliards de dollars (246 milliards de francs), en progression de 41 %, et le bénéfice net atteint 2,9 milliards de dollars (16 milliards de francs), en hausse de 26 %. Ces résultats sont en partie dus à la fusion réalisée au cours de cet exercice entre Kraft Inc. et General Foods en une société d'exploitation unique, Kraft General Foods.

Café, bonbons, mayonnaise, gâteaux, pains en sachet font de ce groupe la première société de produits alimentaires aux États-Unis et la deuxième dans le monde derrière Nestlé. Face aux campagnes anti-tabac, notamment aux États-Unis, le groupe se désengage de ce secteur. Ainsi il a revendu en novembre dernier sa participation dans Rothmans et réorienté sa stratégie vers l'alimentaire. Après l'OPA géante menée sur Kraft il y a dix-huit mois, la part de chiffre d'affaires réalisée dans l'alimentaire est passée à 51 % en 1989 contre seulement 10 % en 1985.

**« Taille critique »**

Lors de la dernière assemblée générale des actionnaires, M. Hamish Maxwell, président de Philip Morris, déclarait : « Notre groupe est parvenu à l'état d'activité et à la taille critique qui lui seront nécessaires pour assurer une croissance soutenue durant la décennie et le siècle à venir. »

Le rachat de Suchard permet au groupe américain à la fois d'ajouter à sa corbeille des produits sucrés et d'améliorer ses positions en Europe. Deuxième entreprise alimentaire suisse, Jacobs Suchard dont la création remonte à 1826 a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 6,67 milliards de francs suisses (35,3 milliards de francs), mais le bénéfice est passé de 305 millions de francs suisses à 275 millions de francs suisses (1,1 milliard de francs).

FRANÇOISE CHIROT

Les Jeunes Agriculteurs à la rencontre des Parisiens  
Une grande moisson sur les Champs-Élysées

Blés d'or pour les Parisiens : dimanche 24 juin, une Fête de la moisson aura lieu sur... les Champs-Élysées. En une nuit, 1,5 hectare de blés auront poussé et mûri sur la célèbre avenue. Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) veut faire de cette fête insolite, le jour de la Saint-Jean, une rencontre entre agriculteurs et citadins.

Si les Parisiens ne vont pas à la campagne – sauf, à la rigueur, dans les résidences secondaires – la campagne viendra à eux. Tel est l'objectif fixé aux responsables de WM Productions, à qui le CNJA a confié la mise en scène de cette grande Fête inédite de la moisson, au cœur de la capitale.

Un marchand de Montesson (Yvelines) a semé du blé le 10 février dans des palettes de plastique assez résistantes pour subir le passage de trois moissonneuses-batteuses. Il l'a fait mûrir dans ses serres. La nuit du samedi 23 au dimanche 24 juin, plus de quatre cents camions transporteront les dix mille palettes qui, disposées sur la chaussée des Champs-Élysées entre le Rond-Point et l'Arc de triomphe, couvriront plus de 1,5 hectare, soit de 20 000 m<sup>2</sup> de pelouses.

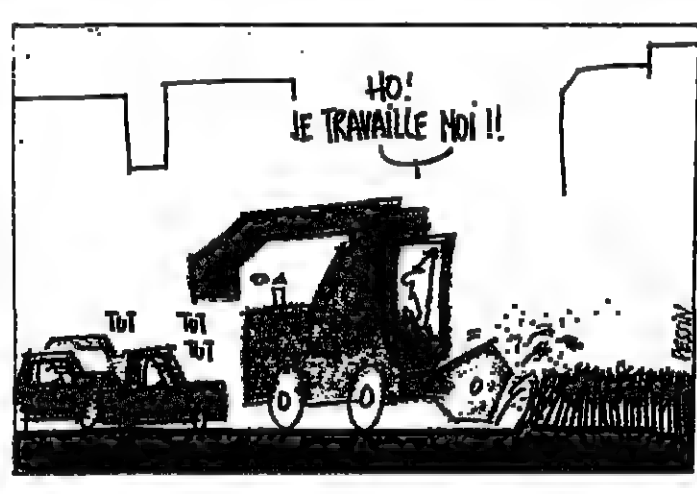
Cette grande moisson se terminera avec le fauchage et le battage du blé par trois moissonneuses-batteuses qui descendront dimanche à 20 heures les Champs-Élysées.

Toute la journée du dimanche, les Parisiens pourront aussi suivre le travail de quinze équipes d'agriculteurs, une par pays membre de la Communauté européenne, plus une équipe polonaise, occupées à battre 4 tonnes de blé récoltées la semaine dernière à Orange (Vaucluse) et exposées en menus au Rond-Point. Battage à l'ancienne, un fléau, grâce à des manèges de chevaux. Un colloque réunira dimanche, sous la présidence de M. Jacques Delors, président de la

Commission des Communautés européennes, en présence du ministre français de l'Agriculture, M. Henri Nallet, des spécialistes français et étrangers, ainsi que le philosophe Michel Serres, auteur du livre *Le Contrat naturel* sur le thème : « Agriculture, environnement, espace rural : un projet européen. Les agriculteurs traversent une grave crise d'identité. Ils se disent obligés de repenser de fond en comble leur place dans l'économie et la société, ainsi que leur rôle de jardiniers de la planète. »

Le budget de 27 millions de francs prévu pour cette opération spectaculaire est en partie couvert par des commanditaires : les assurances Groupama, le Crédit agricole, Flitagri, un fabricant de matériel agricole, le groupe laitier SODIALAL (Candia, Yoplait, et Stamp (palettes, etc.). La Ville de Paris assurera pour un équivalent de 750 000 F en soutien logistique, mais le ministère de l'Agriculture aura retiré sa participation financière. Aux critiques suscitées par leur initiative, les dirigeants du CNJA répondent : « Atteindre en un jour un million de personnes, plus des millions de téléspectateurs, au lieu des trente mille déjà convaincus que nous aurions touchés dans une ville moyenne, ne serait-ce pas une belle moisson ? »

CHARLES VIAL



Un hymne productiviste  
par Eric Fottorino

UN champ de blé sur les Champs-Élysées, pour montrer à ces ignorants de Parisiens que l'agriculture existe, qu'elle est même capable de leur couper l'épi sous le nez ! Voilà une idée qui, pour avoir mis du temps à mûrir, paraît bien mal réfléchie. Ce n'est pas une agriculture neutre qui va prendre d'assaut la plus grande avenue du monde. C'est une agriculture de production, forte en semences et en rendements, l'agriculture des céréales intensives. Celle dont on nous dit qu'à force de détruire l'environnement et de chasser l'homme elle doit au plus vite être repensée.

L'opération paraît plus proche de l'industrie lourde que de l'écologie paysanne. On vante la présence de 1 500 militants du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), le recours à 600 camions, 30 porte-chars (II), 30 tracteurs, 90 chariots élévateurs, 3 moissonneuses-batteuses, etc. Du grand spectacle, en effet, mené par l'ancien président du CNJA, M. Henri Journe. Certains disent que son obstination à vouloir organiser cette manifestation lui aurait coûté sa place lors du dernier congrès. L'effort pour toucher l'opinion publique est réel. Il est aussi maladroite. Pourquoi montrer un modèle qui a touché ses limites, quand l'agriculture doit prouver autre chose que son aptitude à tresser des gerbes ?

INSOLITE

Artifices nucléaires

On connaissait le spectacle de son et lumière du Puy du Fou ou des Pyramides... C'est sur un autre genre de monument qu'EDF propose d'utiliser la nuit : la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), samedi 23 juin.

Les deux tours de refroidissement de la centrale serviront d'écrans géants où seront projetées... des photographies de paysages (avec ou sans ligne à haute tension ?) Laser et canons à lumière seront aussi utilisés dans ce spectacle de trois quarts d'heure qui se terminera par un feu d'artifice signé Ruggieri.

Imaginé par le service communication d'EDF, ce spectacle est destiné à promouvoir l'image de marque de la société et du nucléaire, indiquer les responsables de la centrale. Mais est-on bien sûr de pouvoir calmer par un artifice la peur de l'atome ?

Le Conseil Régional de Paris-Ile-de-France de l'Ordre des Experts-Comptables

Organise  
une conférence-débat

**“PME-PMI : UNE CHANCE POUR LA FRANCE”.**

le jeudi 28 Juin 1990 de 14 h à 19 h au Grand Auditorium du Palais des Congrès - Paris-Porte Maillot

Sous le haut patronage et en présence de :

**Monsieur Michel ROCARD, Premier Ministre**  
**Madame Edith CRESSON, Ministre des Affaires Européennes**  
**Monsieur Roger FAUROUX, Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire**  
**Monsieur Jean-Pierre SOISSON, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle**  
**Monsieur Jean-Marie RAUSCH, Ministre du Commerce Extérieur**

Avec le concours du  
**Crédit d'équipement des PME**

Entrée libre et gratuite. Confirmation téléphonique souhaitée. N° Vert : 45.38.71.42





### GACHOT S.A.

26 bis, av. de Paris  
95230 Saisy s/s Montmorency

La société Gachot S.A. a été autorisée par le tribunal de commerce à reporter au mois d'octobre l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 1989 à cause de l'apport partiel d'actif à Systran SA.

Au cours de l'exercice 1989, le chiffre d'affaires de la robinetterie industrielle a augmenté de 6 % ; quant à celui de la traduction automatique il est de 6,5 millions de francs pour la France et de 4 millions de francs pour les Etats-Unis, soit 10,5 millions de francs en consolidé.

L'exercice 1989 se solde par :

Un résultat d'exploitation de 7 millions de francs contre 5,3 millions de francs en 1988 ;

Un résultat avant impôt de 1,1 million de francs contre 0,2 million de francs en 1988 ;

Un résultat net après impôt de 248,1 millions de francs contre 1,5 millions de francs en 1988.

La finalisation de l'activité traduction automatique par apport partiel d'actif à Systran SA a été réalisée pour une valeur de 300 millions de francs en capital, et 146 millions de francs en prime d'apport. Cette dernière fait l'objet en totalité d'une provision pour tenir compte du fait que la valeur de cet apport est fondée en partie sur le développement de Systran SA. En effet, l'augmentation de capital de Systran SA par souscription en numéraire ayant été différée, le programme d'amélioration des qualités de traduction a, lui aussi, été retardé.

La réalisation de ces prévisions nous amènera donc, dans les exercices à venir, à dégrader progressivement des plus-values complémentaires aux mêmes conditions que l'apport partiel d'actif.

Pour tout renseignement complémentaire par Minitel : 36 15 MITRAD.

## SOCIAL

Selon M. Roger Quilliot

### Michelin supprimerait 2 500 emplois à Clermont-Ferrand

Largement prévisible (le Monde du 30 mars), le nouveau plan de suppressions d'emplois pour 1990 et 1991 dans le groupe Michelin à Clermont-Ferrand se précise. Reçu à Matignon le 21 juin avec une délégation d'élus de la région Auvergne, M. Roger Quilliot, maire socialiste de Clermont-Ferrand, a déclaré que Michelin « envisage 2 500 suppressions d'emplois », dont 1 200 préretraites FNE (Fonds national de l'emploi) et 100 aides au retour pour les travailleurs immigrés. Ces mesures,

a-t-il précisé, « devraient être annoncées par la direction au cours d'un comité d'entreprise le 4 juillet ».

L'information n'est pas confirmée par la direction de Michelin, « qui ne se prononce pas », et la CGT explique qu'elle ne peut pas « donner de chiffres quand Michelin ne dit rien ». La CFDT, pour sa part, qui prétend tenir ses renseignements de M. Michel Charasse, ministre du budget, maire de Puy-Guillaume dans le Puy-de-Dôme, avance un schéma proche de celui annoncé par M. Quilliot : un plan comporterait effectivement 2 500 suppressions d'emplois, sur un effectif de 20 500 personnes employées par le groupe à Clermont-Ferrand, avec 1 000 départs en préretraite FNE et 200 retours au pays. L'incertitude demeure pour les 1 300 emplois restants, mais certaines sources estiment que Michelin pourrait proposer des mutations dans d'autres usines du groupe et des aides à la reconversion.

Lundi 25 juin, les élus au comité d'entreprise auront en tout état de cause connaissance du projet définitif qui sera présenté lors de la réunion ordinaire du 4 juillet. D'autre part, l'action Michelin a sérieusement baissé (-4,16 %) jeudi 21 juin à la Bourse de Paris pour tomber à 107,10 francs. Son niveau le plus bas de l'année. Depuis le 29 décembre 1989, son cours a baissé de 37 %. Les analystes avaient chiffré le bénéfice du groupe Michelin à 2 milliards de francs pour 1990 (2,4 milliards l'année précédente), mais ils ont révisé leurs prévisions à la baisse, en mai dernier, anticipant sur un résultat de l'ordre de 1,5 milliard de francs, voire de 1,2 milliard.

#### Baisse des commandes militaires

### McDonnell Douglas supprime 4 000 emplois

Le second constructeur aéronautique américain, McDonnell Douglas Corp., a annoncé la suppression de 4 000 emplois (près de 8 % des effectifs) dans le cadre d'un plan de réduction des coûts visant à économiser au moins 700 millions de dollars par an (près de 4 milliards de francs). Le plan comporte également la limitation des budgets publicitaires, et la réduction des dépenses extérieures. Confronté à une baisse des commandes militaires, McDonnell avait, en avril, envisagé la suppression de 3 000 emplois, mais ces mesures ont dû être étendues. « La triste vérité est que nous devons prendre des mesures drastiques pour maîtriser les dépenses », a déclaré M. John McDonnell, président de la firme.

**Le Monde**  
PUBLICITE FINANCIERE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## ÉCONOMIE

### FINANCES

### La Caisse des dépôts lance le premier Fonds commun de créance destiné au public

La titrisation, c'est-à-dire la mise sur le marché financier de créances bancaires pour les mobiliser, avance à grands pas : la Caisse des dépôts, en collaboration avec sa filiale TGF, lance le premier Fonds commun de créances (FCC) destiné au grand public. Valora 13 000 juillet 1993.

Taillé sur mesure pour les particuliers, ce produit à une durée courte (trois ans), une structure simple (souscription à 10 000 francs d'une part du FCC, remboursée à 13 000 francs au bout des trois ans en question), une rentabilité pré-fixée (30 % sur trois ans) et une bonne sécurité puisqu'elle est garantie par une créance sur le Crédit local de France.

L'opération est originale dans la mesure où la créance qui sort de garantie au produit n'est pas préexistante mais a été fabriquée ad hoc : elle consiste en un prêt consenti par la Caisse des dépôts au Crédit local de France, et non

encore tiré par ce dernier, le tirage devant être effectué, lorsque la souscription sera terminée, pour un montant compris entre 200 millions de francs et un milliard de francs.

Ce prêt est donc titrisé et proposé au public, qui bénéficiera du régime fiscal des obligations (17 % du coupon capitalisé).

C'est la quatrième opération de titrisation depuis le vote de la loi du 22 décembre 1988 qui autorisait cette procédure, après celle de la Caisse autonome de refinancement associée à la Banque Indosuez et à la BNP, celles du Crédit lyonnais-Bear and Stearns et de la Compagnie bancaire pour sa filiale CETELEM (la première à caractère largement public mais destinée aux investisseurs institutionnels, avec un taux variable indexé, formule peu valable pour les particuliers qui préfèrent un taux fixe, d'où la formule retenue par la Caisse des dépôts).

FRANÇOIS RENARD

### CONJONCTURE

### Aux Etats-Unis, croissance lente inflation sage

La croissance économique aux Etats-Unis a été de 1,9 % en rythme annuel au premier trimestre 1990 contre 1,1 % au quatrième trimestre 1989. Ce chiffre publié jeudi 21 juin par le département du commerce corrige à la hausse une précédente estimation qui tablait sur une progression de seulement 1,3 % au début de l'année. Il n'empêche que la croissance s'est sensiblement ralentie outre-Atlantique puisque durant l'été dernier elle était encore de 3 % en rythme annuel.

Ces chiffres confirment l'analyse à plus long terme de la Réserve fédérale, la Fed. L'économie américaine continue de croître mais d'une façon ralentie, tandis que le rythme d'inflation demeure stable. C'est ce qu'a indiqué le mercredi

20 juin la Fed dans son « Livre beige » (*Beige Book*), enquête périodique réalisée auprès des douze banques régionales constituant le système de réserve fédéral. De telles enquêtes sont destinées à éclairer le comité de l'open-market, sorte d'instance dirigeante de la Fed où se décide la politique monétaire. Le prochain comité se réunira les 2 et 3 juillet.

Comme les *Beige Books* publiés depuis le début de l'année, celui-ci prévoit la poursuite d'une croissance faible mais sans risque de récession, ce qui renforce l'hypothèse que la Fed ne relâchera pas dans l'immédiat sa politique de crédit. La publication de l'étude a d'ailleurs entraîné une nette hausse des taux d'intérêt sur le marché obligataire.

### AGRICULTURE

Pour enrayer une épidémie de peste

### La Commission européenne interdit les exportations de porcs belges

Pour enrayer l'épidémie de peste porcine qui sévit en Belgique, le comité vétérinaire de la Commission européenne a décidé, jeudi 21 juin, d'interdire à la plupart des éleveurs belges d'exporter leurs porcs ou leur viande de porc vers d'autres pays de la Communauté.

A partir du vendredi 22 juin et jusqu'au 4 juillet, toute exportation sera interdite – ainsi que tout transit de porcs – dans une vaste zone couvrant l'ensemble de la Flandre et la moitié nord de la pro-

vince d'Anvers. Cette mesure sera réexaminée le 4 juillet. La France avait suspendu dans la nuit de mercredi à jeudi tout passage d'animaux à la frontière belge, après la découverte de nouveaux cas de peste porcine près de la frontière française. Le ministre français de l'Agriculture s'est déclaré jeudi soir satisfait des décisions prises par Bruxelles et a décidé de mettre en place « un plan de surveillance le long de la zone frontière avec la Belgique ».

### EN BREF

Les administrateurs de biens contre le futur décret sur les loyers en Ile-de-France. – La Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) a l'intention d'introduire un recours contre le décret que le gouvernement s'apprête à prendre, limitant l'augmentation de certains loyers en région parisienne pour l'année à venir. Pour la CNAB, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a commis un « excès de pouvoir » en annonçant, le 13 juin dernier à l'Assemblée nationale, que le décret du 29 août 1989 relatif à l'évolution de certains loyers dans l'agglomération parisienne sera renouvelé. Selon la CNAB, « en renouvelant le décret au-delà d'un an et en l'annonçant deux mois avant l'échéance du premier, M. Bérégovoy viole délibérément la loi ».

Siemens va produire des systèmes de communication en URSS : Siemens a annoncé jeudi 21 juin qu'il allait créer une filiale commune en URSS dans les télécommunications pour développer, à partir de 1991, à Kiev, ses centraux EWS pour les communications locales. Pour Siemens, l'opération se traduit par un investissement de 160 millions de DM (535 millions de francs).

### ACTIONNAIRES DE SUEZ, votre dividende en actions ou en espèces.

Les résultats 1989 du Groupe Suez enregistrent un bénéfice net part du Groupe de FRF 4,1 milliards en hausse de 52 % et un résultat par action de FRF 40,13 en augmentation de 15 %.

Au-delà de cette date, votre dividende sera automatiquement payé en espèces. Quelle que soit l'option choisie, le dividende est impossible dans les conditions du droit commun.

Votre Assemblée Générale, réunie le 19 juin, a approuvé la distribution d'un dividende de FRF 7 par action soit FRF 10,50 avec avoir fiscal, qui sera versé le 31 juillet.

Si vous choisissez le paiement en actions, ces informations vous intéressent : - cette option ne peut concerner que la totalité de vos dividendes, - le prix des nouvelles actions FRF 407 (90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse ayant précédé la date de réunion de l'Assemblée Générale, diminuée du montant net du dividende de l'exercice 1989).

Si le montant du dividende ne comprend pas un nombre entier d'actions, vous pourrez recevoir soit le nombre d'actions inférieur qui sera complété par un versement, soit le nombre supérieur et vous devrez payer la différence. Ces actions nouvelles (créées avec jouissance du 1er janvier 1990) seront cotées dans le courant du mois d'août prochain.



Pour tout complément d'information, vous pouvez consulter  
Suez Actionnaires, Direction de la Communication  
1 rue d'Astorg 75008 Paris. Tél. (1) 40.06.64.00

### SNCF EMPRUNTS JUIN 1990

2 milliards de francs minimum en 2 tranches - obligations de 5.000 F.

Emprunt 9,80 % assimilable le 4 juillet 1990 à l'emprunt 9,80 % février 1990.

Montant : 1,5 milliard de francs minimum.

Durée : 11 ans et 232 jours à compter du 2 juillet 1990.

Prix de souscription : 101,28 % dont 97,689 % de prix d'émission et 3,571 % de coupon couru, soit 5.063 F par obligation.

Jouissance : 19 février 1990.

Règlement : 2 juillet 1990.

Intérêt annuel : 9,80 %, soit 490 F, payable en totalité le 19 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel : au 2 juillet 1990 : 10,13 %.

Amortissement normal : en totalité le 19 février 2002.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

Emprunt 8,80 % assimilable le 4 juillet 1990 à l'emprunt 8,80 % mars 1987.

Montant : 0,5 milliard de francs.

Durée : 9 ans et 215 jours à compter du 2 juillet 1990.

Prix de souscription : 98,92 % dont 93,304 % de prix d'émission et 5,616 % de coupon couru, soit 4.846 F par obligation.

Jouissance : 2 février 1990.

Règlement : 2 juillet 1990.

Intérêt annuel : 8,80 %, soit 440 F, payable en totalité le 2 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel : au 2 juillet 1990 : 9,95 %.

Amortissement normal : en trois tranches sensiblement égales, chacune des années 1998 à 2000.

— soit par remboursement au pair — soit par rachats en bourse.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

Une note d'information (visa COB n° 90-230, en date du 11 juin 1990) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Bolo du 18 juin 1990.

Souscrivez, dans les banques, les Sociétés de Bourse, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière - 17, rue de Londres - 75009 Paris.



# ÉCONOMIE

## La préparation du budget de 1991

Suite de la première page

M. Bérégovoy a confirmé également son intention de poursuivre l'ajustement des droits de mutation à titre onéreux (ventes de fonds de commerce, d'immeubles, cession de droits sociaux).

La question qui se pose en cette seconde quinzaine de juin, alors que MM. Bérégovoy et Charasse ont maintenant entre leurs mains toutes les données de crédits des ministères dépositaires, est de savoir ce qu'il sera possible de faire pour que les dépenses finalement retenues pour 1991 aient été prévues par des recettes et que le déficit budgétaire prévisionnel ne soit ramené à 80 milliards de francs contre environ 90 cette année.

« Peu de choses », ont déjà fait savoir MM. Rocard et Bérégovoy. Ils comprennent l'incertitude des ministères qui chaque année, depuis 1986, se voient opposer les mêmes arguments à la même époque pour l'ajustement de l'année suivante que l'État a facilement bouclé ses comptes, réussissant à réduire le déficit en même temps qu'à alléger les impôts.

Mais cette fois, outre les faveurs faites à l'éducation nationale, dont le budget (230 milliards de francs) s'accroît à lui seul de 20 milliards de francs si l'on prend en compte les premiers effets du plan de revalorisation de l'enseignement supérieur, les intérêts de la dette publique alourdis par le niveau élevé des taux d'intérêt augmentent de 18 milliards de francs, ce qui est bien sûr considérable.

### Tres au-delà des normes

On appréciera, soit dit en passant, le stock de dette qui s'accumule maintenant à 630 milliards de francs, soit le quart du Produit national. Cette dette est contractée par le Trésor public, sans cesse renforcée par des emprunts, subventionnés au fil des années par de douteuses opérations de débudgétisation-rebudgétisation passées à peu près inaperçues de la

plupart des parlementaires (3). On les en excusera, le budget de l'État ne supportant que les intérêts de la dette, partie émergée de l'iceberg.

C'est bien sûr, on le voit clairement maintenant, la reprise d'une forte activité économique à partir de 1986-1987 qui a tout rendu facile. Il suffit de savoir qu'en 1988 les impôts ont rapporté 56 milliards de francs de plus que prévu, puis 41 milliards en 1989, pour avoir une idée de l'abondance des dividendes de la croissance dès que celle-ci est un peu forte.

L'ennui pour les ministères actuellement en place est qu'ils ont probablement un petit temps de retard sur la conjoncture. Les demandes adressées à MM. Bérégovoy et Charasse pour 1991 entraîneraient une croissance des dépenses publiques de presque 10 %, supérieure d'une bonne cinquantaine de milliards de francs aux limites fixées à la mi-avril par M. Michel Rocard dans sa « lettre de cadrage ». Le premier ministre y disait clairement que « les dépenses de l'État devront progresser en 1991 moins rapidement que la richesse nationale afin de réduire leur poids dans le produit intérieur brut, dans le cadre d'une stabilisation des prélèvements obligatoires ».

Les experts ont transmis à M. Bérégovoy leurs prévisions pour 1991 : la richesse nationale devrait progresser d'un peu plus de 5 % (+2,8 % en volume, +2,5 % en prix). Si les consignes du premier ministre étaient respectées, les dépenses de l'État ne devraient augmenter l'année prochaine que de 3 % environ.

L'expérience incite à penser que le très gros écart qui sépare actuellement les demandes de crédits des objectifs fixés par M. Rocard sera largement réduit dans trois semaines. Chaque année au mois de juin, le ministère des finances fait face à des montagnes dont il ne reste plus rien un mois plus tard. Il en sera d'autant plus sûr, maintenant, ainsi à la mi-juillet que M. François Mitterrand, un peu mari sans doute du désordre créé en Bourse par ses propos d'Auxerre (4), avait

pour se rattraper lancé quelques jours plus tard en conseil des ministres les membres du gouvernement trop peu soucieux de rigueur budgétaire.

Le problème de l'éroitesse des marges de manœuvre n'en reste pas moins posé, même si 1991 est meilleur - voire bien meilleur - que prévu, du fait du boom allemand et des effets que celui-ci commence à avoir sur les économies européennes. Cette année pourrait en effet apporter quelques déceptions, les industriels ayant curieusement affaibli la conjoncture en réduisant leurs stocks. Certains impôts comme la TVA et les taxes pétrolières rentrent actuellement beaucoup plus lentement que prévu, seul l'impôt sur les sociétés continuant sur sa forte lancée. Il est donc exclu, même si l'activité redémarre comme cela est probable de retrouver avant des mois le phénomène de ces dernières années : des rentrées fiscales très supérieures aux prévisions.

Sur quelles données alors s'adoser pour construire le budget de 1991 ? Les recettes de l'État devraient, selon les calculs, progresser d'un peu plus de 6 % soit de 70 milliards de francs, avoisinant les 1 200 milliards de francs. Les dépenses, elles, augmenteraient de quelque 5 % (+60 milliards) et dépasseraient 1 280 milliards. Le déficit se réduirait de 10 milliards de francs mais il ne resterait pratiquement rien pour réduire les impôts.

Sans doute le gouvernement, parce qu'il s'y est engagé et qu'il existe bien des moyens de faire apparaître les recettes nécessaires, pourra-t-il annoncer quelques réductions pour 1991 : baisse du taux majoré de la TVA (une réduction de deux points du taux de 25 % coûterait 4 milliards de francs) ; baisse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (la réduction pourrait n'être que d'un point, comme semble s'y résigner M. Bérégovoy, ce qui entraînerait un manque à gagner pour l'État de 1,6 milliard). Deux milliards et demi pourraient être récupérés si le gouvernement se décidait à porter de 19 à 25 % le taux d'imposition des plus-values à long terme des entreprises sur les opérations financières et immobilières, comme le propose le rapport du député socialiste François Hollande.

Ces maigres projets de réductions fiscales ont au moins une logique : celle de M. Rocard ardent défenseur du secteur public. Ce sont les dépenses qui sont privilégiées dans le projet de budget de 1991, et d'abord celles de l'éducation nationale.

Difficile de dire que cette priorité ne s'impose pas. Difficile aussi d'expliquer pourquoi elle ne s'est pas imposée depuis dix ans.

ALAIN VERNHOLLES

## AFFAIRES

Les juges ayant tranché en faveur de M. De Benedetti

## M. Berlusconi va perdre le contrôle de Mondadori

ROME

de notre correspondant

« La raison a prévalu. Reste à espérer que le bon sens l'emportera. » Discours de vainqueur, jeudi soir 21 juin, à la télévision pour M. Carlo De Benedetti. L'instance arbitrale désignée il y a trois mois par les tribunaux pour savoir qui, de M. Silvio Berlusconi ou de l'« ingegnere » De Benedetti, est en droit d'acquiescer le paquet d'actions qui donnera à son détenteur le contrôle du groupe Mondadori a finalement donné raison à ce dernier.

En d'autres termes, la famille Formenton (héritiers Mondadori) qui s'était initialement engagée à céder à l'« ingegnere » les 25 % qu'elle détenait dans l'Amef (holding de contrôle du groupe d'édition), avant de changer brusquement d'avis en faveur de M. Berlusconi en décembre dernier, est désormais tenue de se

conformer à son pacte initial. Le contrat de vente étant en principe exécutif dès janvier prochain, le patron d'Olivetti devrait, à partir de cette date, se retrouver à la tête de 52,6 % du capital de l'Amef et contrôler ainsi, en ajoutant la part qu'il détient déjà, 78,2 % des actions ordinaires de la Mondadori. Sans parler des 79 % du capital « privilégié » dont M. De Benedetti ne s'est jamais départi.

M. Berlusconi et ses alliés, eux, conserveraient 40 % de l'Amef, 12 % des capitaux ordinaires Mondadori et 15,8 % du « privilégié ». D'où la poursuite des négociations entre les deux adversaires, car il est évident qu'un actionnaire, certes minoritaire mais puissant comme l'est « Sua Emittenza » pourrait, s'il restait hostile, compromettre sérieusement la marche de l'entreprise.

Déposé il y a six semaines, par décision juridique, de son pouvoir au sein de l'Amef, M. Berlusconi

risque de perdre dans quelques jours la présidence de la Mondadori qu'il avait enlevée à la hussarde, au début de ce printemps. Une assemblée générale des actionnaires du groupe est en effet prévue pour le 29 juin, et l'on sait déjà que l'Amef, qui demeure l'actionnaire majoritaire, votera en faveur d'un nouveau changement du conseil d'administration où les hommes de M. Berlusconi sont, pour l'heure, les plus puissants et entendent le demeurer.

Dans l'heure qui a suivi le verdict des trois magistrats arbitres, M. Lucas Formenton, qui ne veut toujours pas entendre parler de l'« ingegnere » à la tête du groupe fondé par son grand oncle, a déclaré qu'il déposait un recours auprès de la cour d'appel de Rome. Sauf improbable miracle, cette instance met en moyenne deux ans avant de rendre un verdict.

PATRICE CLAUDE

La polémique Henkel - Rhône-Poulenc

Plus de publicité comparative sur les lessives avec ou sans phosphates

Après un an de bataille publicitaire et juridique, la cour d'appel de Versailles a finalement renvoyé dos à dos jeudi 21 juin Rhône-Poulenc et Henkel : les deux sociétés ont été sommées de renoncer à leurs publicités comparatives sur les mérites des lessives avec ou sans phosphates.

Le groupe ouest-allemand Henkel avait fait appel d'une première interdiction pour publicité « tendancieuse, voire mensongère » prononcée en mars dernier par le tribunal de Nanterre contre sa campagne pour la lessive Le Chat supposée contribuer à un « meilleur environnement ». Henkel devra donc cesser sa campagne sous peine d'une amende de 50 000 francs par infraction constatée. Quant à Rhône-Poulenc, qui défendait le camp des lessives avec phosphates, le tribunal l'a condamné à payer 3 millions de dommages et intérêts à Henkel France.

■ Bnl remporte un contrat de 500 millions de francs en Grande-Bretagne. - La filiale britannique du groupe français Bnl s'est vu confier, jeudi 21 juin, par la direction des impôts britanniques la réalisation d'un projet d'information d'un montant global de 500 millions de francs (50 millions de livres sterling). Ce projet prévoit l'installation dans les cinq prochaines années d'un système de type « ouvert » architecturé autour du système d'exploitation Unix, destiné aux 632 agences fiscales du Royaume-Uni. Avec ce contrat, Bnl devient, selon les dirigeants de la firme, le principal fournisseur du pays en produits Unix. - (AFP.)

## “LA NATION FACE AU NATIONALISME”

Un colloque organisé par le Forum démocratique, SOS-Racisme et le Nouvel Observateur.

**DIMANCHE 24 JUIN 1990**  
de 10<sup>h</sup> à 18<sup>h</sup>

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE  
AMPHITHEATRE RAYMOND POINCARRE  
1, RUE DESCARTES 75005 PARIS

ENTREE LIBRE

Trois tables rondes : “Intégration : contrat social et laïcité” • “Europe et les nationalismes” • “La Nation à l'aube de l'an 2000”.

Parmi les participants : Alexandre Adler, Jacques Attali, Blandine Barret-Kriegel, Pierre Bergé, Pascal Bruckner, Régis Debray, Jean-Paul Dollé, Luc Ferry, Antoinette Fouque, Julia Kristeva, Bernard-Henri Lévy, Gérard Miller, Guy Scarpetta, Alain Touraine...

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Crédit Mutuel**  
une banque à qui parler

EPARGNE PREMIÈRE  
SICAV DE CAPITALISATION

Le conseil d'administration puis les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire le 3 mai 1990 ont adopté les nouvelles dispositions légales autorisant les OPCVM à capitaliser tous leurs revenus, produits de placement à revenus fixes et dividendes.

EPARGNE PREMIÈRE est transformée en SICAV de capitalisation dès l'exercice en cours, dont la clôture interviendra le 29 juin 1990, et ne distribuera donc plus de dividendes.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé d'opter à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1990, date d'ouverture du prochain exercice social, pour la règle de comptabilisation du coupon encaissé.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
La Monde-Entreprises,  
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gervais  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN : 0395-0337

## Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président  
Françoise Hugues, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Orléans,  
directrice du développement  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDOPUS 206 136 F  
Tél. : 45-55-04-70. - Société filiale  
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 35-15 - Tapes LEMONDE  
ou 35-15 - Tapes LM

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-99

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de  
votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE A DOMICILE  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
nouveau numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## ACTIONNAIRES D'EUROTUNNEL

Le quorum requis pour tenir l'Assemblée Générale Extraordinaire d'Eurotunnel S.A., sur première convocation, le 20 juin 1990, n'ayant pas été atteint, l'Assemblée Générale Extraordinaire d'Eurotunnel S.A. se tiendra sur seconde convocation, à l'issue des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles d'Eurotunnel S.A. et d'Eurotunnel P.L.C., qui auront lieu

le mercredi 27 juin à partir de 15 heures  
à la Maison de la Chimie, 28 bis rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

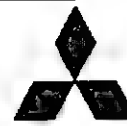
Veuillez remplir et renvoyer les formules de pouvoir et de vote par correspondance le plus rapidement possible.

- Un répondant téléphonique est à votre disposition pour vous indiquer l'avancement des travaux de forage au (1) 47.78.92.71.
- Le film Eurotunnel “Demain la jonction” sera diffusé sur FR 3 le samedi 23 juin à 10 heures 30.



## Le Monde AUTOMOBILE

### MITSUBISHI



son auto  
levallais

55, rue Marjolain - Tél. : 47.29.97.40 - Métro 3615 Argenteuil - Ouvert le Samedi matin.



Colt 1500 GLX

#### ALFA ROMEO

Affetto 2000, couleur gris  
métal, année 1984, 8 CV,  
Tél. : 39-64-73-27.

75 Twin Spark, soit 88, mod.  
88, gris métal, int. noir, train  
ABS, radio, téléphone direct,  
ess. gl. électr., alarme, pneu  
récent, pr. m. 52 000 km.  
48-65-65-01 province,  
48-65-43-35 dom.

78 i 8 Turbo America, oct.  
88, noir, int. cuir gris foncé,  
t. électr., radio, gl. électr.,  
ferm. électr., pr. m. 29 000 km.  
Labaye 80-23-06-20 bur.,  
80-22-59-91 19 h 90.

#### AUDI

90 i 16S, mai 90, bordeaux  
métal, int. noir, ferm. électr.,  
alarme, becquet, jantes all.,  
pr. m. 3 200 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

90 Diesel, confort, j. 88,  
mod. 88, gris métal, int. gris  
foncé, gl. électr., ferm. électr.,  
pr. m. 80 000 km. 92 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

90 Diesel Turbo, j. 88,  
mod. 90, blanc verni, int. noir,  
radio, int. cuir, jantes all.,  
pr. m. 18 000 km. 99 000 F.  
Michel 43-85-49-42 dom.

#### UN NOUVEL ACCUEIL AUX BUTTES CHAUMONT

79 AVENUE SIMON BOLIVAR  
75019 PARIS ☎ 42 08 27 33

**Betzaris**

#### BMW

524 Diesel Turbo, j. 87,  
blanc int. gris, train ABS,  
alarme, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

316 i 2 p., soit 88, mod. 90,  
diesel, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

316 i 2 p., soit 88, mod. 90,  
diesel, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

#### CADILLAC

Saville Autom. jan. 82,  
blanc, int. cuir, climatiseur,  
train ABS, 88 000 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

Saville Autom. 84,  
bordeaux, int. cuir, climatiseur,  
train ABS, 88 000 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

Saville Autom. 84,  
bordeaux, int. cuir, climatiseur,  
train ABS, 88 000 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

#### FIAT

Fiat Crona blanc verni, int.  
gris, mod. 88, 88 000 km.  
93 000 F. De Metz, tél. :  
47-23-72-00, 48-84-11-48  
soit, 43-53-02-51,  
43-53-27-84.

Fiat Crona blanc verni, int.  
gris, mod. 88, 88 000 km.  
93 000 F. De Metz, tél. :  
47-23-72-00, 48-84-11-48  
soit, 43-53-02-51,  
43-53-27-84.

#### CITROEN

XM 2.0 Sédution, jan. 90,  
blanc int. gris, train ABS,  
alarme, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

XM 2.0 Sédution, jan. 90,  
blanc int. gris, train ABS,  
alarme, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

XM 2.0 Sédution, jan. 90,  
blanc int. gris, train ABS,  
alarme, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

#### FORD

Transit 2 l. essence 1979,  
140 000 km, soit, équipé  
camping car, 2 places, div.  
gaz 2 f. 70 l. eau ; press.  
frein, échappement, bobine  
détail, direction 15 000 F.  
embrayage, amortisseurs :  
20 000 F. PRIX 111 800 F.  
16, après 19 heures :  
(11) 46-83-22-19.

Transit 2 l. essence 1979,  
140 000 km, soit, équipé  
camping car, 2 places, div.  
gaz 2 f. 70 l. eau ; press.  
frein, échappement, bobine  
détail, direction 15 000 F.  
embrayage, amortisseurs :  
20 000 F. PRIX 111 800 F.  
16, après 19 heures :  
(11) 46-83-22-19.

Transit 2 l. essence 1979,  
140 000 km, soit, équipé  
camping car, 2 places, div.  
gaz 2 f. 70 l. eau ; press.  
frein, échappement, bobine  
détail, direction 15 000 F.  
embrayage, amortisseurs :  
20 000 F. PRIX 111 800 F.  
16, après 19 heures :  
(11) 46-83-22-19.

#### HONDA

Accord 2.0 Dsi Autom., oct. 88,  
mod. 88, champagne métal,  
int. gris, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

Accord 2.0 Dsi Autom., oct. 88,  
mod. 88, champagne métal,  
int. gris, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

#### LANCIA

Delta HF Intégrale, jan. 88, blanc  
vern, int. beige, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

Delta HF Intégrale, jan. 88, blanc  
vern, int. beige, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

Delta HF Intégrale, jan. 88, blanc  
vern, int. beige, train ABS, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

#### MERCEDES

Mercedes 200 essence aut.,  
porture neuve, 6 ans  
neufs, année 77,  
Tél. : 39-64-73-27.

Mercedes 200 essence aut.,  
porture neuve, 6 ans  
neufs, année 77,  
Tél. : 39-64-73-27.

Mercedes 200 essence aut.,  
porture neuve, 6 ans  
neufs, année 77,  
Tél. : 39-64-73-27.

#### PONTIAC

Coupe Pontiac grand prix  
année 1980, 11 CV, diesel,  
pneus 118 000 F. Calvès

Coupe Pontiac grand prix  
année 1980, 11 CV, diesel,  
pneus 118 000 F. Calvès

#### PORSCHE

924 S, d. 85, mod. 88,  
gris métal, int. gris, train  
ABS, 88 000 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

#### PEUGEOT

Peugeot 505 Turbo, injec-  
tion, année 1987, direction  
assistée, jantes all., intérieur  
cuir, 88 000 km.  
Tél. : 39-64-73-27.

Peugeot 505 Turbo, injec-  
tion, année 1987, direction  
assistée, jantes all., intérieur  
cuir, 88 000 km.  
Tél. : 39-64-73-27.

#### RENAULT

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

#### TOYOTA

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

#### VOLKSWAGEN

Golf 3 p., j. 88, mod. 90,  
noir verni, int. noir, radio, pr.  
m. 27 000 km. 88 000 F.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Golf 3 p., j. 88, mod. 90,  
noir verni, int. noir, radio, pr.  
m. 27 000 km. 88 000 F.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Golf 3 p., j. 88, mod. 90,  
noir verni, int. noir, radio, pr.  
m. 27 000 km. 88 000 F.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

#### ROVER

S20 i 16 S, soit 88, mod.  
88, gris métal, int. gris, train  
ABS, 88 000 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

S20 i 16 S, soit 88, mod.  
88, gris métal, int. gris, train  
ABS, 88 000 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

S20 i 16 S, soit 88, mod.  
88, gris métal, int. gris, train  
ABS, 88 000 km. 99 000 F.  
Genevieve 34-81-10-58  
bur., 33-54-78-23 sp. 20 h.

#### VOLVO

740 GLE DIESEL TURBO,  
jan. 85, blanc, int. valeurs  
bleu, TO, arm. électr., direct.  
ass. gl. électr., jantes all.,  
pr. m. 182 000 km. 95 000 F.  
KERLEAU 48-28-43-70, p. 40

740 GLE DIESEL TURBO,  
jan. 85, blanc, int. valeurs  
bleu, TO, arm. électr., direct.  
ass. gl. électr., jantes all.,  
pr. m. 182 000 km. 95 000 F.  
KERLEAU 48-28-43-70, p. 40

740 GLE DIESEL TURBO,  
jan. 85, blanc, int. valeurs  
bleu, TO, arm. électr., direct.  
ass. gl. électr., jantes all.,  
pr. m. 182 000 km. 95 000 F.  
KERLEAU 48-28-43-70, p. 40

### PEUGEOT Darl'mat

146, 80 DE GRENELLE  
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

#### RENAULT

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

R28 Diesel Turbo, j. 88, mod.  
88, tungstène, int. gris, gl.  
électr., radio, 88 000 km.  
93 000 F. Calvès

#### TOYOTA

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
Tél. : (11) 38-45-19-56.

Toyota Liteace  
1983  
85 000 km, 8 CV, 7 places.  
Pneus et train ABS.  
T



Les grandes manœuvres dans la sidérurgie européenne

# Italie : Falck, le maître de forges de Milan, tarde à se marier

Le suspense se prolonge dans l'affaire Falck. Lors de son conseil d'administration qui s'est déroulé mercredi 20 juin à Milan, le premier groupe sidérurgique privé italien - à la recherche d'un partenaire industriel et financier depuis de longs mois - n'a pas révélé qui de son compatriote public Iva ou d'Usinor-Sacilor avait emporté ses faveurs. La décision définitive est toutefois imminente. Portrait d'un empire de l'acier très convoité.

ROME

de notre correspondant

Epouser une « fille publique » ? Même si la promesse vit une seconde jeunesse et apporte un avenir européen doublé d'une confortable dot, « Oncle Bruno », le dernier des grands monarques de la sidérurgie privée d'Italie, héritier de la dynastie des Falck, n'a-t-il sûrement pas apprécié. D'ailleurs, plutôt que d'assister impuissant à la lente liquéfaction de son empire, le vieux roi de l'acier transalpin avait préféré mourir. C'était en 1982. On était encore loin du miraculeux retour de tendance qui allait permettre aux plus forts de renaitre de leurs cendres.

Depuis une demi-douzaine d'années déjà, la crise mondiale de la sidérurgie multipliait les cadavres d'entreprises, massacrant les petits, affaiblissant les colosses, contrainquant les uns et les autres à priver d'emploi des dizaines de milliers d'ouvriers. Lorsque Alberto et Giorgio Falck, cousins disparates et neveux désunis de l'intransigeant « Tonton Bruno », héritent à quarante-quatre ans chacun du sceptre familial, le royaume est presque en ruine. Il a perdu un bon tiers de ses douze mille ouvriers, et, à Sesto-San-Giovanni, petite cité ouvrière rattrapée au fil des ans par la grande métropole de Milan, si l'église, le cinéma, le lycée professionnel, la maison de retraite et bon nombre de logements portent encore la marque des Falck, il y a peu de temps que les chapeaux profétaires ne se lèvent plus au passage des princes de la dynastie.

C'est l'époque où Giorgio, actuel vice-président du groupe, préfère

laisser les rênes de l'affaire à son discret cousin Alberto pour s'en aller courir les mers sur son voilier. Sportif, technicien brillant et bon vivant, Giorgio, qui a épousé une actrice, célèbre en son temps, est aussi jet-set que son président de cousin est modeste, méthodique et peu loquace. L'un aime les salons et la compagnie. L'autre les fuit, assiste régulièrement à la messe et collectionne les livres anciens. Pourtant, avec la formation scientifique de Giorgio et le don de la finance d'Alberto, le binôme Falck a tout pour réussir la transition qui s'annonce.

Que se passe-t-il alors ? Rien ou presque. Paternaliste comme un Wendel, « Oncle Bruno » a laissé en place des structures rigides, vicieuses, dépassées par les événements. Alors que déjà les autres producteurs d'acier se restructuraient, se spécialisent, s'allient pour s'en sortir, le premier groupe sidérurgique privé de la péninsule se presse lentement sans bousculer son petit train-train, et continue de s'appuyer sur les bonnes vieilles commandes publiques.

Le groupe Falck produisait 1,2 million de tonnes d'aciers divers en 1968, il est quasiment tombé à la moitié en 1983. Les fameux petits Bresciani et les autres producteurs privés comme la Danieli comptaient légitimement sur la dynastie au pouvoir pour mener les rapprochements nécessaires et les négociations avec le secteur public, notamment la puissante Finsider, qui deviendra plus tard, son passif largement apuré par l'Etat, l'actuel Iva.

## Une réelle remontée

Encore lourdement endetté, le groupe public (40 000 salariés contre 122 000 en 1980 et 11 millions de tonnes d'acier produites l'an dernier) renouera en 1989, et pour la première fois depuis 1974, avec le profit (208 milliards de lires de bénéfice consolidé). Mais au milieu de la décennie 80, rien à faire. Indécis et partagés, les Falck refusent de s'engager et rejettent même en 1986 une première offre de « fiançailles » avec l'Etat, celui-ci promettant pourtant à l'époque d'injecter 600 milliards de lires d'argent frais pour ressusciter l'empire. Celui-ci est sous-capitalisé, il le sait mais ne bouge pas. Alors que les premiers signes

d'une reprise mondiale de la consommation d'acier commencent à se faire sentir et que certains des 129 petits producteurs d'Italie refont des bénéfices, un groupe de spéculateurs romains, conduits - mais oui ! - par le fameux acteur Alberto Sordi, ramasse discrètement en Bourse près de 20 % du capital de la belle endormie !

Dur réveil pour les héritiers qui se souviennent alors qu'ils ne détiennent à l'époque qu'un peu moins de 30 % du capital de leur groupe. Aujourd'hui, ils sont tombés à 20 % à peine et n'ont pu conserver leur bâton de commandement qu'en s'alliant dans un « noyau dur » - dont le contrat pire fin 1991 - avec l'Automobiliare de Gianpiero Pesenti (12,8 %), la Pirelli (3,12 %) et trois autres producteurs d'acier, Giovanni Arvedi (5,4 %), Cecilia Danieli (3,12 %) et la Techint de la famille Rocca (9,08 %). C'est le premier surtoi, M. Pesenti, qui ruera dans les brancards pour qu'une décision de mariage soit prise rapidement si la Falck veut survivre à l'Europe.

Français ou italien ? Usinor-Sa-

cilor ou Iva ? En tout cas, la décision de principe d'un mariage est enfin prise en 1989. Le groupe Falck a lui aussi, malgré ses lenteurs et ses erreurs, renoué avec le profit. Sa production toujours très dispersée est remontée à plus de 1 million de tonnes, il lui reste 7 600 employés et son bénéfice net consolidé est passé de 16 milliards de lires en 1987 à 57 l'année suivante et 39 milliards en 1989. La remontée, c'est logique, est nettement moins rapide que chez les concurrents, mais elle est réelle.

Restait encore à faire un choix définitif pour l'avenir. Le suspense a duré un an. On a beaucoup dit que l'origine alsacienne de la famille régnante - le premier des Falck, dont le père s'était enrichi comme consultant pendant les guerres napoléoniennes, s'est établi en Italie en 1862, et l'actuel empire est véritablement né en 1906 - jouerait en faveur des Français. Mais « Oncle Bruno » n'était-il pas sénateur de la Démocratie chrétienne italienne ? L'argent frais, par définition, a encore moins d'odeur que les vieilles fortunes.

PATRICE CLAUDE

# Grande-Bretagne : British Steel prend position en Allemagne

Les grandes manœuvres dans la sidérurgie européenne se poursuivent. Le britannique British Steel, numéro deux de l'acier en Europe derrière Usinor Sacilor, a annoncé mardi 19 juin le rachat pour 103 millions de livres (990 millions de francs) de la division Mannstaedt du groupe sidérurgique ouest-allemand Klockner Werke.

Cette division, située à Troisdorf, près de Cologne, a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 460 millions de marks (environ 4,5 milliards de francs). Elle produit essentiellement des aciers spéciaux destinés à la construction mécanique et automobile à partir de laminés à chaud.

L'opération est la première acquisition d'ampleur réalisée hors frontières par British Steel redevenu profitable après avoir consenti à d'énormes efforts de restructuration. Elle conclut en tout cas une série de tentatives infructueuses engagées par le britannique pour prendre pied sur le territoire ouest-allemand et y rejoindre Usinor Sacilor, devenu le deuxième producteur d'acier de RFA après avoir racheté Saarstahl en 1988.

British Steel dont la stratégie d'internationalisation est restée à ce jour plutôt timide nourrit comme Usinor Sacilor l'ambition d'émerger comme l'un des principaux pôles fédérateurs de l'acier sur le Vieux Continent à la faveur de regroupements prévisibles. Le groupe peut compter sur des liquidités abondantes (son trésor de guerre était évalué à près de 390 millions de livres à la fin de l'année 1989) écornées à hauteur de 30 millions de livres seulement par le récent rachat du négociant britannique C. Walker and Sons.

Une présence sur le marché ouest-allemand s'avère indispensable dans le cadre d'une telle stratégie. Pour plusieurs raisons. La demande d'acier outre-Rhin devrait être dopée par les besoins créés par la restructuration de l'industrie est-allemande.

Par ailleurs, aucun acteur majeur n'a émergé outre-Rhin. La production d'acier reste dispersée entre quatre grands intervenants : Krupp Stahl, Klockner, Hoesch et Thyssen, dont elle ne représente pas l'activité principale. Des remaniements de portefeuille sont prévisibles. British Steel comme Usinor Sacilor entendent en tirer profit.

C. M.

## POUR PROMOUVOIR PLUSIEURS MILLIONS D'EMPLOIS EUROPÉENS

Les grandes entreprises européennes du textile et de l'habillement ont défini récemment les conditions susceptibles de favoriser un développement harmonieux du commerce textile international.

Ces conditions sont basées sur 3 principes fondamentaux :

La mise en œuvre effective des conditions de concurrence loyale - prônées sans grand succès jusqu'ici par le GATT - avant toute nouvelle ouverture des marchés aux produits asiatiques. Ces conditions de concurrence loyale doivent notamment mettre fin au pillage systématique du patrimoine culturel européen par les copies et contrefaçons.

La détermination urgente par la Commission Européenne d'une politique claire d'intégration économique des pays de l'Est dans l'espace économique européen. Il n'est pas possible, en effet, pour les entreprises européennes de supporter en même temps une intégration rapide des pays de l'Est avec leur capacité élevée de production textile et un nouvel accroissement anarchique des importations asiatiques.

L'engagement par les pays en voie de développement de mettre en œuvre des politiques sociales garantissant à leurs concitoyens une base de protection minimale et des conditions de travail plus décentes. Il est utopique, en effet, de vouloir construire un espace social européen si l'inégalité excessive des systèmes sociaux compromet durablement l'équilibre concurrentiel des marchés mondiaux.

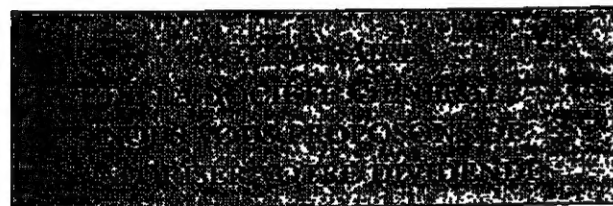


European Largest Textile & Apparel Companies - 19/20 Square de Meeus, 1040 BRUXELLES

BENETTON - BIDERMAN - CHARGEURS - COATS VIYELLA - COURTAULDS TEXTILES - DEVANLAY - DOLLFUS MIEG & CIE - ESCADA - GRUPPO FINANZIARIO TESSILE - HOF - INDUYCO - INGHIRAMI - KLAUS STEILMANN - LEVI STRAUSS EUROPE - MANUEL GONCALVES - MARZOTTO - MAX MARA - MIROGLIO - PIRAIKI-PATRAIKI - RIOPELE - TEN CATE - TOOTAL - UCO - VALLE BRENBANA - VEV PROUVOST.

DES ENTREPRISES PERFORMANTES  
QUI EXIGENT UNE CONCURRENCE LOYALE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DATE LIMITE : 6 JUILLET INCLUS

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, nous vous proposons de percevoir votre dividende en actions Société Générale.

Vous pouvez en effet choisir de recevoir votre dividende 1989 (15 F par titre, hors avoir fiscal) en actions émises au prix de 538 F.

Si vous souhaitez bénéficier de cette option, faites connaître votre choix à votre intermédiaire financier avant le 7 juillet 1990. À partir de cette date votre dividende sera automatiquement payé en espèces.

Pour tout complément d'information, consultez notre service "Relations avec les Actionnaires", par téléphone au (1) 40.98.52.16 - par Minitel 3614 Code Générale.



CONJUGUONS NOS TALENTS.







# BOURSE DU 22 JUIN

مکتبہ اسلامی

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**



## La fin du sommet de La Baule

## Les dirigeants africains s'engagent à « associer plus étroitement les populations à la construction de leur avenir »

Le seizième sommet franco-africain s'est achevé jeudi après-midi 21 juin à La Baule par la publication d'une déclaration finale qui souligne « la nécessité d'associer plus étroitement les populations concernées à la construction de leur avenir politique, économique et social ». La déclaration « déplore d'autre part qu'une image parfois caricaturale soit actuellement donnée de l'Afrique, cette présentation décourageante contribuant aux difficultés qu'elle prétend dénoncer ». Ce communiqué exprime enfin le vœu « qu'en aucune manière le grand marché européen de 1993 ainsi que l'aide aux pays de l'Europe de l'est aient des conséquences négatives sur l'Afrique ».

## LA BAULE

de notre envoyé spécial

Une prime dans l'océan de l'aide aux pays qui feront effort pour « aller vers plus de liberté » — comme l'a annoncé M. François Mitterrand à La Baule, — « c'est bien beau, mais on ne peut pas agir contre la volonté du peuple auquel appartient le pouvoir ». Dans son pays, explique-t-il, le peuple a tranché. Consulté par le parti unique, il a répondu : pas de multipartisme pour le moment. Le général Eyadéma et quelques-uns de ses pairs africains, notamment congolais et gabonais, ont quitté La Baule soulagés, certes, car ils craignaient un peu le pire, mais irrités tout de même par le « discours sur la méthode démocratique » prononcé par M. Mitterrand.

D'autant qu'au cours d'une conférence de presse, jeudi, celui-ci a persisté à signifier : « Il est évident que l'aide normale de la France sera plus ténue en face des régimes

qui se comporteraient de façon autoritaire sans accepter d'évolution vers la démocratie et l'enthousiasme vers ceux qui franchissent le pas avec courage ».

À cet égard, beaucoup de dirigeants africains présents à La Baule s'en sont pris avec vivacité aux médias — la déclaration finale y fait écho, — coupables à leurs yeux d'avoir eu quelque sorte « monté le bourrichon » de leurs interlocuteurs français, ainsi contraints de lancer un rappel à l'ordre démocratique. Réaction d'amour-propre significative : le Zaïre, qui a mauvaise réputation en matière de respect des droits de l'homme, risquait-il de se voir préférer l'île Maurice comme lieu du prochain sommet de la francophonie (le 21 juin) ? Les chefs d'Etat et de gouvernement du continent noir ont aussitôt fait bloc pour s'opposer à ce changement de site très politique, alors qu'en d'autres temps ils se seraient montrés probablement plus conciliants.

Pour un peu, des dirigeants africains qualifieraient de « subversifs » les propos du président français et ses commentaires faits en aparté mais rapportés très officiellement et très minutieusement par un de ses collaborateurs : « Le plus tôt vous organisez des élections libres, le mieux ce sera pour votre jeunesse qui a besoin de s'exprimer ». Paroles qui ne tomberont pas dans l'oreille de sourds. Les contestataires de tout poil ne manquent pas de s'en saisir pour obtenir gain de cause.

« Ce discours risque de nourrir l'adversité de certains », s'inquiète un ministre. Mais dans un état de si grande détresse économique et sans possibilités d'aller sonner à d'autres portes ou de se présenter à d'autres guichets, que peuvent donc bien faire — sinon maigrir — les membres de ce club italo-africain pour obtenir de Paris qu'il leur tienne un langage différent, qu'il ne leur complique pas la tâche ? Certes, M. Mitterrand leur a confirmé sur tous les

tons que la France ne se retirerait pas du continent noir et annoncerait à la clé de nouvelles remises de dette. Mais la « facture » démocratique leur paraît lourde à payer.

## « Une mode de saison »

Lier trop étroitement et trop immédiatement l'idée de démocratie à celle d'élections libres et de multipartisme, n'est-ce pas faire un peu fausse route dans le contexte proprement africain ? Il est à craindre que cet « emballement démocratique » ne conduise en l'état actuel des choses à une impasse, voire au chaos. On peut dès lors comprendre le raidissement des dirigeants africains face à ceux qui leur soufflent des recettes trop simples pour être bonnes.

Ces dirigeants ont donc beau jeu de monter sur leurs grands chevaux. N'a-t-on pas entendu M. Hissène Habré, le chef de l'Etat tchadien, dénoncer avec quelque virulence « l'écrasement économique et idéologique dont est victime le continent noir et cette démocratie présentée de telle sorte qu'elle ressemble à une mode de saison » ? Pour M. Moussa Traoré, le président malien, la démocratie est « un état d'esprit ». C'est dire le temps

qu'il faudra pour voir aboutir cette révolution des mentalités. Et, ici et là sur le continent noir, n'est-il pas déjà trop tard pour négocier un virage en douceur ? Est-il sage, comme le dit M. Omar Bongo, le président gabonais, qui parle d'expérience, « de se laisser conseiller par les événements » ?

Trop préoccupés par l'histoire immédiate de leur propre pays, beaucoup de participants au sommet de La Baule n'ont pas accordé l'intérêt qu'elle méritait à l'idée lancée par M. Abou Diouf, le chef de l'Etat sénégalais, pour faire face aux enjeux économiques du moment : « Il est nécessaire, a-t-il dit, de créer des marchés communs africains, d'accepter même des limitations de souveraineté et d'en arriver à une fédération politique ». Chaque chose en son temps ? « Halle-là », crient aujourd'hui beaucoup de dirigeants africains qui reprochent à leurs interlocuteurs occidentaux et français en particulier, de jouer les pyromanes, d'exciter leurs opposants et, au bout du compte, de faire fuir les investisseurs. Il est donc à leurs yeux urgent de calmer le jeu.

JACQUES DE BARRIN

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Accident de carrière

J'ai vu de lire un petit bouquin plein d'enseignements. Dans la très sérieuse collection des Dix conseils pour demander une augmentation ou bien vivre avec son stress, voici ceux qui nous permettront de sortir gagnant d'un accident de carrière. D'abord, j'ai cru à un tour de reins chopé en faisant des courbettes à son chef en chef. C'est pas ça du tout, c'est comment réagir si vous êtes viré. Conduite à tenir avant. Ne faites pas l'autruche. Apprenez à détecter les signes avant-coureurs de votre disgrâce et à décrypter certains messages.

Votre secrétaire oublie de vous inviter au pot qu'elle donne pour fêter la prime que lui a accordée la direction des relations humaines sans vous consulter. Vos collègues se taisent quand vous entrez dans leur bureau. Ignorant les trois places vides à côté de vous à la cantine. S'exclamant en vous croisant dans un couloir : « Tenez, j'en encore là ? Je croyais que... Non, rien... Excusez-moi. Votre boss vous engueule. Vous menace. Vous bat froid.

Conduite à tenir après. Chez vous. Transformez votre appartement en QG : ligne téléphonique supplémentaire, répondeur interro-

geable à distance, photocopieuse, ordinateur, télécopieur et fax. Scotchez sur tous les murs la consigne laissée à vos enfants au cas où un employeur éventuel appellerait, ne pas l'envoyer promener en lui balançant avant de raccrocher : il est pas là, on sait pas quand il rentrera, il a pas d'heure, il dit jamais où il va.

Chez le chasseur de têtes. Apprenez par cœur les dates qui ont ponctué votre cursus universitaire et professionnel pour éviter de vous y prendre les pieds : Je suis entré chez Cralognat et Compagnie en 1986... Ah ! Non, pardon, ça c'est l'année où j'ai été recruté à Sup de Co Albi. Au chapitre de l'argent, n'annoncez pas la couleur d'entrée de jeu, je veux tant, pour lancer négativement la main sur la poignée de la porte : Ah ! J'oubliais, j'exige une voiture de fonction et une prime liée aux bénéfices du groupe.

Enfin, en relevant les circonstances de votre dernier « accident », ne soyez pas trop agressif : Si vous saviez le coup qu'ils m'ont fait, ces salauds-là... Ni trop ému : C'était toute ma vie, le BFA : J'aurais pu m'en remettre. Voyez, rien que d'y penser, ça me bouleverse... Vous auriez pas un Kleenex ?

## José Cabanis à l'Académie française

Du noir au rose

L'écrivain José Cabanis a été élu jeudi 21 juin à l'Académie française au fauteuil de Thierry Maulnier. Il a obtenu, au troisième tour, 17 voix sur 33 votants contre 11 à M. Charles Dedeaux, ancien professeur d'université. Cinq bulletins étaient marqués d'une croix ce qui signifie l'hostilité à tous les candidats en présence. Au premier tour, M. Dedeaux était arrivé en tête avec 14 voix contre 13 à M. Cabanis et 6 bulletins marqués d'une croix.

« Conteur original, prosateur parfait et pénétrant moraliste », ce condensé de José Cabanis est signé Pierre-Henri Simon, qui avait suivi avec intérêt et sympathie, non sans quelques réserves, une bonne partie de son itinéraire. Le milieu social, l'ambiance provinciale d'un écrivain ancré à Toulouse, où il est né le 24 mars 1922, semblent avoir encadré une œuvre de romancier et d'essayiste.

Après une double licence (droit et philosophie) — et l'intermède du STO (Service du travail obligatoire) effectué dans une usine d'armement allemande en 1944-1945 — puis un diplôme d'études supérieures de philosophie et son doctorat en droit, José Cabanis s'inscrit au barreau de Toulouse.

De l'aveu même de l'auteur, sa production romanesque, où se mêlent fiction et éléments autobiographiques plus ou moins transparents, peut se diviser en deux cycles. Le premier (1950-1958) coïnciderait avec le séjour de José Cabanis en milieu urbain, près du palais de justice. Il comprend l'Age ingrat, l'Auberge fameuse, Juliette Bonville, le Fils, les Mariages de raison.

Son installation dans une belle maison campagnarde, à une dizaine de kilomètres de Toulouse, n'est pas étrangère à une vision moins amère, plus optimiste, plus poétique de la vie. Il est peut-être excessif mais tentant de dire qu'à la période noire succède la période rose, celle qui a vu éclore le Bonheur du jour, les Cartes du temps.

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi

numéro date dimanche-jour

La disparition de « Checkpoint Charlie »  
L'URSS propose le retrait des troupes alliées de Berlin

Au cours de la cérémonie qui a marqué, vendredi 22 juin, la démolition de Checkpoint Charlie entre les deux secteurs de Berlin, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a proposé que les alliés retirent leurs troupes stationnées à Berlin dans les six mois qui suivront l'unification allemande. « Nous proposons à nos partenaires, a dit le chef de la diplomatie soviétique, qu'avec le rétablissement d'un Parlement et d'un gouvernement allemands uniques le système allié soit aboli et les troupes des quatre puissances alliées quittent la région du Grand Berlin dans les six mois. » (Reuter.)

## Un haut lieu de la guerre froide

BERLIN

de notre envoyé spécial

Avec le point de contrôle allié de la Friedrichstrasse, à la limite des secteurs américain et soviétique de Berlin, l'un des hauts lieux de la guerre froide est devenu célèbre sous le nom de Checkpoint Charlie à disparu vendredi 22 juin.

Le 13 août 1961, les Allemands de l'Est bloquent tout passage entre les secteurs occidental et soviétique de Berlin. C'est la construction du fameux mur. Les Occidentaux se voient octroyer un seul point de passage, sur la Friedrichstrasse. Pendant vingt-neuf ans, tous les étrangers désireux de se rendre à Berlin-Est ont été obligés de passer, soit par la station de métro du même nom, soit à pied ou en voiture, par le fameux passage.

Deux mois après la construction du mur, les Allemands de l'Est tentaient d'imposer un contrôle des personnes alliées se rendant dans la partie est de

la ville. Pendant dix jours, chars américains et russes se firent face. L'endroit connaît bien d'autres tragédies, comme la mort de Peter Fechter, le 17 août 1962, au cours d'une tentative de fuite. Tombé du mauvais côté du mur après avoir été atteint par une balle au poumon, le jeune homme agonisa pendant cinquante minutes, seul, en hurlant.

La chute enlevée vendredi était en place depuis 1986. Au fil du temps, on s'était installé de plus en plus confortablement. Les trois puissances occidentales de Berlin disposaient chacune d'un local où étaient soigneusement notées les allées et venues des militaires et personnels de l'administration militaire. C'est aussi à cet endroit qu'a été construit un musée célèbre qui retrace l'histoire du mur et de toutes les tentatives d'évasion qui s'y sont produites.

H. DE B.

Lire aussi page 5.

**EX.CO.SUP**  
MÉDECINE - PHARMACIE  
De la Terminale à la 2<sup>e</sup> année  
10 centres de préparation  
CLASSES PRÉPARATOIRES  
Recyclage - Encadrement - Révisions  
Enseignement par Minitel : 3615 EXCOSUP  
12, rue Hauteville - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois  
**IRELLI**  
Inclinable tête et pied  
soutient bien la colonne vertébrale  
**CAPÉLOU**  
32, av. de la République - 75011 PARIS - Tél. 337.16.16 - Métro Parmentier

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

**Débats**  
Démocratie : « La justice délaissée », par François Léotard ; « Néologisme : l'informaticien », par Philippe Druy-  
fus ; Bibliographie : « La Presse entre les lignes », de Bernard Wouts. .... 2

**La rupture du dialogue entre Washington et l'OLP**  
Les dirigeants palestiniens temporisent... 6

**La guerre civile à Sri-Lanka**  
Plus de mille morts en dix jours... 6

**Les menaces sur l'unité du Canada**  
La crise constitutionnelle rebondit... 6

**M. Le Pen au Bourget**  
Un meeting et des incidents... 9

**Comité central du PCF**  
M. Le Pen dénonce des « pratiques d'un autre âge »... 9

**Le journal d'un amateur**  
« De Gaulle », par Philippe Boucher... 9

**Mondiale**  
Le splendide isolement technique des Angles. La renaissance capagnole... 10

## SECTION B

**Les progrès de la délinquance**  
Pour la première fois depuis 1985, des chiffres en hausse... 11

**Grève des magistrats**  
Un succès qui incite les syndicats à reprendre leur mouvement... 12

**Conférence de San-Francisco**  
Les spécialistes du sida étudient les futures thérapeutiques... 12

**Tout pour la musique**  
Il y a eu de la pluie, mais beaucoup de monde et de concerts pour la

fête de la musique, qui, d'une certaine manière, se poursuit à Paris avec le mega-site des Rolling Stones au Parc des Princes... 13

**Danse allemande**  
La chorégraphe Reinhold Hoffmann, moins connue que Pina Bausch, et comme elle, élève de Kurt Jooss, étouffe avec un spectacle drôle et violent au Centre Pompidou... 13

## SANS VISA

Le commerce à l'américaine : change de décor... La table... Escapes... Jeux... 15 à 18

## SECTION C

**Prêt allemand à l'URSS**  
5 milliards de DM garantis par Bonn... 23

**Concentration dans l'agroalimentaire**  
Philip Morris prend le contrôle de Suchard... 23

**Licenciements chez Michelin**  
La firme clermontoise s'approprierait à supprimer 2 500 emplois... 24

**Assurances et banques**  
Rapprochement entre le Crédit agricole et Groupama... 28

## Services

Abonnements... 25  
Amériques classées... 26  
Carnet... 20  
Jeux... 18  
Loto... 18  
Marchés financiers... 28-29  
Météorologie... 20  
Mots croisés... 20  
Philatélie... 20  
Radio-télévision... 21  
Spectacles... 19

La télématique du Monde : 3615 LE MONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 juin 1990 a été tiré à 519 604 exemplaires.

## Aider l'URSS ?

Les Américains et les Britanniques ont-ils vraiment l'intention de fournir à l'URSS des armes nucléaires ? C'est la question que se posent les observateurs de l'OTAN. Les États-Unis ont déjà fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque. Les Britanniques ont également fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque.

Les Américains et les Britanniques ont-ils vraiment l'intention de fournir à l'URSS des armes nucléaires ? C'est la question que se posent les observateurs de l'OTAN. Les États-Unis ont déjà fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque. Les Britanniques ont également fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque.

Les Américains et les Britanniques ont-ils vraiment l'intention de fournir à l'URSS des armes nucléaires ? C'est la question que se posent les observateurs de l'OTAN. Les États-Unis ont déjà fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque. Les Britanniques ont également fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque.

Les Américains et les Britanniques ont-ils vraiment l'intention de fournir à l'URSS des armes nucléaires ? C'est la question que se posent les observateurs de l'OTAN. Les États-Unis ont déjà fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque. Les Britanniques ont également fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque.

Les Américains et les Britanniques ont-ils vraiment l'intention de fournir à l'URSS des armes nucléaires ? C'est la question que se posent les observateurs de l'OTAN. Les États-Unis ont déjà fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque. Les Britanniques ont également fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque.

Les Américains et les Britanniques ont-ils vraiment l'intention de fournir à l'URSS des armes nucléaires ? C'est la question que se posent les observateurs de l'OTAN. Les États-Unis ont déjà fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque. Les Britanniques ont également fourni à l'URSS des armes nucléaires, mais ces armes sont destinées à la défense et non à l'attaque.